



NOTE D'INFORMATION

Emission de deux emprunts obligataires subordonnés

Montant global de l'émission : 2 000 000 000 Dh

<u>Emprunt A Coté</u>	<u>Emprunt B Non Coté</u>
Montant de l'émission : 1 000 000 000 Dh	Montant de l'émission : 1 000 000 000 Dh
Nombre : 10 000 obligations cotées	Nombre : 10 000 obligations non cotées
Valeur nominale : 100 000 Dh	
Taux nominal : 3,85%	
Prix de souscription : entre 100,00% et 101,22% de la valeur nominale	
Taux actuariel brut : entre 3,65% et 3,85%	
Maturité : 7 ans	

Période de souscription : du 20 au 22 février 2007

**Emission réservée aux
investisseurs institutionnels de droit marocain**

Organisme Conseil

**Organisme Centralisateur
et Chef de File du syndicat
de placement**

**Co-Chef de File du syndicat
de placement**



Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n°04/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1- 93- 212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 14 février 2007 sous la référence VI/EM/002/2007.

ABREVIATIONS

AED	Dirham Emirats Arabes Unis
AGE	Assemblée Générale Extraordinaire
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
AIMR	Association for Investment Management and Research
ANAPEC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Cadres
APSF	Association Professionnelle des Sociétés de Financement
AWB	Attijariwafa bank
BAM	Bank Al-Maghrib
BCM	Banque Commerciale du Maroc
BCP	Banque Centrale Populaire
BMAO	Banque Marocaine pour l'Afrique et l'Orient
BMCE BANK	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
BMCI	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie
BNDE	Banque Nationale pour le Développement Economique
BMF	Banque des Marocains sans Frontière
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
BP	Boîte Postale
BTP	Bâtiments et Travaux publics
CA	Chiffre d'affaires
CAD	Dollar canadien
CAI	Crédit Agricole Indosuez
CAM	Crédit Agricole Marocain
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEMA	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CGI	Code Général des Impôts
CHF	Franc suisse
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CNCA	Caisse Nationale du Crédit Agricole
CNIA	Compagnie Nord Africaine et Intercontinentale d'Assurances
CRM	Customer Relation Management
Dh	Dirham
DKK	Couronnes danoises
DZD	Dinars algériens
E	Estimé
EUR	Euro
ETIC	Etat des Informations Complémentaires
FCP	Fonds Commun de Placement
F3I	Financière d'Investissement Industriels et Immobiliers (ex-Financière Diwan)
FOGARIM	Fonds de Garantie pour les Revenus Irréguliers et Modestes
FRA	Forward Rate Agreement
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre Sterling
GE	Grande Entreprise
GGR	Gestion Globale des Risques
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc
HBM	Habitat Bon Marché
HT	Hors Taxes
IAS	International Accounting Standards
IFRS	International Financial Reporting Standards
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
IVT	Intermédiaires en Valeurs du Trésor
JPY	Yens japonais
Kdh	Milliers de dirhams
KWD	Dinar koweïtien
LLD	Location Longue Durée
LYD	Dinar libyen
MAD	Dirham marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MPP	Marché des Particuliers et des Professionnels
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Mdh	Millions de dirhams
MENA	Middle East & North Africa
Mrds dh	Milliards de dirhams
MRE	Marocains Résidents à l'Etranger
MRO	Ouguiya Mauritanienne
MSF	Marocains Sans Frontière
N°	Numéro
ND	Non disponible
NOK	Couronnes Norvégiennes

NA	Non applicable
Ns	Non significatif
OGM	Omnium de Gestion Marocain
ONA	Omnium Nord Africain
OPA	Offre Publique d'Achat
OPCVM	Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPE	Offre Publique d'Echange
OPR	Offre Publique de Retrait
OPV	Offre Publique de Vente
PCEC	Plan Comptable des Etablissements de Crédit
PDG	Président Directeur Général
PDM	Part de marché
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
PRG	Provision pour Risques Généraux
Pb	Points de base
Pts	Points
RH	Ressources Humaines
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
ROA	Return On Assets (résultat net de l'exercice n / total bilan moyen des exercices n, n-1)
ROE	Return On Equity (résultat net de l'exercice n / fonds propres moyens des exercices n, n-1)
SA	Société Anonyme
SAR	Rial saoudien
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBC	Société de Banques et de Crédit
SCI	Société Civile Immobilière
SEK	Couronnes suédoises
SGMB	Société Générale Marocaine de Banques
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
SNI	Société Nationale d'Investissement
TCN	Titres de Créance Négociables
TND	Dinar tunisien
TPE	Très Petite Entreprise
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
Var.	Variation
Vs	Versus

DEFINITIONS

Banque offshore

La loi, n°58-90 relative aux places financières offshore, promulguée par le dahir n°1-91-131 du 21 chaabane 1412 (26 février 1992) et publiée au B.O. n° 4142 du 18 mars 1992, a institué dans la municipalité de Tanger une place financière offshore ouverte aux activités de banques et des sociétés de gestion de portefeuille et de prise de participations.

On entend par banque offshore :

- Toute personne morale, quelle que soit la nationalité de ses dirigeants et des détenteurs de son capital, ayant un siège dans une place financière offshore et qui :
 - exerce comme profession habituelle et principale la réception de dépôts en monnaies étrangères convertibles ;
 - effectue, en ces mêmes monnaies, pour son propre compte ou pour le compte de ses clients toutes opérations financières, de crédit, de bourse ou de change.
- Toute succursale créée, pour l'exercice d'une ou de plusieurs des missions visées ci-dessus, dans une place financière offshore par une banque ayant son siège hors de ladite place.

Créancier chirographaire

Créancier dont la créance n'est assortie d'aucune sûreté réelle. En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur et de réalisation de son actif, les créanciers chirographaires sont primés par les créanciers titulaires de sûretés.

Cross-selling

Un concept qui consiste à croiser les métiers de la banque pour proposer au même client une gamme complète de produits et services et répondre ainsi à tous ses besoins.

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
DEFINITIONS	3
AVERTISSEMENT	6
PREAMBULE	7
PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES	9
1. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ATTIJARIWABA BANK	10
2. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWABA BANK	10
3. LE CONSEILLER FINANCIER	24
4. LE CONSEILLER JURIDIQUE	24
5. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE	25
6. AGENCE DE NOTATION	25
PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION	26
1. CADRE DE L'OPERATION	27
2. OBJECTIFS DE L'OPERATION	27
3. STRUCTURE DE L'OFFRE	27
4. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES ATTIJARIWABA BANK	27
5. COTATION EN BOURSE	32
6. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS	33
7. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES	33
8. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES	34
9. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES	35
10. FISCALITE	35
11. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION	37
PARTIE III : PRESENTATION GENERALE D'ATTIJARIWABA BANK	38
1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	39
2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR	41
3. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWABA BANK	44
4. NOTATION	44
5. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWABA BANK	45
6. ORGANES DE DIRECTION	48
7. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	53
PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWABA BANK	55
1. HISTORIQUE D'ATTIJARIWABA BANK	56
2. APPARTENANCE D'ATTIJARIWABA BANK AU GROUPE ONA	57
3. FILIALES D'ATTIJARIWABA BANK	61
4. ACTIVITE	72
5. CAPITAL HUMAIN	85
6. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	87
7. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	89
PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWABA BANK	93
I. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES	94
1. PROFITABILITE ET RENTABILITE DE LA BANQUE	94
2. ANALYSE DU BILAN	102
3. ANALYSE DU HORS BILAN	107
II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES	108
1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2005	108
2. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	110
3. ANALYSE DU BILAN	116
4. ANALYSE DU HORS BILAN	119
III. STRATEGIE ET PERSPECTIVES	120
1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES	120
2. DONNEES FINANCIERES PREVISIONNELLES	120
IV. FACTEURS DE RISQUES	121
1. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE	121
2. RISQUE DE LIQUIDITE	123
3. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE	123

4. RISQUE DU MARCHE ACTIONS.....	126
5. RISQUES REGLEMENTAIRES	126
6. RISQUES SUR LA RENTABILITE.....	126
7. RISQUE FISCAL	127
V. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	127
ANNEXES	128
I. DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES.....	129
1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES.....	129
2. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D’ATTIJARIWABA BANK.....	134
3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D’EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES	158
4. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES D’ATTIJARIWABA BANK.....	161
5. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES SEMESTRIELS D’ATTIJARIWABA BANK	170
6. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES TRIMESTRIELS D’ATTIJARIWABA BANK	175
II. BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES EMISES.....	180
III. RAPPORT DE NOTATION D’ATTIJARIWABA BANK PAR STANDARD & POOR’S	182

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en obligations est soumis au risque de non remboursement. Cette émission obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par l'émetteur.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération d'émission d'obligations ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances de l'émission d'obligations, objet de la présente note.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des obligations, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement ne proposera les obligations, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni Attijari Finances Corp., n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par un ou des membres du syndicat de placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de l'émetteur, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été préparée par Attijari Finances Corp. conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 04/04 du 19/11/04 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Les commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale d'Attijariwafa bank notamment lors des due diligence effectuées auprès de celle-ci ;
- Les rapports annuels et rapports de gestion relatifs aux exercices 2004 et 2005 ;
- Les rapports et statistiques du GPBM ;
- Les comptes sociaux agrégés et consolidés de la Banque Commerciale du Maroc pour l'exercice 2003 ;
- Les comptes sociaux agrégés et consolidés d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004 et 2005 ;
- Les comptes agrégés d'Attijariwafa bank au 30 juin 2006 ;
- Les comptes consolidés d'Attijariwafa bank au 30 septembre 2006 ;
- Le rapport des commissaires aux comptes de la Banque Commerciale du Maroc pour l'exercice 2003 (comptes sociaux) ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004 à 2005 (comptes sociaux) ;
- Le rapport des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour le premier semestre 2006 (comptes sociaux) ;
- Le rapport des commissaires aux comptes de la Banque Commerciale du Maroc pour l'exercice 2003 (comptes consolidés) ;
- Les rapports des commissaires aux comptes d'Attijariwafa bank pour les exercices 2004 à 2005 (comptes consolidés) ;
- Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires relatives aux trois derniers exercices et à l'exercice en cours ;
- Les rapports spéciaux des commissaires aux comptes relatifs aux conventions réglementées des exercices clos aux 31 décembre 2004 et 2005.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public au siège d'Attijariwafa bank et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions selon les modalités suivantes :

- elle est disponible à tout moment dans les lieux suivants :
 - Siège social d'Attijariwafa bank : 2 Boulevard Moulay Youssef, Casablanca. Tél : 022 29 88 88 ;
 - Siège social de CDG capital : Place Moulay El Hassan - BP 408, Rabat
Tél : 037 66 52 54 ;
 - Attijari Finances Corp. : 163, Avenue Hassan II – Casablanca
Tél : 022 47 64 35.
- elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48h auprès des points de collecte du réseau de placement ;
- elle est disponible sur le site du CDVM (www.cdvm.gov.ma).
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.

PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES

1. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ATTIJARIWAFABANK

Objet : Emission d'obligations subordonnées

Le Président du conseil d'administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives d'Attijariwafa bank ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, le Président du conseil d'administration s'engage à respecter l'échéancier de remboursement selon les modalités décrites dans la présente note d'information.

Khalid OUDGHIRI IDRISI HASSANI
Président Directeur Général

2. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES D'ATTIJARIWAFABANK

Identité des commissaires aux comptes

Prénoms et noms	Aziz Bidah	Fawzi Britel	Ali Bennani
Dénomination ou raison sociale	Price Waterhouse Coopers	Deloitte et Touche Auditors	Ernst & Young
Adresse	101, Bd Massira Al Khadra, Casablanca	288, Bd Zerktouni, Casablanca	37, Bd Abdellatif Benkaddour, Casablanca
Numéro de téléphone et fax	Tel : 022. 98.40.40 Fax : 022.99.11.96	Tel : 022.22.40.81 Fax : 022.22.40.78	Tel : 022.95.79.00 Fax: 022.39.02.26
E-mail	aziz.bidah@ma.pwc.com	fbritel@deloitte.co.ma	ali.bennani@ma.ey.com
Date du 1^{er} exercice soumis au contrôle	2002	2003	2005
Date d'expiration du mandat	2005	2006	2008

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Banque Commerciale du Maroc
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la Banque Commerciale du Maroc (BCM) arrêtés au 31 décembre 2003, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 6 082 819 775 dont un bénéfice net de MAD 432 508 831 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque Commerciale du Maroc au 31 décembre 2003 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Vérification et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous vous informons qu'au cours de l'exercice 2003, la Banque Commerciale du Maroc a acquis 100% du capital de la Société OGM pour MAD 2 081 520 000 et 100% du capital de la SOMACOVAM pour MAD 30 000 000.

Casablanca, le 1^{er} mars 2004

Les Commissaires aux Comptes

Aziz BIDAHA

Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, d'Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2004, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant des capitaux propres totalisant MAD 11 707 249 970 dont un bénéfice net de MAD 687 050 051 sont la responsabilité des organes de gestion de la Banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004 ainsi que du résultat de ses opérations et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, et ainsi qu'il est décrit dans l'état B.35 de L'ETIC, nous attirons votre attention sur le fait que le rapport général des commissaires aux comptes relatif aux états de synthèse de Wafabank au 31 décembre 2003 faisait mention de la notification de redressement reçue en 2002 par celle-ci suite à un contrôle fiscal. Au cours de l'exercice 2004, un accord a été signé entre l'Administration fiscale et Wafabank, moyennant le paiement par cette dernière d'un montant de MAD 160 millions.

Vérification et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a acquis au cours de l'exercice :

65,4% du capital de Wafasalaf pour MAD 819,4 millions ;
96,9% du capital de Wafa Cash pour MAD 318,7 millions ;
65% du capital de Wafa Gestion pour MAD 192 millions ;
99,9% du capital de Wafa Immobilier pour MAD 164,4 millions ;
100% du capital de Attijari Immobilier pour MAD 179,2 millions.

La Banque a également procédé à la constitution d'une filiale au Sénégal « Attijariwafa bank Sénégal », détenue à 100% , avec un capital de MAD 35,9 millions.

Par ailleurs, et suite à l'opération de fusion-absorption de ex-Wafabank par ex-BCM (Attijariwafa bank) décidée par les Assemblées Générales Extraordinaires du 31 décembre 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2004, Attijariwafa bank détient, tel que mentionné dans l'état B.6 de l'ETIC, une participation ou le contrôle dans les sociétés qui restaient détenues par ex-Wafabank à la date de la fusion-absorption pour une valeur nette comptable de MAD 619 millions.

Casablanca, le 12 avril 2005

Les Commissaires aux Comptes

Aziz BIDAHA
Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de Attijariwafa bank arrêtés au 31 décembre 2005, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres totalisant KMAD 12 334 209 dont un bénéfice net de KMAD 1 217 380 sont la responsabilité des organes de gestion de la banque. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comprennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe de ce rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Attijariwafa bank au 31 décembre 2005 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95, nous portons à votre connaissance que la Banque a procédé à la création d'une filiale en Espagne « Andalumaghreb S.A », au capital de 1.000.000 euros détenu en totalité par la Banque.

Casablanca, le 17 mars 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI
Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL
Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES****PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2006**

En exécution de la mission prévue par l'article 17 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges de Attijariwafa bank au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur .

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents.

Casablanca, le 14 septembre 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Banque Commerciale du Maroc
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2003**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de la Banque Commerciale du Maroc et ses filiales (Groupe Banque Commerciale du Maroc) arrêté au 31 décembre 2003, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de la Banque Commerciale du Maroc. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du Groupe Banque Commerciale du Maroc, cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2003, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé, ci-joint.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que le holding OGM acquis par la BCM le 24 décembre 2003 à hauteur de 100% n'a pas été inclus dans le périmètre de consolidation du Groupe BCM. A la demande de la BCM et compte tenu des difficultés techniques ne permettant pas l'intégration d'OGM dans les délais réglementaires, une dérogation aux principes de consolidation a été accordée par Bank Al-Maghrib.

Casablanca, le 24 juin 2004

Les Commissaires aux Comptes**Aziz BIDAHA**

Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Price Waterhouse

101, Bd Massira Al Khadra
20 100 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2004**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, d'Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2004, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé ainsi que de l'état des informations complémentaires relatifs à l'exercice clos à cette date.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion d'Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Compte tenu de difficultés techniques liées à la fusion, la Banque n'a pas été en mesure de préparer le tableau des flux de trésorerie consolidé au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2004. Par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion sur les flux de trésorerie consolidés à cette date.

A notre avis, à l'exception de la situation décrite au paragraphe 2 ci dessus, les comptes consolidés du Groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés au 31 décembre 2004, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé, ci-joint.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, et ainsi qu'il est décrit dans l'état C.1 32 de l'ETIC consolidé, nous attirons votre attention sur le fait que le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Wafabank au 31 décembre 2003 faisait mention de la notification de redressement reçue en 2002 par celle-ci suite à un contrôle fiscal. Au cours de l'exercice 2004, un accord a été entre l'Administration fiscale et Wafabank, moyennant le paiement par cette dernière d'un montant de l'ordre de MAD 160 millions .

Casablanca, le 30 mai 2005

Les Commissaires aux Comptes

Aziz BIDAHA

Price Waterhouse
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte et Touche Auditors

288, Bd Zerketouni
20 000 Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2005**

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé, ci-joint, de Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) arrêté au 31 décembre 2005, du compte de produits et charges consolidé, de l'état des soldes de gestion consolidé, du tableau des flux de trésorerie consolidé ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC) consolidé, relatifs à l'exercice clos à cette date, présentés ci-joint.

La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de Attijariwafa bank. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces comptes sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des éléments probants qui justifient les montants et les informations contenus dans les comptes consolidés. Un audit comprend aussi une appréciation des principes utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes consolidés. Nous estimons que nos travaux d'audit constituent un fondement raisonnable de notre opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank, cités au premier paragraphe, donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidées au 31 décembre 2005, de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ces opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 26 avril 2006

Les Commissaires aux Comptes

Ali BENNANI

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte et Touche Auditors
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Aux Actionnaires
Attijariwafa bank
Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
DU BILAN ET DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDES****PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2006**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan et du compte de produits et charges consolidés de Attijariwafa bank et de ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états de synthèse consolidés susmentionnés ne donnent pas, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière du Groupe Attijariwafa bank au terme du semestre arrêté au 30 juin 2006, ni du résultat de ses opérations pour le semestre clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidés.

Casablanca, le 14 septembre 2006

Les Commissaires aux Comptes**Ali BENNANI**

Ernst & Young
Associé

Fawzi BRITEL

Deloitte Audit
Associé

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emissions d'obligations subordonnées de Attijariwafa bank

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank.

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse agrégés audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins au titre de l'exercice 2005 et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Price Waterhouse et Deloitte et Touche Auditors au titre des exercices 2003 et 2004.

Ali BENNANI

Associé
Ernst & Young

Fawzi BRITEL

Associé
Deloitte Audit

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : : Emissions d'obligations subordonnées de Attijariwafa bank

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse tels que audités par nos soins au titre de l'exercice 2005 et par les soins des Co-commissaires aux Comptes Price Waterhouse et Deloitte et Touche Auditors au titre des exercices 2003 et 2004.

Ali BENNANI

Associé
Ernst & Young

Fawzi BRITEL

Associé
Deloitte Audit

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emissions d'obligations subordonnées de Attijariwafa bank

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank.

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels agrégés, objet de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels au 30 juin 2006, objet de notre examen limité.

Ali BENNANI

Associé
Ernst & Young

Fawzi BRITEL

Associé
Deloitte Audit

Ernst & Young

37, Bd Abdelatif Benkaddour
20 050 Casablanca

Deloitte Audit

288, Bd Zerktouni
20 000 Casablanca

Objet : Emissions d'obligations subordonnées de Attijariwafa bank

Attestation des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées d'Attijariwafa bank.

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes semestriels consolidés, objet de notre examen limité.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2006, objet de notre examen limité.

Ali BENNANI

Associé
Ernst & Young

Fawzi BRITEL

Associé
Deloitte Audit

3. LE CONSEILLER FINANCIER

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale	Attijari Finances Corp.
Représentant légal	Anas Berrada
Fonction	Directeur Général
Adresse	163, Avenue Hassan II – Casablanca
Numéro de téléphone	(212) 022. 47.64.35/36
Télécopieur	(212) 022. 47.64.32
E-mail	a.berrada@attijari.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier d'Attijariwafa bank à travers :

- les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale d'Attijariwafa bank ;
- l'analyse des comptes sociaux et consolidés, des rapports d'activité des exercices 2003, 2004, 2005 et du premier semestre 2006 et la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires d'Attijariwafa bank ;
- les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

Attijari Finances Corp. est une filiale à 100% du groupe Attijariwafa bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Anas BERRADA
Directeur Général

4. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller juridique

Dénomination ou raison sociale	A. Saaïdi Consultants
Représentant légal	Mohamed HDID
Fonction	Associé Gérant
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	022.29.54.29
Télécopieur :	022.22.10.24
e-mail	m.hdid@saaidi-consultants.com

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la société Attijariwafa bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Mohamed HDID
Associé Gérant

5. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Mme Zakia HAJJAJI

Fonction : Responsable de la Communication Institutionnelle et Relations Publiques

2, Boulevard Moulay Youssef

Tél. : 022.46.98.13

Fax : 022.29.41.25

Adresse électronique : z.hajjaji@attijariwafa.com

6. AGENCE DE NOTATION

STANDARD & POOR'S

23, rue Balzac 75 406 Paris cedex - France

Tél. : 00 33 1 44 20 66 50

Fax : 00 33 1 44 20 66 51

Adresse électronique : FIG_Europe@standardandpoors.com

PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION

1. CADRE DE L'OPERATION

L'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé, lors de sa tenue le 31 mai 2006, des émissions d'obligations pour un montant global de deux milliards (2 000 000 000) de dirhams. Elle a délégué au Conseil d'Administration, tous pouvoirs de procéder, dans un délai de cinq ans, à une ou plusieurs émissions d'obligations et d'en arrêter les modalités et les caractéristiques.

A cet effet, le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 20 décembre 2006, a décidé le lancement d'un emprunt obligataire subordonné pour un montant de 2 milliards de dirhams sur une durée de 7 ans, réparti en deux emprunts coté et non coté.

2. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Attijariwafa bank poursuit la mise en place de sa stratégie de développement sur les marchés extérieurs, notamment à travers le renforcement de sa présence au Maghreb et le développement des activités en Afrique Centrale et Occidentale.

La présente émission a pour objectif principal de financer les projets de développement à l'international d'Attijariwafa bank sans altérer ses fonds propres réglementaires actuels. En effet, les fonds collectés par le biais de la présente émission d'obligations subordonnées seront classés parmi les fonds propres complémentaires de la banque conformément au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

3. STRUCTURE DE L'OFFRE

Attijariwafa bank envisage l'émission de 20 000 obligations subordonnées d'une valeur nominale de 100 000 dirhams. Le montant global de l'opération s'élève à 2 milliards de dirhams réparti comme suit :

- Un emprunt A, coté à la Bourse de Casablanca, d'un montant de 1 000 000 000 Dh (un milliard de dirhams) ;
- Un emprunt B, non coté, d'un montant de 1 000 000 000 Dh (un milliard de dirhams).

Le montant total adjugé ne devra en aucun cas dépasser la somme de deux milliards (2 000 000 000) de dirhams autorisée par l'Assemblée Générale Ordinaire.

La présente émission est réservée aux investisseurs institutionnels de droit marocain : Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM), compagnies financières¹, établissements de crédit, compagnies d'assurance et de réassurance, la Caisse de Dépôt et de Gestion et les organismes de pension et de retraite.

La limitation de la souscription aux investisseurs institutionnels a pour objectif de faciliter la gestion des souscriptions sur le marché primaire. Il reste entendu que tout investisseur désirant acquérir les obligations pourra s'en procurer sur le marché secondaire.

4. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES ATTIJARIWAFABANK

Avertissement : *L'obligation subordonnée se distingue de l'obligation classique en raison du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination. L'effet de la clause de subordination est de conditionner, en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'emprunt au désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires.*

Caractéristiques de l'emprunt A (coté à la Bourse de Casablanca)

Nature des titres	Obligations négociables cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Au porteur
Nombre de titres à émettre	10 000

¹ Tel que visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Valeur nominale	100 000 dirhams
Montant de l'emprunt A	1 000 000 000 dirhams
Maturité de l'emprunt	7 ans
Période de souscription	Du 20/02/2007 au 22/02/2007 inclus
Date de jouissance	27 février 2007
Date d'échéance	27 février 2014
Taux d'intérêt nominal	3,85% Le taux d'intérêt nominal est déterminé par référence au taux souverain sur une maturité de 7 ans (interpolé de la courbe des taux des bons adjugés par le Trésor le 13 février 2007, soit 3,25% hors taxes), augmenté d'une prime de risque de 60 points de base.
Prime à l'émission	Entre 40 et 60 points de base.
Prix de souscription	Compris entre 100,00% et 101,22% inclus. Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales. Les bornes inférieures et supérieures de prix sont calculées sur la base du taux facial et de la fourchette des primes d'émission citées plus haut.
Taux de rendement actuariel brut	Compris entre 3,65% et 3,85% inclus. Le taux de rendement actuariel est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Ce taux n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses obligations jusqu'à leur remboursement final. Dans le cas de la présente opération et compte tenu de la méthode d'allocation retenue, à savoir « l'adjudication à la Française », ce taux sera déterminé en fonction du prix d'achat proposé par chaque souscripteur. Ce taux est également compris à l'intérieur d'une fourchette dont les bornes inférieures et supérieures sont déterminées par référence au taux souverain sur une maturité de 7 ans (interpolé de la courbe des taux des bons adjugés par le Trésor le 13 février 2007) c'est à dire hors taxes, augmentées d'une prime de risque respectivement de 40 et 60 points de base.
Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 27 février de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 27 février si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations subordonnées cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire subordonné, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafa bank.

Remboursement anticipé	Attijariwafa bank s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations subordonnées objet de la présente émission. Toutefois, la banque se réserve le droit de procéder, avec l'accord préalable de Bank Al Maghrib, à des rachats d'obligations subordonnées sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations subordonnées ainsi rachetées, ne pourront être annulées qu'après l'accord de Bank Al Maghrib. De même, le remboursement anticipé ne peut donner lieu au versement par Attijariwafa bank d'une indemnité compensatrice aux porteurs desdites obligations.
Négociabilité des titres	Les obligations subordonnées, objet de la présente note d'information sont librement négociables à la Bourse de Casablanca. Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées objet de la présente note d'information aux titres d'une émission antérieure. Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
Rang de l'emprunt	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts. En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, le remboursement du capital et des intérêts des titres subordonnés de la présente émission n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.
Maintien de l'emprunt à son rang	Attijariwafa bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
Garantie	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.

Représentation de la masse des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 27 février 2007.
Droit applicable	Droit marocain ;
Juridiction compétente	Tribunal de commerce de Casablanca.
Caractéristiques de l'emprunt B (non coté)	
Nature des titres	Obligations non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
Forme juridique	Au porteur
Nombre de titres à émettre	10 000
Valeur nominale	100 000 dirhams
Montant de l'emprunt B	1 000 000 000 dirhams
Maturité de l'emprunt	7 ans
Période de souscription	Du 20/02/2007 au 22/02/2007 inclus
Date de jouissance	27 février 2007
Date d'échéance	27 février 2014
Taux d'intérêt nominal	3,85% Le taux d'intérêt nominal est déterminé par référence au taux souverain sur une maturité de 7 ans (interpolé de la courbe des taux des bons adjugés par le Trésor le 13 février 2007, soit 3,25% hors taxes), augmenté d'une prime de risque de 60 points de base.
Prime à l'émission	Entre 40 et 60 points de base.
Prix de souscription	Compris entre 100,00% et 101,22% inclus. Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales. Les bornes inférieures et supérieures de prix sont calculées sur la base du taux facial et de la fourchette des primes d'émission citées plus haut.
Taux de rendement actuariel brut	Compris entre 3,65% et 3,85% inclus. Le taux de rendement actuariel est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Ce taux n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses obligations jusqu'à leur remboursement final. Dans le cas de la présente opération et compte tenu de la méthode d'allocation retenue, à savoir « l'adjudication à la Française », ce taux sera déterminé en fonction du prix d'achat proposé par chaque souscripteur. Ce taux est également compris à l'intérieur d'une fourchette dont les bornes inférieures et supérieures sont déterminées par référence au taux souverain sur une maturité de 7 ans (interpolé de la courbe des taux des bons adjugés par le Trésor le 13 février 2007) c'est à dire hors taxes, augmentées d'une prime de risque respectivement de 40 et 60 points de base.

Intérêts	Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 27 février de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 27 février si celui-ci n'est pas un jour ouvrable. Les intérêts des obligations subordonnées cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement par Attijariwafa bank. Aucun report des intérêts ne sera possible dans le cadre de cette opération.
Amortissement / Remboursement normal	L'emprunt obligataire subordonné, objet de la présente note d'information, fera l'objet d'un remboursement in fine du principal. En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif d'Attijariwafa bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant la transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et les obligations d'Attijariwafa bank.
Remboursement anticipé	Attijariwafa bank s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations subordonnées objet de la présente émission. Toutefois, la banque se réserve le droit de procéder, avec l'accord préalable de Bank Al Maghrib, à des rachats d'obligations subordonnées sur le marché secondaire, à condition que les dispositions légales et réglementaires le permettent, ces rachats étant sans conséquences pour un souscripteur souhaitant garder ses titres jusqu'à l'échéance normale et sans incidence sur le calendrier de l'amortissement normal. Les obligations subordonnées ainsi rachetées, ne pourront être annulées qu'après l'accord de Bank Al Maghrib. De même, le remboursement anticipé ne peut donner lieu au versement par Attijariwafa bank d'une indemnité compensatrice aux porteurs desdites obligations.
Négociabilité des titres	Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.
Clauses d'assimilation	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées objet de la présente note d'information aux titres d'une émission antérieure. Au cas où Attijariwafa bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives, unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

Rang de l'emprunt	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts. En cas de liquidation d'Attijariwafa bank, le remboursement du capital et des intérêts des titres subordonnés de la présente émission n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement par Attijariwafa bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.
Maintien de l'emprunt à son rang	Attijariwafa bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'il pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
Garantie	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
Notation	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
Représentation de la masse des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse le 27 février 2007.
Droit applicable	Droit marocain ;
Juridiction compétente	Tribunal de commerce de Casablanca.

5. COTATION EN BOURSE

Date d'introduction et de cotation prévue	27 février 2007
Code	990114
Ticker	OB114
Procédure de première cotation	Cotation directe
Etablissement centralisateur	Attijariwafa bank 2, Boulevard Moulay Youssef – Casablanca
Etablissement chargé de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca	Attijari Intermédiation 163, Avenue Hassan II – Casablanca

Calendrier de l'opération

Ordres	Etapes	Délais Au plus tard
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération	13 février 2007
2	Envoi par la Bourse de Casablanca de l'avis d'approbation et du calendrier de l'opération	13 février 2007
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la note d'information visée par le CDVM	14 février 2007
4	Publication de l'extrait de la note d'information	15 février 2007
5	Publication de l'avis d'introduction des obligations émises dans le cadre de l'emprunt A au bulletin de la cote	15 février 2007
6	Ouverture de la période de souscription	20 février 2007
7	Clôture de la période de souscription	22 février 2007
8	Réception par la Bourse de Casablanca des résultats de l'opération	23 février 2007
9	Cotation des obligations Annonce des résultats de l'opération au bulletin de la cote Enregistrement de la transaction en bourse Règlement Livraison	27 février 2007
10	Publication des résultats de l'opération et du tableau d'amortissement	27 février 2007

6. SYNDICAT DE PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Nom	Adresse
Conseiller et coordinateur global de l'opération	Attijari Finances Corp.	163, Avenue Hassan II Casablanca
Organisme centralisateur et Chef de File du syndicat de placement	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca
Co-Chef de File du syndicat de placement	CDG Capital	Place Moulay El Hassan - BP 408 Rabat
Etablissement assurant le service financier de l'émetteur	Attijariwafa bank	2, Boulevard Moulay Youssef Casablanca

Garantie de bonne fin

Néant.

7. MODALITES DE SOUSCRIPTION DES TITRES

7.1 Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 20 février 2007 et sera clôturée le 22 février 2007 inclus. La date de jouissance est prévue pour le 27 février 2007.

7.2 Souscripteurs

La souscription primaire des obligations subordonnées, objet de la présente note d'information, est réservée aux investisseurs institutionnels nationaux tels que définis ci-après :

- Les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les compagnies financières visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;

- Les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-05-178 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les entreprises d'assurance et de réassurance agréées sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- La Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- Les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelque soit la catégorie de souscripteurs.

7.3 Identification des souscripteurs

Les membres du syndicat de placement devront s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, ils devront obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à la catégorie, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM	Photocopie de la décision d'agrément ; Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ; Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Investisseurs institutionnels de droit marocain (hors OPCVM)	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.

7.4 Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le montant, le prix de souscription (inclus dans la fourchette des prix de souscription) et la nature de l'emprunt souscrit souhaités. Celles-ci sont cumulatives quotidiennement, par prix de souscription, et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'émission d'obligations objet de la présente note d'information.

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner pour l'emprunt coté et/ou non coté.

Les membres du syndicat de placement seront tenus de recueillir les ordres de souscription auprès des investisseurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en annexe.

Par ailleurs, les membres du syndicat de placement s'engagent à ne pas accepter de souscription collectée par une entité ne faisant pas partie du syndicat de placement.

8. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

8.1 Modalités de centralisation des ordres

Pendant la période de souscription, la CDG s'engage à communiquer quotidiennement à Attijariwafa bank avant 16 heures l'état des souscriptions enregistrées dans la journée. Cet état sera adressé par la CDG à Attijariwafa bank. En cas de non souscription, l'état des souscriptions devra être transmis avec la mention « Néant ».

8.2 Modalités d'allocation

L'allocation des obligations subordonnées Attijariwafa bank se fera à la fin de la période de souscription, le 22 février 2007 à 16h, selon les souscriptions présentées par Attijariwafa bank et CDG Capital, selon la méthode d'adjudication dite à la Française.

La méthode d'allocation relative à l'adjudication à la Française se déclare comme suit : le chef de file du syndicat de placement retient les soumissions aux prix les plus élevés, correspondant aux taux actuariels les moins élevés, jusqu'à ce que le montant de l'émission soit atteint. Le chef de file fixe le prix limite de l'adjudication, correspondant au prix le moins élevé des demandes retenues et dans la limite des titres disponibles. Les soumissions retenues sont entièrement servies au prix limite soit au prix le moins élevé.

Dans le cas d'une sursouscription des titres offerts, les demandes exprimées aux prix les plus élevés seront servies en priorité et intégralement. Celles retenues au prix le moins élevé feront l'objet d'une allocation au prorata sur la base d'un taux d'allocation déterminé comme suit : (Quantité offerte au prix le moins élevé) / (Quantité demandée au prix le moins élevé).

Si le nombre d'obligations calculé selon cette méthode n'est pas un nombre entier, l'allocation des obligations restantes sera effectuée par tirage au sort.

Après le visa de la note d'information par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), aucune modification ne peut être effectuée au niveau des caractéristiques de l'opération ainsi qu'au niveau des modalités de souscription et d'allocation.

8.3 Modalités d'annulation des souscriptions

En cas d'échec de l'opération financière, les souscriptions doivent être remboursées dans un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la date de publication des résultats.

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente note d'information ou la convention de placement est susceptible d'annulation par le chef de file.

9. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

9.1 Modalités de versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de livraison contre paiement (LCP) par le dépositaire des souscripteurs (Attijariwafa bank) auprès de Maroclear, à la date de jouissance prévue le 27 février 2007. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits au nom des souscripteurs le 27 février 2007.

9.2 Domiciliaire de l'émission

Attijariwafa bank est désigné en tant que domiciliaire de l'opération, chargé d'exécuter toutes opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission objet de la présente note d'information.

9.3 Modalités de publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 27 février 2007 pour l'emprunt A coté et par Attijari Finances Corp. dans le quotidien « l'Economiste » du 27 février 2007 pour les deux emprunts.

10. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

10.1 Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

10.1.1 Personnes Résidentes

Personnes soumises à l'IS

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours

duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

Personnes soumises à l'IR

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS) ;
- 20% imputable sur la cotisation de l'IR avec droit de restitution pour les bénéficiaires personnes morales et personnes physiques soumises à l'IR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - leur nom, prénom, adresse et numéro de la CIN ou de la carte de séjour pour les étrangers ;
 - leur numéro d'article d'imposition à l'IR.

10.1.2 Personnes Non Résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10% sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

10.2 Plus values

10.2.1 Personnes Résidentes

Personnes Physiques

Conformément aux dispositions de l'article 73 du code général des impôts (CGI), les profits nets de cession d'obligations et autres titres de créance sont soumis à l'IR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ; ou
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ; ou
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 68 du CGI, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession des obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours de l'année civile, n'excédant pas le seuil de 24 000 dh ;
- la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment des frais de courtage et de commission ;
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession ou acquisition.

Personnes Morales

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créance sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

10.2.2 Personnes Non Résidentes

Personnes Physiques

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par des personnes physiques non résidentes sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Personnes Morales

Les profits de cession d'obligations et autres titres de créance réalisés par les sociétés étrangères sont imposables sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition.

Toutefois, les plus-values réalisées sur les obligations et les autres titres de créance cotés à la Bourse des Valeurs sont exonérées.

11. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,2% HT du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- les frais légaux ;
- le conseil juridique ;
- le conseil financier ;
- les frais de placement et de courtage ;
- la communication ;
- la cotation à la Bourse de Casablanca ;
- la commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

PARTIE III : PRESENTATION GENERALE D'ATTIJARIWAFABANK

1. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

Dénomination sociale	Attijariwafa bank
Siège social	2, boulevard Moulay Youssef – Casablanca 20 000
Téléphone / télécopie	Téléphone : 022.29.88.88 Télécopie : 022.29.41.25
Site Internet	www.attijariwafabank.com
Forme juridique	Société anonyme à Conseil d'Administration
Date de constitution	1911
Durée de vie de la société	31 mai 2060 (99 ans)
Registre du commerce	R.C 333
Exercice social	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
Objet social (article 5 des statuts)	« La société a pour objet de faire pour elle-même, en participation ou pour le compte de tiers : ▪ Toutes opérations de banque, de finance, de crédit et de commissions avec tous particuliers, associations, sociétés, administrations publiques, villes, personnes administratives et Etats ; ▪ Toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, toutes entreprises de toute nature ; ▪ Toutes opérations de conservation, surveillance et gestion de fortune et de biens, d'exécutions testamentaires, donations, attributions et répartitions de biens à terme fixe ou différées, ainsi que toutes opérations ayant pour objet d'assurer la représentation permanente et la continuité d'existence ; le tout pour le compte de tous particuliers majeurs, mineurs ou interdits, associations, groupements, sociétés ou personnes morales ; Le tout tant au Maroc qu'en tous pays quelconques. La société pourra réaliser son objet de toutes les manières et suivant toutes les modalités qui paraîtront appropriées, sans aucune restriction, notamment en donnant son concours à tous particuliers et à toutes associations ou sociétés déjà existantes, ou en constituant soit seule soit en participation avec des tiers toutes associations ou sociétés nouvelles, sous quelque forme que viendra, soit comme intermédiaire, soit par une intervention directe, soit par voie d'apports en nature ou de cession, soit par voie de souscription. Elle pourra réaliser son objet par elle-même ou par les succursales, agences, filiales ou maisons d'affiliés en tous pays quelconques. Les indications qui précèdent ne sont pas d'ailleurs limitatives mais simplement énonciatives, les opérations de la société devant comprendre tout ce qui, dans l'acceptation la plus large, est considéré comme faisant partie des opérations des maisons de banque et des établissements de crédit. La société peut, en représentation de ces opérations, créer et émettre pour son propre compte, des obligations à long ou à court terme ainsi que des bons de caisse. »
Capital social au 31/12/2006	1 929 959 600 Dh entièrement libéré, composé de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh.

Documents juridiques	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social d'Attijariwafa bank.
Liste des textes législatifs applicables à l'émetteur	De par sa forme juridique, Attijariwafa bank est régie par le droit marocain et la Loi n°17-95 promulguée par le Dahir n°1-96-124 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes. De par son activité, Attijariwafa bank est régie par le Dahir portant loi n°1-93-147 du 6 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et de leur contrôle ainsi que Le Dahir n° 1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. De par sa cotation sur la Bourse de Casablanca, elle est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment : ▪ le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00 et 52-01 ; ▪ le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ; ▪ le Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par la loi n°23-01 ; ▪ le Dahir 1-95-03 du 26 janvier 1995 portant promulgation de la loi n°35-94 relative à certains titres de créances négociables ; ▪ le Dahir n°1-96-246 du 9 janvier 1997 portant promulgation de la loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi n°43-02 ; ▪ le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932- 98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ; et ▪ le Dahir n°1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier marocain.
Régime fiscal	Attijariwafa bank est soumise, en tant que société de financement, à l'impôt sur les sociétés (39,6%) et à la TVA (10%).
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca.

2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

2.1 Renseignements à caractère général

Attijariwafa bank est née de la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank. Cette fusion a été effective au 1^{er} septembre 2004, les comptes d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2004 incluant 12 mois d'exercice BCM et 4 mois d'exercice Wafabank (du 1^{er} septembre au 31 décembre de l'exercice 2004).

A la veille de la présente opération, le capital social d'Attijariwafa bank s'établit à 1 929 959 600 Dirhams, entièrement libéré. Il se compose de 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 Dh chacune.

2.2 Historique du capital et de l'actionnariat

Au cours des cinq dernières années, le capital d'Attijariwafa bank a subi deux augmentations, la plus importante étant celle réalisée à l'occasion de l'OPA/OPE sur les titres Wafabank en 2004. Le détail de ces opérations se présente comme suit :

Exercice	Nature de l'opération	Capital social (avant opération)	Prix par action	Nombre d'actions émises	Montant total du capital social (après opération)
2003	Augmentation de capital en numéraire (Emission d'actions nouvelles en paiement du dividende de l'exercice 2002)	1 325 000 000 Dh	623 Dh	435 137	1 368 513 700 Dh
2004	- Offre publique d'achat sur les titres Wafabank - Offre publique d'échange sur les titres Wafabank - Offre publique de retrait	1 368 513 700 Dh	825 Dh 8 actions Wafabank pour 7 BCM	5 614 459 (OPA/OPE/OPR)	1 929 959 600 Dh

En date du 24 novembre 2003, la Banque Commerciale du Maroc et Sopar² ont conclu un accord portant sur l'acquisition par la BCM de 100% du capital d'OGM détenu par Sopar, pour un montant de 2,081 Mrds dh³. Le holding OGM regroupe les participations de la famille KETTANI dans le secteur financier et contrôlait :

- 1 003 724 actions soit 15,54% du capital de Wafabank (20,65% des droits de vote),
- 2 467 439 actions soit 70,50% du capital de Wafa Assurance ; Wafa Assurance disposant elle-même d'une participation de 20,84% (26,00% des droits de vote) dans Wafabank.

En complément de l'opération d'acquisition de OGM, la BCM a lancé une opération d'offre publique d'achat et une offre publique d'échange visant 6 457 637 actions et représentant 100% du capital de Wafabank selon les conditions décrites ci-après :

- 825 Dh l'action dans le cadre de l'OPA ;
- parité d'échange de 7 actions BCM offertes pour 8 actions Wafabank présentées dans le cadre de l'OPE.

En réponse à l'OPA-OPE qui s'est déroulée du 26 avril 2004 au 10 mai 2004 inclus, 6 404 561 actions Wafabank ont été apportées à la Banque Commerciale du Maroc représentant 99,18% du capital et des droits de vote de Wafabank (98,78% dans le cadre de l'OPE et 0,4% dans le cadre de l'OPA).

Suite à cette opération, la Banque Commerciale du Maroc a procédé à une offre publique de retrait obligatoire, au prix unitaire de 825 Dh, sur la totalité des actions Wafabank non directement détenues par elle, soit 53 076 actions demeurant en circulation. Un solde de 34 038 actions Wafabank n'ayant pas

² Holding détenant les participations des héritiers de Feu Moulay Ali KETTANI

³ Acquisition par fonds propres

été apporté à l'opération de retrait obligatoire a été échangé selon les mêmes modalités de l'OPE, lors de la décision de fusion entre BCM et Wafabank.

2.3. Pactes d'actionnaires

Néant.

2.4. Structure de l'actionnariat

Au 31.12.2006, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 1 929 959 600 dirhams, réparti en 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 dh chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
<u>Actionnaires nationaux</u>		12 162 370	63,02%	63,02%
ONA	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 880 033	14,92%	14,92%
F3I	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 848 809	14,76%	14,76%
Groupe MAMDA & MCMA	16 Rue Abou Inane - Rabat	1 499 404	7,77%	7,77%
RMA-AL WATANYA	83 Avenue des FAR - Casablanca	882 982	4,58%	4,58%
WAFA CORP	42 Bd Abdelkrim Al Khattabi - Casablanca	711 953	3,69%	3,69%
WAFA Assurances	1 Bd Abdelmoumen - Casablanca	855 505	4,43%	4,43%
AXA Assurances Maroc	120 Avenue Hassan II - Casablanca	726 018	3,76%	3,76%
SNI	Angle Rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	673 203	3,49%	3,49%
CDG	140 Place My El Hassan - Rabat	471 781	2,44%	2,44%
CIMR	Bd Abdelmoumen - Casablanca	462 070	2,39%	2,39%
Divers actionnaires marocains	NA*	150 612	0,78%	0,78%
<u>Actionnaires étrangers</u>		4 408 501	22,84%	22,84%
Santusa Holding	Paseo de La Castellana N° 24 - Madrid (Espagne)	2 808 581	14,55%	14,55%
Caja De Madrid	Eloy Gonzalo N° 10-28010 - Madrid (Espagne)	660 465	3,42%	3,42%
Unicredito Italiano	1 Piazza Corduzio 2010 - Milan (Italie)	397 500	2,06%	2,06%
Crédit Agricole Investors	91/93 Bd Pasteur 6 ^{ème} étg Bureau 30615 - Paris (France)	277 200	1,44%	1,44%
Banco Santander Central Hispano International	Ciudad Grupo Santander. Avda. De Cantabria, s/n - 28660 - Boadilla del Monte – Madrid (Espagne)	3 908	0,02%	0,02%
Divers actionnaires étrangers	NA*	260 847	1,35%	1,35%
<u>Flottant</u>		2 728 725	14,14%	14,14%
Petits porteurs marocains	NA*	1 842 516	9,55%	9,55%
OPCVM	NA*	675 266	3,50%	3,50%
Personnel de la banque	NA*	210 943	1,09%	1,09%
Total		19 299 596	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – * Non applicable

Au 31.12.2005, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 1 929 959 600 dirhams, réparti en 19 299 596 actions d'une valeur nominale de 100 dh chacune. La répartition du capital se présente comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre de titres détenus	% du capital	% des droits de vote
Actionnaires nationaux		12 207 110	63,25%	63,25%
ONA	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 865 033	14,85%	14,85%
F3I	C/° ONA 61 Rue d'Alger - Casablanca	2 831 833	14,67%	14,67%
Groupe MAMDA & MCMA	16 Rue Abou Inane - Rabat	1 499 404	7,77%	7,77%
AL WATANYA	83 Avenue des FAR - Casablanca	955 894	4,95%	4,95%
WAFA Assurances	1 Bd Abdelmoumen - Casablanca	844 505	4,38%	4,38%
WAFA CORP	42 Bd Abdelkrim Al Khattabi - Casablanca	711 953	3,69%	3,69%
AXA Assurances Maroc	120 Avenue Hassan II - Casablanca	726 018	3,76%	3,76%
SNI	Angle Rue d'Alger et Duhaume - Casablanca	673 203	3,49%	3,49%
CDG	140 Place My El Hassan - Rabat	462 259	2,40%	2,40%
CIMR	Bd Abdelmoumen - Casablanca	462 070	2,39%	2,39%
Divers actionnaires marocains	NA*	174 938	0,91%	0,91%
Actionnaires étrangers		4 395 152	22,77%	22,77%
Santusa Holding	Paseo de La Castellana N° 24 - Madrid (Espagne)	2 808 581	14,55%	14,55%
Caja De Madrid	Eloy Gonzalo N° 10-28010 - Madrid (Espagne)	660 465	3,42%	3,42%
Unicredito Italiano	1 Piazza Corduzio 2010 - Milan (Italie)	397 500	2,06%	2,06%
Crédit Agricole Investors	91/93 Bd Pasteur 6 ^{ème} étg Bureau 30615 - Paris (France)	277 200	1,44%	1,44%
Banco Santander Central Hispano International	Ciudad Grupo Santander. Avda. De Cantabria, s/n - 28660 - Boadilla del Monte - Madrid (Espagne)	638	0,00%	0,00%
Divers actionnaires étrangers	NA*	250 768	1,30%	1,30%
Flottant		2 697 334	13,98%	13,98%
Petits porteurs marocains	NA*	1 849 813	9,58%	9,58%
OPCVM	NA*	618 175	3,20%	3,20%
Personnel de la banque	NA*	229 346	1,19%	1,19%
Total		19 299 596	100,00%	100,00%

Source : Attijariwafa bank – * Non applicable

2.5. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

F3I

Activité	Holding
Chiffre d'affaires au 31.12.2005 – Mdh	120,6
Résultat net au 31.12.2005 - Mdh	253,4
Situation nette au 31.12.2005 – Mdh	2 500,3
Actionnariat au 31.12.2006	ONA : 99,99%

ONA

Activité	Holding
Chiffre d'affaires consolidé au 31.12.2005 – Mdh	26 133,2
Résultat net part du groupe au 31.12.2005 - Mdh	774,4
Situation nette au 31.12.2005 – Mdh	14 100,8
Actionnariat au 30.06.2006	SNI : 33,54%
	Assurances : 18,13%
	Banques : 3,09%
	Siger : 5,00%
	Autres institutionnels marocains : 6,67%
	Institutionnels étrangers : 12,68%
	Flottant : 20,89%

MAMDA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2005 – Mdh	288
Résultat net au 31.12.2005 - Mdh	602
Situation nette au 31.12.2005 – Mdh	1 655
Actionnariat au 31.12.2006	Etat

MCMA

Activité	Assurance
Chiffre d'affaires au 31.12.2005 – Mdh	325
Résultat net au 31.12.2005 - Mdh	816
Situation nette au 31.12.2005 – Mdh	1 936
Actionnariat actuel au 31.12.2006	Etat

SANTANDER GROUP

Santusa Holding porte les participations du Groupe Santander dans Attijariwafa bank.

Activité	Banque
Produit Net Bancaire au 31.12.2005 – MEuro	19 807
Résultat net part du groupe au 31.12.2005 - MEuro	6 220
Situation nette au 31.12.2005 – MEuro	42 626
Actionnariat au 31.12.2006	San Paolo Imi: 2,2% Botin Family : 2,0% Generali : 1,3% Mutua Madrileña : 1,1% Flottant : 93,4%

3. MARCHE DES TITRES D'ATTIJARIWAFABANK

3.1 Caractéristiques des actions Attijariwafa bank

Les actions d'Attijariwafa bank sont cotées à la Bourse de Casablanca sous le code 20 500 (ATW J 010703). Au 31 décembre 2006, le flottant du titre Attijariwafa bank s'élève à 14,14% du capital social de la banque. La performance réalisée par le titre Attijariwafa bank depuis son inscription à la cote de la Bourse de Casablanca (soit le 01/01/2005) jusqu'au 31 janvier 2007 ressort à 176,8%.

Au titre de l'exercice 2005, Attijariwafa bank a procédé à la distribution d'un dividende de 36 dirhams par action proposé par le conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire. Sur la base du cours au 31 janvier 2007 (2 052 Dh par action), le rendement du dividende ressort à près de 1,4%.

3.2 Emission de titres de créance

Attijariwafa bank n'a pas émis de titres de créance au titre des exercices 2004 et 2005. Aussi, la Banque Commerciale du Maroc n'a procédé à aucune émission de titres de créance entre 2001 et 2003 sur les marchés marocain et étranger.

4. NOTATION

Standard & Poor's, l'agence américaine de notation, a renouvelé dans son rapport du 24 novembre 2006, la notation du risque de contrepartie d'Attijariwafa bank pour la porter à BB+ pour le long terme et à B pour le court terme, en plus d'un avis qui qualifie de stables les perspectives de développement du groupe.

Le rating de 2006 consacre la position de la banque dans le système des banques commerciales marocaines, l'amélioration de sa rentabilité et la qualité de ses actifs, la grande disponibilité de liquidités et les relations privilégiées avec le groupe ONA. L'agence de rating new-yorkaise relève toutefois une capitalisation moyenne d'Attijariwafa bank au vu de sa stratégie agressive de

développement régional et une concentration des engagements de la banque sur des portefeuilles « grands comptes ».

L'agence estime que la situation d'Attijariwafa bank est stable du fait que la banque continuera à profiter de son importance sur le marché marocain, de sa forte liquidité et capacité de financement. Selon l'agence de notation, les ratings de la banque peuvent progresser si Attijariwafa bank améliore de manière significative la qualité de ses actifs, sa rentabilité et sa capitalisation. Aussi, selon le même rapport, les notes attribuées à AWB pourraient se détériorer suite à une conjoncture économique défavorable, à la dégradation des relations avec l'ONA ou si la stratégie de développement à l'international s'avère plus risquée que prévu.

Dans son rapport, Standard & Poor's souligne que la diversification des métiers du groupe Attijariwafa bank fait de lui un partenaire de 1^{er} choix pour une clientèle exigeante et diversifie ses sources de revenus. Soutenue par une solide équipe managériale, la stratégie de développement du groupe est structurée autour de deux principaux axes :

- l'élargissement de la base de clientèle du groupe par une politique soutenue de proximité, et plus spécialement le développement de partenariats avec les TPE et PME ;
- le renforcement de la présence du groupe sur les marchés extérieurs à travers un positionnement de référence auprès des MRE et des acquisitions ciblées en Afrique.

A noter que Standard & Poor's n'a pas pris en compte l'émission d'obligations subordonnées, objet de la présente note d'information, pour la détermination des ratings cités ci-dessus.

5. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE D'ATTIJARIWAFABANK

5.1 Conseil d'administration

Attijariwafa bank est actuellement administrée par un conseil d'administration composé de 14 membres et présidé par Monsieur Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI, Président Directeur Général.

Administrateurs	Date de nomination*	Expiration du mandat
M. Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI Président Directeur Général	2003	2007
M. Saâd BENDIDI Vice Président	2005	2007
M. Antonio ESCAMEZ TORRES Vice Président	2006	2012
M. Mounir EL MAJIDI Président Directeur Général Siger	2003	2009
M. Hassan BOUHEMOU Président Directeur Général SNI	2005	2011
M. José REIG Administrateur	2006	2012
M. Abed YACoubi SOUSSANE Administrateur	2005	2011
M. Javier HIDALGO BLAZQUEZ Administrateur	2006	2012
M. Manuel VARELA Sous-directeur général Grupo Santander	2002	2008
M. Daniel ANTUNES Président Directeur Général Axa Assurances Maroc	2003	2009
M. Matias AMAT ROCA Directeur Général Corporacion Financiera Caja de Madrid	2002	2008
M. Hassan OURIAGLI Directeur de la Stratégie Financière Groupe ONA	2005	2007
M. Henri MOULARD Administrateur	2004	2008
Mme Wafaa GUESSOUS Secrétaire du Conseil	2000	-

Source : Attijariwafa bank - * Nomination ou renouvellement de mandat

Il n'existe aucun lien d'alliance ou de parenté des administrateurs avec des dirigeants d'Attijariwafa bank.

Le conseil d'administration prévoit, dans sa composition, la présence d'administrateurs indépendants. En outre, un règlement intérieur définit les missions ainsi que les modalités d'organisation et de tenue des réunions. Il précise également les missions et les modalités de travail des comités spécialisés.

La charte de l'administrateur regroupe l'ensemble des droits et obligations liés à la fonction d'administrateur, notamment sur le plan de la confidentialité des informations, de la gestion des conflits d'intérêts et des opérations portant sur la valeur de la banque.

5.2 Comités issus du Conseil d'Administration

Il s'agit du Comité Stratégique, du Comité des Grands Risques, du Comité d'Audit et des Comptes et du Comité des Nominations et des Rémunérations.

▪ Comité Stratégique

Emanant du conseil d'administration, le Comité Stratégique a une mission de pilotage stratégique et de surveillance du groupe dans ses différents métiers, au Maroc et à l'international.

Composé de 5 administrateurs non dirigeants, le Comité Stratégique se réunit tous les 2 mois.

▪ Comité des Grands Risques

Emanant du Conseil d'Administration, le Comité des Grands Risques statue sur les engagements et les investissements au-delà d'un certain seuil.

Composé de 3 membres, le comité des Grands Risques se réunit toutes les 2 semaines.

▪ Comité d'Audit et des Comptes

Composé de 5 administrateurs non dirigeants, le comité d'Audit et des Comptes se réunit une fois par trimestre.

Le comité d'Audit et des Comptes a pour missions :

- d'évaluer la manière d'établir et d'arrêter les comptes sociaux et consolidés, y compris la méthodologie de détermination des provisions, selon les principales catégories de risques ;
 - d'examiner l'adéquation des dispositifs et procédures de contrôle interne aux activités exercées et aux risques encourus ;
 - de veiller à la qualité des procédures permettant d'assurer la conformité de l'activité du groupe avec les lois et règlements en vigueur au Maroc et à l'étranger ;
 - d'examiner, outre les comptes annuels, semestriels et trimestriels sociaux et consolidés, le rapport sur le contrôle interne relatif à la mesure et au suivi des risques ainsi que les rapports de Bank Al Maghrib ;
 - de formuler un avis sur la désignation ou le renouvellement des commissaires aux comptes et sur le montant des honoraires sollicités pour l'exécution des missions de contrôle légal ;
 - de s'assurer de l'indépendance des commissaires aux comptes ;
 - d'examiner le programme de travail des auditeurs externes et internes et des commissaires aux comptes et d'être destinataire de leurs rapports ou d'une synthèse périodique de ces rapports ;
 - de veiller aux suites données aux rapports émis par les auditeurs externes, internes et par l'inspection de Bank Al Maghrib ;
 - d'examiner la politique de maîtrise des risques et de suivi des engagements hors bilan au vu notamment des notes préparées à cet effet par l'audit des risques et les commissaires aux comptes.
- Comité des Nominations et des Rémunérations :

Le comité des Rémunérations est composé de 3 administrateurs, répartis en deux sous-comités :

- le sous-comité, composé de 2 administrateurs, propose au conseil la nomination du Président Directeur Général et les critères de détermination et de versement de sa rémunération globale, y compris les conditions d'indemnisation en cas de départ ;
- le sous-comité, composé de 3 administrateurs, examine sur proposition du Président Directeur Général, pour les soumettre au conseil, les nominations et la rémunération des membres du comité de direction et du comité exécutif, ainsi que des dirigeants des principales filiales.

Les sous-comités issus du comité des Nominations et des Rémunérations se réunissent au moins une fois par an, après l'arrêté des comptes de l'exercice ou à la demande du Président Directeur Général.

5.3 Autres mandats d'administrateur du Président Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI

M. Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI, Président Directeur Général d'Attijariwafa bank est également administrateur dans les sociétés suivantes :

Sociétés	Activités	Fonction
BCM Corporation	Holding	Président
ONA	Holding	Administrateur
SNI	Holding	Représentant Attijariwafa bank
OGM	Holding	Président
Wafacorp	Holding	Président
Andalumagheb	Holding	Représentant Attijariwafa bank
Société Hospitality holding	Tourisme	Administrateur
Tanger Free Zone	Promotion immobilière	Administrateur
Société d'aménagement du parc de Nouacer	Promotion immobilière	Représentant Attijariwafa bank
Attijari bank (Tunisie)	Banque commerciale	Administrateur
Attijari Capital Risque	Capital risque	Administrateur
Attijari Finances Corp.	Conseil	Administrateur
Attijari Leasing	Leasing	Administrateur
Attijariwafa bank Sénégal	Banque commerciale	Représentant Attijariwafa bank
Wafa Assurance	Assurance	Vice-président Attijariwafa bank
Wafabail	Leasing	Membre du conseil de surveillance
Wafacash	Transfert d'argent	Administrateur
Wafa Gestion	Gestion d'actifs	Représentant Attijariwafa bank
Wafa Immobilier	Crédit immobilier	Membre du conseil de surveillance
Wafa Investissement	Capital risque	Représentant Attijariwafa bank
Wafa LLD	Location longue durée	Administrateur
Wafasalaf	Crédit à la consommation	Président du conseil de surveillance
Wafa Trust	Gestion de fonds	Administrateur
CIMR	Caisse de retraite	Représentant OGM
Dar Addamane	Participation	Président
GPBM	Groupement professionnel	Vice-Président
Fondation Actua	Association	Président
Fondation Attijariwafa bank	Association	Président
Fondation Mohamed V	Association	Administrateur
Université Al Akhawayn	Université	Administrateur

Source : Attijariwafa bank

6. ORGANES DE DIRECTION

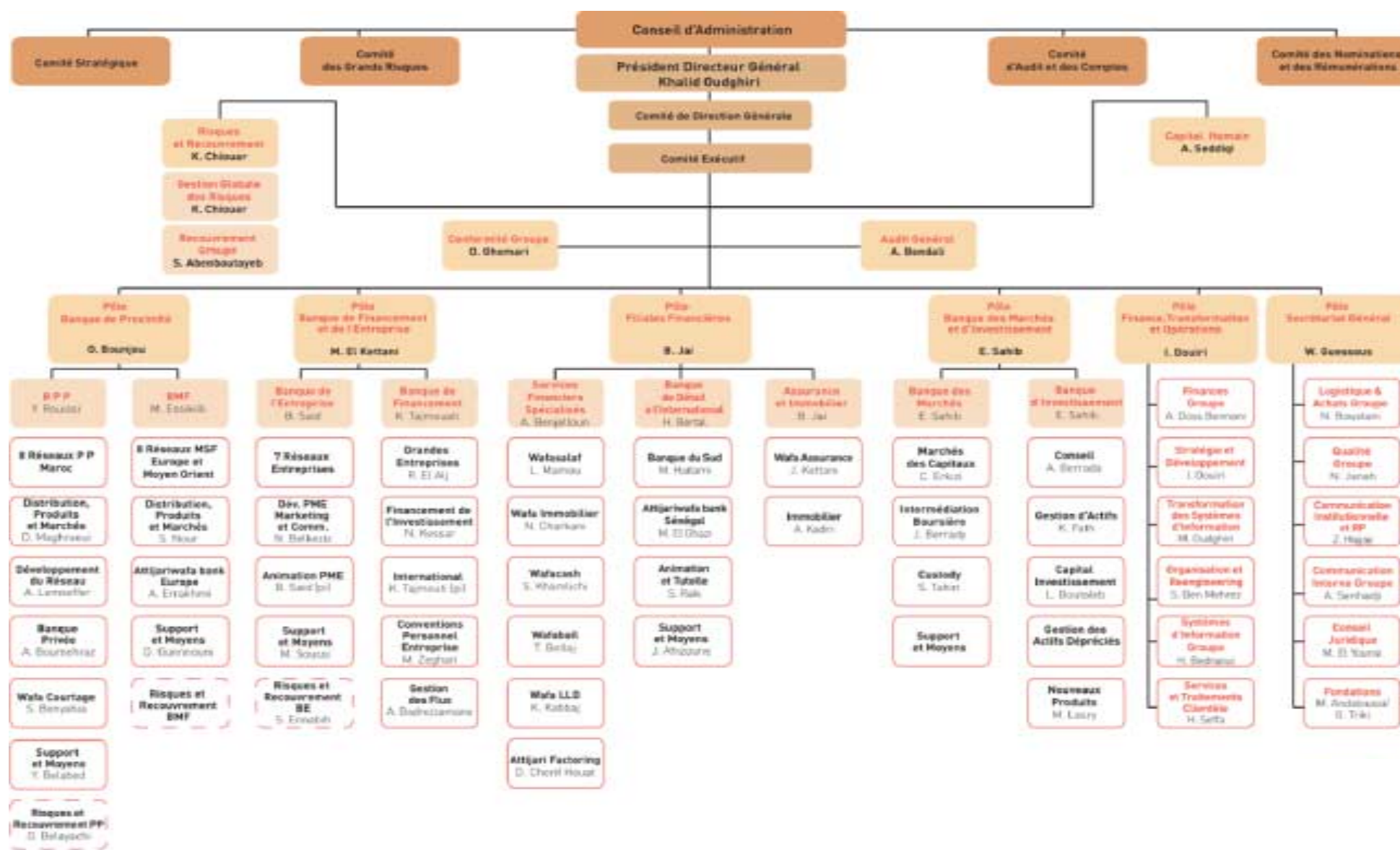
Le groupe Attijariwafa bank est dirigé par M. Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI, Président-Directeur Général.

6.1 Organisation

Attijariwafa bank a adopté le 13 septembre 2006 un nouveau mode de gouvernance pour s'adapter à la nouvelle dimension acquise par le groupe et à l'ampleur de son projet de développement. Les évolutions introduites portent sur :

- La réorganisation des comités issus du conseil d'administration et composés d'administrateurs. Il s'agit du Comité Stratégique, du Comité des Grands Risques, du Comité d'Audit et des Comptes et du Comité des Nominations et des Rémunérations ;
- Une supervision stratégique accrue et une impulsion plus forte du président sur les grandes fonctions qui préparent l'avenir. Relevant directement du Président Directeur Général, celles-ci sont organisées autour d'une fonction « Capital Humain », d'une fonction « Risques », d'un pôle « Finance & Transformation & Opérations » et d'un pôle « Secrétariat Général » ;
- L'organisation des entités commerciales en quatre pôles opérationnels. Cette configuration permettra au groupe de mieux affronter la concurrence et les évolutions de l'environnement ;
- La revue du dispositif des comités internes pour promouvoir une culture de management participatif et renforcer les synergies. Les comités concernés sont le Comité de Direction Générale, le Comité Exécutif et les Comités de gestion et de contrôle.

Suite à cette réorganisation, l'organigramme du groupe se décline comme suit :



6.2 Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Khalid OUDGHIRI IDRISSE HASSANI : Président Directeur Général

Ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris en 1981, M. Khalid OUDGHIRI entame sa carrière au sein de l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières, qu'il représente auprès du groupe Elf tout en poursuivant sa formation à l'Institut français du pétrole. Responsable dès 1982 de l'organisation de l'Office, il conduit notamment, à la tête du Département développement & exploitation, le projet Meskala jusqu'à son achèvement en 1987.

Intégrant alors la Compagnie financière d'investissement créée par Indosuez et deux banques marocaines, M. Khalid OUDGHIRI participe en qualité de directeur des opérations d'acquisition et de restructuration à divers projets de concessions de services ou monopoles publics ainsi qu'à la création des holdings Finaboid et Finapap. Nommé aux commandes du groupe Bois de l'Atlas racheté par la banque d'affaires en 1988, il cumule avec ses fonctions premières la direction générale de l'ensemble industriel durant trois ans.

Il rejoint la BMCI en 1992 pour encadrer, au terme d'une formation en France à la BNP, les agences des régions nord-centre et hors Casablanca avant d'accéder à la direction centrale du réseau. Participant dans le même temps au plan de restructuration de l'institution, il est à l'origine du projet Horizon 2000 remodelant l'organisation par métiers et marchés de clientèle.

Promu directeur général adjoint en 1997, il couvre à ce poste l'ensemble des départements et filiales de la banque commerciale, qui enregistre sous sa tutelle une remarquable progression en terme de rentabilité comme de productivité. Il est également président de BMCI Leasing et administrateur de différentes entités liées à l'institution. Au printemps 2002, il est nommé directeur de la région Proche et Moyen-Orient du groupe BNP Paribas, et intervient également au sein du comité exécutif du Pôle banque de détail à l'international.

En janvier 2003, M. Khalid OUDGHIRI est nommé Président Directeur Général de la Banque Commerciale du Maroc, devenue Attijariwafa bank à la suite de la fusion absorption avec Wafabank, effective depuis le 1^{er} septembre 2004.

Impliqué dans les grands défis de l'économie du Royaume, M. Khalid OUDGHIRI est par ailleurs vice-président délégué du GPBM (Groupement Professionnel des Banques du Maroc), membre du Conseil national de la monnaie et de l'épargne et du centre d'études et de recherches des dirigeants, et enfin administrateur de l'université Al Akhawayn et de la Fondation Mohamed V.

Mr Khalid OUDGHIRI, 49 ans, est marié et père de 3 enfants.

M. Omar BOUNJOU : Directeur Général

Ingénieur Ponts et Chaussées (ENPC Paris) et Docteur en Economie (Université Panthéon – Sorbonne), M. BOUNJOU a intégré le Groupe en tant que Directeur Général de Wafasalaf en 1988. M. Bounjou a occupé les postes de Directeur Général de Wafa Immobilier, Directeur Marketing et Communication MPP de Wafabank, Directeur du Marché des Particuliers et Professionnels et Directeur des Services Financiers Spécialisés.

Dans le cadre de la nouvelle structure, M. BOUNJOU occupe le poste de Directeur Général en charge de la « Banque de Proximité ».

M. Omar BOUNJOU, 47 ans est marié et père de 4 enfants.

M. Mohamed EL KETTANI : Directeur Général

M. Mohamed EL KETTANI, Ingénieur de formation de l'Ecole Nationale Supérieure des Techniques Avancées (ENSTA-Paris-Promotion 1983), a entamé sa carrière à la Banque Commerciale du Maroc en janvier 1984 en tant qu'Ingénieur Conseil au sein du Département des Crédits d'Investissement dont il assure la direction dès 1985.

Ses responsabilités sont élargies au département des crédits à l'export qu'il met en place en 1988 et il participe alors avec succès au développement des engagements de la banque dans les créneaux des crédits à l'investissement et à l'export. Il accède ensuite en 1989 à la direction centrale du crédit et de l'ingénierie financière.

M. Mohamed EL KETTANI est nommé en 1994 Directeur Général Adjoint responsable de la direction générale des crédits et des activités parabancaires.

En mars 2003, il est promu Directeur Général d'Attijariwafa bank, en charge de la Banque de l'Entreprise, de la Banque d'Investissement et de la Banque privée, Gestion d'Actifs et Assurance.

Dans la cadre de la nouvelle organisation, M. EL KETTANI est en charge du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise.

Parallèlement, M. Mohamed EL KETTANI est administrateur de Bank Al Amal, de Dar Addamane et de l'APSF. Il est également membre de plusieurs commissions au sein du GPBM.

M. Mohamed EL KETTANI, 48 ans est marié et père de 3 enfants.

M. Boubker JAI : Directeur Général

M. Boubker JAI intègre, en 1976, l'Ecole Centrale de Paris. Il en sort diplômé en 1979 ainsi que titulaire d'un DEA en sols structures.

M. Boubker JAI entame sa carrière professionnelle dans l'informatique à la Société de Services Parisienne où il est chargé du développement de systèmes de gestion à destination de grandes entreprises françaises et multinationales. En 1982, il soutient avec succès une thèse de doctorat d'ingénieur en sols structures.

De retour au Maroc en 1983, il effectue le service civil obligatoire à l'école Hassania des ingénieurs en tant que professeur de mécanique.

M. Boubker JAI intègre la Banque Commerciale du Maroc en octobre 1984 en qualité de chargé de mission auprès du président, responsable de projets ayant trait à la modernisation des structures et moyens de la banque dont notamment la conception et la mise en œuvre du schéma directeur d'organisation et d'informatique.

Il accède à la direction de l'informatique et de l'organisation en 1988 et entame alors la refonte complète du système d'information de la banque. Parallèlement, il conduit en 1992 le projet de fusion absorption de la Société de Banque et de Crédit.

Une année plus tard, ses responsabilités sont élargies à la stratégie et à cet égard, il dirige une équipe pluridisciplinaire pour la conception du plan stratégique de la banque 1994/1997. En 1995, il est nommé directeur général adjoint et en février 2001, il prend en charge la Direction Générale de l'Exploitation.

En mars 2003, il est promu Directeur Général, responsable du pôle « Banque de Détail » puis Directeur Général en charge des « supports et moyens » du Groupe.

Actuellement, M. JAI est en charge du pôle Filiales Financières.

M. Boubker JAI est par ailleurs président de la société Interbank, administrateur du Centre Monétique Interbancaire et membre du conseil d'administration de Visa International zone CEMA en tant que représentant du Maghreb et de l'Afrique (hors Afrique du Sud).

M. Boubker JAI, 50 ans, est marié et père de 3 enfants.

M. El Houssine SAHIB : Banque des Marchés et d'Investissement

Diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'ENSAE, M. El Houssine SAHIB démarre son parcours professionnel en tant que Directeur Général, puis Président du Directoire de Crédit du Maroc Capital, après avoir effectué un passage à la Banque de France et à la Caisse de Dépôt et de Consignation. Il rejoint la BCM en juin 2003 en tant que responsable de la Stratégie et du Développement. Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. El Houssine SAHIB est nommé responsable du pôle Banque des Marchés et d'Investissement.

M. El Houssine SAHIB, 36 ans, est célibataire.

M. Ismail DOUIRI : Pôle Finance, Transformation et Opérations

M. Ismail DOUIRI est diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris et de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, et est titulaire d'un MBA de HARVARD University en Business Administration.

M. Ismail DOUIRI débute sa carrière à Westinghouse Electric Corporation en 1992 en tant qu'ingénieur développeur. En 1994, il rejoint CFG Group en tant que directeur de la recherche et directeur des systèmes d'information avant d'intégrer Morgan Stanley en 1999, en tant qu'Associate au sein du groupe Télécommunications de la division Investment Banking. En 2000, M. Ismail DOUIRI fonde la société DIAL Technologies S.A spécialisée dans les offres de services de données aux utilisateurs du téléphone mobile, au Maroc et dans la région MENA. Dans le même temps, M. Ismail DOUIRI intègre l'équipe de MCKINSEY & CO en tant qu'Associate au sein de la cellule du bureau de Genève chargée de l'Afrique du Nord. M. Ismail DOUIRI rejoint Attijariwafa bank pour prendre en charge la Stratégie & Développement du Groupe.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. DOUIRI est en charge du pôle « Finance, Transformation et Opérations ».

M. Ismail DOUIRI, 36 ans, est marié et père d'1 enfant.

Mme Wafaa GUESSOUS : Secrétaire Général

Titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un DEA en stratégie des organisations de Paris IX Dauphine, Mme Wafaa GUESSOUS intègre la BCM en 1984 en tant que chargée de portefeuille entreprise en agence. Après un passage à la direction du développement, puis à la communication, elle prend en charge le marché des particuliers. Ses fonctions sont ensuite élargies au département de la bancassurance, qu'elle met en place en 1992. Elle est nommée en 1994, responsable de la direction du marché des particuliers, de la bancassurance et de la communication. En mars 2003, Mme Wafaa GUESSOUS a été nommée en tant que responsable de la communication. Elle occupe dans le cadre de la nouvelle organisation, le poste de Secrétaire Général .

Mme Wafaa GUESSOUS, 48 ans, est mère de 2 enfants.

M. Youssef ROUISSI : Banque des Particuliers et des Professionnels

M. ROUISSI est diplômé de l'Ecole des Hautes Études Commerciales de Paris (HEC). Après une expérience d'audit au sein du cabinet BDO à Paris, Youssef ROUISSI a intégré Attijariwafa bank en 1994 où il a exercé notamment au sein de la Direction Générale des Crédits. En 1996, il intègre Attijari Finances Corp. en tant que Chargé des opérations de fusions acquisitions et d'appel au marché financier pour devenir par la suite son Administrateur Directeur Général. En 2005, il prend en charge la Banque des Particuliers et des Professionnels.

M. Youssef ROUISSI, 34 ans, est marié et père d'un enfant.

M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI : Services Financiers Spécialisés

Titulaire d'un doctorat de statistiques de Paris VI, M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI entame sa carrière au sein du groupe Wafabank en 1990 en tant que chargé de mission à Wafabail. En 1991, il prend la tête de la direction des systèmes d'information de Wafasalaf, avant d'être nommé, trois ans plus tard, responsable du contrôle de gestion au niveau de Wafabank. M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI est nommé secrétaire général de la banque en 1999, avant de réintégrer Wafasalaf en 2000 en tant que président du directoire. En janvier 2004, M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI prend en charge les Services Financiers Spécialisés au sein du groupe Attijariwafa bank puis s'occupe des Ressources Humaines Groupe.

Dans le cadre de la nouvelle organisation, M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI a en charge les Services Financiers Spécialisés.

M. Ahmed Amin BENJELLOUN TOUIMI, 49 ans, est marié et père de 3 enfants.

M. Hassan BERTAL : Banque de Détail à l'International

M. BERTAL est lauréat de l'Ecole Centrale de Paris et titulaire du diplôme du cycle supérieur de gestion de l'ISCAE. Il intègre d'abord la BCM en 1989 à la Direction de l'informatique avant de rejoindre IVECO Maroc en 1994, en tant que directeur de projet, puis Directeur Général. En 1999, M. BERTAL intègre BMCI Leasing en tant qu'Administrateur-Directeur Général. En décembre 2003, M. BERTAL rejoint la BCM en tant que responsable du Réseau Extérieur, puis de la Banque de l'Entreprise et enfin de la Banque de Détail à l'International dans le cadre du nouvel organigramme.

M. Hassan BERTAL, 43 ans, est marié et père de 2 enfants.

M. Karim CHIOUAR : Risques et Recouvrement

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC Paris), M. Karim CHIOUAR entame sa carrière au Crédit du Maroc en tant que responsable des grands comptes. Il rejoint ensuite la Comanav en qualité d'attaché à la présidence, puis il travaillera dans plusieurs institutions bancaires, dont la BCM, à la direction des groupes et grandes entreprises, la CNCA, en tant que responsable du pôle risque et la CNIA où il occupe la fonction de Directeur Général en charge de la direction financière.

Il rejoint la BCM en mai 2003, en qualité de Directeur Général Adjoint, en charge du pôle gestion globale des risques. Il occupe, dans le cadre de la nouvelle organisation le poste de responsable des Risques et Recouvrement.

M. Karim CHIOUAR, 42 ans, est marié et père de 3 enfants.

M. Abdeljaouad DOSS BENNANI : Finances Groupe

Diplômé de SUPELEC, M. Abdeljaouad DOSS BENNANI a intégré Wafabank en 1979, après un passage à IBM en France et à l'OCP. Il entame son parcours à Wafabank par l'organisation et l'informatique avant de prendre en charge en 1989 Wafa Systèmes. Il occupe ensuite successivement les fonctions d'Administrateur Directeur Général de Wafasalaf, de directeur du réseau et d'inspecteur général en 2000, date à laquelle il est promu Directeur Général Adjoint. En 2003, il prend la responsabilité de la direction financière du groupe Wafabank, fonction qu'il continue d'occuper dans le cadre d'Attijariwafa bank.

M. Abdeljaouad DOSS BENNANI, 56 ans, est marié et père de 3 enfants.

7. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

7.1 Comité de Direction Générale

Le comité de direction générale réunit mensuellement les responsables de pôles sous la présidence du Président Directeur Général. Ce comité assure une vue synthétique des activités opérationnelles dans les différents secteurs, le pilotage des grands projets stratégiques et la préparation des questions à soumettre au conseil d'administration, dans une démarche collégiale.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Khalid OUDGHIRI	Président Directeur Général	2003
M. Mohamed EL KETTANI	Directeur Général	2003
M. Boubker JAI	Directeur Général	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général	2003
M. El Houssine SAHIB	Directeur Général-Adjoint	2006
M. Ismail DOUIRI	Directeur Général-Adjoint	2006
Mme Wafaâ GUESSOUS	Secrétariat Général	2003

Source : Attijariwafa bank

7.2 Comité exécutif

Le comité exécutif, présidé également par le Président Directeur Général, assure la gestion opérationnelle et administrative du groupe. D'une périodicité hebdomadaire, le comité exécutif est composé des membres de la direction générale et des responsables des principaux domaines d'activité.

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
M. Khalid OUDGHIRI	Président Directeur Général	2003
M. Mohamed EL KETTANI	Directeur Général - Pôle Banque de Financement et de l'Entreprise	2003
M. Boubker JAI	Directeur Général - Pôle Filiales Financières	2003
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général - Pôle Banque de Proximité	2004
M. Ismail DOUIRI	DGA - Pôle Finance, Transformation et Opérations	2006
M. El Houssine SAHIB	DGA - Pôle Banque des Marchés et d'Investissement	2006
Mme Wafaâ GUESSOUS	Secrétariat Général - Pôle Secrétariat Général	2003
M. Youssef ROUISSI	Banque des Particuliers et Professionnels	2005
M. Mouâwia ESIKILLI	Banque des Marocains sans Frontière	2005
M. Brahim SAID	Banque de l'Entreprise	2006
M. Karim TAJMOUATI	Banque de Financement	2006
M. Amin BENJELLOUN TOUIMI	Services Financiers Spécialisés	2005
M. Hassan BERTAL	Banque de détail à l'International	2006
M. Abdellatif SEDDIQI	Capital Humain	2006
M. Karim CHIOUAR	Gestion Globale des Risques	2003
M. Abdeljaouad DOSS BENNANI	Finances Groupe	2004
M. Mounir OUDGHIRI	Schéma Directeur SI	2005

Source : Attijariwafa bank

7.3 Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération du conseil d'administration d'Attijariwafa bank s'établit à 4 Mdh, au titre des jetons de présence. Cette somme globale inclut tous les frais annexes inhérents aux déplacements liés au conseil. Chaque administrateur reçoit 40 000 dirhams par séance du conseil.

Par ailleurs, la rémunération brute annuelle des membres de direction au titre de l'exercice 2005 s'élève à 34,4 Mdh. De même que les prêts accordés aux membres de direction totalisent 67,1 Mdh à fin 2005.

7.4 Conventions réglementées

La seule convention conclue entre Attijariwafa bank et un des membres des organes d'administration et de direction concerne la prise de participation par la banque, à hauteur de 30 Mdh, dans le fonds d'investissement AM Invest Morocco, créé par M. Bassim Jaï Hokimi et où M. Henri Moulard, administrateur, intervient à travers la société de gestion ATLAMED.

7.5 Intéressement et participation du personnel

En dehors du plan d'actionnariat réalisé en septembre 2005 dans le cadre de l'OPV réservée aux salariés du groupe Attijariwafa bank, il n'existe aucun plan d'intéressement particulier pour le personnel d'Attijariwafa bank.

Cette première OPV du groupe Attijariwafa bank a porté l'actionnariat des salariés à 0,89% du capital. Elle s'inscrit dans un plan à long terme qui devrait permettre au personnel de détenir 3% du capital de la banque.

PARTIE IV : ACTIVITE D'ATTIJARIWAFABANK

1. HISTORIQUE D'ATTIJARIWAFABANK

1911	Création avec implantation d'une succursale de la Banque Transatlantique à Tanger.
1969	Arrivée de M. Abdelaziz Alami en tant que Directeur Général.
Mars 1975	Ouverture de la première délégation à l'étranger destinée aux marocains à Francfort.
1981	Inauguration du siège du boulevard Moulay Youssef.
Mai 1984	Création du groupement Interbank avec la BMCI, la SGMB et le Crédit du Maroc.
Juin 1988	L'ONA acquiert 25% du capital auprès du CIC Paris et devient l'actionnaire de référence de BCM.
Décembre 1989	Entrée du Banco Central (devenu Grupo Santander) au capital de BCM qui devient le 2 ^{ème} actionnaire de référence aux côtés de l'ONA.
Avril 1992	Fusion-Absorption de la SBC.
Novembre 1993	Le capital de BCM est porté à 1 067 126 000 dh franchissant le capital du milliard de dirhams.
8 janvier 2003	Départ à la retraite du Président Abdelaziz Alami et nomination du Président Khalid Oudghiri.
Novembre 2003	Prise de contrôle de Wafabank par la Banque Commerciale du Maroc, à travers l'achat de l'intégralité du holding financier OGM.
Décembre 2003	Obtention de l'agrément de Bank Al Maghrib concernant le changement de contrôle de Wafabank et le projet de fusion avec la Banque Commerciale du Maroc.
Janvier 2004	Démarrage du programme d'intégration avec l'assistance d'un consultant de renommée internationale.
26 avril – 10 mai 2004	Offre publique d'achat/Offre publique d'échange sur les titres Wafabank à l'initiative de la Banque Commerciale du Maroc.
Mai 2004	Renforcement du positionnement du nouvel ensemble dans le crédit à la consommation avec l'acquisition de Crédor par Wafasalaf.
Mai 2004	Signature d'un protocole d'accord pour le renforcement du partenariat stratégique avec le groupe Crédit agricole SA dans les domaines du crédit à la consommation et de la gestion d'actifs.
28 mai 2004	Assemblée générale Extraordinaire des actionnaires de la Banque Commerciale du Maroc ratifiant l'augmentation de capital par apports en nature des titres Wafabank et modifiant les statuts.
Juin 2004	Lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank ».
28 juin–12 juillet 2004	Offre publique de retrait sur les titres Wafabank de la cote de la bourse de Casablanca.
Décembre 2004	Fusion juridique des deux banques (rétroactive au 31/08/2004).
Janvier 2005	Acquisition de Crédit du Maroc Gestion par Wafa Gestion, dans le cadre du partenariat entre Attijariwafa bank et Crédit Agricole SA.

Septembre 2005	Obtention d'un agrément bancaire pour la création d'une filiale au Sénégal. Fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion. Les trois sociétés sont réunies sous la dénomination Wafa Gestion.
12-26 Septembre 2005	Offre Publique de Vente réservée aux salariés du Groupe Attijariwafa bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 0,89% du capital.
Novembre 2005	Acquisition de 53,54% du capital de la Banque du Sud (Tunisie) par le consortium Attijariwafa bank et Grupo Santander. Création d'une filiale bancaire de droit français «Attijariwafa bank Europe », ayant son siège social à Paris et obtention d'un passeport européen délivré par la Banque Centrale Française.
Janvier 2006	Dernière bascule informatique : finalisation du programme d'intégration dans le respect des délais et des budgets.
Juillet 2006	Lancement de l'activité d'Attijariwafa bank au Sénégal avec la création d'une filiale bancaire disposant de 4 agences à Dakar.
Septembre 2006	Mise en place d'une nouvelle organisation du groupe Attijariwafa bank.
Décembre 2006	Lancement du plan de développement de la Banque du Sud « Intilak », avec une recapitalisation financière via une augmentation de capital de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant les 80 MTND. Changement de la dénomination « Banque du Sud » pour la marque Attijari bank.
Janvier 2007	Acquisition de 66,67% du capital de la Banque sénégal-tunisienne (BST) auprès de certains actionnaires privés de cette banque.

2. APPARTENANCE D'ATTIJARIWAFABANK AU GROUPE ONA

Le Groupe ONA est le principal actionnaire d'Attijariwafa bank, avec une participation dans le capital à hauteur de 33,17% (en intégrant les participations de SNI et F3I) au 31 décembre 2006.

2.1 Présentation du Groupe ONA

Le Groupe ONA est un groupe industriel privé marocain avec un chiffre d'affaires consolidé de 26,1 Mrds dh au titre de l'exercice 2005, en progression de 7,6% par rapport à 2004 (à périmètre comparable), et un résultat net part du groupe de 774 Mdh en stagnation par rapport à l'exercice 2004.

Le Groupe ONA opère dans les métiers stratégiques suivants :

- **Mines & Matériaux de construction** : à travers son holding Managem, le Groupe exploite plusieurs gisements (polymétallique : zinc/cuivre/plomb, cobalt, fluorine, argent et or) et produit des cathodes de cobalt, résultat d'un long processus d'innovation interne. Il mène une activité permanente de recherche et d'exploration au Maroc et en Afrique sub-saharienne.
- **Agro-alimentaire & Boissons** : ONA opère, en partenariat avec Danone, dans les secteurs des produits laitiers (lait, yaourt, fromage), de la biscuiterie et de l'eau. Il est également présent dans les activités de production et de commercialisation du sucre et des corps gras.
- **Distribution** : ONA a lancé Marjane, la chaîne d'hypermarchés nationale. L'accord de partenariat avec Auchan favorise l'accélération de ses implantations et a permis la création de la chaîne de supermarchés Acima. Par ailleurs, à travers sa filiale Optorg, le Groupe est distributeur au Maroc et en Afrique Sub-saharienne des engins Caterpillar. Il est également représentant exclusif de Peugeot et Citroën au Maroc à travers sa filiale Sopriam.
- **Activités Financières** : le Groupe ONA est, avec Santander Central Hispano (SCH), l'actionnaire de référence d'Attijariwafa bank. Il contrôle également la société de courtage en assurance Agma Lahlou Tazi.

- **Relais de croissance** : l'ONA s'est positionné sur deux nouveaux secteurs à fort potentiel à travers ses filiales NAREVA (Utilities) et Maroc Connect (Télécoms). NAREVA a en charge le développement des participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Maroc Connect se positionne sur le marché de l'ADSL et tout récemment sur le marché de la téléphonie fixe et mobile.
- **Holdings et autres** : ONAPAR a réalisé des complexes immobiliers de loisirs dans le Nord du Maroc et à Marrakech, et gère des parcs d'activité industriels comme celui de la Zone Franche de Tanger. Par ailleurs, Mercure.Com développe l'expertise du Groupe ONA dans le domaine des nouvelles technologies.

NB : Il n'existe pas de conventions spéciales entre Attijariwafa bank et les autres filiales du Groupe ONA dont l'organigramme simplifié se présente comme suit :

	Mines	Managem* : 75,0% - IG	
	Agroalimentaire	Centrale Laitière* : 55,1% - IG Cosumar* : 55,5% - IG Lesieur Cristal* : 55,0% - IG Bimo : 50,0% - IP Sotherma : 30,0% - IP	La Monégasque : 100% - IG Marost : 100% - IG Marona : 98,7% - IG CCO : 99,1% - IG
	Distribution	Marjane : 51,0% - IG Acima : 51,0% - IG	Optorg : 100% - IG Sopriam : 91,0% - IG
	Activités financières	AWB* : 29,7% - MEE ALT* : 50,0% - IG	ONA Courtage : 51,0% - IG
	Relais de croissance	Maroc Connect : 51,0% - IG	Nareva : 100% - IG
	Holdings et autres	Onapar : 100% - IG	Mercure.com : 100% - NC

Légende:

IG : Intégration globale
IP : Intégration proportionnelle
MEE : Mise en équivalence
NC : Non consolidé
* Société cotée

Source : ONA au 31/12/2006

L'activité des principales entités des différents pôles est présentée ci-après :

1. Mines

L'activité Mines représente le métier historique du Groupe ONA. Elle est structurée autour du Groupe MANAGEM qui détient aussi bien des sociétés d'exploitation que de valorisation et de services.

L'activité de MANAGEM consiste à extraire, concentrer et commercialiser différents minerais : métaux de base, comme le cuivre, le zinc, le plomb ; métaux précieux, à savoir l'or et l'argent ; métaux stratégiques tels le cobalt et, enfin, la fluorine.

En aval de l'extraction, MANAGEM procède à la valorisation des minerais par voie hydro-métallurgique, aboutissant à des produits à forte valeur ajoutée tels que les cathodes de cobalt. En amont, l'exploration et la recherche & développement contribuent à l'élargissement du champ d'activité de l'entreprise.

En 2005, l'ONA a procédé à la cession de plus de 40% de sa participation dans la société aurifère canadienne Semafo Inc. Au 31 décembre 2005, cette participation s'établit à 11,15%.

2. Agroalimentaire

Le pôle agroalimentaire, métier traditionnel de l'ONA, est principalement constitué des groupes Centrale Laitière, Lesieur Cristal, Marona, La Monégasque, Sotherma et des sociétés Cosumar et Bimo.

Centrale Laitière

Centrale Laitière opère dans le marché des produits laitiers. La société dispose d'une large gamme de produits et de cinq sites de production. Centrale Laitière fabrique plusieurs produits laitiers sous ses propres marques mais aussi sous celle de Danone, qui détient 29,2% du capital de Centrale Laitière au 30 juin 2006.

Par ailleurs, le Groupe Centrale Laitière s'est désengagé de sa participation dans le marché des desserts glacés via la cession, au cours de l'exercice 2005, de la filiale Pingouin.

Sotherma

La société opère dans le marché des eaux, à travers la commercialisation des marques Danone Aïn Saïss (DAS) et Sidi Harazem.

Lesieur Cristal

Créée en 1941, Lesieur Cristal opère principalement sur le marché du raffinage et de la commercialisation d'huiles destinées à la consommation et aux industries de la conserve.

Parallèlement, Lesieur conditionne et commercialise une large gamme de produits d'entretien ménager et de tourteaux destinés à l'alimentation animale.

Le Groupe possède également une filiale, CMB Plastique, qui opère sur le marché marocain des emballages plastiques.

En 2005, Lesieur Cristal s'est associé à Banchereau France pour la construction d'une unité industrielle spécialisée dans la production et la commercialisation des produits de charcuterie.

Groupe Marona

Opérant dans la pêche hauturière et spécialisée dans la commercialisation d'une gamme de poisson essentiellement composée de céphalopodes, Marona écoule ses produits principalement sur les marchés japonais et européen.

Groupe La Monégasque

La Monégasque est présent sur le marché de la semi-conserve d'anchois et dispose de filiales commerciales basées en France, à Monaco, en Grande Bretagne et aux Etats-Unis. Le groupe réalise la plus grande partie de son chiffre d'affaires à l'export.

Cosumar

L'activité de Cosumar repose sur le traitement de la betterave et de la canne à sucre et le raffinage du sucre brut. Coté en bourse depuis 1985, Cosumar a acquis les quatre sucreries publiques privatisées au cours de l'exercice 2005 et détient désormais près de 100% du marché national du sucre.

Bimo

Filiale de l'ONA depuis l'exercice 1999, la société Bimo est spécialisée dans la production de biscuits sucrés, de gaufrettes, de pâtisseries, etc. La société dispose de plusieurs références et bénéficie de l'expertise de Danone, partenaire depuis 1999.

3. Distribution

La distribution réunit les métiers de la Grande Distribution, avec les deux enseignes Marjane et Acima, de la Distribution Automobile avec les groupes Sopriam et Optorg, et du négoce, de l'exploitation des produits de la mer et de la distribution de biens d'équipements en Afrique à travers le Groupe Optorg.

Marjane

Issu du partenariat entre le Groupe ONA et Auchan, deuxième groupe français de distribution, Marjane Holding compte 12 hypermarchés à son actif à fin 2005.

Acima

Acima est une chaîne de supermarchés créée en 2002 en partenariat avec Auchan et qui gère des supermarchés de proximité. A fin 2005, l'enseigne compte 19 points de vente.

Optorg

Le Groupe est constitué de plusieurs sociétés spécialisées dans le négoce en Afrique et dans l'exploitation des produits de la mer. Optorg assure également la distribution de biens d'équipement en Afrique de l'Ouest avec notamment les représentations de Caterpillar, Mercedes-Benz, Manitou et Mazda.

Sopriam

Importateur exclusif des marques Peugeot et Citroën au Maroc, Sopriam dispose d'un important réseau de distribution ainsi que d'une gamme de produit variée et compétitive qui consolide son positionnement sur le marché marocain.

4. Activités financières

Les activités financières de ONA S.A regroupent les métiers de la banque avec Attijariwafa bank et du courtage avec le Groupe ONA Courtage et sa filiale Agma Lahlou Tazi.

En décembre 2006, l'ONA a cédé sa participation (49%) dans AXA Assurance Maroc au groupe français AXA International qui devient le seul actionnaire de la compagnie d'assurance.

ONA Courtage

Principale société du Groupe ONA Courtage, Agma Lahlou Tazi est née de la fusion en 1999 de deux leaders du courtage, à savoir Agma et Lahlou-Tazi.

Le société opère en partenariat avec Marsh⁴ et occupe actuellement la position de leader du conseil et du courtage en Assurance et Réassurance au Maroc.

5. Relais de croissance

L'ONA est présent sur le secteur des Télécoms via Maroc Connect et des Utilities à travers sa filiale NAREVA.

NAREVA

Créé en janvier 2005, Nareva est un holding regroupant les participations de l'ONA dans les secteurs de l'énergie, l'environnement et les services aux collectivités locales. Les champs d'intervention de NAREVA concernent la production d'énergie électrique, l'environnement & la gestion déléguée et les travaux publics.

MAROC CONNECT

Au cours du 2^{ème} semestre 2005, l'ONA a acquis 100% de la société Maroc Connect (ex Wanadoo Maroc), 2^{ème} fournisseur d'accès Internet au Maroc. L'actionnariat de la société a évolué au 1^{er} semestre 2006 et l'ONA ne détient plus que 51% du capital, les 49% restants ayant été cédés à la SNI.

Maroc Connect est une entreprise de services télécoms dont les offres s'adressent aussi bien au marché des particuliers que celui des PME et grandes entreprises.

En 2005, la société a été adjudicataire d'une licence nouvelle génération pour l'exploitation de services fixes avec mobilité restreinte. De même, Maroc Connect s'est vue attribuer au 2^{ème} semestre 2006 une licence 3^{ème} génération pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications au Maroc.

L'activité commerciale de Maroc Connect a démarré en décembre 2006 et s'est accompagnée du lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination « WANA ».

6. Holding et autres

Mercure.Com

Créé en 2002, Mercure.com est le holding « technologies de l'information » du Groupe ONA. La société dispose d'un ensemble d'experts du secteur des technologies de l'information au Maroc et développe l'expertise locale en partenariat avec des acteurs majeurs du secteur à l'international.

⁴ Numéro un mondial dans le secteur

Mercure.Com a enregistré, au titre de l'exercice 2005, une croissance importante de ses activités avec une forte progression de Accolade⁵ et la mise en place d'un partenariat stratégique entre Archos Conseil et Bearing Point, un des leaders mondiaux du conseil en management.

ONAPAR

La société ONAPAR est le holding de l'activité Tourisme Aménagement Immobilier du Groupe ONA. Elle a pour mission de réaliser les investissements du Groupe pour le développement d'une activité touristique, de participer à tout projet d'aménagement de parcs industriels, d'assurer le développement de projets immobiliers à caractère touristique.

L'exercice 2005 a connu la concrétisation du partenariat entre la société EMAAR Properties PJSC (Groupe immobilier des Emirats Arabes-Unis) et la société ONAPAR à travers la création de sociétés contrôlées conjointement, telles Orientis Invest, Amelkis Resorts et Prestige Resorts, dont l'objectif est de réaliser des projets résidentiels et golfiques à horizon 2010.

2.2 Relations entre Attijariwafa bank et le Groupe ONA

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de deux conventions de location d'espaces à usage de bureaux avec ses principaux actionnaires ONA S.A. et SNI. Le tableau suivant résume les loyers perçus au titre de ces contrats en 2005 :

Actionnaire	Annuel – Dh	Début du loyer
ONA S.A.	5 250 000	17/06/1996
SNI	1 831 152	10/06/1996

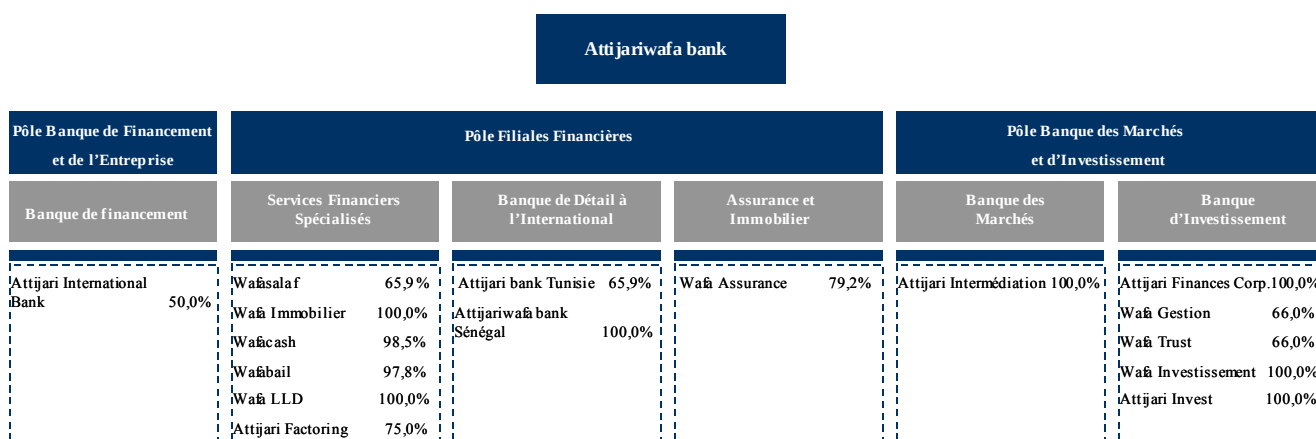
Source : Attijariwafa bank

Convention de portage d'actions entre Attijariwafa bank et l'ONA

Cette convention, préalablement autorisée par le conseil d'administration du 25 juillet 2002, prévoit la prorogation de la date d'expiration de la convention de portage conclue en date du 26 décembre 2000 entre ex-BCM et ONA S.A. Portant sur les titres SOREAD pour un montant global de 5 millions de dirhams, cette convention a continué à produire son effet au 31 décembre 2005.

3. FILIALES D'ATTIJARIWAFABANK

3.1 Organigramme



Source : Attijariwafa bank

⁵ Accolade est un centre de contacts basé à Casablanca avec deux activités principales : une activité « Sale center » orientée vente et une activité « Tech Center » orientée vers le support technique d'un certain nombre de clients en France.

3. 2 Présentation des filiales

3.2.1 Banque des Marocains sans Frontière

Attijariwafa bank Europe

En novembre 2005, la Banque Centrale Française a délivré un passeport européen à « Attijariwafa bank Europe », qui a ainsi vu le jour en tant que filiale bancaire de droit français. Cette filiale, dont le siège social se trouve à Paris, apporte au groupe le cadre juridique et social lui permettant de déployer ses activités dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne en pleine conformité avec le cadre législatif des pays d'accueil et les règles bancaires internationales.

	Données au 31/12/2006
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Europe
Siège social	170, boulevard Haussman 75 008 Paris
Montant du capital détenu	26 107 KEUR (soit 290,8 Mdh)*
% de capital détenu	100,00%
% des droits de vote	100,00%

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 29/12/2006 : EUR = 11,14 MAD

Ainsi, l'activité de la succursale de Paris a été transférée vers Attijariwafa bank Europe. De même la succursale de Bruxelles est devenue succursale d'Attijariwafa bank Europe à fin 2006.

	Données estimées au 31/12/2005	
Dénomination sociale	Succursale Paris	Succursale Bruxelles
Siège social	170, boulevard Haussman 74 008 Paris	126-130, boulevard Maurice Lemonnier - 10 000 Bruxelles
Date de création	20/06/1990	18/12/1986
Participation au PNB d'AWB	1,18%	0,56%
Participation au résultat net d'AWB	0,04%	0,02%

Source : Attijariwafa bank

3.2.2 Banque de Financement

Attijari International Bank

Attijari International Bank est une société anonyme au capital de 3 000 000 US dollars, détenue conjointement par Attijariwafa bank et Banco Central Hispano Americano. La société intervient en tant que Banque Off Shore.

A fin 2005, le produit net bancaire d'Attijari International Bank ressort à 587 738 USD contre 564 000 USD un an plus tôt, et le résultat net ressort à 337 000 USD, soit une progression de 722% par rapport à 2004.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Attijari International Bank
Siège social	Lot. N°41, Zone Franche d'exportation, Route de Rabat - Tanger
Nombre de titres détenus	15 000 actions
Montant du capital détenu	1 500 000 USD
% de capital détenu	50,0%*
% des droits de vote	50,0%
Produit net bancaire	587,7 KUSD
Résultat net	337,0 KUSD
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Banco Central Hispano Americano

3.2.3 Services Financiers Spécialisés

Wafasalaf

Wafasalaf est une société de crédit à la consommation multi-produits (Prêt Personnel, Crédit renouvelable, Cartes de crédit, Crédit automobile, Location avec option d'achat (LOA), Equipement des ménages et Crédit voyages). Wafasalaf se distingue par :

- une notoriété dans le secteur ;
- des outils pour la gestion des crédits : Outil Vendeur (extranet), système d'information multi-sociétés ;
- la diversification des fonds de commerce avec un positionnement particulier en automobile ;
- la capacité d'adaptation des équipes (commercialisation de nouveaux produits...) ;
- le réseau de distribution le plus dense du secteur : 21 agences commerciales et un réseau externe diversifié de 150 concessionnaires automobiles et 400 partenaires Equipement de la maison.

Wafasalaf travaille également pour d'autres réseaux de distribution : Attijariwafa bank, CDM, Wafacash, Wafa Assurance, La Poste. Elle est également liée par un accord de partenariat avec SOFINCO, filiale du Crédit Agricole.

Le rapprochement en 2004 avec Crédor a donné naissance au leader du crédit à la consommation, avec une part de marché de 31% à fin 2005. L'encours brut fin de période s'établit à 7,9 Mrds dh, en hausse de 19% par rapport à 2004.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafasalaf
Siège social	5, boulevard Abdelmoumen- Casablanca
Nombre de titres détenus	745 656 actions
Montant du capital détenu	74 565 612 Dh
% de capital détenu	65,94%*
% des droits de vote	65,94%
Produit Net Bancaire	543,0 Mdhs
Résultat net	138,6 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	37,3 Mdhs

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par SOFINCO, filiale du Crédit Agricole – France.

Wafa Immobilier

Spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements, Wafa Immobilier intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Pour assurer une meilleure présence sur le marché, Wafa Immobilier dispose de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel et notamment à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech, Agadir et Tanger. En 2005, la part de marché de Wafa Immobilier s'est établie à 23,5%.

En 2005, Wafa Immobilier a signé plusieurs conventions, notamment avec des Ministères (Tourisme, Equipement, Pêche, Jeunesse et Sports, Santé), avec des sociétés comme Al Omrane, ANAPEC et ERAC Nord-Ouest et avec la Direction Générale des Services Sociaux des Forces Armées Royales.

Wafa Immobilier a, par ailleurs, pu reconduire en 2005 l'agrément du Ministère des Finances pour le financement de logements agréés avec ristourne des taux d'intérêts par l'Etat. La société a enfin enrichi son offre avec le lancement de deux nouveaux produits en 2005 : le crédit HBM et le FOGARIM.

A fin 2005, l'encours sain de Wafa Immobilier s'élève à 5,3 Mrds dh.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa Immobilier
Siège social	5, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	400 000 actions
Montant du capital détenu	40 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Produit Net Bancaire	70,2 Mdhs
Résultat net	15,1 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	10 Mdhs

Source : Attijariwafa bank

Wafacash

Créée en 1991, Wafa monétique est spécialisée dans les moyens de paiement, les transferts d'argent instantanés et le change manuel. En 2002, Wafa monétique a changé de dénomination sociale pour « Wafacash ». Durant l'exercice 2004, l'activité monétique de Wafacash a été marquée par le transfert de l'activité commerçants et la cession des TPE « Terminaux de Paiement Electroniques » au Centre Monétique Interbancaire. Wafacash renvoie désormais à un ensemble de services financiers portant essentiellement sur le marché des transferts d'argent instantanés, de l'étranger et à l'intérieur du pays et sur celui du change manuel.

Wafacash développe son activité avec des partenaires de premier plan. Elle est ainsi membre des principaux réseaux internationaux de paiement, et représente Western Union, le leader mondial de transferts de fonds instantanés.

En parallèle, Wafacash a déployé une activité qui lui a permis de renforcer sa présence commerciale à plusieurs niveaux : le développement du réseau (un ensemble de 202 agences à fin 2005) et le lancement d'une nouvelle formule de Cash Express à destination des entreprises traitant avec les non-bancarisés.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa Cash
Siège social	5, Rue Driss Lahrizi Casablanca
Nombre de titres détenus	345 102 actions
Montant du capital détenu	34 510 230 Dh
% de capital détenu	98,46%
% de droits de vote	98,46%
Produit Net Bancaire	101,8 Mdhs
Résultat net	38,1 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafabail

Née du rapprochement entre Wafabail et Attijari Leasing, Wafabail est spécialisée dans le métier de crédit-bail, et plus précisément :

- le financement de l'achat à crédit de tout matériel, article, produit pour tout usage et destination, de tout appareil ou article électroménager ainsi que tout mobilier et article d'ameublement, équipement de bureaux, véhicules automobiles, matériel à usage professionnel ;
- le financement de toutes opérations commerciales et financières, mobilières ou immobilières ;
- le financement par crédit-bail pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers.

Le produit net bancaire de Wafabail en 2005 s'est établi à 141,4 Mdh contre 118,1 Mdh en 2004. La hausse du PNB est due principalement à la forte production enregistrée et à la maîtrise des charges et du risque. L'encours fin de période s'établit à 3,3 Mrds dh, en hausse de 29%.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafabail
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	1 467 450 actions
Montant du capital détenu	146 745 000 Dh
% de capital détenu	97,83%
% des droits de vote	97,83%
Produit Net Bancaire	141,4 Mdhs
Résultat net	50,0 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank

Wafa LLD

Wafa LLD est spécialisée dans la location de voiture longue durée. Cette formule consiste en la mise à disposition d'une entreprise d'un ou plusieurs véhicules neufs pour un kilométrage et une durée convenus à l'avance (de 12 à 60 mois) moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte :

- Entretien et maintenance ;
- Gestion des pneumatiques ;
- Assurance, assistance et gestion des sinistres ;
- Fourniture du véhicule de remplacement ;
- Gestion de carburants.

L'exercice 2005 a été marqué par la hausse de la part de marché de Wafa LLD grâce à l'acquisition des premiers marchés de l'administration publique. La société clôture ainsi l'exercice 2005 avec un chiffre d'affaires en hausse de 58% et un résultat net en forte croissance passant de -462 KDhs en 2004 à 1,9 million de dirhams en 2005.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa LLD
Siège social	5, Bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus par Attijariwafa bank	200 000 actions
Montant du capital détenu	20 000 000 Dhs
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	64,5 Mdhs
Résultat net	1,9 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank

Attijari Factoring

Attijari Factoring est spécialisée dans la réalisation de toutes les opérations de factoring export, import et domestique. Elle s'engage par contrat vis à vis de ses sociétés clientes à :

- couvrir le risque d'impayés de leurs clients marocains et étrangers ;
- prendre en charge la gestion des comptes clients et le recouvrement des créances ;
- assurer le financement des factures.

Attijari Factoring est membre de Factors Chain International, premier réseau d'affacturage mondial regroupant 201 correspondants.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Attijari Factoring
Siège social	19, bd Abdelmoumen Casablanca
Nombre de titres détenus	22 500 actions
Montant du capital détenu	22 500 000 Dh
% de capital détenu	75,0%*
% des droits de vote	75,0%
Produit Net Bancaire	12,0 Mdhs
Résultat net	4,1 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par Santusa Holding.

3.2.4 Banque de Détail à l'International

Attijari bank Tunisie

Dans le cadre d'un consortium constitué avec Grupo Santander, Attijariwafa bank a acquis, fin 2005, 53,54% du capital de la Banque du Sud en Tunisie (devenue en décembre 2006 Attijari bank Tunisie), dans le cadre de l'achèvement du processus de sa privatisation.

Cette opération vise à promouvoir les flux commerciaux et d'investissements entre la Tunisie et le Maroc, mais également avec l'Espagne.

En terme d'activité, la banque a enregistré durant l'année 2005 une progression des ressources et des emplois de respectivement 12% à 2,24 milliards de dinars (15,2 Mrds dh)⁶ et 20% à 2,26 milliards de dinars (15,4 Mrds dh).

En décembre 2006, un plan de recapitalisation d'Attijari Bank Tunisie a été lancé, visant à accompagner le plan de développement de la banque et lui permettre de disposer d'une assise financière solide. Cette recapitalisation s'est faite via l'augmentation de capital en numéraire de 50 MTND et l'émission d'obligations convertibles en actions atteignant 80 MTND.

A fin 2006, le réseau d'agences d'Attijari bank Tunisie compte 9 zones et 95 agences commerciales.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Banque du Sud
Siège social	95, avenue de la liberté – Tunis / Tunisie
Nombre de titres détenus	10 708 000
Montant du capital détenu	53 540 000 TND (soit 364 Mdh)*
% de capital détenu	53,54% (à travers Andalumaghreb ⁷)
% des droits de vote	53,54%
Produit Net Bancaire	76,9 millions TND (soit 522,8 Mdh)*
Résultat net	-4,1 millions TND (soit -27,9 Mdh)*
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 30/12/2005 : TND = 6,80 MAD

Attijariwafa bank Sénégal

Créée en 2005, la filiale d'Attijariwafa bank au Sénégal a démarré son activité en juillet 2006. Avec quatre agences commerciales, la filiale sénégalaise permettra d'enrichir l'offre faite aux entreprises locales et aux particuliers, en matière de produits bancaires et financiers classiques et aussi de produits para-bancaires (crédit à la consommation, crédit immobilier, bancassurance...).

Sa mission comprend également l'encadrement des entreprises marocaines expatriées, afin d'optimiser et de renforcer la coopération économique entre les deux pays.

⁶ Cours de change au 30/12/2005 : TND = 6,80 MAD

⁷ Consortium composé par Attijariwafa bank et Grupo Santander

	Données au 31/12/2006
Dénomination sociale	Attijariwafa bank Sénégal
Siège social	29-33, Avenue Président Léopold Sédar Senghor Dakar - Sénégal
Nombre de titres détenus	210 000
Montant du capital détenu	2 100 000 000 F CFA (soit 35,7 Mdh)*
% de capital détenu	100%
% des droits de vote	100%

Source : Attijariwafa bank - * Cours de change au 29/12/2006

3.2.5 Assurance

Wafa Assurance

Wafa Assurance est une filiale spécialisée dans les métiers de l'assurance dommages et vie, détenant 13,4% de parts de marché en 2005.

L'année 2005 a été marquée, pour le secteur, par l'entrée en vigueur de l'Arrêté relatif au Livre III du Code des Assurances dédié aux entreprises d'assurance et de réassurance, la publication du nouveau plan comptable des assurances applicable aux arrêtés de comptes 2006 et l'institution de l'obligation, pour les compagnies d'assurance, de se doter de structures autonomes d'Audit avec un dispositif formel de contrôle interne.

Les primes émises au titre de l'année 2005 s'élèvent à 1,6 milliard de Dhs, soit une progression de 7% par rapport à 2004. Le résultat net s'établit à 183 millions de Dhs à fin 2005.

Au 31 décembre 2005, les fonds propres de la compagnie s'élèvent à 855 millions de Dhs.

Par ailleurs, Wafa Assurance et Barid Al Maghrib ont signé en 2005 un accord de partenariat, afin de commercialiser sous la marque « Barid », toute une gamme de nouveaux produits de prévoyance, d'épargne et de retraite.

Attijariwafa bank détient 31,22% du capital de Crédit du Maroc via Wafa Assurance.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa Assurance
Siège social	1, Boulevard Abdelmoumen - Casablanca
Nombre de titres détenus	2 773 050
Montant du capital détenu	277 305 000 Dh
% de capital détenu	79,23%
% des droits de vote	79,23%
Chiffre d'affaires	1,6 Mrd Dhs
Résultat net	183 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	45 Mdhs

Source : Attijariwafa bank

3.2.6 Banque des Marchés

Attijari Intermédiation

Attijari Intermédiation développe auprès d'une clientèle d'institutionnels et de grandes entreprises les services suivants :

- Intermédiation boursière ;
- Placements de titres émis par les personnes morales faisant appel public à l'épargne ;
- Opérations de contrepartie ;
- Conseil en investissement, désinvestissement et recherche financière sur les sociétés cotées ;
- Stratégie d'allocation à moyen et long terme.

⁸ Consortium composé par Attijariwafa bank et Grupo Santander

La société de bourse dispose d'un département de recherche et d'analyse qui couvre les valeurs les plus actives du marché, et diffuse régulièrement auprès des investisseurs nationaux et internationaux des recommandations, des informations financières et des études macro-économiques. Elle bénéficie en outre d'une reconnaissance internationale.

En 2005, Attijari Intermédiation a réalisé un volume d'affaires de 91,1 Mrds Dhs, en croissance de 147,3%. La part de marché pour 2005 s'établit à 60,5%.

	Données estimées au 31/12/2005
Dénomination sociale	Attijari Intermédiation
Siège social	163, avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	50 000 actions
Montant du capital détenu	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	30,9 Mdhs
Résultat net	11,9 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijari Finances Corp. au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank

3.2.7 Banque d'Investissement

Attijari Finances Corp.

Attijari Finances Corp. regroupe les activités de conseil en fusion-acquisition, d'origination de dette privée ainsi que d'introduction en bourse et de marché primaire Actions.

Depuis sa création, Attijari Finances Corp. est intervenue activement sur le marché marocain dans plusieurs opérations stratégiques :

En 2006 :

- **Fenié Brossette** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse par augmentation du capital de 100 Mdh ;
- **Douja Promotion Groupe Addoha** : Conseil de la société dans le cadre de son introduction en bourse pour un montant de 2,7 Mrds dh ;
- **ONA** : Conseil du groupe ONA dans le cadre de son programme d'émission d'emprunt obligataire d'un montant de 2,5 Mrds dh ;
- **Terminal à Conteneurs – Tanger Med** : Conseil du consortium formé par Eurogate-Contship, Comanav, CMA-CGM et MSC pour la concession du deuxième terminal à conteneurs du port de Tanger Med ;

En 2005 :

- **Privatisation des quatre sucreries publiques** : Conseil de Cosumar dans le cadre de l'acquisition des sucreries étatiques ;
- **Afrique/Somepi** : Conseil de AKWA Group dans le cadre du rapprochement avec OISMINE ;
- **CNIA** : Conseil de Saham pour l'acquisition de 67% du capital de la CNIA auprès de ARIG ;
- **Maroc Connect** : Conseil de Maroc Connect dans le cadre de l'obtention de la 3^{ème} licence fixe au Maroc ;

En 2004 :

- **Maroc Telecom** : Conseil de l'Etat marocain en association avec BNP Paribas et Merrill Lynch dans le cadre de l'introduction en bourse de Maroc Telecom pour un montant de 8,9 milliards de Dhs ;

En 2003 :

- **OGM** : Conseil de BCM en association avec HSBC-CCF dans le cadre de l'acquisition de OGM, holding de contrôle de Wafabank et Wafa Assurance, d'un montant de 2,1 Mrds dh ;
- **Régie des Tabacs** : Conseil de Altadis en association avec HSBC CCF dans le cadre de l'acquisition de 80% du capital de Régie des Tabacs pour un montant de 14,08 Mrds.

A ce titre, Attijari Finances Corp. bénéficie d'une reconnaissance internationale :

- Deal of the year 1997 ;
- Best M&A House par la revue financière Euromoney en 2003.

Attijari Finances Corp. a consolidé en 2005 son activité dans un contexte marqué par la reprise des opérations de privatisation, par l'engouement pour le marché actions et par la poursuite du recours des opérateurs au marché de la dette privée, en raison des niveaux favorables de taux.

Au 31/12/2005, les comptes sociaux d'Attijari Finances Corp. font apparaître un chiffre d'affaires de près de 60,3 Mdhs contre 20,6 Mdhs un an auparavant. Le résultat net de l'exercice 2005 s'établit à 136,5 Mdhs.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Attijari Finances Corp.
Siège social	163, Avenue Hassan II -Casablanca
Nombre de titres détenus	10 000 actions
Montant du capital détenu	10 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%
% des droits de vote	100,0%
Chiffre d'affaires	60,3 Mdhs
Résultat net	136,5 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	100 Mdhs

Source : Attijari Finances Corp.

Wafa Gestion

L'exercice 2005 a connu l'émergence de Wafa Gestion, opérateur de référence sur les métiers de la gestion d'actifs, issu de la fusion d'Attijari Management, Wafa Gestion et Crédit du Maroc Gestion.

Wafa Gestion gère 63 OPCVM couvrant l'ensemble des classes d'actifs, pour le compte d'investisseurs institutionnels, de grandes entreprises et de particuliers.

Au titre de l'exercice 2005, le nouvel ensemble a augmenté ses encours de 4,24% à 36,1 milliards de Dhs maintenant ainsi une part de marché à 41,9%, aussi bien sur le dédié que sur le Grand Public.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa Gestion
Siège social	416, rue Mustapha El Mâani - Casablanca
Nombre de titres détenus	26 400
Montant du capital détenu	2 640 000 Dh
% de capital détenu	66,0% *
% des droits de vote	66,0%
Chiffre d'affaires	198,5 Mdhs
Résultat net	45,4 Mdhs
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	23,9 Mdhs

Source : Attijariwafa bank - * 34% détenus par Crédit Agricole Asset Management, filiale gestion d'actifs du Crédit Agricole-France.

WafaTrust

Wafa Trust conduit des missions de conseil en restructuration financière et mise à niveau. Depuis 2006, son activité ayant été transférée vers Attijari Invest, Wafa Trust n'exerce plus d'activité commerciale.

	Données au 31/12/2005
Dénomination sociale	Wafa Trust
Siège social	416, Rue Mustapha El Maani - Casablanca
Nombre de titres détenus	33 000 actions
Montant du capital détenu	3 300 000 Dh
% de capital détenu	66,0%*
% des droits de vote	66,0%
Chiffre d'affaires	1,5 Mdhs
Résultat net	-0,1 Kdh
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant

Source : Attijariwafa bank - * le reliquat du capital est détenu par CALYON, Banque de financement et d'investissement du Crédit Agricole-France

Wafa Investissement – Attijari Invest

Wafa Investissement gère les participations en capital-risque. Le portefeuille de Wafa Investissement n'a pas connu de changement significatif en 2005. Le management de la société a été renforcé en fin d'année 2005, en vue d'assurer la prise en charge de nouvelles restructurations de sociétés clientes de la banque.

Constituée en 2005, Attijari Invest est la filiale d'Attijariwafa bank destinée à offrir aux investisseurs des instruments financiers à forte rentabilité tout en maîtrisant les risques liés à de tels placements. Elle a pour mission le montage, la mise en place puis la gestion de fonds d'investissement. Au cours de l'exercice 2005, la structure a procédé au lancement de deux fonds d'investissement :

- Agram Invest : d'une taille de 200 Mdhs, dédié à l'agro-industrie ;
- Fonds Igrane : d'une taille de 126 Mdhs, destiné à la région Souss Massa Drâa.

	Données estimées au 31/12/2005	
Dénomination sociale	Wafa Investissement	Attijari Invest
Siège social	416, Rue Mostapha El Maani Casablanca	416, Rue Mostapha El Maani Casablanca
Nombre de titres détenus	399 990 actions	50 000 actions
Montant du capital détenu	39 999 000 Dh	5 000 000 Dh
% de capital détenu	100,0%	100,0%
% des droits de vote	100,0%	100,0%
Chiffre d'affaires	1 691 Kdh	Néant
Résultat net	-740 Kdh	Néant
Montant des dividendes perçus par Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2005	Néant	Néant

Source : Attijariwafa bank

3.3 Relations entre Attijariwafa bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre Attijariwafa bank et ses filiales se présentent de la manière suivante :

Services rendus par Attijariwafa bank à ses filiales

- **Wafa Assurance**
 - Vente des produits de prévoyance et d'épargne par le réseau Attijariwafa bank rémunérée par des commissions d'apport ;
 - Exploitation d'économies d'échelle au sein du groupe.
- **Wafacash**
 - Assistance technique ;
 - Accompagnement stratégique ;
 - Fourniture de prestations de services.

▪ Wafa Gestion

- Bénéficie du réseau Attijariwafa bank ;
- Gestion du portefeuille d'Attijariwafa bank ;
- Management fees.

▪ Attijari Factoring

Les principaux produits bancaires utilisés par Attijari Factoring sont les suivants :

- Facilité de caisse de 180 000 kdh pour abriter les opérations de factoring au taux de 3,94 %/an + TVA avec exonération des frais sur virements émis ;
- Fusion des comptes ;
- Virement reçus/émis à l'international avec exonération des frais.

Les filiales profitent du réseau de la banque pour vendre leurs produits et services. Elles reversent en contrepartie des commissions d'affaires à la banque. Par ailleurs, la banque sous-traite certaines activités auprès de ces filiales moyennant une rémunération. Le niveau des commissions d'apport et des rémunérations versées aux filiales est variable selon le type de prestations fournies.

Contrats de location de bureaux

Attijariwafa bank dispose de plusieurs contrats de location de bureaux avec ses filiales. Le tableau suivant résume les loyers perçus des principales filiales en 2005 :

Filiale	Loyer annuel – Dh	Début du loyer
Attijari Factoring	219 750	01/08/2001
Attijari Finances Corp.	788 484	01/01/2005
Attijari Intermédiation	826 812	01/08/2001
Attijari Protection	24 000	01/01/2004
CAPRI	210 000	30/05/2003
Wafa Bourse	103 500	01/08/2001
Wafa Com	348 000	01/10/1998
Wafa Gestion	429 066	01/06/1999
Wafa Investissement	12 000	01/06/1991
Wafa Patrimoine	96 000	01/01/2002
Wafa Systèmes Consulting	120 000	01/10/1998
Wafa Syst Data	36 000	01/06/1991
Wafa Trust	277 092	01/08/2001
Wafasalaf	2 973 801	01/04/2000

Source : Attijariwafa bank

Prêts reçus - octroyés aux filiales d'Attijariwafa bank

Les prêts octroyés aux filiales sont consentis à des conditions variables selon le type de prêts. Le total des engagements d'Attijariwafa bank envers les différentes filiales au 31.12.05 se présente comme suit :

	Encours au 31 décembre 2005
Attijari Factoring	98,5
Attijari Intermédiation	140,6
Wafabail	2 494,5
Wafa Immobilier	477,3
Wafa Gestion	60,0
Wafasalaf	2 474,7
Total	5 745,6
En % des engagements AWB	7,15%

Mdh – Source : Attijariwafa bank

4. ACTIVITE

4.1. Aperçu du secteur bancaire

4.1.1 Cadre réglementaire

Les établissements financiers sont placés sous le contrôle et la supervision de Bank Al Maghrib et du Ministère des Finances. Ces deux institutions agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Établissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé un ensemble de réformes qui se sont traduites par une refonte de la loi bancaire orientée vers la libéralisation et la modernisation du secteur (libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire...). Dans ce cadre, la loi bancaire 1967 révisée en 1993 a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et qui a été promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006). La nouvelle loi vise l'élargissement des pouvoirs de Bank Al Maghrib, lui conférant plus d'indépendance, renforçant sa réglementation et appuyant son rôle de supervision et de contrôle. Outre ce chantier, l'année 2005 a été marquée par la réalisation d'avancées dans la transposition du nouvel accord sur les fonds propres édicté par le Comité de Bâle et l'engagement de travaux pour préparer la migration des banques vers les nouvelles normes comptables internationales IAS/IFRS.

Les modalités d'application de la loi sont fixées principalement par les circulaires du gouverneur de BAM et accessoirement par les arrêtés du ministre des finances.

Dans la nouvelle loi bancaire, c'est le gouverneur de BAM qui fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels. Ceci dit, si la loi bancaire a été promulguée par dahir le 14 février 2006, les circulaires d'application ne sont pas encore disponibles, ce qui revient à dire que les textes applicables en matière de règles prudentielles sont toujours les arrêtés du ministre chargé des finances et les circulaires de BAM en vigueur avant la promulgation de la loi 34-03 par le Dahir 1-05-178.

Ces règles prudentielles permettent de mieux gérer les risques liés à une insuffisance des ressources liquides des sociétés, à une insolvabilité et à la concentration des crédits sur un seul bénéficiaire ou même groupe de bénéficiaires.

Par ailleurs, les banques marocaines devront être conformes aux accords de Bâle II à la fin 2007.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité (ou Ratio Cooke)	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature	=> 8%
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés	=> 100%
Ratio de division des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque	=< 20%
Réserve monétaire	Fonds que les banques sont tenues de disposer sous forme de comptes gelés auprès de BAM, à hauteur de 16,5% de leurs dépôts à vue. L'obligation de blocage de la réserve monétaire a été levée en septembre 1996, permettant aux banques de disposer de leur liquidité sous réserve de respecter la moyenne mensuelle de 16,5%	= 16,5%

Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Depuis le renforcement du régime de couverture par les provisions des créances en souffrance en décembre 2002, (sortie de la circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories selon leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, respectivement à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100%	=> 20%, ou 50%, ou 100%
--	---	-------------------------

4.1.2 Activité du secteur bancaire entre 2003 et 2005

A fin 2005, le secteur bancaire marocain comprend 16 institutions⁹ (contre 17 en 2004) suite à la fusion-absorption de la BMAO par le Crédit Agricole du Maroc. Après le retrait d'agrément à la BNDE, opéré au début de l'année 2006, ce nombre est passé à 15.

La consolidation récente du secteur a mené à une forte concentration de ce dernier avec six grandes banques (Attijariwafa bank, BCP, BMCE bank, BMCI, SGMB, CDM) contrôlant 96,1% des crédits et 97,9% des dépôts.

Les banques étrangères sont fortement présentes dans les capitaux des banques privées. Ainsi, BNP Paribas contrôle 65,1% de la BMCI, Société Générale France possède 51,6% de la SGMB, Crédit Agricole SA contrôle 52,6% du CDM, le groupe CIC détient 10% de BMCE Bank et Grupo Santander possède 14,6% du capital d'Attijariwafa bank.

Les deux derniers exercices ont été marqués par les faits suivants :

- le rachat par Attijariwafa bank, en consortium avec Grupo Santander, de 53,54% de la Banque du Sud en Tunisie ;
- la cession par la BCP de 20% du capital du CIH au profit de la CDG ;
- la prise de participation par le groupe français Caisse d'Epargne de 35% du holding Massira Capital Management, qui contrôle 67% du capital de CIH. Les 65% restants appartiennent à la CDG.

En 2005, l'activité des banques a progressé à un rythme soutenu par rapport à 2004. Cette croissance a reposé, à l'actif, sur l'accroissement des crédits lié notamment à l'essor des prêts immobiliers et au financement d'opérations exceptionnelles de privatisation, et au passif, sur l'augmentation des dépôts de la clientèle favorisée par l'élargissement du réseau bancaire.

Selon les indicateurs relevés par le Groupement Professionnel des Banques du Maroc, au niveau de la fonction de collecte de l'épargne, l'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales s'est établi à 273,8 Mrds dh en 2003, 292,9 Mrds dh en 2004 et 330,2 Mrds dh à fin 2005, en progression de 7% en 2004 et 12,7% en 2005.

Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de 142,6 Mrds dh en 2003, 157,5 Mrds dh en 2004 et 180,5 Mrds dh, continuent de fournir la plus importante contribution aux ressources bancaires avec en moyenne 53,5% des ressources collectées.

Dépôts

L'activité bancaire se caractérise par une forte concentration. Six grandes banques collectent près de 97,9% du total des dépôts de clientèle.

Ainsi, les parts de marché en terme de ressources des 6 principaux acteurs bancaires sur le marché marocain pour l'année 2005, se présentent comme suit :

⁹ Source : Rapport annuel de Bank Al Maghrib sur le contrôle, l'activité et les résultats des établissements de crédit en 2005.

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Dettes envers les établissements de crédit	26,24%	14,43%	51,67%	4,85%	1,36%	1,44%	100,0%
Dépôts de la clientèle	29,90%	30,62%	15,60%	9,06%	6,53%	8,29%	100,0%
Titres de créances émis	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	100,0%
Total ressources	29,80%	30,47%	15,70%	9,31%	6,49%	8,23%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Les quatre premières banques collectent près de 85,3% des dépôts du marché. La BCP se positionne en tête de liste avec une part de marché de 30,5%, suivie d'Attijariwafa bank avec une part de marché de 29,8%.

Crédits

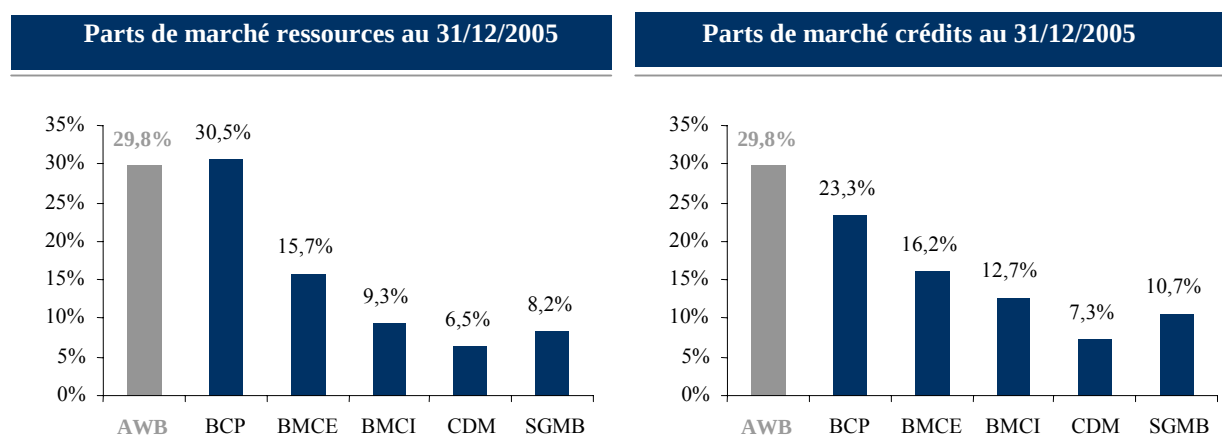
Comme pour les dépôts, 96,1% du total des engagements est distribué par les six plus grandes banques commerciales du pays.

Le tableau ci-dessous résume les parts de marché, au niveau des crédits à l'économie, des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2005 :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Créances sur les sociétés de financement	35,40%	12,53%	19,32%	8,42%	9,62%	14,71%	100,0%
Créances sur la clientèle	29,18%	24,55%	15,89%	13,16%	7,02%	10,19%	100,0%
Total crédits	29,82%	23,31%	16,25%	12,67%	7,29%	10,66%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

A fin 2005, Attijariwafa bank détient une part de marché de près de 30%, suivie de la BCP et de la BMCE avec respectivement 23,3% et 16,2% de part de marché. La part de marché cumulée des 4 plus grandes banques commerciales du Royaume (Attijariwafa bank, BCP, BMCE, BMCI) en matière de crédits s'élève à 82,05%.



Source : GPBM - PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Engagements hors bilan

En cumulé, les six premières banques marocaines représentent 95,6% des engagements donnés par l'ensemble des banques commerciales.

Les parts de marché au niveau des engagements hors bilan des 6 principaux acteurs sur le marché bancaire marocain pour l'année 2005, se présentent comme suit :

Parts de marché	AWB	BCP	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Cumul*
Total des engagements donnés	31,45%	14,82%	19,73%	16,97%	6,13%	10,89%	100,0%

Source : GPBM - * PDM calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

A fin 2005, le cumul des parts de marché des 4 plus grandes banques commerciales du pays en matière d'engagements hors bilan s'élève à près de 82,97%. Attijariwafa bank détient une part de marché de 31,4% suivie de la BMCE et de la BMCI.

4.1.3 Evolution des ressources

Les dépôts de la clientèle des banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Dettes envers les établissements de crédit ⁽¹⁾	2 100,2	1 885,0	2 991,4	-10,2%	58,7%
Dépôts de la clientèle	271 083,5	290 628,5	325 122,0	7,2%	11,9%
Comptes chèques*	103 894,0	116 748,4	135 467,3	12,4%	16,0%
Comptes courants*	38 707,9	40 808,6	45 093,5	5,4%	10,5%
Comptes d'épargne	36 199,3	39 648,7	43 717,6	9,5%	10,3%
Dépôts à terme	80 973,8	82 441,1	91 305,9	1,8%	10,8%
Autres dépôts et comptes créditeurs*	11 308,5	10 981,7	9 537,8	-2,9%	-13,1%
Titres de créances émis ⁽²⁾	664,9	402,1	2 057,8	-39,5%	411,8%
Total ressources	273 848,5	292 915,6	330 171,2	7,0%	12,7%

Mdh - Source : GPBM

⁽¹⁾ Y compris les emprunts financiers extérieurs

⁽²⁾ Certificats émis + emprunts obligataires émis

* Dépôts non rémunérés

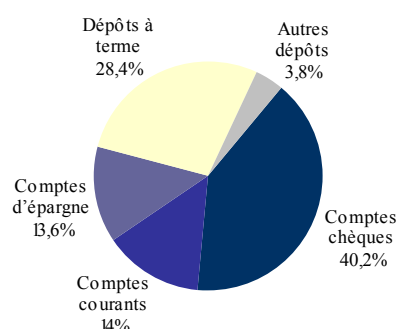
Commentaires

- **Evolution** : L'ensemble des ressources collectées par les banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) s'établit à 330,2 Mrds dh à fin 2005 contre 292,9 Mrds dh l'année précédente, soit une progression de 12,7% vs 7,0% en 2004 ;
- **Structure** : La structure des ressources des banques reste dominée par la part prépondérante des dépôts de la clientèle qui a atteint 98,4% en 2005. La part des titres de créances émis s'est, quant à elle, accrue, passant de 0,13% à 0,62%.

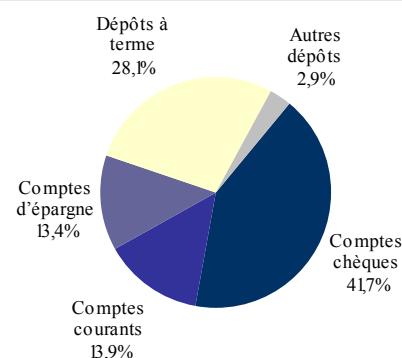
Par ailleurs, la progression des dépôts de la clientèle a été marquée par la hausse de la part des dépôts non rémunérés. En effet, les comptes chèques et les comptes courants représentent près de 55,5% des dépôts de la clientèle en 2005. Ils enregistrent depuis 2003 une évolution positive dont la plus importante concerne les comptes chèques avec un encours qui s'établit à 135,5 Mrds dh en 2005 vs 103,9 Mrds dh en 2003, soit une progression moyenne de 14,2%.

La part des comptes courants et comptes d'épargne dans le total des dépôts de la clientèle est demeurée relativement stable entre 2004 et 2005.

Répartition des dépôts clientèle (2004)



Répartition des dépôts clientèle (2005)



Source : GPBM

4.1.4 Evolution des emplois

Les crédits clientèle des banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH) ont évolué comme suit durant les 3 dernières années :

	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Créances sur les sociétés de financement	13 799,9	18 854,6	22 127,9	36,6%	17,4%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	1 601,1	1 347,7	1 377,8	-15,8%	2,2%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	5 298,4	6 401,4	6 044,3	20,8%	-5,6%
Prêts financiers	6 893,9	11 095,6	14 695,9	60,9%	32,4%
Autres	6,5	9,9	10,0	52,3%	0,5%
Créances sur la clientèle	159 697,3	171 823,2	200 437,4	7,6%	16,7%
Crédits de trésorerie	61 058,7	64 619,1	73 445,5	5,8%	13,7%
Crédits à l'équipement	33 340,1	34 674,5	45 726,4	4,0%	31,9%
Crédits à la consommation	8 965,2	9 586,2	10 258,4	6,9%	7,0%
Crédits immobiliers	26 967,8	34 936,0	43 786,3	29,5%	25,3%
Autres crédits	6 240,6	3 831,4	4 619,2	-38,6%	20,6%
Créances en souffrance brutes	23 124,9	24 176,0	22 601,6	4,5%	-6,5%
Total Emplois	173 497,1	190 677,8	222 565,4	9,9%	16,7%

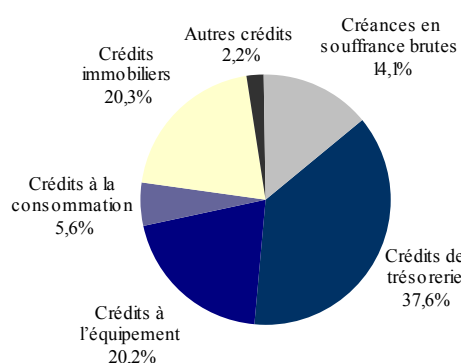
Mdh - Source : GPBM

Commentaires

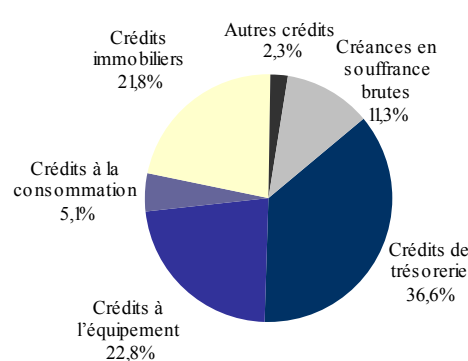
Les crédits à l'économie ont enregistré une hausse de 16,7% au cours de la période 2004-2005, pour s'établir à plus de 222,5 Mrds dh :

- L'encours global des crédits par décaissement à la clientèle a marqué, à fin 2005, une hausse de 16,7% à 200,4 Mrds dh. Rapporté à l'encours des crédits, il s'est maintenu à 90,1% en 2004 et 2005 ;
- La structure des emplois bancaires reste dominée par les crédits de trésorerie qui représentent 73,4 Mrds dh en 2005 et constituent 33% de l'encours de crédits ;
- Les crédits à l'équipement et à la consommation cumulés contribuent pour leur part à près de 27,9% aux créances sur la clientèle avec 56,0 Mrds dh en 2005, en hausse de 26,5% par rapport à 2004 ;
- Les crédits immobiliers marquent une progression de 25,3% et représentent près de 21,8% des créances sur la clientèle au 31/12/2005 (vs 20,3% en 2004). Cette catégorie de crédit connaît, en effet, une évolution sensible en raison de l'orientation de l'ensemble du système bancaire vers le financement de l'immobilier ;
- L'exercice 2005 a été marqué par une amélioration de la contentialité : les créances en souffrance nettes de provisions ont enregistré une baisse de 5,2%, atteignant 6,3 Mrds dh. Le taux de contentieux (créances en souffrance brutes/créances sur la clientèle) évolue ainsi de 14,5% en 2003 à 11,3% en 2005.

Répartition des crédits clientèle (2004)



Répartition des crédits clientèle (2005)



Source : GPBM

4.1.5 Evolution des opérations de hors bilan

En 2005, les engagements de financement donnés, formés notamment d'ouvertures de crédits confirmés, ont augmenté de 33,1% à 24,3 Mrds dh.

Les engagements de garantie donnés ont progressé de 17,6% à 46,4 Mrds dh.

Les opérations de change au comptant à l'achat et à la vente se sont élevées à 6,9 Mrds dh contre 27,1 Mrds dh en 2004, année marquée par des opérations exceptionnelles liées à la privatisation. Les opérations de change à terme ont enregistré une hausse de 22,9% à 16,2 Mrds dh.

Les engagements sur produits dérivés¹⁰, s'établissent à 4,7 Mrds dh, accusant une baisse de 4,3%. Ils ont concerné principalement les options de change effectuées par les banques au profit des opérateurs économiques pour couvrir le risque de change lié à leurs opérations commerciales ou de financement extérieur.

4.1.6 Evolution des principaux indicateurs d'exploitation

	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Produits d'exploitation bancaire	22 073,8	20 773,6	23 730,0	-5,9%	14,2%
Charges d'exploitation bancaire	6 555,1	5 444,4	6 104,6	-16,9%	12,1%
Produit net bancaire	15 518,6	15 329,2	17 625,4	-1,2%	15,0%
Charges générales d'exploitation	8 066,8	7 621,7	8 719,4	-5,5%	14,4%
Dont Amortissements	998,4	903,7	973,4	-9,5%	7,7%
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	4 025,3	1 710,7	1 521,2	-57,5%	-11,1%
Résultat net	1 689,4	3 234,3	4 780,2	91,4%	47,8%

Mdh - Source : GPBM – Banques commerciales (hors BNDE, CAM et CIH)

Commentaires

- **PNB** : au terme de l'exercice 2005, le produit net bancaire des banques commerciales a affiché une croissance de 15,0% pour s'établir à 17,6 Mrds. Cette progression est liée à l'accroissement en volume tant de la marge d'intérêt que de la marge sur commissions. Le résultat des opérations de marché, quant à lui, s'est inscrit en baisse ;
- **Charges générales d'exploitation** : les charges générales d'exploitation affichent une hausse de près de 14,4% en 2005 et s'élèvent à 8,7 Mrds dh, soit un coefficient d'exploitation induit de 49,5% en 2005 vs 49,7% en 2004 ;
- **Amortissements** : les amortissements, qui représentent près de 11,2% des charges générales d'exploitation bancaire en 2005, ont marqué une évolution à la hausse de 7,7% entre 2004-2005, pour s'établir à près de 973,4 Mdh ;
- **Provisions** : les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance s'établissent à 1,5 Mrds dh en 2005 marquant une baisse de 11,1% par rapport à l'année précédente. Le recul des provisions doit être situé dans un contexte marqué par une amélioration du taux de contentieux au niveau du secteur bancaire et la mise en place des nouvelles règles prudentielles édictées par Bank Al-Maghrib en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance entrées en vigueur à partir de 2003 ;
- **Résultat net** : le résultat net des banques commerciales s'élève à 4,8 Mrds dh en 2005 contre 3,2 Mrds dh un an auparavant. Ainsi, il enregistre en 2005 une nette progression de 47,8%, suite aux efforts d'assainissement engagés par les établissements de crédit au cours des deux dernières années.
La rentabilité des actifs et celle des fonds propres de l'ensemble des banques commerciales en 2005 se sont établies respectivement à 1,19% (0,91% en 2004) et à 12,67% (9,91% en 2004).

4.2 Activités d'Attijariwafa bank

En septembre 2006, une nouvelle organisation commerciale a été mise en place afin d'optimiser l'efficacité opérationnelle du groupe et renforcer les synergies entre les différents domaines d'activité.

¹⁰ Les produits dérivés sont classés selon les dispositions du plan comptable des établissements de crédit en trois grandes catégories : les contrats à terme ferme, les swaps et les contrats d'option.

Le groupe Attijariwafa bank est désormais structuré autour de quatre pôles opérationnels correspondant aux principales activités du groupe. Des fonctions support viennent aussi consolider la nouvelle organisation de la banque.

Les quatre pôles opérationnels d'Attijariwafa bank se présentent comme suit :

- Pôle Banque de Proximité, réunissant la Banque des Particuliers et Professionnels et la Banque des Marocains sans Frontières ;
- Pôle Banque de Financement et de l'Entreprise, qui distingue les entités dédiées à la PME au sein de la Banque de l'Entreprise, de celles concernant la clientèle « Corporate » regroupées au sein de la Banque de Financement ;
- Pôle Filiales Financières ;
- Pôle Banque des Marchés et d'Investissement, regroupant les activités de banque d'affaires et d'investissement.

4.2.1 Le pôle Banque de Proximité

Ce pôle, qui regroupe la Banque des Particuliers et des Professionnels « BPP » et la Banque des Marocains sans Frontières « BMF », représente un marché prioritaire pour la banque.

4.2.1.1 Banque des Particuliers et des Professionnels

La gamme de produits dédiée à ce marché est très étoffée, et permet de cerner les différents besoins de la clientèle, dont l'exigence ne cesse de croître dans un marché de plus en plus concurrentiel.

A fin 2005, le réseau commercial de la BPP compte 490 agences réparties à travers 34 groupes, eux-mêmes dépendant de 8 réseaux.

Le réseau de la BPP assure le placement des produits bancaires et financiers classiques, mais aussi parabancaires développés par d'autres entités du groupe : produits d'assurance, de prévoyance, monétique, crédits... :

- Les comptes : compte chèques, compte sur carnet, compte à terme ou dépôt à terme, compte en devise, etc.
- La monétique : carte Aisance, carte Mastercard Internationale, carte Gold, carte Joker, Carte Mizane, etc.
- La bancassurance : Age d'or, Assuremprunt, Securicompte, Epargne Retraite Attijari, Activ'Epargne, Assistance Plus, etc.
- Les crédits : crédit Miftah, crédit Miftah 1^{er} toit, crédit express, crédit opportunités, crédit coup de cœur, crédit sérénité, Rasmali, etc.
- La banque à distance : Allô mon compte, Attijari Net, Info-Fax, Suimoi.

L'organisation commerciale des agences de la BPP est caractérisée par la segmentation du portefeuille client en fonction de plusieurs critères tels que la nature d'activité (par catégorie socioprofessionnelle), le montant de l'épargne, les mouvements du compte... Ainsi, chaque segment de clients, « grand public » ou « privé » est regroupé au sein d'un portefeuille homogène.

Principaux indicateurs de la Banque des Particuliers et Professionnels

Au titre de l'exercice 2005, les principaux indicateurs de la « Banque des Particuliers et Professionnels » se présentent comme suit :

- Nombre de collaborateurs : 2 523
- Part dans les dépôts d'Attijariwafa bank : 82%
- Nombre d'agences : 490 (+52 agences en 2005)
- Nombre de guichets : 370
- Nombre de clients : 1 200 000
- Crédits distribués : 15,6 Mrds dh
- Part de marché comptes chèques locaux : 28,9%

4.2.1.2 Banque des Marocains sans Frontières

Plaçant le marché des Marocains Résidant à l'Etranger au cœur de sa stratégie de développement, Attijariwafa bank a mis en place en 2005 une nouvelle « Business Unit », exclusivement dédiée aux besoins spécifiques de cette catégorie de clientèle.

A cet effet, des structures spécialisées ont été mises en place, notamment :

- **Les implantations par pays** : des responsables pays rattachés directement à la direction de la BMF représentent officiellement Attijariwafa bank auprès des autorités de tutelle des différents pays et prennent en charge les activités MRE qu'elles soient retail ou corporate ;
- **les entités de soutien**, de support et de back-office dédiées au marché MRE et basées à Casablanca. Il s'agit des entités « Distribution, Produits, Marchés », « Supports et Moyens » et « Risques et Recouvrement BMF » ;
- **« Attijariwafa bank Europe »** : filiale bancaire en France qui permettra à Attijariwafa bank de déployer ses activités dans toute l'Union Européenne en partant de l'implantation existante dans différents pays (France, Espagne, Italie, Belgique, Hollande, Allemagne, Grande-Bretagne).

Principaux indicateurs de la Banque des Marocains sans Frontières

- Comptes chèques MRE : 13,1 Mrds dh
- Volume des transferts : 3,2 Mrds dh
- Part de marché ressources MRE : 26,1%
- Nombre de réseaux : 8 réseaux MSF (Moyen Orient, France, Belgique, Hollande, Espagne, Allemagne, Angleterre, Italie)
- Nombre de clients : 391 641

4.2.2 Le pôle Banque de Financement et de l'Entreprise

La Banque de Financement et de l'Entreprise opère sur le segment des grandes, moyennes et petites entreprises. Attijariwafa bank a opté pour une segmentation qui fait ressortir deux grands portefeuilles : les entités dédiées à la PME qui sont regroupées au sein de la Banque de l'Entreprise et les Grandes Entreprises regroupées au sein de la Banque de Financement.

Ce choix tient compte de la différence des besoins en matière de crédits et de traitement clientèle entre les deux catégories et résulte non seulement de la taille et du chiffre d'affaires, mais aussi de la nature des structures, du mode de management, du secteur d'activité de chaque entreprise, etc.

4.2.2.1 Banque de l'Entreprise

La Banque de l'Entreprise a réorganisé son dispositif autour de 7 réseaux, composés de 25 centres d'affaires.

L'entité « Animation du marché PME » a contribué en 2005 à la finalisation du programme de transfert de la clientèle entreprise vers les centres d'affaires et au suivi de la migration des comptes entreprises de l'ancien système vers le système d'information cible. Il s'agit du système informatique du nouvel ensemble, intégrant les meilleures pratiques des deux banques

4.2.2.2 Banque de Financement

Cette entité assure la coordination et le pilotage de la relation globale du Groupe avec les grandes entreprises, un segment de clientèle sur lequel la concurrence ne cesse de s'intensifier, imposant un suivi de proximité.

La banque de financement est organisée autour :

- d'une entité « Grandes Entreprises » structurée par secteur d'activité économique ; 12 secteurs sont ainsi identifiés. Au 31.12.2005, les engagements de l'entité « Grandes Entreprises » ont atteint 47 Mrds Dhs, en progression de 46,8% par rapport à l'exercice précédent ;
- d'une entité « International » qui a pour principal objectif d'accompagner d'une part les entreprises marocaines dans leur stratégie d'internationalisation et d'autre part les entreprises étrangères ayant un

lien d'affaires avec le Maroc ou des projets d'investissement dans le pays. La ligne métier International intègre « Attijari International Bank », banque offshore du groupe installée à Tanger ;

- d'une entité « Gestion des flux » ayant pour objectif de mettre en place des produits et des services innovants qui répondent aux attentes de la clientèle ;

- d'une entité « Financement de l'investissement », créée fin 2004 et entièrement dédiée aux besoins de financement à moyen et long terme de la clientèle Grandes Entreprises. Cette structure s'articule autour de trois lignes de métiers : la « Promotion de l'Investissement », le « Financement de projets » et le « Financement du Tourisme et de la Promotion Immobilière » ;

En 2005, cette entité a confirmé le positionnement stratégique d'Attijariwafa bank sur le marché national de l'investissement par la mise en place d'une enveloppe globale de financement totalisant plus de 12 Mrds Dhs. Le Financement de Projets a représenté la part prépondérante en volume avec le montage et la structuration d'opérations d'envergure, notamment le mandat de lead arrangeur pour la construction de la nouvelle cimenterie Holcim de Settat, le financement de la concession du 1^{er} terminal à conteneur du port de Tanger Méditerranée...

Le pôle Tourisme et Promotion Immobilière, a quant à lui, été largement représenté par une intervention stratégique sur l'ensemble des projets touristiques et de promotion immobilière d'envergure, dont le financement partiel du site balnéaire de Saaïdia pour le compte du groupe Fadesa, le financement partiel du projet de réorganisation des actifs du Club Méditerranée au Maroc et le financement total de plusieurs projets immobiliers à Casablanca pour le compte de Tsyprom.

- d'une entité « Conventions Personnel Entreprise » ayant pour vocation de constituer un levier de production, d'accompagner et de fidéliser les relations grandes entreprises, d'activer et de recenser de manière permanente toutes les niches de synergies internes au sein du groupe Attijariwafa bank.

Principaux indicateurs du pôle Banque de Financement et de l'Entreprise

A fin 2005, les principaux indicateurs de ce pôle se présentent comme suit :

- Nombre de collaborateurs : 600
- Total des engagements : 59,9 Mrds dh
 - Engagements GE : 44,6 Mrds dh
 - Engagements PME : 15,3 Mrds dh
- Part dans les ressources d'Attijariwafa bank : 18%
- Part dans les engagements d'Attijariwafa bank : 74 %
- Nombre de réseaux de centres d'affaires : 7
- Nombre de centres d'affaires : 25

4.2.3 Pôle Filiales Financières

Ce domaine regroupe :

	Offre Produits
Services Financiers Spécialisés	Crédit à la consommation (Wafasalaf) Financement immobilier (Wafa Immobilier) Transfert d'argent (Wafacash) Location longue durée (Wafa LLD) Leasing (Wafabail) Factoring (Attijari Factoring)
Banque de Détail à l'International	Attijari bank Tunisie Attijariwafa bank Sénégal
Assurance et Immobilier	Développement des métiers de la bancassurance au profit de la clientèle Attijariwafa bank (Wafa Assurance) Promotion et gestion des biens immobiliers

Principaux indicateurs des filiales financières à fin 2005

A fin 2005, les principaux indicateurs des filiales financières se présentent comme suit :

- Indicateurs d'activité Wafa Assurance :
 - Nombre de collaborateurs : 327
 - 113 agents et 93 courtiers
 - Part de marché estimée : 13,4%
- Indicateurs des Services Financiers Spécialisés :

Wafasalaf	Wafa Immobilier	Wafacash	Wafa LLD	Wafabail	Attijari Factoring
385 collaborateurs Pdm : 31% 21 agences propres	102 collaborateurs Pdm : 23,5% 17 000 clients	144 collaborateurs 176 agences dédiées	20 collaborateurs Pdm : 16,3% 1 709 véhicules gérés	67 collaborateurs Pdm : 25%	13 collaborateurs Pdm : 17%
Encours brut : 7,9 Mrds dh	Encours sain : 5,3 Mrds dh	Volume cash : 5,3 Mrds dh		Encours : 3,3 Mrds dh	Encours financement : 167 Mdh

4.2.4 Pôle Banque des Marchés et d'Investissement

La Banque des Marchés et d'Investissement regroupe les activités de marché, de financement et de conseil.

	Offre Produits	
Banque d'Investissement	Corporate Finance	Conseil en fusion-acquisition, origination de dette privée, introduction en bourse, activités de marché primaire Actions (Attijari Finances Corp.).
	Capital Investissement	Participation en capital risque, gestion de fonds d'investissement, conseil en restructuration et mise à niveau.
	Gestion d'actifs	SICAV et FCP (Wafa Gestion)
	Intermédiation boursière	Investissement en actions (Attijari Intermédiation).
Banque des Marchés	Marché des capitaux (Salle des Marchés)	- Produits de taux et de change, dérivés de change et matières premières, structuration financière. - Produits de financement et d'investissement : crédits spots, financements en devises, placements dans des opérations de pension, acquisition sur le marché primaire et secondaire, commercialisation de Bons du Trésor et de titres de créances.
	Custody	Interface commerciale des investisseurs pour l'ensemble des services titres.

Principaux indicateurs de la Banque des Marchés et d'Investissement

A fin 2005, les principaux indicateurs de la « Banque d'Investissement » se présentent comme suit :

- Indicateurs d'activité Corporate Finance :
 - Volume de transaction émission d'actions : 1 Mrd dh
 - Volume de transaction émission d'obligations : 600 Mdh
 - Volume de transaction opérations stratégiques : 3,3 Mrds dh
- Indicateurs d'activité gestion d'actifs :
 - Encours sous gestion : 36,2 Mrds dh
 - Part de marché : 41,9%

- Indicateurs d'activité marché des capitaux :
 - Volume moyen des opérations de change : 808 Mdh/jour
 - Volume moyen de l'activité monétaire : plus de 3,3 Mrds dh/jour
 - Emissions de dettes privées : 9 opérations pour un montant de 3,7 Mrds dh
- Indicateurs d'activité intermédiation boursière :
 - Volume de transactions annuel : 91,1 Mrds dh
 - Part de marché : 60,5%.

4.3 Evolution des indicateurs d'exploitation

Evolution des crédits

Sur les trois dernières années, l'encours des crédits clientèle par type de crédits a évolué comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04
Créances sur les établissements de crédits et assimilés	9 023,0	14 326,7	19 345,6	ns	35,0%
Créances sur la clientèle	24 549,7	45 048,9	53 692,9	ns	19,2%
Crédits de trésorerie et à la consommation	12 833,0	22 909,4	27 196,9	ns	18,7%
Crédits à l'équipement	7 241,6	10 794,5	12 551,8	ns	16,3%
Crédits immobiliers	2 790,1	8 532,1	10 306,4	ns	20,8%
Autres crédits	279,2	1 002,1	666,9	ns	-33,4%
Créances acquises par affacturage	-	-	1 248,7	ns	ns
Créances en souffrance nettes de provision	1 128,0	1 424,0	1 202,5	ns	-15,6%
Intérêts courus à recevoir	277,7	386,7	519,7	ns	34,4%
Total crédits	33 572,7	59 375,5	73 038,5	ns	23,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

L'encours des crédits a connu une évolution de 23,0% en 2005, sous l'effet d'une croissance soutenue, liée à l'effort commercial de la banque dans la plupart des segments d'activité (créances sur les établissements de crédits, des crédits de trésorerie, des crédits à l'équipement et des crédits immobiliers).

Par ailleurs, la banque a poursuivi son effort d'assainissement de son encours clientèle, les créances en souffrance ayant enregistré une baisse de 15,6%.

La structure des crédits d'Attijariwafa bank par segment de clientèle se présente comme suit:

	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Créances par décaissements nets *					
Secteur public	810	1 315	308	ns	-76,6%
Entreprises financières	312	1 481	1 573	ns	6,2%
Entreprises non financières	19 380	31 254	38 478	ns	23,1%
Autre clientèle**	3 771	10 612	13 334	ns	25,6%
Total crédits par décaissements nets***	24 550	45 049	53 693	ns	19,2%

* Hors provisions et hors crédits sur sociétés de financement

** Particuliers, commerçants...

*** Y compris intérêts courus à recevoir

Mdh- Source : Attijariwafa bank- Activité agrégée

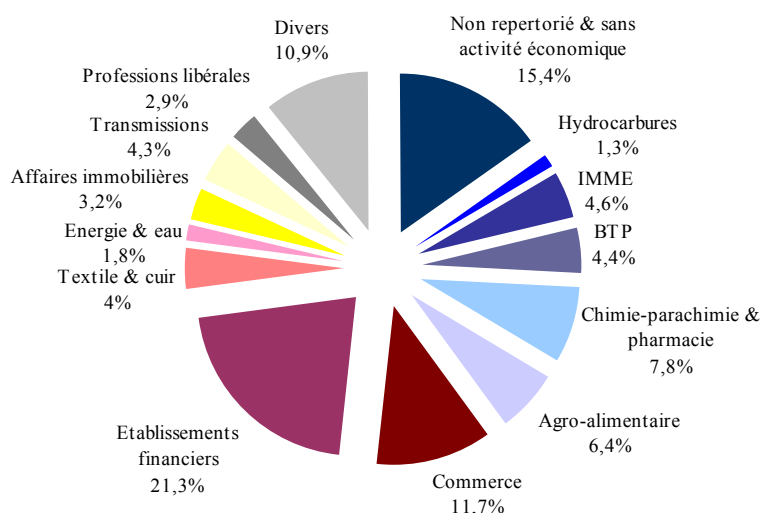
Attijariwafa bank est particulièrement présente sur le segment des entreprises non financières qui représente près de 72% des crédits octroyés à la clientèle au 31/12/2005.

Par ailleurs, la ventilation des crédits d'Attijariwafa bank par secteur d'activité fait ressortir les pondérations suivantes :

- Les établissements financiers représentant 21,3% du total des crédits ;
- Le commerce représentant 11,7 % du total des crédits ;

¹¹ Calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

- La chimie-parachimie et pharmacie s'affiche à 7,8% du total, suivie de l'agro-alimentaire à 6,4% ;
- Les I.M.M.E¹² représentent 4,6% du total, le BTP 4,4% et le textile 4% ;
- Les non-répertoriés et sans activité économique représentent 15,4% du total des encours crédits.



Source : Attijariwafa bank

En 2005, la ventilation des crédits par région se présente comme suit :

	2005
Réseau Casablanca	74,9%
Réseau Rabat	7,7%
Réseau Fès-Meknès	5,5%
Réseau Nord	2,7%
Réseau Centre Rif Oriental	1,9%
Réseau Souss Sahara	4,0%
Réseau Sud	3,2%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

La répartition des crédits par zone géographique montre une concentration sur la région de Casablanca (74,9%) suivie de la région de Rabat (7,7%) et celle de Fès Meknès alors que la région du Centre Rif Oriental représente moins de 2% du total des crédits distribués.

Evolution des dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit a évolué comme suit sur les trois dernières années :

	2003	2004	2005	Var.	Var.
	BCM	AWB	AWB	04/03	05/04
Comptes à vue créditeurs	24 980,6	48 591,8	54 993,5	ns	13,2%
Comptes d'épargne	6 680,3	11 615,0	12 515,1	ns	7,7%
Dépôts à terme	14 916,5	20 760,6	26 237,9	ns	26,4%
Autres comptes créditeurs	1 251,0	3 895,3	4 389,0	ns	12,6%
Intérêts courus à payer	185,6	273,1	339,8	ns	24,4%
Total dépôts	48 014,0	85 135,8	98 475,3	ns	15,7%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée

L'évolution favorable des différentes catégories de dépôts, dans un contexte d'abondance de liquidité, s'accompagne d'un renforcement de 1,4 point de la part des dépôts rémunérés dans le total des ressources, passant de 38,3% à 39,7% des dépôts à fin 2005.

¹² Industries métallurgiques, mécaniques et électriques

Au titre de l'exercice 2005, l'encours des dépôts par segment de clientèle a évolué comme suit :

	2003	2004	2005	Var. 04/03	Var. 05/04
Dépôts					
Secteur public	303	1 599	575	ns	-64%
Entreprises financières	1 655	1 419	3 251	ns	129,1%
Entreprises non financières	14 960	25 542	24 420	ns	-4,4%
Autre clientèle	30 911	56 303	70 230	ns	24,7%
Total dépôts*	48 014	85 136	98 476	ns	15,7%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité agrégée - * y compris intérêts courus

En terme de structure du portefeuille client, la part de la catégorie « Autre clientèle », constituée de la clientèle de particuliers (commerçants, professions libérales...) dans les dépôts s'établit à 71,3% de l'encours des dépôts clientèle en 2005.

La ventilation des dépôts par région en pourcentage de l'encours global se présente comme suit :

	2005
Réseau Casablanca	39,8%
Réseau Rabat	14,1%
Réseau Fès-Meknès	9,1%
Réseau Nord	8,9%
Réseau Centre Rif Oriental	16,0%
Réseau Souss Sahara	5,8%
Réseau Sud	6,3%
Total	100,0%

Source : Attijariwafa bank

Evolution des engagements par signature

L'encours des engagements par signature a évolué comme suit sur les 3 dernières années :

	2003			2004	2005	Var.	Var.
	BCM	WB	Total	AWB	AWB	04/03	05/04
Engagements en faveur de la clientèle	10 437	5 675	16 112	16 316	17 687	1,3%	8,4%
Engagements en faveur des intermédiaires financiers	773	631	1 404	1 387	3 692	-1,2%	166,2%
Total engagements par signature	11 210	6 305	17 515	17 703	21 379	1,07%	20,7%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc

Les crédits par signature ont évolué de 20,7% par rapport à 2004 passant de 17,7 Mrds dh à 21,4 Mrds dh. Cette hausse est due essentiellement à l'augmentation des crédits documentaires import en faveur de la clientèle ainsi qu'à celle des cautions, avals et garanties divers en faveur des établissements de crédit.

La part de marché sur cette activité se situe à 31,4%.

Réseau de distribution

L'organisation du réseau de distribution est fondée sur le concept de points de vente spécialisés, aménagés en espaces de vente et de conseil et privilégiant une gestion ciblée de la relation client. Ce concept prévoit un réseau réparti, d'une part en agences dédiées à la clientèle des particuliers et professionnels (490 agences) et d'autre part, en agences consacrées aux entreprises (25 centres d'affaires), avec pour chacune, des équipes et une organisation spécifiques.

Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif de porter à 600 le nombre d'agences à fin 2007.

¹³ Calculée sur l'encours des six premières banques marocaines.

Le réseau de distribution d'Attijariwafa bank au cours des deux dernières années se présente de la manière suivante :

	AWB 2004	AWB 2005
Guichets permanents	485	519
Guichets périodiques	3	3
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	334	317
Succursales et agences à l'étranger	7	7
Bureaux de représentation à l'étranger	30	24
Total	859	870

Source : Attijariwafa bank - Agences AWB y compris les succursales de Paris et Bruxelles

5. CAPITAL HUMAIN

La politique des ressources humaines d'Attijariwafa bank s'inscrit dans le cadre du plan stratégique Izdihar 2010. A ce titre, plusieurs actions ont été définies, notamment une politique salariale, un système de rémunération et d'intéressement, une politique de formation, de recrutement et de gestion des carrières permettant aux différentes entités opérationnelles du groupe d'atteindre les objectifs du plan stratégique.

Un ensemble de chantiers sont actuellement en cours pour réorganiser les différents départements du Capital Humain et appliquer les politiques définies à savoir :

- Refonte du système d'information RH ;
- Mise en place de l'académie de formation aux métiers ;
- Gestion des carrières ;
- Classification ;
- Mobilité interne.

5.1 Effectifs

Evolution récente des effectifs de la banque

L'évolution récente du personnel de la banque se présente comme suit :

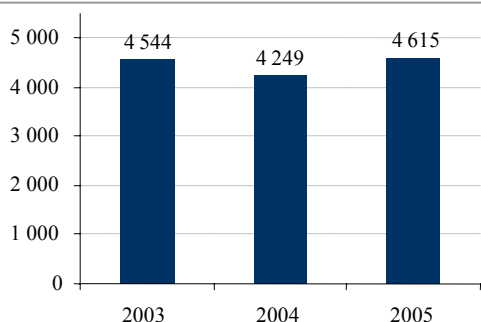
	2003 BCM+WB	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04
Effectif permanent	4 544	4 249	4 615	-6,5%	8,6%
Cadres	1 418	1 675	1 757	18,1%	4,9%
Gradés	2 452	2 176	2 643	-11,3%	21,5%
Employés	674	398	215	-40,9%	-45,9%
Effectif temporaire	ND	96	58	ns	-39,6%
Total	4 544	4 345	4 673	-4,4%	7,5%

Source : Attijariwafa bank

Au 31 décembre 2005, Attijariwafa bank compte 4 615 collaborateurs en progression de 8,6% par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement de la forte progression des recrutements entre 2004 et 2005.

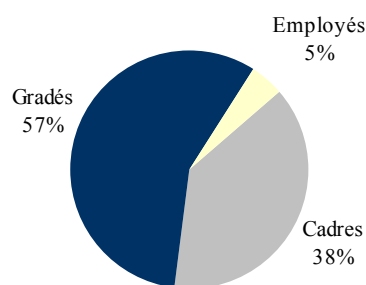
En 2005, les cadres et les gradés qui représentent en cumulé 95% du personnel permanent de la banque, ont enregistré respectivement une évolution de leurs effectifs de 4,9% et de 21,5% par rapport à l'année 2004.

Evolution de l'effectif permanent de AWB



Source : Attijariwafa bank

Structure hiérarchique de l'effectif en 2005

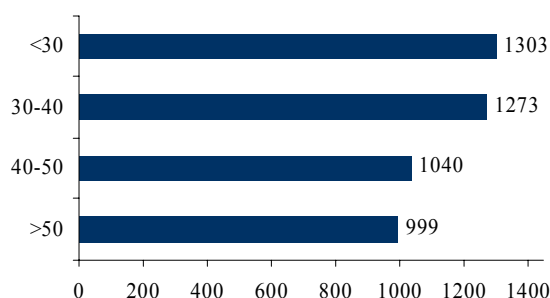


Structure de l'effectif

43% de l'effectif de la banque ont moins de 35 ans et 22% de l'effectif sont âgés de plus de 50 ans.

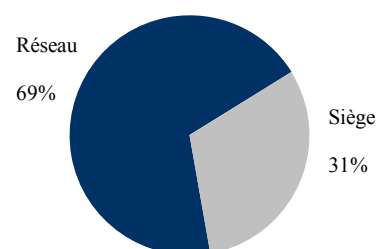
La progression des effectifs entre 2004 et 2005 est de l'ordre de 8,6% avec une proportion légèrement plus importante au réseau qu'au siège.

Répartition des effectifs par âge à fin 2005



Source : Attijariwafa bank

Structure des métiers de AWB en 2005

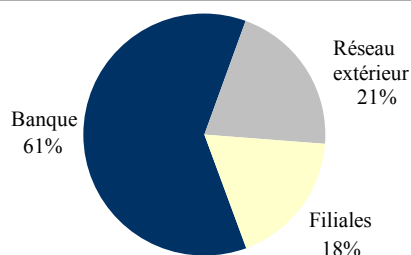


L'exercice 2005 a été caractérisé par une volonté accrue de s'ouvrir à l'international et de soutenir le personnel du réseau extérieur. Les principales actions menées ont concerné la création de la filiale Attijariwafa bank Europe à Paris, la prise de contrôle de la Banque du Sud en Tunisie, la création d'Attijariwafa bank Sénégal et la création d'une Business Unit dédiée au réseau extérieur : la Banque des Marocains sans Frontière.

Les filiales, à l'instar de la banque, ont connu également de grands changements organisationnels : la fusion de Wafasalaf et Crédor, le regroupement de Wafa Gestion, Attijari Management et Crédit du Maroc gestion et la fusion de Wafabail et Attijari leasing.

Les filiales regroupent 18% des effectifs du groupe. Wafasalaf et Wafa Assurance représentent, à elles seules, plus de la moitié des effectifs de l'ensemble des filiales.

Répartition des effectifs du groupe AWB



Source : Attijariwafa bank

Turnover

Le turnover durant l'exercice 2005 se présente comme suit :

	2005 AWB
Recrutement net	366

Source : Attijariwafa bank

L'année 2005 a été marquée par un nombre important de recrutements dans un contexte d'intégration globale. La forte progression des recrutements entre 2004 et 2005 conforte la volonté de la banque de mettre en place une politique de relève et un plan de succession.

5.2 Politique sociale

La politique sociale menée par Attijariwafa bank concerne les principaux domaines suivants :

- Les prêts et avances au personnel : 54% du personnel de la banque bénéficie d'un encours de crédit immobilier ;
- Couverture médicale : politique de couverture sociale diversifiée et étendue ;
- Médecine préventive ;
- Fonds de solidarité (maladies non couvertes par l'assurance, maladie longue durée sans solde,...) ;
- Centre de vacances et colonie de vacances ;
- Coopérative, restauration ... ;
- Prise en charge de collaborateurs pour le pèlerinage à la Mecque.

De même, les avantages sociaux et encours des prêts accordés au personnel se présentent comme suit en 2005 :

	2003* BCM	2004 AWB	2005 AWB
Prêts immobiliers	418,0	786,1	862,2
Prêts et avances au personnel	87,3	149,6	233,8
Total	505,3	935,7	1 096,0

Mdh – Source : Attijariwafa bank - * les encours de l'ex-Wafabank pour 2003 ne sont pas disponibles

5.3 Actionnariat salarié

Du 12 au 26 septembre 2005, Attijariwafa bank a ouvert son capital à l'ensemble des salariés. Le personnel a ainsi souscrit à 172 131 actions sur un total de 201 997 actions proposées, pour un montant global de 153 millions de dirhams, devenant ainsi actionnaire à hauteur de 0,89%.

Cette première OPV s'inscrit dans un plan à long terme qui doit permettre au personnel de détenir 3% du capital de la banque, le but étant de développer une épargne salariale durable et de constituer un surplus de prévoyance sociale.

Au 31.12.2006, les salariés détiennent 1,09% du capital d'Attijariwafa bank.

6. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

6.1 Système d'information

Les chantiers mis en œuvre dans le cadre de la fusion ont permis une revue de l'ensemble des processus opérationnels et dispositifs de contrôle, de suivi et de pilotage, donnant lieu au lancement de projets d'envergure, notamment au niveau de l'organisation commerciale et du management des risques.

L'ensemble des jalons prévus dans le plan d'intégration a été réalisé aux dates prévues. Ainsi de septembre 2004 à Avril 2005, l'organisation des back-offices régionaux -mis en place pour alléger la charge administrative des agences- a été déployée et fonctionne avec les systèmes d'information cibles. En janvier 2005, un nouvel outil CRM (Customer Relation Management) devant permettre d'asseoir une nouvelle organisation commerciale du réseau a été mis en œuvre. Les activités de la salle des marchés ont été intégrées et fonctionnent sous la même plate-forme technologique.

Les développements devant permettre la convergence totale des systèmes d'information ont été clôturés en mars 2005. Ils ont été réalisés dans le cadre d'une stratégie de convergence, basée sur un

déploiement progressif sur le réseau, permettant une meilleure maîtrise des risques technologiques ainsi que ceux liés à la gestion du changement. Par ailleurs, les systèmes cibles ont fait l'objet de plusieurs cycles d'homologation ayant pour but de s'assurer de leur complète qualification dans des conditions très proches des conditions opérationnelles réelles afin d'atteindre une parfaite industrialisation du processus de déploiement.

Le système d'information cible est principalement constitué d'un socle technologique et fonctionnel ayant pour origine le système de l'ex-BCM amendé des évolutions permettant d'y intégrer les meilleures pratiques des deux banques. Ce socle est complété par un ensemble de systèmes d'origine ex-Wafabank ayant été conservés. Cette démarche a permis de définir un ensemble stable, ayant déjà démontré ses capacités opérationnelles de fiabilité et de montée en charge garantissant l'absorption des volumes additionnels.

Entamé le 8 avril 2005, avec la phase de simulation des bascules informatiques, le programme d'intégration s'est achevé avec succès le 16 décembre 2005. Le déploiement effectif du système d'information a, quant à lui, démarré le 8 juillet avec le lancement du site pilote à Meknès. Au total ce sont 188 agences et 418 agences dites « non-commerciales » (unités du siège) qui ont basculé dans le nouveau système d'information d'Attijariwafa bank.

Cette démarche, essentielle pour le développement d'Attijariwafa bank, vise à doter le Groupe d'une plate-forme technique à même de porter son projet sur le moyen terme. Dans ce sens, elle doit lui permettre :

- de prendre en charge les besoins prioritaires de la banque et de ses filiales en matière de fonctionnalités métiers, de réflexion marketing, de contrôle budgétaire, de suivi des risques, de contraintes réglementaires... ;
- de maintenir une croissance soutenue ;
- et de s'inscrire dans une optique structurante, contribuant à l'amélioration et au respect des procédures.

Début 2006, la direction des Systèmes d'Information d'Attijariwafa bank a été restructurée afin d'aligner ses modes de fonctionnement sur les meilleures pratiques du marché et de s'inscrire dans une logique de centre de services, délivrant des prestations informatiques adaptées aux « business units » et aux unités « support & moyens » du Groupe. Elle s'organise aujourd'hui autour de 5 départements : « Etudes et développements », « Ingénierie et gestion des infrastructures centralisées », « Services et gestion des infrastructures distribuées », « Support et Moyens SI » et « Sécurité ».

6.2 Qualité

La qualité répond à deux objectifs principaux, à savoir l'amélioration des processus et l'amélioration de la relation client.

6.2.1 Amélioration des processus

Le mode organisationnel adopté par Attijariwafa bank repose sur les correspondants Qualité dans chaque unité de la banque, et un comité de pilotage Qualité, organe de décision de la Qualité.

Dans le souci d'assurer une amélioration continue des processus de la banque -représentant un ensemble d'activités permettant de transformer des éléments en entrée en éléments en sortie- une démarche qualité bien précise a été mise en place.

En effet, l'élément en entrée d'une activité constitue l'élément en sortie de l'activité précédente. Toute différence dans les exigences d'un élément en entrée d'une activité et les exigences d'un élément en sortie de l'activité précédente constitue un écart ou un dysfonctionnement. Les dysfonctionnements ainsi identifiés sont alors soumis dans un premier temps à une analyse de risque process.

Pour chaque dysfonctionnement, sont alloués deux indicateurs après analyse : un indicateur d'occurrence et un indicateur d'impact client. Le produit des deux affiche le risque process et donc la priorité de traitement dans le plan d'actions à établir.

Ensuite tout dysfonctionnement, en commençant par les prioritaires, est analysé par la méthode des causes permettant de parvenir à une action corrective par l'analyse des raisons d'occurrence du dysfonctionnement.

Cette méthode scientifique hybride (se composant de plusieurs outils de la démarche Qualité) est celle adoptée par Attijariwafa bank pour analyser les process jugés clés ou problématiques par les clients au travers du large programme d'écoute clients mis en place.

Il est important de signaler que l'écoute clients est le point d'entrée de toute démarche Qualité. A cet effet, Attijariwafa bank a mis en place progressivement depuis 2004 un programme utilisant tous les outils d'écoute et ce par segment de clientèle : particuliers, professionnels, entreprises, grandes entreprises, MRE, ...

6.2.2 Amélioration de la relation client

En 2005, Attijariwafa bank a repensé son approche client, notamment par la mise en place d'une organisation en «business units» dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe. Un plan de développement du réseau d'agences est également en marche, pour offrir un service de plus grande proximité et des plates-formes commerciales complémentaires ont été créées pour la Grande Entreprise, les PME et la Banque Privée. Le dispositif de vente a en parallèle été renforcé grâce à une spécialisation des réseaux, au recours à l'outil CRM et à la délocalisation des tâches administratives vers des back-offices. Enfin, un effort a été fourni en matière d'innovation pour renouveler l'offre de produits des filiales et s'adapter aux attentes des clients.

Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un système de management certifié par AFAQ/AFNOR France, organisme certificateur international lui permettant de s'engager de manière transparente avec les entreprises sur la qualité des services rendus. Ainsi, Attijariwafa bank se met au niveau des meilleures pratiques en terme de qualité de service par la mise en place d'une démarche de certification par engagements de services ayant le triple objectif d'améliorer la satisfaction des clients, d'optimiser les circuits de traitement et d'améliorer le fonctionnement des centres d'affaires.

Partant de l'analyse des enquêtes de satisfaction clientèle et des attentes exprimées lors des focus groupes organisés à cet effet, il ressort trois champs d'amélioration majeurs :

- le rôle de l'interlocuteur commercial du client au niveau du centre d'affaires ;
- l'octroi et la mise en place des crédits ;
- les délais d'exécution des opérations à l'international.

La mise en oeuvre de cette politique nécessite :

- de se centrer sur les besoins de l'entreprise cliente ;
- de clarifier l'organisation interne ;
- d'asseoir le leadership du directeur du centre d'affaires tant en interne que vis-à-vis du siège partant du principe qu'il représente le client ;
- d'organiser l'enregistrement et le suivi des actes dans une logique de traçabilité et d'amélioration continue.

A fin 2006, l'ensemble des centres d'affaires entreprises a été certifié par AFAQ-AFNOR France.

7. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

7.1 Grands axes de développement

Bilan de la fusion

L'exercice 2005 a marqué l'achèvement du plan stratégique lancé en 2003, et visant l'édification d'un groupe bancaire et financier de référence sur le marché marocain.

Ayant nécessité deux années de mise en œuvre opérationnelle, la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc et Wafabank a naturellement induit un changement de taille significatif pour Attijariwafa bank, caractérisé notamment par un total bilan consolidé de 138,7 Mrds dh et des fonds propres part du groupe de 10,9 Mrds dh à fin 2005.

Le déroulement du programme d'intégration s'est axé sur trois principales étapes :

- une phase de cadrage en vue de la mise en place du premier organigramme de la banque dans une optique d'intégration ;
- une phase de définition du plan d'intégration. Cette phase, qui s'est étalée sur une période de 5 mois, a connu l'implication de plus de 350 cadres issus de tous les domaines d'activité dans des

groupes de travail. Les premiers chantiers entamés ont concerné la définition progressive de l'organisation des différentes entités et la désignation des responsables. En juin 2004, cette phase s'est soldée par le lancement de la nouvelle identité visuelle et de la dénomination du nouvel ensemble « Attijariwafa bank » ;

- une phase d'intégration qui s'est déroulée en deux temps :
 - de juillet 2004 à juin 2005, les principales actions avaient trait à la mise en application des Business Models, le rapprochement des équipes, le développement informatique, la commercialisation de l'offre produit sur l'ensemble du réseau et la réorganisation du réseau d'agences ;
 - de juillet à fin décembre 2005, la bascule informatique du système d'information source (ex-Wafabank) vers le système d'information cible s'est effectuée progressivement par lot d'agences. Les autres démarches ont porté sur la réalisation des synergies RH et la mise en place du contrôle interne.

Au final, la fusion a été caractérisée par plusieurs changements structurels. Ainsi, l'organisation d'Attijariwafa bank a été totalement repensée, s'articulant autour de Business units dédiées à des clientèles spécifiques et favorisant les synergies intra-groupe.

De même, Attijariwafa bank a mis en place un dispositif commercial fondé sur le concept de points de vente. Deux réseaux ont ainsi été créés, l'un dédié aux particuliers et professionnels, l'autre aux entreprises. Parallèlement, un important programme d'ouvertures d'agences a été initié pour renforcer le maillage du réseau de la banque dans les agglomérations à fort potentiel avec pour objectif de porter à 600 le nombre d'agences à fin 2007.

Attijariwafa bank a, par ailleurs, consolidé les fondamentaux de l'ensemble de ses métiers, en instituant de nouvelles règles de management des risques s'appuyant sur une entité totalement restructurée, indépendante des fonctions commerciales. La culture du contrôle interne a également été renforcée à travers la mise en place d'un dispositif de contrôle en 4 niveaux.

Sur le volet informatique, un travail de réorganisation procédurale et de paramétrage a été mené pour disposer d'un système d'information unique, qui gère d'une manière consolidée toutes les activités d'Attijariwafa bank.

Autre élément important induit par la fusion, le renouvellement des ressources humaines avec un recrutement favorisant le relèvement du niveau global des compétences.

Par ailleurs, la fusion a coûté près de 386 Mdh par rapport à un budget de 426 Mdh. La plus grande part a été affectée à la refonte des systèmes d'information et à l'intégration des nouvelles technologies, soit 186 Mdh. La réorganisation du capital humain et la formation du personnel ont nécessité la somme de 126 Mdh. Le reste est partagé entre les aménagements (56 Mdh) et la communication (18 Mdh).

Politique de partenariats

Attijariwafa bank compte parmi ses actionnaires de référence le groupe Santander, première capitalisation boursière bancaire au niveau européen. Au delà de l'aspect capitalistique, les deux groupes bancaires développent des axes de partenariat concernant aussi bien la clientèle des entreprises que des particuliers. Les deux banques entendent ainsi accroître les opérations commerciales entre leurs réseaux d'agences et accompagner l'activité des entreprises marocaines et espagnoles opérant sur les deux marchés. Le partenariat recouvre aussi un adossement d'Attijariwafa bank au groupe Santander, en Espagne, pour renforcer son positionnement auprès de la clientèle des marocains résidant dans ce pays. Les actions définies portent principalement sur le développement d'une offre diversifiée spécifique pour les MRE dans le domaine du transfert d'argent, du crédit à la consommation, de la monétique et de la prévoyance ainsi que l'implantation de desks d'Attijariwafa bank dédiés aux MRE dans certaines agences du groupe Santander.

Le Crédit Agricole est également un autre groupe bancaire présent dans le tour de table d'Attijariwafa bank. Les deux banques sont engagées dans une stratégie de partenariat multi-métiers, notamment dans le crédit à la consommation à travers Sofinco et la gestion d'actifs via Crédit Agricole Asset Management Par ailleurs, Attijariwafa bank s'est adossé à CALYON, la banque de financement et

d'investissement du Crédit Agricole SA, pour ouvrir un desk à Shanghai en Chine. Ce desk offre aux opérateurs marocains un réseau opérationnel dans les principaux centres économiques de la Chine.

Le partenariat avec le groupe français se traduit également par les multiples synergies développées autour du Crédit du Maroc, filiale marocaine du Crédit Agricole SA, dans laquelle Attijariwafa bank détient 31,22%.

Par ailleurs, Attijariwafa bank et Barid Al Maghrib ont signé, courant 2005, un accord de partenariat visant à développer des synergies au profit des clientèles des deux groupes, notamment en matière de messagerie, d'assurance, de crédit à la consommation et d'intermédiation boursière. Parallèlement, une autre convention a été conclue entre Barid Al Maghrib et Wafa Assurance, afin de commercialiser, sous la marque « Barid », toute une gamme de nouveaux produits de prévoyance, d'épargne et de retraite.

7.2 Politique d'investissement

Investissements réalisés de 2003 à 2005

L'évolution des investissements réalisés par Attijariwafa bank durant les trois dernières années se présente de la manière suivante :

Investissements réalisés	2003 BCM	2004* AWB	2005 AWB	Var. 05/04
Frais d'établissement	-	-	48,8	ns
Immobilisations incorporelles	23,0	39,0	53,2	36,4%
Immobilisations corporelles	80,8	83,6	187,5	124,3%
Immeubles d'exploitation	-1,5	23,1	103,4	347,6%
Mobilier et matériel d'exploitation	40,1	48,3	71,8	48,7%
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	18,2	0,6	-	ns
Immobilisations corporelles hors exploitation	24,0	7,5	12,3	64,0%
Total	103,8	122,6	289,5	136,1%

Mdh – Source : Attijariwafa bank - * Retraités des apports de fusions

En 2003, la Banque Commerciale du Maroc a mené une politique de développement privilégiant en priorité les champs d'intervention suivants :

- Modernisation, installation et renouvellement des biens d'équipement par l'acquisition de matériel ;
- Acquisition de solutions informatiques et progiciels en vue de se doter des outils récents et aux meilleurs standards ;
- Aménagements, agencements et installations.

En 2004, les investissements ont principalement concerné les dépenses d'acquisition d'immeubles d'exploitation dont l'acquisition de terrains en vue de la construction d'un nouveau siège sis Bd Yacoub Al Mansour et d'une Annexe.

Les dépenses concernant le mobilier et le matériel d'exploitation ont enregistré une hausse significative en raison essentiellement des travaux liés à l'intégration et au réaménagement des agences selon la nouvelle signalétique Attijariwafa bank.

Les investissements réalisés au titre de l'exercice 2005 ont été partiellement consacrés à l'intégration.

Parmi les réalisations notables, le groupe Attijariwafa bank a construit et aménagé 60 nouvelles agences, dont 15 ouvertes courant 2006.

Les investissements 2005 ont également concerné la modernisation du réseau et du siège, l'acquisition de nouveaux GAB ainsi que la refonte des systèmes d'information hérités de BCM et de Wafabank.

Investissements estimés en 2006

Investissements prévisionnels	Budget 2006
Frais d'établissement	11,0
Acquisitions d'immeubles	39,8
Constructions	41,4
Aménagements, Agencements, Installations	243,3
Matériel & Mobilier	118,0
Informatique	181,7
Immobilisations corporelles hors exploitation	8,0
Total	643,2

Mdh - Source : Attijariwafa bank

Le budget 2006 d'Attijariwafa bank en matière d'investissements s'établit à près 643,2 Mdh, en nette augmentation par rapport aux dépenses effectuées en 2005 (+122%), répondant ainsi aux objectifs stratégiques de la banque.

Dans la perspective d'extension et de modernisation du réseau, ont été prévus l'acquisition de 70 locaux d'agences et le réaménagement de 56 agences, 20 directions régionales et 9 centres d'affaires. Ce budget comprend également l'acquisition de matériels informatiques, de progiciels de gestion et de 170 GAB.

Investissements prévisionnels pour 2007

Investissements prévisionnels	Budget 2007
Frais d'établissement	31,8
Acquisitions d'immeubles	140,8
Aménagements, Agencements, Installations	307,5
Matériel & Mobilier	163,8
Monétiques	33,7
Informatique	427,3
Immobilisations corporelles hors exploitation	9,6
Total	1 114,5

Mdh - Source : Attijariwafa bank

En 2007, Attijariwafa bank poursuit ses objectifs stratégiques en prévoyant un budget d'investissement de plus d'un milliard de dirhams.

Sur le plan logistique, ce budget concerne la création d'une centaine d'agences, l'aménagement de plusieurs agences selon la nouvelle signalétique et la mise à niveau de la sécurité.

En outre, le budget prévoit la modernisation des infrastructures informatiques et notamment les investissements dans les projets de transformation du schéma directeur.

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE D'ATTIJARIWAFABANK

I. PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX AGREGES

Avertissement :

Les comptes 2003 présentés dans la présente analyse sont les comptes de BCM agrégés (Activité Maroc et activité des succursales à l'étranger). Les comptes annuels 2004 présentés sont les comptes agrégés (12 mois BCM et 4 mois Wafabank) d'Attijariwafa bank. Les comptes annuels 2005 et les comptes semestriels 2005 et 2006 sont des comptes agrégés d'Attijariwafa bank.

Pour l'analyse à périmètre comparable, les comptes de l'exercice 2004 d'Attijariwafa bank ont été retraités sur la même base que 2005 afin de permettre une comparaison entre les deux exercices. Ces résultats concernent uniquement l'activité Maroc.

1. PROFITABILITE ET RENTABILITE DE LA BANQUE

1.1 Produits d'exploitation bancaire

Les produits d'exploitation bancaire de AWB se présentent comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	348,8	455,3	691,3	ns	51,8%	322,0	419,8	30,4%
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 764,5	2 225,0	3 475,9	ns	56,2%	1 679,3	1 765,7	5,1%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	649,5	675,5	812,8	ns	20,3%	406,4	344,5	-15,2%
Produits sur titres de propriété	63,3	103,4	128,0	ns	23,8%	92,4	147,4	59,5%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	33,1	93,8	ns	183,4%	48,6	34,7	-28,7%
Commissions sur prestations de service	307,3	468,2	630,6	ns	34,7%	272,8	345,6	26,7%
Autres produits bancaires	186,1	337,8	491,6	ns	45,5%	186,2	448,6	140,9%
Produits d'exploitation bancaire	3 319,4	4 298,1	6 323,9	ns	47,1%	3 007,8	3 506,3	16,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- En 2004, les produits d'exploitation bancaire (PEB) d'Attijariwafa bank s'établissent à près de 4,3 Mrds dhs. La poursuite de la pression baissière sur les taux débiteurs a réduit la part des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (51,8% en 2004 vs 53,2% en 2003) et celle des intérêts et produits assimilés sur les titres de créance (15,7% en 2004 vs 19,6% en 2003) dans la formation des produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank. De ce fait, les efforts de la banque se sont concentrés sur les produits générateurs de commissions (commissions sur prestations de services, gains de change...) issus notamment des filiales Wafabail et Wafacash.
- Au terme de l'exercice 2005, les produits d'exploitation bancaire affichent une progression de 47,1% à 6,3 Mrds Dh, tirée principalement par la hausse des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de près de 1,2 Mrds dh. Leur contribution dans la formation des produits d'exploitation bancaire passe ainsi de 51,8% en 2004 à 55,0% à fin 2005.
Pour sa part, la contribution des intérêts et produits assimilés sur titres de créance aux produits d'exploitation bancaire a reculé de 2,8 points, passant de 15,7% en 2004 à 12,9%. Notons, par ailleurs, la forte progression des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location de 183,4%, soit 1,5% des PEB.
- A périmètre comparable¹⁴, les intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle ont enregistré une progression de 10,7% à 3,43 Mrds dh par rapport à 3,09 Mrds dh un an auparavant. Cette évolution s'explique par les effets conjugués d'une hausse de l'encours moyen des crédits par décaissement et d'une baisse du taux de rendement.

¹⁴ Les résultats d'Attijariwafa bank au terme de l'exercice 2005 comprennent 12 mois de l'activité de l'ex Wafabank et 12 mois de l'activité de l'ex BCM. Les comptes de l'exercice 2004 d'Attijariwafa bank ont été retraités sur la même base afin de permettre une comparaison entre les deux exercices. Ces résultats concernent uniquement l'activité Maroc.

L'évolution positive des commissions sur prestations de service (+10,3%) provient essentiellement de la progression des commissions sur prestations de service sur crédit (+296,2%) et des commissions sur moyens de paiement (+26,4%).

Les autres produits bancaires ont baissé de 35,7 Mdh provenant essentiellement de -13,2 millions de dirhams sur les dividendes des filiales. Les autres produits ont reculé de 16,2 Mdh et les produits sur exercices antérieurs ont enregistré une baisse de 6,4 Mdh.

- Au terme du premier semestre 2006, les produits d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank s'établissent à plus de 3,5 milliards de dirhams en progression de 16,6% par rapport au premier semestre de l'exercice 2005.

Les intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 97,8 millions de dirhams, en raison du placement des excédents de trésorerie générés par l'activité de la banque en créances sur les établissements de crédit et assimilés.

Malgré la progression des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de 5,1% au 1^{er} semestre 2006, leur contribution aux produits d'exploitation bancaire se réduit, passant de 55,8% au 30.06.2005 à 50,4% à fin juin 2006.

Par ailleurs, les postes « produits sur titre de propriété », « commissions sur prestations de service » et « autres produits bancaires » ont augmenté respectivement de près de 55,0 Mdh, 72,8 Mdh et 262,4 Mdh.

Enfin, les intérêts et produits assimilés sur titres de créance ont baissé de 15,2%. Cette évolution est due à la fois à la baisse des taux de rendement -fortement liée à la baisse des taux de référence- et à la diminution de l'encours portefeuille de titres (baisse des coupons perçus).

1.2 Charges d'exploitation bancaire

Les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank évoluent sur la période considérée comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	70,7	113,0	197,4	ns	74,7%	75,0	93,2	24,3%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	604,1	744,6	1 106,2	ns	48,6%	531,4	677,7	27,5%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-	25,3	83,9	ns	231,6%	42,7	32,3	-24,4%
Autres charges bancaires	108,7	180,4	302,0	ns	67,4%	119,6	153,5	28,3%
Charges d'exploitation bancaire	783,4	1 063,3	1 689,5	ns	58,9%	768,7	956,7	24,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Au cours de l'année 2004, l'action déployée par Attijariwafa bank dans la collecte des ressources non rémunérées s'est soldée par l'amélioration de la structure des dépôts, se traduisant par un niveau favorable des charges d'exploitation.

Par ailleurs, l'augmentation constatée de 25,3 Mdh des charges sur immobilisations en crédit-bail en 2004 fait suite à la reprise d'un encours de dossiers leasing par ex-Wafabank auprès de Wafabail en vu d'exercer directement cette activité.

- Au terme de l'exercice 2005, les charges d'exploitation bancaire ont enregistré une hausse de 58,9% et s'établissent à 1 689,5 millions de dirhams vs 1 063,3 millions de dirhams à fin 2004. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des intérêts et charges sur opérations avec la clientèle de près de 361,6 millions de dirhams due au changement de la structure des dépôts qui a vu la part des dépôts rémunérés augmenter de 2,8 points et s'établir à 41,2% du total des dépôts de la banque à fin 2005.

- A périmètre comparable, les intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit ont progressé de 18,7% à 110,8 Mdh, suite à la hausse des intérêts de refinancement en devises reçus sur prêts salle des marchés. Cette évolution provient également de la hausse des intérêts sur les comptes ordinaires BAM ainsi que sur les comptes des correspondants étrangers.

Pour sa part, l'augmentation de 5,0% des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle à 1 092,9 millions de dirhams provient essentiellement de la progression des encours.

Les autres charges bancaires ont augmenté de 35,0 Mdh, s'expliquant principalement par une augmentation de 10,8 Mdh sur le fond commun de garantie, corrélé à l'augmentation des ressources.

- Au 30.06.2006, les charges d'exploitation bancaire ont affiché une hausse de 24,5% à 956,7 millions de dirhams contre 768,7 millions de dirhams au 30.06.2005. Cette évolution est en grande partie attribuable à l'augmentation des autres charges bancaires et à la progression des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle en relation avec la hausse de l'encours des dépôts.

1.3 Produit net bancaire

1.3.1 Evolution et structure du PNB

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et produits assimilés	2 762,7	3 355,7	4 979,9	ns	48,4%	2 407,7	2 529,9	5,1%
Intérêts et charges assimilées	674,8	857,6	1 303,6	ns	52,0%	606,4	770,9	27,1%
Marge d'intérêt	2 087,9	2 498,1	3 676,3	ns	47,2%	1 801,3	1 759,0	-2,3%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	33,1	93,8	ns	183,4%	48,6	34,7	-28,6%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	-	25,3	83,9	ns	231,6%	42,7	32,3	-24,4%
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	7,8	9,9	ns	26,9%	5,9	2,4	-59,3%
Commissions perçues	307,3	469,3	632,4	ns	34,8%	273,0	345,6	26,6%
Commissions servies	0,5	4,1	2,9	ns	-29,3%	1,4	0,2	-85,7%
Marge sur commissions	306,8	465,2	629,5	ns	35,3%	271,6	345,4	27,2%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat des opérations sur titres de placement	35,7	38,1	89,8	ns	135,7%	32,3	225,5	598,1%
Résultat des opérations de change	126,5	238,3	284,3	ns	19,3%	125,4	176,9	41,1%
Résultat des opérations sur produits dérivés		-4,2	-7,7	ns	83,3%	-9,9	5,8	ns
Résultat des opérations de marché	162,2	272,2	366,3	ns	34,6%	147,8	408,2	176,2%
Divers autres produits bancaires	68,5	121,4	143,6	ns	18,2%	96,1	147,8	53,8%
Diverses autres charges bancaires	89,6	129,9	191,2	ns	47,2%	83,5	113,3	35,7%
Produit net bancaire	2 535,9	3 234,8	4 634,4	ns	43,3%	2 239,2	2 549,5	13,9%

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

Commentaires

- Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank s'établit à 3,2 Mrds de dirhams au titre de l'exercice 2004, confortant les indicateurs de rentabilité du nouvel ensemble que sont notamment les ratios :
 - marge d'intérêt/PNB (77,2%) ;
 - marge sur commissions/PNB (14,4%) ;
 - marge sur opérations de marché/PNB (8,4%).

La progression du PNB s'appuie sur une évolution satisfaisante des différentes activités de la banque.

- Au terme de l'exercice 2005, la marge d'intérêt s'est élevée à 3,68 Mrds de dirhams, en progression de 47,2%. La marge sur commissions s'établit, pour sa part, à 629,5 Mdh, soit une évolution de 35,3% par rapport à 2004.

L'augmentation notable des PEB a compensé la hausse des charges d'exploitation, aboutissant ainsi à un produit net bancaire en progression de 43,3% à 4,6 Mrds de dirhams contre 3,2 Mrds au 31 décembre 2004.

- Au titre du premier semestre de l'exercice 2006, Attijariwafa bank a réalisé un produit net bancaire s'élevant à 2 549,6 millions de dirhams en hausse de près de 310,5 Mdh par rapport au semestre clos le 30 juin 2005.

A fin juin 2006, la part de la marge d'intérêt dans le PNB d'Attijariwafa bank accuse un léger recul de près de 2,3% par rapport au premier semestre 2005 et s'établit à 69% du PNB dans un contexte de baisse continue des taux (baisse des taux de rendement de 65 points de base et hausse des coûts des ressources de 23 points de base).

La marge sur commissions s'établit à près de 345,4 millions de dirhams pour le premier semestre 2006, enregistrant ainsi une évolution de 27,2%.

Le résultat des opérations de marché s'inscrit, pour sa part, en hausse à 408,2 millions de dirhams grâce à la forte progression du résultat des opérations sur titres de placement (+598,1%) et l'évolution favorable du résultat des opérations de change (+41,1%).

A périmètre comparable, la structure du PNB se présente comme suit :

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Intérêts et produits assimilés	4 498,8	4 877,6	8,4%
Intérêts et charges assimilées	1 134,0	1 203,7	6,1%
Marge d'intérêt	3 364,8	3 673,9	9,2%
Commissions perçues	560,6	618,1	10,3%
Commissions servies	5,2	0,8	-84,6%
Marge sur commissions	555,4	617,3	11,1%
Résultat des opérations sur titres de transaction et de placement	85,1	89,8	5,5%
Résultat des opérations de change	297,0	276,5	-6,9%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-3,8	-6,9	81,6%
Résultat des opérations de marché	378,4	359,4	-5,0%
Divers autres produits bancaires	176,4	140,6	-20,3%
Diverses autres charges bancaires	202,9	237,9	17,3%
Produit net bancaire	4 272,1	4 553,3	6,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

La marge d'intérêt affiche en 2005 une hausse de 9,2% à 3,67 Mrds dh contre 3,36 Mrds dh à fin 2004. Cette progression tient compte des évolutions suivantes :

- une progression de 371 Mdh de la marge d'intérêt clientèle (+16,2%), s'expliquant principalement par l'évolution des encours des crédits par décaissement et par signature ;
- une augmentation de 31 Mdh de la marge d'intérêt avec les établissements de crédit ;
- une baisse des produits sur opérations sur titres de 99 Mdh, suite au recul du niveau des encours qui a engendré une régression des revenus de 15 Mdh, combiné à la baisse globale des revenus des titres de 84 Mdh.

La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB progresse de 1,9 points, compensant ainsi la baisse de 1 point la contribution du résultat des opérations de marché. Ce dernier marque un recul de 5% par rapport à 2004 du fait de la baisse des opérations de change de la salle des marchés de 9,2% (-19 Mdh) et du résultat négatif sur les opérations sur produits dérivés (-6,9 Mdh). Cette baisse est atténuée, toutefois, par la hausse de 5,5% (4,7 Mdh) du résultat des opérations sur titres de placement et de transaction.

Le produit net bancaire d'Attijariwafa bank s'est établi à 4,55 Mrds dh au 31 décembre 2005 contre 4,27 Mrds dh à fin 2004, s'inscrivant en hausse de 6,6% (+281,2 Mdh). Cette évolution s'appuie sur la progression de la marge d'intérêt (+309,1 Mdh, soit +9,2%) et de la marge sur commissions (+61,9 Mdh, soit + 11,1%).

1.3.2 Coefficient d'exploitation bancaire

Le coefficient d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Produits d'exploitation bancaire	3 319,4	4 298,1	6 323,9	ns	47,1%	3 007,8	3 506,3	16,6%
Charges d'exploitation bancaire	783,4	1 063,3	1 689,5	ns	58,9%	768,7	956,7	24,5%
Produit Net bancaire (1)	2 535,9	3 234,8	4 634,4	ns	43,3%	2 239,1	2 549,6	13,9%
Charges de personnel	493,5	695,8	1 028,1	ns	47,8%	517,0	512,3	-0,9%
Impôts et taxes	28,5	32,7	57,2	ns	75,5%	31,9	38,2	19,7%
Charges externes	401,2	609,6	861,7	ns	41,4%	405,5	409,5	1,0%
Autres charges générales d'exploitation	8,2	4,3	1,7	ns	-60,5%	0,6	0,4	-33,3%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	177,8	223,7	291,8	ns	30,5%	132,6	139,7	5,4%
Charges générales d'exploitation (2)	1 109,2	1 566,0	2 240,6	ns	43,1%	1 087,6	1 100,1	1,1%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	43,7%	48,4%	48,3%	ns	-10 pts	48,6%	43,1%	-5,5 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés

- En 2004, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 48,4%, contre 43,7% en 2003.
Les charges générales d'exploitation ont évolué à la hausse au cours de l'exercice 2004, en raison des coûts d'intégration liés à la fusion avec Wafabank pour un montant de 132 Mdhs et détaillés comme suit :
 - Charges d'exploitation : 72,9 Mdhs ;
 - Charges du personnel : 48,7 Mdhs ;
 - Dotations aux amortissements : 7,2 Mdhs ;
 - Charges non courantes : 3,2 Mdhs.
- Au terme de l'exercice 2005, les charges générales d'exploitation passent de 1,57 Mrds dh à 2,24 Mrds dh, enregistrant une progression de 43,1%.
- Au cours du premier semestre 2006, les charges générales d'exploitation se sont établies à 1,1 Mrds dh, en légère progression de 1,1%. Cette évolution est le résultat de la baisse des charges du personnel (-4,7 millions de dirhams) et de la hausse des charges externes.
Le coefficient d'exploitation passe ainsi de 48,6% à fin juin 2005 à 43,1% au 30.06.2006, soit une amélioration de 5,5 points.
- A périmètre comparable, les charges générales d'exploitation passent de 2,17 Mrds dh en 2004 à 2,15 Mrds dh en 2005, enregistrant une baisse de 0,7%.

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Produit Net bancaire (1)	4 272,0	4 553,3	6,6%
Charges de personnel	1 020,4	979,2	-4,0%
Charges d'exploitation	818,4	860,5	5,1%
Redevances crédit-bail immobilier	36,4	25,3	-30,4%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	290,0	288,2	-0,6%
Charges sur exercices antérieurs	2,6		
Charges générales d'exploitation (2)	2 167,9	2 153,2	-0,7%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	50,7%	47,3%	-3,4 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank - Activité Maroc pro-forma

Cette évolution provient des effets conjugués de :

- la baisse des charges de personnel (-41,3 Mdhs). En effet, des indemnités de départ en retraite anticipée suite à la fusion ont été constatées en 2004 ;
- la hausse des charges d'exploitation (+42,1 Mdhs) liées à l'extension du réseau ;

- la baisse des redevances de crédit-bail immobilier (-11,1 Mdh).

Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 47,3% contre 50,7% à fin décembre 2004, soit une amélioration de 3,4 points.

1.4 Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation de AWB évolue comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Produit Net Bancaire	2 535,9	3 234,8	4 634,4	ns	43,3%	2 239,2	2 549,6	13,9%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-12,0	19,5	18,5	ns	-5,6%	-	18,0	ns
Autres produits d'exploitation non bancaire	35,5	56,4	131,6	ns	133,3%	20,5	25,3	23,4%
Autres charges d'exploitation non bancaire	1,1	21,4	0,1	ns	-99,5%	4,6	0,1	-97,8%
Charges générales d'exploitation	1 109,2	1 566,0	2 240,6	ns	43,1%	1 087,6	1 100,0	1,1%
Résultat Brut d'exploitation	1 449,2	1 723,4	2 543,7	ns	47,6%	1 167,5	1 492,8	27,9%
Dotations nettes des reprises aux provisions	-788,5	-936,1	-355,8	ns	-62,0%	-109,8	-31,3	ns
Autres dotations nettes de reprises	-27,3	248,0	-147,2	ns	-159,4%	-65,6	-15,4	ns
Résultat courant	633,5	1 035,3	2 040,7	ns	97,1%	992,1	1 446,1	45,8%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- Concernant l'exercice 2004, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'est établi à 1,7 Mrds de dirhams.

Impactées par la fin du programme de mise à niveau du bilan engagé depuis deux années par certaines filiales du groupe (provisionnement massif des créances douteuses, en souffrance, compromises sur la clientèle), les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à 936 Mdh. Les dotations de provisions clientèle ont atteint 1,9 Mrds dh, tandis que le volume des reprises de provisions clientèle s'est situé à 943 Mdh, ce qui illustre l'effort de recouvrement poursuivi par la banque.

Les autres dotations nettes de reprises concernent l'ensemble des dotations hors clientèle (dotations pour risques, dotations réglementaires...) et s'établissent à 248 Mdh en 2004. Elles intègrent une dotation complémentaire relative à une provision pour risques généraux de 100 Mdh et à une provision pour investissement de 110 Mdh.

A fin 2004, le résultat courant d'Attijariwafa bank s'élève à plus d'un milliard de dirhams.

- En 2005, le résultat brut d'exploitation a progressé de 47,6% à 2,5 Mrds dh.
- Au terme du premier semestre de l'exercice 2006, le résultat brut d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 1,5 Mrd dh, principalement du fait des efforts engagés par la banque en terme de réduction des charges et de maîtrise des risques. Cette maîtrise est également matérialisée par une baisse des dotations clientèle nettes de reprises de provisions de près de 128,7 millions de dirhams.

Le résultat courant de la banque s'élève à 1,4 Mrds dh pour le semestre clos le 30 juin 2006, en progression de 45,8% par rapport à la même période de l'exercice 2005.

- En analysant les comptes pro-forma, le résultat brut d'exploitation s'est amélioré, en 2005, de 17,1% à 2,5 Mrds dh.

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Produit Net Bancaire	4 272,0	4 553,4	6,6%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	16,1	18,5	14,6%
Autres produits d'exploitation non bancaire	63,6	118,9	87,0%
Autres charges d'exploitation non bancaire	16,8	0,1	-99,3%
Charges générales d'exploitation	2 167,9	2 153,2	-0,7%
Résultat Brut d'exploitation	2 167,0	2 537,4	17,1%
Dotations nettes des reprises aux provisions	-747,9	-327,4	-56,2%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-275,1	-172,1	-37,4%
Autres provisions clientèle	-71,3	-	-
Résultat courant	1 072,7	2 037,9	90,0%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

Cette évolution s'explique par :

- l'augmentation du PNB (+281,4 millions de dirhams) ;
- la hausse des produits d'exploitation non bancaire (+ 55,3 millions de dirhams) provenant des plus values de cession d'immobilisations et de produits sur exercices antérieurs ;
- la baisse des charges d'exploitation non bancaire (- 16,7 millions de dirhams) suite à des charges sur valeurs et emplois divers nulles en 2005 contre 15,1 Mdh à fin 2004 ;
- la baisse des charges générales d'exploitation (-14,7 millions de dirhams).

Le résultat courant est passé de 1,1 Mrd de dirhams en 2004 à plus de 2 Mrds de dirhams en 2005, soit une progression de 965,2 millions de dirhams (+90%).

Suite à la clôture du programme de mise à niveau du bilan d'Attijariwafa bank engagé de 2002 à 2004, la banque a procédé en 2005 à la mise à niveau des couvertures des engagements. Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à fin 2005 à 499,5 Mdh, en baisse de 594,9 Mdh (-54,4%). Cette évolution recouvre principalement :

- un effort maintenu en matière de récupération des créances : 620 Mdh de reprises de provisions clientèle en 2005 ;
- une baisse des dotations aux provisions clientèle de 383,8 Mdh ;
- un write-off¹⁵ de 1,3 Mrd dh contre 533,9 Mdh en 2004.

Les autres dotations aux provisions intègrent une dotation complémentaire relative à une provision pour risques généraux de 85 Mdh et à une provision pour investissement de 175 Mdh.

1.5 Résultat net

Le résultat net évolue comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Résultat courant	633,3	1 035,3	2 040,7	ns	97,1%	992,1	1 446,1	45,8%
Résultat non courant	-51,3	-17,0	-121,6	ns	ns	-37,1	-2,0	ns
Impôt sur les résultats	149,5	331,3	701,7	ns	111,8%	329,9	479,4	45,3%
Résultat net	432,5	687,1	1 217,4	ns	77,2%	625,1	964,7	54,3%

Mdh – Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- Après déduction d'une charge fiscale de 331 Mdh, le bénéfice net de l'exercice 2004 s'est élevé à 687,1 Mdh.
- Le résultat net d'Attijariwafa bank s'établit à 1 217,4 Mdh en 2005, en progression de 77,2%.
- Au titre du premier semestre de l'exercice 2006, la capacité bénéficiaire a évolué de plus de 54,3% par rapport à fin juin 2005, pour s'établir à 964,7 millions de dirhams.

¹⁵ Créances clientèle irrécouvrables couvertes par les provisions

A périmètre comparable :

- En 2004, le résultat non courant s'est établi à -81,6 Mdh, provenant de charges non courantes de 222,0 Mdh dues principalement à l'abandon du système informatique Inova de l'ex-Wafabank. A 140,4 Mdh, les produits non courants regroupent des reprises de provisions, des produits sur exercices antérieurs et des produits exceptionnels.

Supportant un IS de 321,1 Mdh, le résultat net s'est élevé à 670 Mdh.

- Au terme de l'exercice 2005, les charges non courantes s'établissent à 141,4 Mdh et recouvrent des indemnités de départ pour retraite anticipée et des suspends. Le résultat non courant, suite à des produits non courants de 19,6 Mdh, ressort à -121,8 Mdh.

Enfin, le résultat net s'affiche à 1 216,7 Mdh en 2005 contre 670 Mdh en 2004, soit une progression de 81,6%, confortant ainsi les indicateurs de rentabilité du nouvel ensemble.

	2004 AWB	2005 AWB	Var.05/04
Résultat courant	1 072,7	2 037,9	90,0%
Résultat non courant	-81,6	-121,8	49,3%
Impôt sur les résultats	-321,1	-699,4	117,8%
Résultat net	670,0	1 216,7	81,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc pro-forma

1.6 Rentabilité des Fonds Propres et Rentabilité des Actifs

La rentabilité financière de la banque a évolué comme suit au cours de la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Résultat net	432,5	687,1	1217,4	ns	77,2%	625,1	964,7	54,3%
Fonds propres	6 082,8	11 707,2	12 334,2	ns	5,4%	11 722,6	12 524,1	6,8%
Actifs	57 483,9	103 334,6	117 958,5	ns	14,2%	111 342,2	125 276,9	12,5%
Return On Equity (ROE)*	7,32%	7,72%	10,13%	40 Pb	241 Pb	10,66%	15,40%	474 Pb
Return On Assets (ROA)*	0,78%	0,85%	1,10%	7 Pb	25 Pb	1,12%	1,54%	42 Pb

Mdh - Source : Attijariwafa bank * Sur la base des chiffres moyens

La rentabilité financière d'Attijariwafa bank a connu une amélioration en 2005, avec un ROE agrégé qui s'est redressé de 2,4 points à 10,1% suite à une évolution positive du résultat net (+77,2%). Au 1^{er} semestre 2006, cette même tendance a été observée, comparativement au 1^{er} semestre 2005, établissant ainsi le ROE à 15,4%.

Parallèlement, et pour des raisons similaires, la rentabilité des actifs a enregistré une augmentation en 2005, atteignant 1,1%.

2. ANALYSE DU BILAN

2.1 Bilan résumé

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Actif	57 483,9	103 334,7	117 958,6	ns	14,2%	125 276,8	6,2%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 548,7	13 777,7	12 681,4	ns	-8,0%	12 557,1	-1,0%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 023,0	14 326,7	19 345,6	ns	35,0%	20 341,8	5,1%
Créances sur la clientèle	24 549,7	45 049,0	52 444,1	ns	16,4%	60 164,1	14,7%
Créances acquises par affacturage		-	1 248,7	ns	ns	538,0	-56,9%
Titres de transaction et de placement	10 384,2	14 640,6	17 089,8	ns	16,7%	16 099,9	-5,8%
Autres actifs	548,2	1 591,5	1 442,1	ns	-9,4%	2 109,0	46,2%
Titres d'investissement	2 693,9	4 316,2	3 959,9	ns	-8,3%	3 739,0	-5,6%
Titres de participation et emplois assimilés	2 990,8	5 554,7	5 709,4	ns	2,8%	5 781,2	1,3%
Immobilisation en crédit bail et en location	-	166,8	83,0	ns	-50,3%	50,6	-39,0%
Immobilisations incorporelles	90,3	1 417,2	1 436,6	ns	1,4%	1 444,9	0,6%
Immobilisations corporelles	1 655,0	2 494,2	2 518,0	ns	1,0%	2 451,2	-2,7%
Passif	57 483,9	103 334,7	117 958,6	ns	14,2%	125 276,9	6,2%
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 346,5	3 805,5	4 506,9	ns	18,4%	4 847,5	7,6%
Dépôts de la clientèle	48 014,1	85 135,8	98 475,3	ns	15,7%	104 289,4	5,9%
Autres passifs	661,2	1 885,6	1 679,0	ns	-11,0%	2 673,6	59,2%
Provisions pour risques et charges	379,3	690,5	788,1	ns	14,1%	767,3	-2,6%
Provisions réglementées	-	110,0	175,0	ns	59,1%	175,0	0,0%
Fonds propres	6 082,8	11 707,3	12 334,2	ns	5,4%	12 524,1	1,5%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

2.2 Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (C1)	9 023,0	14 326,7	19 345,6	ns	35,0%	20 341,8	5,1%
Créances sur la clientèle (C2)	24 549,7	45 049,0	53 692,9	ns	19,2%	60 702,2	13,1%
Crédits de trésorerie et à la consommation	12 833,1	22 909,4	27 196,9	ns	18,7%	31 598,2	16,2%
Crédits à l'équipement	7 241,6	10 794,5	12 551,8	ns	16,3%	14 028,4	11,7%
Crédits immobiliers	2 790,1	8 532,1	10 306,4	ns	20,8%	12 871,0	24,9%
Autres crédits	279,2	1 002,1	666,9	ns	-33,4%	669,4	0,4%
Créances acquises par affacturage	-	-	1 248,7	ns	ns	538,0	-56,9%
Créances en souffrance nettes de provisions	1 128,0	1 424,1	1 202,5	ns	-15,6%	912,0	-24,1%
Intérêts courus à recevoir	277,7	386,7	519,7	ns	34,4%	624,0	20,1%
Total crédits (C1)+ (C2)	33 572,7	59 375,7	73 038,5	ns	23,0%	81 045,0	11,0%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- En 2004, les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à 14,3 Mrds de dirhams. Ce niveau s'explique par l'inscription des financements en devises dans la rubrique du bilan « créances sur les établissements de crédit et assimilés » et non plus en hors-bilan. Les financements en devises, dont l'encours à fin 2004 s'élève à 1,9 Mrds de dirhams, sont principalement refinancés auprès de la filiale off-shore de Tanger (Attijari International Bank) et de la succursale de Paris.
- Au terme de l'exercice 2005, les créances sur les établissements de crédit ont progressé de 35,0% pour s'établir à 19,3 Mrds dh.

Pour leur part, les crédits nets distribués à la clientèle se sont élevés à 53,7 Mdh. Ils enregistrent un accroissement de 19,2%, tiré principalement par le renforcement de l'encours des crédits immobiliers et des crédits de trésorerie et à la consommation de respectivement +20,8% et +18,7%. En effet, les crédits immobiliers ont bénéficié du lancement de nouveaux produits et la signature de plusieurs conventions avec d'importants organismes et ministères.

Structure en %	2 004	2 005	30.06.06
Crédits de trésorerie et à la consommation	51,3%	52,5%	53,2%
Crédits à l'équipement	24,3%	24,2%	23,6%
Crédits immobiliers	19,0%	19,7%	21,4%
Autres crédits	5,4%	3,6%	1,7%
Total crédits*	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Y compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

La structure des crédits de la Banque reste marquée par une prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, cumulativement, 52,5% du total des engagements à fin 2005 et 53,2% au 30.06.06.

- Les crédits nets distribués à la clientèle à fin juin 2006 se sont appréciés de 13,1% pour atteindre 60,7 Mrds dh. Ils sont portés par la bonne progression des encours immobiliers qui gagnent 24,9% et des crédits à la consommation et de trésorerie (+16,2%).

En 2005, l'évolution des encours des crédits clientèle de l'activité Maroc est résumée dans le tableau suivant :

	2004 AWB	2005 AWB	Var. 05/04
Créances sur les sociétés de financement	6 709	7 805	16,3%
Créances sur la clientèle	48 698	56 782	16,6%
Crédits de trésorerie	20 126	24 701	22,7%
Crédits à l'équipement	10 752	12 546	16,7%
Crédits à la consommation	1 408	1 525	8,3%
Crédits immobiliers	8 522	10 299	20,9%
Autres crédits	1 462	2 435	66,6%
Créances en souffrance	6 428	5 276	-17,9%
Total crédits	55 407	64 587	16,6%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc

Les crédits par décaissement ont enregistré une forte croissance, atteignant 64,6 milliards de dirhams à fin 2005, contre 55,4 milliards de dirhams en 2004, en hausse de 16,6%. Cette progression provient essentiellement des :

- crédits de trésorerie : +22,7% (+4,6 milliards de dirhams) ;
- crédits immobiliers : +20,9% (+1,8 milliard de dirhams) ;
- crédits à l'équipement : +16,7% (+1,8 milliards de dirhams) ;
- créances sur les sociétés de financement : +16,3% (+1,1 milliard de dirhams).

Dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit et par client a évolué comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Comptes à vue créditeurs*	24 980,6	48 591,8	54 993,5	ns	13,2%	59 523,3	8,2%
Comptes d'épargne	6 680,3	11 615,0	12 515,1	ns	7,7%	12 927,0	3,3%
Dépôts à terme	14 916,5	20 760,6	26 237,9	ns	26,4%	28 859,3	10,0%
Autres comptes créditeurs*	1 251,0	3 895,3	4 389,0	ns	12,7%	2 541,8	-42,1%
Intérêts courus à payer*	185,7	273,1	339,8	ns	24,4%	438,0	28,9%
Total dépôts	48 014,1	85 135,8	98 475,3	ns	15,7%	104 289,4	5,9%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Dépôts non rémunérés

En 2005, les ressources clientèle ont subi une évolution favorable dans un contexte de surliquidité (+15,7%). Ainsi les principaux contributeurs à l'évolution favorable des dépôts sont les comptes à vue (6,4 Mrds dh) et les dépôts à terme (5,5 Mrds dh).

Au 30 juin 2006, l'encours agrégé des dépôts s'est amélioré de 5,9% à 104,3 Mrds dh. Cette évolution recouvre essentiellement une progression des comptes à vue créditeurs de 4,5 Mrds dh et des dépôts à terme qui se sont appréciés de 2,6 Mrds dh.

La part des dépôts non rémunérés représente 58,9% de l'ensemble des dépôts en 2005 (vs 61,7% en 2004).

Structure en %	2004	2005	30.06.06
Comptes à vue créditeurs	57,1%	55,9%	57,1%
Comptes d'épargne	13,7%	12,8%	12,4%
Dépôts à terme	24,7%	28,4%	27,7%
Autres comptes créditeurs	4,6%	3,0%	2,9%
Total dépôts*	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés * Y compris Intérêts courus à payer

Pour ce qui est de l'activité Maroc, les dépôts de la clientèle d'Attijariwafa bank totalisent 97,7 Mrds, enregistrant une hausse de 15,8% par rapport à l'année précédente. Cette évolution a concerné aussi bien les dépôts non rémunérés que les dépôts rémunérés avec respectivement une évolution de +13,3% (+7,0 Mrds dh) et +19,8% (+6,4 Mrds dh).

Pour les dépôts non rémunérés, la plus forte contribution revient aux comptes chèques qui sont passés de 36,3 Mrds dh en 2004 à 41,7 Mrds dh à fin 2005, soit une augmentation de 14,7%.

Quant aux dépôts rémunérés, leur part dans le total des ressources a augmenté de 0,8 point passant de 38,5% à 39,3% des dépôts à fin 2005, grâce principalement aux dépôts à terme.

	2004 AWB	2005 AWB	Var. 05/04
Comptes chèques*	36 323	41 658	14,7%
Comptes courants	11 517	12 601	9,4%
Dépôts à terme**	20 739	26 215	26,4%
Comptes sur carnets**	11 352	12 234	7,8%
Autres dépôts	4 445	4 997	12,4%
Total dépôts	84 376	97 705	15,8%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Activité Maroc

* Y compris comptes MRE

** Dépôts rémunérés

Ratio de transformation de la banque

Le ratio de transformation des dépôts en crédits a perdu 30 points de base en 2005 pour s'établir à 58,7%. Cette évolution est due à une progression de l'encours des dépôts légèrement supérieure à celle de l'encours brut des crédits.

A fin juin 2006, le taux de transformation d'Attijariwafa bank a été relevé à plus de 62,3%, dénotant une meilleure distribution des crédits.

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Encours crédits bruts¹⁶	27 148	50 233	57 835	15,1%	64 935	12,3%
Encours dépôts	48 014	85 136	98 475	15,7%	104 289	5,9%
Encours crédits / Encours dépôts	56,5%	59,0%	58,7%	-0,3 pts	62,3%	+3,6 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

¹⁶ Y compris créances acquises par affacturage

Structure des Ressources d'Attijariwafa bank

Les ressources d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.05 AWB	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Fonds propres & assimilés dont :	6 082,8	11 707,3	12 334,2	ns	5,4%	11 722,6	12 524,1	6,8%
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	ns
Capital	1 368,5	1 930,0	1 930,0	ns	0,0%	1 930,0	1 930,0	0,0%
Réserves et primes liées au capital	4 180,2	9 019,1	9 115,9	ns	1,1%	9 115,9	9 636,6	5,7%
Résultat net de l'exercice	432,5	687,1	1 217,4	ns	77,2%	625,0	964,5	54,3%
Report à nouveau	101,2	70,7	70,5	ns	-0,3%	51,3	-7,4	ns
Ressources	50 360,6	88 941,3	102 982,2	ns	15,8%	96 122,3	109 136,9	13,5%
Etablissements de crédit	2 346,5	3 805,5	4 506,9	ns	18,4%	5 437,7	4 847,5	-10,9%
<i>Comptes à vue</i>	780,9	1 548,4	3 115,8	ns	101,2%	2 010,8	4 415,0	119,6%
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	1 565,6	2 257,1	1 391,1	ns	-38,4%	3 426,9	432,5	-87,4%
Clientèle	48 014,1	85 135,8	98 475,3	ns	15,7%	90 684,6	104 289,4	15,0%
Titres de créances émis	-	-	-	-	-	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Les fonds propres d'Attijariwafa bank s'établissent à 12,3 Mrds de dirhams en 2005, suite à un résultat net excédentaire de 1,2 Mrds dh et à la constitution de réserves s'élevant à 9,1 Mrds dh.

La principale composante des ressources bancaires est représentée par les dépôts de la clientèle qui, à 98,5 Mrds de dirhams à fin 2005, y contribuent en moyenne à hauteur de 95,6% entre 2004 et 2005.

A fin juin 2006, les fonds propres de la banque s'élèvent à 12,5 Mrds dh, en progression de 6,8% par rapport au 30 juin 2005, résultant des effets combinés d'un renforcement du bénéfice net et de l'affectation de 520,7 Mdh du résultat 2005 en réserves.

2.3 Maîtrise des risques – Ratio de solvabilité

Répartition des créances en souffrance nettes des provisions

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Créances pré-douteuses	-	26,0	39,8	ns	53,1%	31,6	-20,6%
Créances douteuses	18,7	147,1	14,8	ns	-89,9%	6,5	-56,1%
Créances compromises	1 109,3	1 250,9	1 148,0	ns	-8,2%	874,0	-23,9%
Total	1 128,0	1 424,1	1 202,5	ns	-15,6%	912,1	-24,1%

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Les créances en souffrance sur la clientèle sont classées selon le degré de risque en créances pré-douteuses, douteuses et compromises conformément à la réglementation en vigueur.

Depuis l'exercice 2004, Attijariwafa bank procède à la classification de ses créances en souffrance conformément à la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib et qui prévoit la répartition des créances en souffrance en trois catégories, compte tenu de leur degré de risque : créances pré-douteuses, douteuses et contentieuses. Les provisions correspondantes doivent être constatées déduction faite des garanties détenues (sûretés, hypothèques) et des agios réservés, et ce, à hauteur d'un minimum de 20%, 50% et 100% respectivement.

Auparavant, la BCM appliquait les directives préconisées par la Banque Centrale à savoir :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses (3 à 5 impayés), douteuses (6 à 8 impayés) ou compromises (9 impayés et plus) ;
- le déclassement des créances est effectué trimestriellement par la commission des comptes à risques ;
- les créances en souffrance sont après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de 20% pour le pré-douteux, 50% pour le douteux et 100% pour le compromis.

L'encours des créances en souffrance nettes des provisions a enregistré une baisse de 15,6% au titre de l'exercice 2005, pour s'établir à 1,2 Mrds dh.

A périmètre comparable, celui-ci affiche une baisse de 8,9% par rapport à 2004. L'évolution enregistrée sur cette période constitue une suite logique au processus d'assainissement et de sélection du portefeuille clients entamé par Attijariwafa bank.

A fin juin 2006, l'encours des créances en souffrance nettes des provisions a baissé de 24,1% sur six mois à 912 millions de dirhams.

Ratios de maîtrise des risques

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
<u>Provisions</u>							
Provisions (décaissement)	2 598	5 184	4 142	ns	-20,1%	4 233	2,2%
Provisions (décaissement et signature)	2 626	5 317	4 312	ns	-18,9%	4 381	1,6%
<u>Créances en souffrance (brut)</u>							
Créances en souffrance (décaissement)	3 726	6 608	5 344	ns	-19,1%	5 145	-3,7%
Créances en souffrance (décaissement et signature)	3 922	6 920	5 780	ns	-16,5%	5 579	-3,5%
<u>Encours de crédits brut</u>							
Crédit par décaissement	27 148	50 233	57 835	ns	15,1%	64 935	12,3%
Crédit par décaissement et par signature	38 228	68 937	80 338	ns	16,5%	88 171	9,8%
<u>Taux de couverture</u>¹⁷							
Taux de couverture (décaissement)	69,7%	78,5%	77,5%	ns	-1,0 pts	82,3%	+4,8 pts
Taux de couverture (décaissement et signature)	67,0%	76,8%	74,6%	ns	-2,2 pts	78,5%	+3,9 pts
<u>Taux de contentieux</u>¹⁸							
Taux de contentieux (décaissement)	13,7%	13,2%	9,2%	ns	-4,0 pts	7,9%	-1,3 pts
Taux de contentieux (décaissement et signature)	10,3%	10,0%	7,2%	ns	-2,8 pts	6,3%	-0,9 pts
Taux de contentieux du secteur	13,9%	14,0%	10,3%	+0,1pts	-3,7 pts	9,5%	-0,8 pts

Mdh - Source Attijariwafa bank – Comptes agrégés

- En 2004, le taux de contentieux (décaissement et signature) s'est établi à 10,0% restant en deçà du taux de contentieux du secteur (14,0%).
- Le taux de contentieux de la banque a baissé de 2,8 points en 2005, passant à 7,2%. Au 30.06.06, il s'est établi à 6,3%. Il est ainsi inférieur à celui du système bancaire¹⁹ qui atteint 9,5% à fin juin 2006.

Parallèlement le taux de couverture des créances en souffrance de la banque s'est élevé à 76,8% en 2004. Le niveau de ce taux a été de 74,6% en 2005, et de 78,5% à fin juin 2006, sous l'effet de l'importance des garanties détenues par la banque.

Les dotations et reprises de provisions relatives aux créances en souffrance y compris les pertes nettes sur créances irrécouvrables ont évolué comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Dotations aux provisions	1 707	1 879	2 295	ns	22,2%	357	-84,4%
Reprises de provisions	919	943	1 940	ns	105,7%	325	-83,2%
Dotations nettes aux provisions (1)	789	936	356	ns	-62,0%	31	-91,2%
Encours brut de crédit* (2)	27 147	50 233	57 835	ns	15,1%	64 935	12,3%
Charge de risque nette (1)/(2)	2,9%	1,9%	0,6%	ns	-1,3 pts	0,05%	-0,55 pts

Kdh - Source : Attijariwafa bank - Comptes agrégés * Créances sur la clientèle + provisions de créances sur la clientèle

Notons la baisse de la charge nette du risque qui passe de 1,9% en 2004 à 0,6% à fin 2005 puis à 0,05% en 2006, corrélativement à l'évolution simultanée des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et de l'encours brut des crédits.

¹⁷ Provisions sur créances en souffrance/ Créances en souffrance

¹⁸ Créances en souffrances / Encours brut de crédit

¹⁹ Banques commerciales (hors CAM et CIH)

Le niveau des ratios de solvabilité en vigueur s'établit comme suit :

	2004	2005	30.06.06
Fonds propres – Mdh (1)	7 110	7 923	8 270
Risques pondérés – Mdh (2)	57 050	67 299	75 894
Ratio de solvabilité (1) / (2)	12,5%	11,77%	10,9%

Source : Attijariwafa bank

Le ratio de solvabilité²⁰ de la banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, s'est établi à 11,77% en 2005 et à 10,9% au 1^{er} semestre 2006. Ce niveau est supérieur à celui du ratio de solvabilité réglementaire qui est de 8%.

3. ANALYSE DU HORS BILAN

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.06.06 AWB	Var. 06/05
Engagements donnés	10 855,5	18 259,4	21 897,7	ns	19,9%	23 235,5	6,1%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	4,0	32,5	-	ns	-	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 635,3	4 547,0	6 291,7	ns	38,4%	6 806,3	8,2%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 426,3	1 722,7	4 340,5	ns	152,0%	3 301,5	-23,9%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 790,0	11 957,2	11 265,5	ns	-5,8%	13 127,7	16,5%
Titres achetés à réméré	-	-	-	ns	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-	ns	-	-	-
Engagements reçus	3 774,7	9 222,2	10 536,9	ns	14,3%	16 880,2	60,2%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-	-	ns	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 774,7	9 196,6	10 511,3	ns	14,3%	16 854,6	60,3%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	25,6	25,6	ns	0,0%	25,6	0,0%
Titres vendus à réméré	-	-	-	ns	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-	ns	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes agrégés

Commentaires

- En 2004, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont principalement des garanties d'ordre en faveur de la clientèle. Les engagements reçus sont des garanties reçues d'établissements de crédit dans le cadre de confirmation de crédits documentaires et s'élèvent à 9,2 Mrds de dirhams.
- Atteignant 21,9 Mrds de dirhams, les engagements donnés par la banque ont enregistré au terme de l'exercice 2005 une évolution de 19,9%, qui recouvre notamment une progression de 38,4% des engagements en faveur de la clientèle.
Pour leur part, les engagements reçus ont progressé de 14,3% à 10,5 Mrds dh et sont essentiellement constitués d'engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés.
- A la clôture du premier semestre 2006, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont constitués des engagements de garantie d'ordre de la clientèle à hauteur de 56,5%. Les engagements reçus s'élèvent à près de 16,9 milliards de dirhams et concernent essentiellement les garanties reçues d'établissements de crédit.

²⁰ Correspond au rapport entre les fonds propres nets et les engagements pondérés de la banque.

II. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2005

N.B : Les SCI et certaines filiales sont laissées en dehors de la consolidation car elles ont une activité non significative ou sont en cours de création (cas de la Banque du Sénégal en 2005).

	Capital social	% de contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
2005					
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			69,84%	Mère
Attijari International Bank	3 000 KUSD	50%	50%	0,09%	Intégration Globale
Banque du Sud	100 000 KTND	53,54%	36,77%	-0,24%	Intégration Globale
Attijari immobilier	125 000	100%	100%	0,59%	Intégration Globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75%	75%	0,20%	Intégration Globale
BCM Corporation	200 000	100%	100%	0,77%	Intégration Globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100%	100%	-0,72%	Intégration Globale
Attijari Intermédiation	5 000	100%	100%	0,77%	Intégration Globale
Attijari Gestion	1 000	66%	66%	0,22%	Intégration Globale
Wafa Bail	150 000	97,83%	97,83%	2,94%	Intégration globale
Wafa Salaf	113 080	65,94%	65,94%	4,88%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	1,99%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	1,44%	Intégration globale
Wafa Investissement	39 999	100,00%	100,00%	-0,16%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	1,27%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	-0,55%	Intégration globale
Wafa Assurance	350 000	79,23%	79,23%	12,39%	Mise en équivalence
CDM	833 818	24,73%	24,73%	5,94%	Mise en équivalence
OGM	885 000	100,00%	100,00%	-1,84%	Intégration globale
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	1,67%	Mise en équivalence
SIFAP	36 000	67,00%	67,00%	0,04%	Mise en équivalence
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	-1,47%	Intégration Globale
Attijaria Al youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	-0,05%	Intégration globale

Kdh - Source : Attijariwafa bank

- PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 SEPTEMBRE 2006

	Capital social	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
30.09.06				
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			Mère
Attijariwafa Europe	26 107 KEUR	100%	100%	Intégration Globale
Banque du Sénégal	2 100 000 KFCFA	100%	100%	Intégration Globale
Attijari International Bank	3 000 KUSD	50%	50%	Intégration Globale
Banque du Sud	100 000 KTND	53,54%	36,77%	Intégration Globale
Attijari immobilier	125 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75%	75%	Intégration Globale
BCM Corporation	200 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Intermédiation	5 000	100%	100%	Intégration Globale
Attijari Gestion	1 000	66%	66%	Intégration Globale
Wafa Bail	150 000	97,83%	97,83%	Intégration globale
Wafa Salaf	113 080	65,94%	65,94%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	Intégration globale
Wafa Investissement	39 999	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	Intégration globale
Wafa Assurance	350 000	79,23%	79,23%	Mise en équivalence
CDM	833 818	24,73%	24,73%	Mise en équivalence
OGM	885 000	100,00%	100,00%	Intégration globale
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	Mise en équivalence
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	Intégration Globale
Attijaria Al youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	Intégration globale

Kdh - Source : Attijariwafa bank

En 2004, et suite à la prise de contrôle de Wafabank , le périmètre de consolidation a été marqué par l'entrée des filiales de l'ex-Wafabank comme détaillé ci-dessous :

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2004	Wafabail	Belair I
	Wafasalaf	Belair II
	Wafa Cash	Belair III
	Wafa Gestion	Ranouil
	Wafa Invest	Barbara
	Wafa Immobilier	Zakat
	Wafa Corp	Tan
	CDM	Hivernage
	OGM	Marrakech Expansion
	SIFAP	Maimouna
	Wafa Assurance	Pasteur
		Attijaria Al Akkaria
		Attijari Capital Risque
		Casa Madrid Développement
		Attijari Protection
		Moussafir Hôtel
		Sté d'Aménagement du Parc Nouaceur
		SOMGETI

Source : Attijariwafa bank

Dans le cadre du nouvel ensemble, et par rapport à l'exercice 2004, le périmètre de consolidation a connu les évolutions suivantes :

	Entreprises entrées	Entreprises sorties
2005	Banque du Sud ²¹	Mlihia ²²
	Andalumaghreb	Attijari Management ²³
2006	Attijariwafa Europe	Sifap ²⁴
	Banque du Sénégal	

Source : Attijariwafa bank

²¹ Acquisition de 53,54% du capital en 2005

²² La SCI Mlihia a cédé tous ses actifs en 2005

²³ Fusionnée avec Wafa Gestion

²⁴ Cession de la société Sifap en 2006

2. COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Avertissement :

Les comptes consolidés trimestriels d'Attijariwafa bank sont des comptes provisoires, non certifiés par les commissaires aux comptes.

Il est à noter que les périmètres de consolidation 2005 et 2006 diffèrent par l'intégration d'Attijari bank Tunisie (anciennement Banque du Sud) dans le périmètre à partir de décembre 2005.

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Produits d'exploitation bancaire	3 484,7	8 103,8	9 053,3	ns	11,7%	6 584,0	8 608,5	30,7%
Charges d'exploitation bancaire	858,3	2 989,6	3 416,4	ns	14,3%	2 486,1	3 614,5	45,4%
Produit Net Bancaire	2 626,3	5 114,2	5 636,9	ns	10,2%	4 097,9	4 994,0	21,9%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-4,8	11,6	125,8	ns	994,5%	132,6	88,6	-33,2%
Autres produits d'exploitation non bancaire	124,6	274,6	198,8	ns	-27,6%	26,7	73,3	174,0%
Autres charges d'exploitation non bancaire	5,4	46,2	1,1	ns	-97,6%	5,4	4,0	-25,7%
Charges générales d'exploitation	1 189,3	2 862,8	2 906,5	ns	1,5%	2 096,2	2 365,2	12,8%
Résultat Brut d'exploitation	1 551,4	2 491,3	3 053,9	ns	22,6%	2 155,7	2 786,8	29,3%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	-815,6	-1 217,9	-519,7	ns	-57,3%	-262,6	-384,5	46,4%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-87,7	89,3	-71,1	ns	ns	-63,6	-17,4	-72,6%
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-28,5	-80,1	-130,1	ns	62,4%	-94,3	-106,2	12,6%
Résultat courant	619,6	1 282,5	2 332,9	ns	81,9%	1 735,2	2 278,7	31,3%
Résultat non courant	-50,9	-303,5	-155,3	ns	-48,8%	-49,1	-37,1	-24,3%
Impôt sur les résultats	178,2	568,3	919,3	ns	61,7%	684,2	852,8	24,6%
Impôts différés	0,5	117,7	-202,5	ns	-272,0%	-5,8	23,8	ns
Résultat net des entreprises intégrées	390,0	293,0	1 460,9	ns	398,6%	1 007,7	1 365,0	35,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-17,7	-78,6	252,4	ns	ns	192,3	151,6	-21,1%
Résultat net du groupe	372,3	214,4	1 713,3	ns	699,1%	1 200,0	1 516,6	26,4%
<i>part du groupe</i>	<i>364,6</i>	<i>200,7</i>	<i>1 636,0</i>	<i>ns</i>	<i>715,1%</i>	<i>1 127,7</i>	<i>1 461,1</i>	<i>29,6%</i>
<i>part des intérêts minoritaires</i>	<i>7,7</i>	<i>13,67</i>	<i>77,3</i>	<i>ns</i>	<i>468,4%</i>	<i>72,3</i>	<i>55,5</i>	<i>-23,3%</i>

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

2.1 Produits d'exploitation bancaire

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	297,5	379,9	446,3	ns	17,5%	419,2	593,3	41,5%
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	1916,2	3 848,0	4 288,2	ns	11,4%	3 109,7	3 854,4	23,9%
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	649,5	918,8	806,2	ns	-12,3%	603,5	505,0	-16,3%
Produits sur titres de propriété	34,6	23,2	59,0	ns	154,3%	22,8	15,9	-30,1%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	65,5	1 474,3	1 939,3	ns	31,5%	1 360,1	1 859,3	36,7%
Commissions sur prestations de service	327,4	1 070,2	985,5	ns	-7,9%	728,2	1 003,6	37,8%
Autres produits bancaires	193,9	389,4	528,9	ns	35,8%	340,6	777,0	128,1%
Produits d'exploitation bancaire	3 484,7	8 103,8	9 053,3	ns	11,7%	6 584,0	8 608,5	30,7%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Au 31.12.2004, les produits d'exploitation bancaire consolidés d'Attijariwafa bank s'établissent à 8,1 Mrds de dirhams. Les intérêts et produits sur la clientèle (3,8 Mrds de dirhams) représentent 47,5% des produits d'exploitation du Groupe Attijariwafa bank, suivis par les produits sur

immobilisations en crédit-bail et location qui s'établissent à 1,5 Mrds dh, grâce notamment aux bonnes performances de la filiale du Groupe (Wafabail) sur le marché du crédit-bail. La contribution des commissions sur prestations de service aux produits d'exploitation bancaire évolue de 9,4% en 2003 à 13,2% en 2004.

A fin 2004, la banque a contribué à hauteur de 53,0% au produit d'exploitation bancaire. Ce recul s'explique essentiellement par l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe des filiales spécialisées de l'ex-Wafabank (notamment Wafacash, Wafasalaf et Wafabail).

- Au titre de l'exercice 2005, les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une progression de 11,7% à 9,1 Mrds de dirhams, composés essentiellement des intérêts et produits sur opérations avec la clientèle, des produits sur immobilisations en crédit-bail et en location et des commissions sur prestations de service respectivement à hauteur de 47,4%, 21,4% et 10,9%. La contribution des produits sur opérations avec la clientèle est restée quasiment stable, tandis que la part des produits sur opérations de crédit-bail et de location a augmenté de 3,2%.
- Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2006, les produits d'exploitation bancaire du Groupe Attijariwafa bank s'établissent à près de 8,6 milliards de dirhams, en hausse de 30,7% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

2.2 Charges d'exploitation bancaire

Sur les 3 dernières années, les charges d'exploitation bancaire de AWB ont évolué de la manière suivante :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	119,6	284,4	276,8	ns	-2,7%	302,4	445,7	47,4%
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	604,2	1 105,6	1 144,5	ns	3,5%	774,9	1 273,4	64,3%
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances émis	0,2	122,8	88,8	ns	-27,7%	69,9	146,0	108,9%
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	21,2	1 155,9	1 565,3	ns	35,4%	1 098,0	1 452,1	32,2%
Autres charges bancaires	113,2	321,0	341,0	ns	6,2%	240,9	297,2	23,4%
Charges d'exploitation bancaire	858,3	2 989,6	3 416,4	ns	14,3%	2 486,1	3 614,5	45,4%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Commentaires

- En 2004, les charges d'exploitation bancaire d'Attijariwafa bank s'élèvent à 3,0 Mrds de dirhams, représentant 36,9% des produits d'exploitation bancaire. Les intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle, à 1,1 milliard de dirhams (intégration Wafabank), et les charges sur opérations de crédit bail et de location, avec 1,15 milliard de dirhams (suite à la consolidation de Wafabail), représentent 75,6% des charges d'exploitation bancaire.
- Les charges d'exploitation bancaire au titre de l'exercice 2005 s'établissent à 3,4 Mrds de dirhams, limitant ainsi leur progression à 14,3%. Cette évolution est attribuée aux charges sur opérations de crédit-bail et de location avec 409,4 millions de dirhams de plus que l'année précédente, une progression qui est liée à l'évolution importante de l'activité de Wafabail.
- Au terme du 3^{ème} trimestre 2006, les charges d'exploitation bancaire s'élèvent à plus de 3,6 milliards de dirhams en progression de 45,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette évolution est principalement due à l'augmentation des intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle ainsi que celle des charges sur opérations de crédit-bail et de location de respectivement 498,5 et 354,1 millions de dirhams.

2.3 Produit net bancaire

2.3.1 Structure du PNB

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Intérêts et produits assimilés	2 863,3	5 146,7	5 540,6	ns	7,7%	4 132,3	4 952,7	19,9%
Intérêts et charges assimilées	724,0	1 512,7	1 510,0	ns	-0,2%	1 147,2	1 865,2	62,6%
Marge d'intérêt	2 139,3	3 633,9	4 030,6	ns	10,9%	2 985,1	3 087,4	3,4%
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	65,5	1 474,3	1 939,3	ns	31,5%	1 360,1	1 859,3	36,7%
Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	21,2	1 155,9	1 565,3	ns	35,4%	1 098,0	1 452,1	32,2%
Résultat des opérations de crédit-bail et location	44,3	318,5	373,9	ns	17,4%	262,0	407,2	55,4%
Commissions perçues	327,4	1 071,3	987,4	ns	-7,8%	729,0	1 022,9	40,3%
Commissions servies	0,8	61,6	70,2	ns	14,0%	45,8	65,1	42,1%
Marge sur commissions	326,6	1 009,7	917,1	ns	-9,2%	683,2	957,9	40,2%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	ns	-	-	-	ns
Résultat des opérations sur titres de placement	39,2	24,4	94,4	ns	286,9%	35,1	310,4	785,2%
Résultat des opérations de change	127,7	218,3	308,8	ns	41,5%	241,9	337,0	39,3%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-4,2	-7,7	ns	83,3%	-16,5	5,4	ns
Résultat des opérations de marché	166,9	238,5	395,5	ns	65,8%	260,5	652,8	150,6%
Divers autres produits bancaires	43,0	48,7	78,4	ns	60,8%	29,7	60,8	104,8%
Diverses autres charges bancaires	93,7	135,2	158,5	ns	17,2%	122,6	172,1	40,4%
Produit net bancaire	2 626,3	5 114,2	5 636,9	ns	10,2%	4 097,9	4 994,0	21,9%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Marge d'intérêt

La marge d'intérêt 2004 d'Attijariwafa bank s'élève à 3,6 Mrds de dirhams. La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB est en baisse au profit de la marge sur commissions et de la marge sur opérations de marché. En effet, elle passe de 81% en 2003 à 71% en 2004. Ceci s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation du groupe des filiales spécialisées ex-Wafabank (plus précisément ici Wafabail).

En 2005, la marge d'intérêt d'Attijariwafa bank s'élève à plus de 4 Mrds de dirhams, soit une hausse de 10,9% par rapport à 2004. Cette évolution s'explique par une évolution des intérêts et produits assimilés de 7,7%, engendrée principalement par la hausse des encours crédits.

La progression de la marge d'intérêt s'explique également par les effets d'une hausse de la marge d'intérêt réalisée par Attijariwafa bank (+343 Mdh) et Wafasalaf (+58 Mdh).

La contribution de la marge d'intérêt à la formation du PNB a légèrement progressé à 72%.

La marge d'intérêt réalisée par le Groupe Attijariwafa bank au terme du 3^{ème} trimestre 2006 s'établit à 3,1 milliards de dirhams, en hausse de 3,4% par rapport à la même période en 2005.

Résultat des opérations de crédit-bail et location

En 2004, le résultat des opérations de crédit-bail et location a enregistré une nette progression. Ceci s'explique par l'intégration de la filiale ex-Wafabank Wafabail au périmètre de consolidation du groupe.

En 2005, le résultat des opérations de crédit-bail et location a progressé de 17,4% en raison de la contribution de Wafabail à hauteur de 65,2% de ce résultat.

A fin septembre 2006, le groupe Attijariwafa bank a amélioré son résultat des opérations de crédit-bail et location de 55,4% par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2005.

Marge sur commissions

En 2004, la contribution des filiales nouvellement intégrées suite à la fusion (crédit à la consommation, gestion d'actifs, banque d'affaires, services para-bancaires,...), ainsi que le développement des activités génératrices de commissions à travers une politique innovante sur les produits aux particuliers (bancassurance, monétique,...) a permis au Groupe Attijariwafa bank d'augmenter son résultat sur commissions à fin 2004. Ainsi au titre de l'exercice 2004, Wafacash a contribué à hauteur de 161 Mdh et Wafasalaf à hauteur de 11,6 Mdh.

A fin 2005, la marge sur commissions contribue à hauteur de 16,3% à la formation du PNB contre 19,7% un an auparavant. Ce recul est dû essentiellement à la baisse :

- des commissions sur fonctionnement de compte (-25%) ;
- des commissions sur moyens de paiement (-22%) ;
- des commissions sur opérations sur titres (-12%) ;
- des commissions sur prestations de service sur crédit (-35%).

Au 30.09.2006, la marge sur commissions progresse de 40,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les principales entités ayant contribué à cette évolution sont : Attijariwafa bank (508 Mdh), Attijari bank Tunisie (121 Mdh), Wafa Gestion (73 Mdh) et Attijari Intermédiation (67 Mdh).

Résultat des opérations de marché

A fin 2004, le résultat des opérations de marché s'inscrit en hausse pour s'établir à 238,5 Mdh. Ceci est le résultat de la fusion des salles de marché BCM et ex-Wafabank : BCM a repris toutes les activités liées au marché des changes de l'ex-Wafabank. Le résultat des opérations sur titres de placement tend à diminuer du fait de la baisse des taux d'intérêt des Bons du Trésor.

En 2005, le résultat des opérations de marché enregistre une progression de 65,8%, pour s'établir à 395,5 Mdh, soit 7,0% du PNB contre 4,7% en 2004. Cette évolution s'explique par :

- l'expansion du résultat sur opérations de change ;
- la forte progression (+287%) du résultat des opérations sur titres de placement.

Au terme du 3^{ème} trimestre 2006, le résultat des opérations de marché s'élève à 652,8 millions de dirhams en hausse de 150,6% par rapport au 30 septembre 2005. Le résultat des opérations sur titres de placement contribue fortement à cette évolution avec une part de 47,6% dans le résultat des opérations de marché.

PNB

A fin 2004, le PNB d'Attijariwafa bank s'établit à 5,1 Mrds de dirhams, grâce à une croissance des opérations génératrices de commissions, combinée à une évolution maîtrisée des charges d'exploitation bancaire dans un contexte d'abondance de la liquidité.

Le PNB d'Attijariwafa bank s'établit à 5,6 Mrds de dirhams au 31.12.2005, en amélioration de 10,2%, grâce à une évolution satisfaisante des différents compartiments d'activité de la banque.

Le produit net bancaire réalisé par le groupe Attijariwafa bank au 30 septembre 2006 s'établit à 5 milliards de dirhams en hausse de 21,9% par rapport au 30 septembre 2005. La salle des marchés contribue à 43,8% de cette évolution, suivie de la marge sur commissions avec 30,7% et le résultat des opérations de crédit-bail avec 16,2%.

2.3.2 Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation du groupe Attijariwafa bank évolue comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Produits d'exploitation bancaire	3 484,7	8 103,8	9 053,3	ns	11,7%	6 584,0	8 608,5	30,7%
Charges d'exploitation bancaire	858,3	2 989,6	3 416,4	ns	14,3%	2 486,1	3 614,5	45,4%
Produit Net Bancaire	2 626,3	5 114,2	5 636,9	ns	10,2%	4 097,9	4 994,0	21,9%
Charges de personnel	528,6	1 174,3	1 196,6	ns	1,9%	875,3	1 116,6	27,6%
Impôts et taxes	30,9	63,2	71,5	ns	13,1%	37,1	48,3	30,1%
Charges externes	424,3	1 097,6	1 076,8	ns	-1,9%	833,6	844,8	1,3%
Autres charges générales d'exploitation	7,3	44,3	91,2	ns	106,0%	19,4	63,2	226,3%
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	198,3	483,5	470,4	ns	-2,7%	330,8	292,2	-11,7%
Charges générales d'exploitation (2)	1 189,3	2 862,8	2 906,5	ns	1,5%	2 096,2	2 365,2	12,8%
Coefficient d'exploitation (2)/(1)	45,3%	56,0%	51,6%	ns	-4,4 Pts	51,2%	47,4%	-3,8 Pts

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- En 2004, le coefficient d'exploitation d'Attijariwafa bank s'établit à 56,0%. La hausse des frais généraux est liée principalement à l'augmentation des charges de personnel suite au versement d'indemnités de départ en retraite anticipée et à la progression des charges externes.
- A fin 2005, les charges générales d'exploitation se stabilisent à 2,9 Mrds dh, illustrant la bonne maîtrise des frais généraux. En conséquence, le coefficient d'exploitation s'améliore de 4,4 points, passant de 56,0% en 2004 à 51,6%.
- Au terme du 3^{ème} trimestre 2006, les charges générales d'exploitation ont enregistré une évolution à la hausse de 12,8% sous l'effet d'une progression de 27,6% des charges de personnel (intégration des charges relatives au personnel d'Attijari bank Tunisie).

Pour sa part, le coefficient d'exploitation du groupe Attijariwafa bank s'élève à 47,4% en amélioration de 3,8 points par rapport à la même période de l'exercice 2005.

2.4 Résultat brut d'exploitation et résultat courant

Sur les trois dernières années, le résultat brut d'exploitation du groupe Attijariwafa bank a évolué comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Produit Net Bancaire	2 626,3	5 114,2	5 636,9	ns	10,2%	4 097,9	4 994,0	21,9%
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-4,8	11,6	125,8	ns	984,5%	132,6	88,6	-33,2%
Autres produits d'exploitation non bancaire	124,6	274,6	198,8	ns	-27,6%	26,7	73,3	174,0%
Autres charges d'exploitation non bancaire	5,4	46,2	1,1	ns	-97,6%	5,4	4,0	-25,7%
Charges générales d'exploitation	1 189,3	2 862,8	2 906,5	ns	1,5%	2 096,2	2 365,2	12,8%
Résultat Brut d'exploitation	1 551,4	2 491,3	3 053,9	ns	22,6%	2 155,7	2 786,8	29,3%
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance, et pertes nettes sur créances irrécouvrables	-815,6	-1 217,9	-519,7	ns	-57,3%	-262,6	-384,5	46,4%
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-87,7	89,3	-71,1	ns	ns	-63,6	-17,4	-72,6%
Dotations nettes de reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-28,5	-80,1	-130,1	ns	62,4%	-94,3	-106,2	12,6%
Résultat courant	619,6	1 282,6	2 332,9	ns	81,9%	1 735,2	2 278,7	31,3%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Au terme de l'exercice 2004, le résultat brut d'exploitation consolidé d'Attijariwafa bank s'affiche à 2,5 Mrds de dirhams.

Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à 1,2 Mrds dh, impactées par la fin du programme de mise à niveau du bilan engagé par certaines filiales du groupe. A fin 2004, le résultat courant ressort à 1,3 Mrds dh.

- En 2005, et suite au reclassement des titres Wafa Assurance, entraînant la sortie d'actions Attijariwafa bank du périmètre de consolidation de la compagnie d'assurance, le résultat des opérations sur immobilisations financières marque un net redressement, passant de 11,6 Mdh au 31.12.2004 à 125,8 Mdh au 31.12.2005.

Avec des charges d'exploitation en quasi-stagnation, le résultat brut d'exploitation enregistre une progression de 22,6%, à plus de 3 Mrds dh.

Suite à la clôture du programme de mise à niveau d'Attijariwafa bank, la banque a procédé en 2005 à la mise à niveau des couvertures des engagements. C'est ainsi que les dotations aux provisions nettes des reprises se sont établies à fin 2005 à 590,8 Mdh, en baisse de 537,8 Mdh (-47,7%).

Le résultat courant passe ainsi de 1,3 Mrds dh en 2004 à 2,3 Mrds dh en 2005, soit une progression de plus d'un milliard de dirhams (+81,9%).

- A fin septembre 2006, le résultat brut d'exploitation du groupe Attijariwafa bank s'établit à près de 2,8 Mrds dh, en progression de 29,3% par rapport à la même période de l'exercice 2005.

Le résultat courant affiche une progression de 31,3% et ce, malgré une évolution à la hausse des dotations aux provisions nettes des reprises suite à l'intégration des comptes d'Attijari bank Tunisie dans le périmètre de consolidation en décembre 2005.

2.5 Rentabilité

Le résultat net évolue comme suit sur la période considérée :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Résultat courant	619,6	1 282,5	2 332,9	ns	81,9%	1 735,2	2 278,7	31,3%
Résultat non courant	-50,9	-303,5	-155,3	ns	-48,8%	-49,1	-37,1	-24,3%
Impôt sur les résultats	178,2	568,3	919,3	ns	61,7%	684,2	852,8	24,6%
Impôts différés	0,5	117,7	-202,5	ns	-272,0%	-5,8	23,8	ns
Résultat net des entreprises intégrées	390,0	293,0	1 460,9	ns	398,6%	1 007,7	1 365,0	35,5%
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence	-17,7	-78,6	252,4	ns	-421,1%	192,3	151,6	-21,1%
Résultat net du groupe	372,3	214,4	1 713,3	ns	699,1%	1 200,0	1 516,6	26,4%
<i>part du groupe</i>	<i>364,6</i>	<i>200,7</i>	<i>1 636,0</i>	ns	<i>715,1%</i>	<i>1 127,7</i>	<i>1 461,1</i>	<i>29,6%</i>
<i>part des intérêts minoritaires</i>	<i>7,7</i>	<i>13,6</i>	<i>77,3</i>	ns	<i>468,4%</i>	<i>72,3</i>	<i>55,5</i>	<i>-23,3%</i>

Mdh – Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- A fin 2004, le résultat non courant d'Attijariwafa bank ressort à -303,5 Mdh compte tenu de charges non courantes de 456,2 Mdh. Il s'agit de charges exceptionnelles passées en pertes par l'ex-Wafabank (Abandon du système d'information Inova) et de charges liées au redressement fiscal de l'ex-Wafabank.

La capacité bénéficiaire part du groupe a totalisé 200,7 Mrds dh après le paiement de 568,3 Mdh d'IS et 117,7 Mdh d'impôts différés, résultant des écarts temporaires entre les bases comptable et fiscale de plusieurs opérations de consolidation assujetties à l'impôt.

- En 2005, le résultat non courant s'établit à -155,3 Mdh, provenant de produits non courants de 30,2 Mdh et de charges exceptionnelles de 185,5 Mdh (dont des indemnités de départ pour retraite anticipée).

Le résultat net part du Groupe ressort à 1,6 Mrds de dirhams. Cette capacité bénéficiaire tient compte d'une contribution significative de Wafa Assurance et de Crédit du Maroc, lesquelles contribuent à hauteur de 104 Mdh et de 97 Mdh respectivement dans le RNPG.

- Au terme du 3^{ème} trimestre 2006, le résultat net consolidé s'est affiché à 1,5 Mrds dh comparé à 1,1 Mrds dh à fin septembre 2005. Son évolution est redevable à l'appréciation du résultat courant consolidé qui gagne près de 31,3%. Cette hausse a toutefois été impactée par la baisse du résultat des sociétés mises en équivalence. En effet, la société CAPRI a réalisé un résultat de 54 Mdh au 30.09.05 suite aux ventes réalisées sur les projets immobiliers contre un résultat de -22 Mdh à fin septembre 2006. Hors effet CAPRI, la quote part dans le résultat des entreprises mises en équivalence passe de 138,4 Mdh au 30.09.05 à 173,6 au 30.09.06, soit une progression de 25,4%.

3. ANALYSE DU BILAN

3.1 Bilan résumé

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Actif	58 226,9	108 255,2	138 675,8	ns	28,1%	156 493,5	12,8%
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 548,8	13 898,4	12 480,5	ns	-10,2%	13 817,0	10,7%
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 359,6	12 263,5	16 478,9	ns	34,4%	20 450,9	24,1%
Créances sur la clientèle	26 062,4	50 176,8	70 025,5	ns	39,6%	80 390,6	14,8%
Opérations de crédit-bail et de location	631,1	3 304,9	4 518,1	ns	36,7%	5 862,5	29,8%
Créances acquises par affacturage	147,9	164,6	1 523,4	ns	825,5%	372,1	-75,6%
Titres de transaction et de placement	10 521,1	14 734,2	18 288,9	ns	24,1%	18 276,2	-0,1%
Autres actifs	633,0	1 888,7	3 006,0	ns	59,2%	4 324,2	43,9%
Titres d'investissement	2 693,9	4 457,6	3 987,4	ns	-10,5%	3 791,4	-4,9%
Titres de participation et emplois assimilés	2 612,2	1 009,6	1 834,2	ns	81,7%	1 819,7	-0,8%
Titres mis en équivalence	67,9	-	-	ns	-	554,4	-
Immobilisations incorporelles	101,3	1 742,1	1 699,5	ns	-2,4%	1 785,4	5,1%
Immobilisations corporelles	1 779,1	2 749,7	2 886,6	ns	5,0%	3 001,1	4,0%
Ecarts d'acquisition	68,6	1 865,1	1 946,7	ns	4,4%	2 048,1	5,2%
Passif	58 226,9	108 255,2	138 675,8	ns	28,1%	156 493,5	12,8%
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	25,0	-	ns	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 378,0	7 596,0	8 608,0	ns	13,3%	9 653,5	12,1%
Dépôts de la clientèle	48 148,9	85 158,9	110 816,5	ns	30,1%	125 604,3	13,3%
Titres de créances émis	170,0	1 586,3	1 615,0	ns	1,8%	1 129,2	-30,1%
Autres passifs	920,2	2 828,9	4 115,7	ns	45,5%	5 621,9	36,6%
Provisions pour risques et charges	384,9	1 010,0	1 049,2	ns	3,9%	797,6	-24,0%
Titres mis en équivalence	-	-	-	ns	-	672,2	-
Fonds publics affectés	-	-	312,4	-	-	301,7	-3,5%
Dettes subordonnées	-	200,1	200,8	ns	0,3%	210,0	4,6%
Fonds propres	6 224,9	9 850,1	11 958,3	ns	21,4%	12 503,1	4,6%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

3.2 Analyse des principaux postes du bilan

Crédits

L'encours des crédits par type de produit et par client a évolué comme suit sur les trois dernières années :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 359,7	12 263,5	16 478,9	ns	34,4%	20 450,9	24,1%
Créances sur la clientèle	26 062,4	50 176,8	70 025,5	ns	39,6%	80 390,6	14,8%
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 720,4	27 634,5	38 525,1	ns	39,4%	43 712,3	13,5%
Crédits à l'équipement	7 310,6	10 949,2	15 458,5	ns	41,2%	18 679,2	20,8%
Crédits immobiliers	3 510,4	8 741,8	10 980,7	ns	25,6%	14 960,3	36,2%
Autres crédits	1 521,0	2 851,3	5 061,2	ns	77,5%	3 038,9	-40,0%
Total crédits	33 422,1	62 440,3	86 504,4	ns	38,5%	100 841,5	16,6%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- En 2004, l'encours clientèle s'est établi à 50,2 Mrds dh, constitué essentiellement des crédits de trésorerie (27,6 Mrds dh) et des crédits à l'équipement (10,9 Mrds dh).

Les créances sur les établissements de crédit et assimilés s'élèvent à 12,3 Mrds de dirhams. Ce niveau s'explique par l'inscription des financements en devises dans la rubrique du bilan « créances sur les établissements de crédit et assimilés » et non plus en hors-bilan.

- L'encours clientèle a connu une évolution annuelle de 39,6% au cours de la période 2004-2005, sous l'effet d'une croissance soutenue des crédits à l'équipement (+41,2%) et des crédits de trésorerie et à la consommation (+39,4%). Wafasalaf, Wafa Immobilier et Wafabail gèrent, pour leur part, des encours bruts respectifs en 2005 de 7,9 Mrds dh, de 5,3 Mrds dh et de 3,3 Mrds dh.

Pour leur part, les créances sur les établissements de crédit et assimilés ont progressé de 34,4% au titre de l'exercice 2005 suite l'évolution des principales catégories de crédit d'Attijariwafa bank.

- Au terme du 3^{ème} trimestre 2006, l'encours des créances sur les établissements de crédit et assimilés est en hausse de 24,1% par rapport à fin décembre 2005 et s'élève à 20,5 milliards de dirhams.

L'encours des créances sur la clientèle au terme de la même période s'inscrit en hausse de près de 14,8%, expliquée par la hausse des principales catégories des crédits.

La structure des crédits clientèle du groupe Attijariwafa bank est dominée par les crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent à fin septembre 2006, 54,4% du total des crédits distribués. En deuxième position, viennent les crédits à l'équipement qui atteignent une part de 23,2% au 30.09.2006.

Structure en %	2 004	2 005	30.09.06
Crédits de trésorerie et à la consommation	55,1%	55,0%	54,4%
Crédits à l'équipement	21,8%	22,1%	23,2%
Crédits immobiliers	17,4%	15,7%	18,6%
Autres crédits	5,7%	7,2%	3,8%
Total Crédits*	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés * Y compris les créances en souffrance et les intérêts courus à recevoir

Dépôts

L'encours des dépôts clientèle par type de produit et par client a évolué sur les trois dernières années comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Comptes à vue créditeurs	25 089,5	48 513,6	58 710,8	ns	21,0%	64 631,5	10,1%
Comptes d'épargne	6 728,7	11 657,6	16 231,6	ns	39,2%	17 308,6	6,6%
Dépôts à terme	15 057,8	21 002,4	31 007,5	ns	47,6%	37 424,6	20,7%
Autres comptes créditeurs	1 273,0	3 985,2	4 866,6	ns	22,1%	6 239,6	28,2%
Total dépôts	48 148,9	85 158,9	110 816,5	ns	30,1%	125 604,3	13,3%

Mdh- Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Consécutivement à une extension du réseau de 52 nouvelles agences en 2005 et sous l'effet d'une appréciation de 44,6% des dépôts rémunérés, les ressources clientèles consolidées enregistrent une progression de 30,1% à 110,8 Mrds dh. La banque, à elle seule, polarise 89% de la collecte bilantielle du Groupe, soit 98,5 Mrds dh. Ainsi les principaux contributeurs à l'évolution favorable des dépôts sont les comptes d'épargne (+39,2%) et les dépôts à terme (+47,6%). Aussi, la part des dépôts non rémunérés représente-elle près de 57,4% de l'ensemble des dépôts en 2005 vs 61,6% en 2004.
- A fin septembre 2006, l'encours des dépôts s'établit à 125,6 milliards de dirhams en hausse de 13,3% par rapport à la clôture de l'exercice 2005. Cette évolution a concerné l'ensemble des catégories de ressources collectées avec une structure des dépôts caractérisée par la prédominance des ressources non rémunérées (56,4%), ce qui conforte la marge d'intermédiation dans un contexte de baisse des taux de rendement.

En terme de structure, les comptes à vue créditeurs représentent la part prépondérante des dépôts (51,5% au 30.09.2006). Pour ce qui est des dépôts à terme, ces derniers augmentent d'année en année leur part dans le total des dépôts, passant ainsi de 24,7% en 2004 à 28,0% en 2005 pour atteindre 29,8%

à fin septembre 2006. Cette évolution renforce la part des dépôts rémunérés qui représentent au terme du 3^{ème} trimestre 2006, 43,5% des dépôts contre 42,6% à fin 2005.

Structure en %	2 004	2 005	30.09.06
Comptes à vue créditeurs*	57,0%	53,0%	51,5%
Comptes d'épargne	13,7%	14,6%	13,8%
Dépôts à terme	24,7%	28,0%	29,8%
Autres comptes créditeurs*	4,7%	4,4%	5,0%
Total dépôts**	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

* Dépôts non rémunérés

** Y compris intérêts courus à payer

Ratio de transformation de la banque

A la clôture de l'exercice 2005, le ratio de transformation consolidé des dépôts en crédits s'est apprécié de 3,5 points. En effet, l'exercice 2005 a connu le développement important des ressources collectées par Attijariwafa bank (+30,1%) mais à un niveau inférieur à celui des crédits distribués (+36,6%).

Au 30.09.06, cette tendance se poursuit et le ratio de transformation passe à 74,4%.

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 05/04	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Encours crédits bruts	29 535,3	59 620,5	81 421,2	36,6%	93 420,6	14,7%
Encours dépôts	48 148,9	85 158,9	110 816,5	30,1%	125 604,3	13,3%
Encours crédits / Encours dépôts	61,3%	70,0%	73,5%	+3,5 pts	74,4%	+0,9 pts

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Structure des Ressources d'Attijariwafa bank

Les ressources d'Attijariwafa bank se composent principalement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Fonds propres & assimilés* dont :	6 224,8	10 050,2	12 159,1	ns	21,0%	11 068,8	12 713,2	14,9%
Dettes subordonnées	-	200,1	200,8	ns	0,3%	258,7	210,0	-18,8%
Capital	1 368,5	1 930,0	1 930,0	ns	0,0%	1 930,0	1 930,0	0,0%
Réserves et primes liées au capital	4 483,9	7 705,8	8 315,1	ns	7,9%	7 680,1	9 056,6	17,9%
Résultat net de l'exercice	372,4	214,4	1 713,3	ns	699,1%	1 200,0	1 516,6	26,4%
Ressources	50 696,9	94 341,1	121 039,5	ns	28,3%	104 538,9	136 387,0	30,5%
Etablissements de crédit	2 378,0	7 596,0	8 608,0	ns	13,3%	8 824,7	9 653,5	9,4%
<i>Comptes à vue</i>	579,0	2 640,1	3 170,6	ns	20,1%	5 370,8	3 995,4	-25,6%
<i>Emprunts trésorerie à terme</i>	1 799,0	4 955,9	5 437,4	ns	9,7%	3 453,9	5 658,1	63,8%
Clientèle	48 148,9	85 158,9	110 816,5	ns	30,1%	94 832,6	125 604,3	32,4%
Titres de créances émis	170,0	1 586,3	1 615,0	ns	1,8%	881,7	1 129,2	28,1%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés * Hors provisions pour risques et charges

La répartition des capitaux propres se présente comme suit :

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.05 AWB	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Capitaux propres	6 224,8	9 850,1	11 958,3	ns	21,4%	10 810,1	12 503,1	15,7%
Part du groupe	6 147,9	9 460,2	10 900,8	ns	15,2%	10 416,6	11 807,6	13,4%
Part des intérêts minoritaires	76,9	390,0	1 057,6	ns	171,2%	393,5	695,6	76,8%

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

- Les fonds propres et assimilés du groupe ont totalisé, à fin 2005, 12,2 Mrds de dirhams, enregistrant une évolution de 21,0%. Cette variation est la conséquence de l'évolution du résultat net et des réserves consolidées.

Au vu de la nature de l'activité des principales filiales consolidées par intégration globale, les ressources du groupe Attijariwafa bank sont principalement constituées des dépôts de la clientèle qui, à 110,8 Mrds de dirhams, représentent 83,2% des ressources d'Attijariwafa bank en 2005.

Les ressources issues des établissements de crédit ont progressé de 13,3% en 2005 à 8,6 Mrds dh.

- Au terme du troisième trimestre 2006, les fonds propres du groupe Attijariwafa bank s'élèvent à 12,7 milliards de dirhams en hausse de 14,9% par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2005. Cette augmentation s'explique principalement par la constatation d'un résultat net de près de 1,5 milliard de dirhams à fin septembre 2006.

La structure des ressources du groupe Attijariwafa bank a connu un renforcement de la part des dépôts collectés auprès de la clientèle qui s'est établie à près de 84,2% des ressources globales vs 82,0% du total des ressources à fin septembre 2005.

4. ANALYSE DU HORS BILAN

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB	Var. 04/03	Var. 05/04	30.09.06 AWB	Var. 06/05
Engagements donnés	10 802,0	18 523,8	25 904,2	ns	39,8%	29 584,6	14,2%
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1,1	94,0	217,8	ns	131,7%	316,7	45,4%
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 754,1	4 653,1	7 442,2	ns	59,9%	9 365,8	25,8%
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 176,8	1 739,8	3 735,2	ns	114,7%	3 403,7	-8,9%
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 870,0	12 036,9	14 509,0	ns	20,5%	16 498,4	13,7%
Titres achetés à réméré	-	-	-	ns	-	-	-
Autres titres à livrer	-	-	-	ns	-	-	-
Engagements reçus	3 921,1	9 285,0	13 230,2	ns	42,5%	19 761,2	49,4%
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	257,1	120,0	250,0	ns	108,3%	-	ns
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 634,0	9 106,2	12 912,7	ns	41,8%	19 668,7	52,3%
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	29,9	58,8	67,5	ns	14,8%	92,4	36,9%
Titres vendus à réméré	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres à recevoir	-	-	-	-	-	-	-

Mdh - Source : Attijariwafa bank – Comptes consolidés

Commentaires

- En 2004, les engagements donnés par Attijariwafa bank sont principalement des garanties d'ordre en faveur de la clientèle (12,0 Mrds de dirhams) et des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle (4,7 Mrds de dirhams).

Par ailleurs, les engagements reçus sont des garanties reçues d'établissements de crédit dans le cadre de confirmation de crédits documentaires (9,1 Mrds de dirhams).

- Au terme de l'année 2005, les engagements donnés par Attijariwafa bank s'inscrivent en hausse de 39,8% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 25,9 Mrds de dirhams. Cette progression est principalement due à l'augmentation des engagements de financement donnés en faveur de la clientèle qui s'élèvent à 7,4 Mrds de dirhams en 2005, en hausse de 59,9% par rapport à l'exercice 2004.

Les engagements reçus par Attijariwafa bank évoluent de 9,3 Mrds de dirhams en 2004 à 13,2 Mrds de dirhams en 2005, soit une progression de près de 42,5% due, d'une part, à la hausse des engagements de garantie reçus des établissements de crédit et assimilés (+3,8 Mrds dh, soit +41,8%) et d'autre part, à la hausse des engagements de financement reçus des établissements de crédit et assimilés (+130 Mdhs, soit +108,3%). Cette tendance reflète l'augmentation du montant des créances accordées par Attijariwafa bank à ces établissements.

- Au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2006, les engagements donnés par le groupe Attijariwafa bank concernent essentiellement les engagements en faveur de la clientèle. Les engagements reçus s'élèvent à 19,8 Mrds dh et sont principalement constitués des garanties reçues d'établissements de crédit.

III. STRATEGIE ET PERSPECTIVES

1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES

Après une phase de deux ans, ayant permis de s'assurer de l'intégration des activités de l'ex-BCM et de l'ex-Wafabank, et du renforcement des différents partenariats mis en place, Attijariwafa bank a entamé l'année 2006 dans une position favorable pour tirer profit des synergies internes, et mettre en œuvre son plan de développement à l'horizon 2010.

Caractérisé par le lancement d'un nouveau plan stratégique « Izdihar 2010 », l'exercice 2006 a marqué le début de chantiers d'envergure destinés à consolider le positionnement national d'Attijariwafa bank et à déployer les activités de la banque à l'échelle régionale.

A cet effet, Attijariwafa bank vise à déployer au Maroc une stratégie qui lui permettra :

- d'imposer la marque Attijariwafa bank dans les activités bancaires à travers l'élargissement de la base de clientèle du groupe par une politique soutenue de proximité, d'innovation et d'amélioration de la qualité de service, avec un objectif de plus de 900 agences et 2,5 millions de clients en 2010 ;
- de dynamiser l'activité économique, au delà des partenariats avec les groupes et les grandes entreprises, par la densification d'un tissu vivant de TPE et PME, l'objectif étant de stimuler les secteurs d'activité offrant des perspectives de croissance significative, de rechercher un accompagnement plus pertinent des politiques d'Etat et de tirer profit des opportunités de coopération entre secteur public et privé ;
- d'impulser un développement intensif des métiers du groupe en développant les synergies et en renforçant les parts de marché et la rentabilité de ses filiales grâce au cross-selling et à la mutualisation des plates-formes ;
- et de créer des pôles d'expertise par le biais d'alliances avec des opérateurs de référence.

De plus, le plan Izdihar 2010 recouvre une vision des marchés plus large que l'espace national et implique la construction d'un modèle duplicable hors des frontières, tant dans les métiers de la banque que dans les activités para-bancaires. Cette stratégie de développement à l'international s'articule autour des trois grands axes suivants :

- Optimisation de l'activité de collecte de dépôts, de distribution de crédits et de capture des flux de transferts des Marocains Résidents à l'Etranger en provenance de l'Europe et du Moyen-Orient ;
- Renforcement de la présence au Maghreb, à travers le développement d'Attijari bank Tunisie, la création d'une filiale en Algérie et l'implantation en Mauritanie ;
- Développement d'une implantation stratégique en Afrique Subsaharienne, avec l'enrichissement des activités de la filiale au Sénégal afin de disposer d'une tête de pont éclairant l'opportunité d'autres engagements en Afrique.

2. DONNEES FINANCIERES PREVISIONNELLES

Avertissement :

Les prévisions données ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins de financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part d'Attijariwafa bank.

2.1 Hypothèses d'exploitation

Les hypothèses d'exploitation retenues pour l'estimation du budget d'Attijariwafa bank au titre de l'exercice 2007 sont exposées dans le tableau suivant :

	2007
Dépôts	120 064
Crédits	78 519

Mdh - Source : Attijariwafa bank

2.2 Compte de produits et charges sociaux prévisionnels :

Le compte d'exploitation prévisionnel d'Attijariwafa bank pour l'exercice 2007 se présente comme suit :

	2007
Produit net bancaire	5 757
Charges générales d'exploitation	2 588
Résultat brut d'exploitation	3 299
Dotations nettes de reprises aux prov. pour créances	403
Résultat courant	2 896
Résultat net	1 897

Mdh - Source : Attijariwafa bank

IV. FACTEURS DE RISQUES

La gestion des risques d'Attijariwafa Bank est centralisée au niveau du pôle Gestion Globale des Risques (GGR) qui se charge de la supervision, du contrôle et de la mesure des risques encourus par le Groupe à l'exception des risques opérationnels.

L'indépendance de cette structure vis-à-vis des autres pôles et métiers permet d'assurer une objectivité optimale aux propositions de prise de risque qu'elle soumet au comité de crédit et à leur contrôle.

1. RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE

En 2005, Attijariwafa bank a décidé de mettre en place un dispositif spécifique de contrôle des risques de marché qui s'inscrit dans le cadre du dispositif global du Contrôle Interne conformément aux dispositions de la circulaire n° 6/G/2001 de Bank Al-Maghrib.

Ce dispositif s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- 1- Le contrôle interne de premier niveau, assuré par les opérateurs du Front Office qui sont tenus de se conformer aux dispositions réglementaires et à la politique définie par la banque en matière de suivi et de gestion des risques ;
- 2- Le suivi des risques par le Middle Office qui s'assure quotidiennement du respect des limites relatives aux risques de change, de taux et de contrepartie. Il informe périodiquement la Direction et les autres entités de contrôle à travers un système de reporting. D'autre part, l'entité « Surveillance et suivi des risques de marché » a pour fonction de détecter, analyser et suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis rationaliser ces positions par des autorisations formalisées et enfin être alertée à toute déviation de ces positions. Ce suivi se fait notamment à travers les supports suivants :
 - Un suivi mensuel de l'exposition au risque de change permet le calcul rétrospectif de la Value at Risk (VaR) qui mesure la perte potentielle maximale liée à l'exposition au risque de change de l'établissement ;
 - Un reporting mensuel présente de manière synthétique l'exposition au risque de change de la banque par rapport aux limites fixées.
- 3- Les organes de contrôle réalisent des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale.

Le modèle VaR²⁵ a été développé par les soins de la gestion globale des risques d'Attijariwafa Bank. Il couvre le risque de taux Dirham ainsi que le risque de change au comptant et à terme. Le choix de la méthode RiskMetrics développée par JP Morgan afin d'appréhender une mesure de la VaR présente différents avantages : elle est facile à implémenter, tient compte des corrélations existantes entre les prix des actifs et prend en considération les fluctuations récentes et historiques des prix. Par conséquent, la méthode RiskMetrics repose sur une matrice de variances et covariances des rendements des actifs du portefeuille ainsi que leur composition dans le portefeuille.

²⁵ La Value at Risk représente la perte potentielle maximale sur la valeur d'un actif ou d'un portefeuille d'actifs et de passifs financiers compte tenu d'un horizon de détention et d'un intervalle de confiance.

La gestion globale des risques produit mensuellement un reporting détaillé qui retrace le calcul et l'évolution de la VaR et le contrôle des limites réglementaires et internes. Le modèle permet de faire du backtesting qui est une technique permettant de tester la validité du modèle de calcul de la VaR. Il consiste à se baser sur des opérations historiques de calcul de la VaR et voir par la suite si cette VaR encadrerait réellement la perte potentielle réalisée en la comparant au P&L théorique. Pour l'instant, le modèle VaR n'est pas encore implémenté dans le système d'information d'Attijariwafa Bank (sa mise en place se fera vers 2008-2009 avec l'application de la méthode interne relative à Bâle II).

Par ailleurs, la banque a instauré un système de limites internes pour mesurer et contrôler les risques de marché. Ces limites sont relatives au portefeuille de négociation, la position de change, matières premières et options de change.

1.1 Risque de taux

Le système bancaire est en proie à une baisse tendancielle des taux d'intérêt. Le rendement des crédits combiné au renchérissement des coûts des ressources affecte les marges d'intermédiation bancaire. La banque encourt le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les Produits Nets Bancaires prévisionnels.

Au 31/12/2005, la valeur de marché du portefeuille des Bons du Trésor s'élève à 4 059,8 millions de Dhs, avec une VaR de 4 146,9 milliers de Dhs. Les principaux instruments de couverture des taux utilisés sont les prêts/emprunts, les swaps de taux et les forwards rate agreements (FRA's). En l'absence d'outils de couverture, le risque de taux est géré en se basant sur l'optimisation des adossements des actifs et des passifs (gestion dynamique actif/passif) à travers l'orientation de la stratégie en matière de dépôts et de crédits.

1.2 Risque de change

Tout établissement bancaire encourt un risque de change. Celui-ci trouve son origine dans les différentes activités de la banque (participations, filiales à l'étranger, crédits en devises, titres en devises, emprunts en devises, swap²⁶, options de change, change à terme, etc). L'établissement bancaire peut constater une évolution des taux de change futurs en sa défaveur, et enregistrer en conséquence une réduction de sa marge prévisionnelle. Le risque de change de AWB peut être analysé selon le tableau suivant :

Devises	Position en devises au 29.12.2005	Contre-valeur (000 Dh) au 29.12.2005	% des fonds propres
USD	21 592	199 713	2,52%
EUR	50 246	548 108	6,92%
JPY	9 752	766	0,01%
CHF	237	1 663	0,02%
GBP	105	1 670	0,02%
CAD	21	166	0,00%
DKK	232 110	339 391	4,28%
NOK	882	1 206	0,02%
SEK	922	1 070	0,01%
DZD	2 073	261	0,00%
TND	-59	-401	0,01%
SAR	-221	-545	0,01%
KWD	13	411	0,01%
AED	132	332	0,00%
LYD	29	199	0,00%
MRO	10	-	0,00%

En milliers – Source : Attijariwafa bank

* Actifs - Passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme

La somme des positions de change au 31/12/2005 de la banque se présente comme suit :

- En terme de positions longues : 1 094 956 milliers de dhs ;
- En terme de positions courtes : -946 milliers de dhs.

²⁶ Dans le langage courant, le swap désigne un échange de flux financiers entre deux entités pendant une certaine période de temps.

Le risque total mesuré en VAR (Value at Risk) s'élève au 31/12/2005 à 285 421dh.

Le risque total s'élève à 1 095 902 Kdh, soit 13,8% des fonds propres comptables au 31/12/05, illustrant des positions limitées de la banque sur l'ensemble des devises.

2. RISQUE DE LIQUIDITE

L'activité de transformation propre aux établissements bancaires implique nécessairement un risque de liquidité. Les maturités des emplois et des ressources, toutes différentes les unes des autres, créent au sein du bilan de la banque des écarts entre volume d'actifs et de passifs qui sont à la source du risque de liquidité.

En cas de bouleversements structurels, la banque peut se trouver dans l'impossibilité de se procurer des liquidités dans des conditions normales de volume et de taux. Dans un pareil cas, les besoins de refinancement futurs peuvent réduire les marges prévisionnelles.

Le ratio de liquidité réglementaire²⁷ se présente comme suit :

Date	Ratio de liquidité Maroc	Ratio de liquidité agrégé
31 décembre 2002	121,8%	120,0%
31 mars 2003	118,8%	116,4%
30 juin 2003	120,3%	119,4%
30 septembre 2003	111,5%	113,2%
31 décembre 2003	106,5%	105,7%
31 mars 2004	100,4%	102,5%
30 juin 2004	110,9%	109,8%
31 décembre 2004	110,2%	110,5%
31 mars 2005	105,2%	105,7%
30 juin 2005	107,4%	106,4%
31 décembre 2005	77,0%	76,0%
31 mars 2006	92,8%	92,9%
30 juin 2006	87,2%	86,9%

Source : Attijariwafa bank

3. GESTION DU RISQUE DE CONTREPARTIE

Dans un contexte de profonds changements au Maroc que représentent la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement douanier et l'entrée en vigueur de plusieurs accords de libre-échange, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait davantage être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

Les engagements d'Attijariwafa bank totalisent 80,3 milliards de dirhams au 31 décembre 2005, avec un total des engagements de 14,3 Mrds concentré sur 8 bénéficiaires, soit 17,8%.

Pour gérer le risque de contrepartie, l'entité « Risque de crédit » au sein de la GGR a pour mission principale d'analyser et d'instruire les demandes de prise de risque émanant des différentes forces de vente du groupe. Elle a, en outre, pour prérogatives l'évaluation de la consistance et de la validité des garanties, l'appréciation du volume d'activité de la relation et le bien-fondé économique des financements sollicités. Chaque Business Unit est dotée d'une structure d'engagement et d'une structure de recouvrement clairement indépendantes et hiérarchiquement liées au pôle Gestion Globale des Risques.

²⁷ Rapport entre, d'une part, les éléments d'actif disponibles réalisables à court terme et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à court terme et les engagements par signature donnés.

3.1 Répartition des engagements de l'établissement au 31/12/2005

Par secteur d'activité

En plus de l'évaluation individuelle des contreparties, la politique des risques intègre une vision sectorielle des risques de contrepartie. La diversification sectorielle des risques est un des éléments majeurs de la politique des risques.

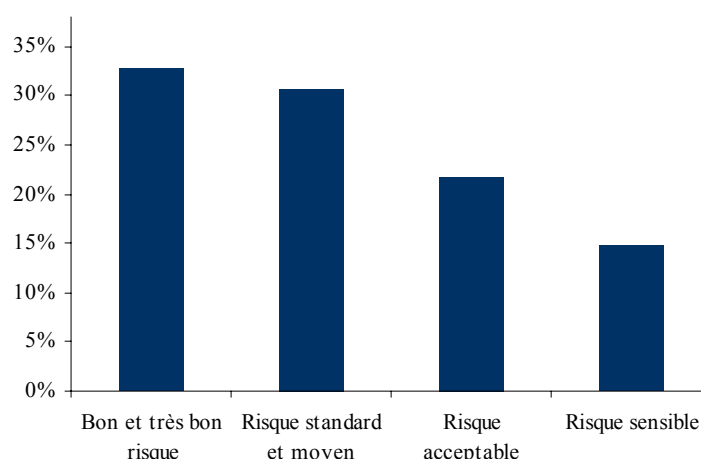
Les secteurs ressortant ainsi comme les plus représentés en matière d'engagements de crédit sont les établissements financiers (14,9%), le commerce (12,3%), l'industrie agroalimentaire (9,5%) et le BTP²⁸ (7,2%).

Par zone géographique

La répartition des engagements par zone géographique montre que l'exposition de la banque est très largement concentrée sur la région de Casablanca (78%) suivie de la région de Rabat (7%) et celle de Fès-Meknès alors que la région du Centre Rif Oriental ne représente que 2% des engagements.

Par qualité du portefeuille

Grâce à un dispositif de notation interne, les engagements commerciaux sur les entreprises sont accordés et suivis selon leur qualité. Environ un tiers des engagements est concentré sur les entreprises à bons et très bons risques. Quant aux risques sensibles, une attention particulière leur est accordée. Le graphique ci-dessous présente la répartition des engagements par classe de risque :



Source : Attijariwafa bank

3.2 Système de notation interne

Le Groupe développe un système de notation pour évaluer l'ensemble de ses contreparties. Ce système de notation est en phase avec les exigences de « Bâle II ». Ainsi, la mise en œuvre de l'approche de notation interne repose sur des exigences minimales qui permettent à chaque établissement de crédit de choisir les systèmes et les méthodes les mieux adaptés à son activité.

En effet, le système de notation doit être caractérisé par deux paramètres bien distincts : le risque de défaut de l'emprunteur et les facteurs spécifiques à la transaction. L'horizon temporel des évaluations du risque de défaut est estimé à 1 an.

Le modèle doit également avoir un caractère prédictif et prendre en compte le jugement humain tout en faisant l'objet d'une validation régulière et d'un suivi de ses performances.

En terme de documentation, la conception du système de notation et ses modalités opérationnelles doivent être formalisées. En particulier, les aspects différenciation du portefeuille, critères de notation, responsabilité des différents intervenants, fréquence de revue et implication du management doivent être traités de manière approfondie.

²⁸ Bâtiment et Travaux Publics.

Les données sur les principaux emprunteurs et les caractéristiques des facilités doivent être collectées et stockées.

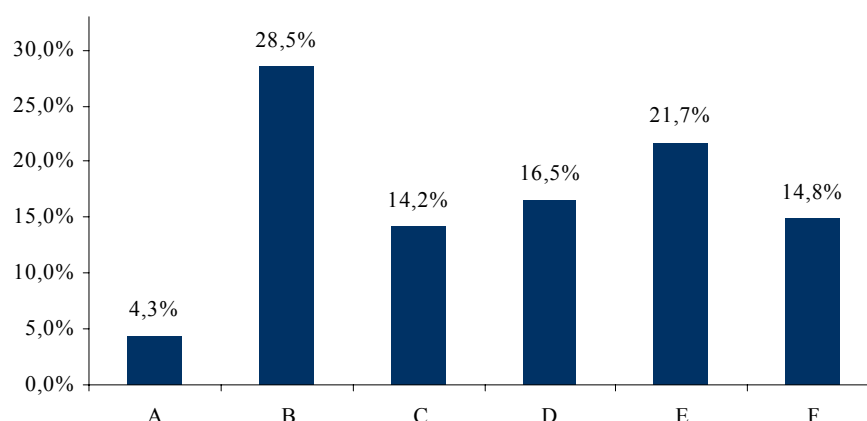
En outre, les banques doivent disposer d'un système solide pour valider l'exactitude et la cohérence des systèmes et procédures de notation et l'estimation de tous les grands facteurs de risque. Elles doivent démontrer à leur autorité de contrôle que leur processus de validation leur permet d'évaluer, de manière cohérente et significative, les performances de leurs systèmes internes de notation et d'appréciation du risque.

Pour le risque des entreprises d'Attijariwafa bank, l'échelle de notation globale est divisée en six intervalles. A chaque intervalle est associée une note qui correspond à un niveau de risque.

La notation proposée s'étage de la note « A » à la note « F », en plus d'une classe « X » correspondant aux dossiers en souffrance. Le niveau de risque correspondant à chaque note est spécifié dans le tableau suivant :

Note	Niveau de risque
A	Très bon
B	Bon
C	Moyennement-haut
D	Moyen
E	Moyennement-bas
F	Acceptable-supérieur

La répartition des engagements d'Attijariwafa bank, selon le système de notation interne, est présentée dans le graphique suivant :



Source : Attijariwafa bank

L'utilisation du système de notation interne dans les processus de gestion du risque de crédit est effective depuis le deuxième semestre 2004, à travers les systèmes de délégation et d'appréciation des risques. Il s'agit de système de délégation de compétences régissant le process de décision en matière de risques et reposant sur le double principe d'indépendance des risques et de collégialité dans la prise de risque.

Attijariwafa bank, pourra adopter, d'ici quelques années, l'approche de notation interne simple recommandée par « Bâle II ».

En effet, cette approche permet à chaque établissement bancaire de réaliser ses propres évaluations internes du risque de crédit et donc de mesurer un besoin en fonds propres reflétant plus précisément le profil de risque de l'établissement.

Les banques doivent classer leurs expositions au sein de 5 portefeuilles définis réglementairement mais calqués sur les pratiques actuelles des banques : Entreprises (dont les financements spécialisés), Souverains, Banques, Détail et Actions.

Pour chacun de ces portefeuilles, il y a trois éléments principaux :

- Un ensemble de paramètres d'appréciation du risque de crédit (la probabilité de défaillance, la perte en cas de défaillance, l'exposition à la défaillance, la maturité) fourni tout ou partie par la banque ;
- Une fonction de calcul des pondérations intégrant l'ensemble de ces paramètres ;
- Un nombre d'exigences minimales de qualité que doit remplir la banque souhaitant utiliser cette approche.

4. RISQUE DU MARCHE ACTIONS

Au 31/12/2005, le portefeuille de participations cotées de AWB se présente comme suit :

Dénomination	Nombre	Cours moyen pondéré	Valeur comptable (en Kdh)	Cours boursier au 29/12/2005	Valeur au 31/12/2005 (en Kdh)
ONA	244 324	619,7	151 411	1 069	261 182
SONASID	165 908	567,5	94 148	1 085	180 010
SNI	682	811,8	554	990	675
TOTAL			246 113		441 867

Source : Attijariwafa bank

La valeur nette comptable des titres de placement et d'investissement de AWB au 31/12/2005 en social ressort comme suit :

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus ou moins values latentes	Provisions
Titres de placement	17 117	17 090	-	-27,3	27,3
Bons et valeurs assimilées	12 760	12 758		-2,4	2,4
Autres titres de créance	1 356	1 356		-	-
Titre de propriété	1 689	1 665		-24,4	24,4
Obligations	1 312	1 312		-0,5	0,5
Titres d'investissement	3 960	3 960	-	-	-
Bons et valeurs assimilées	1 704	1 704			
Obligations					
Autres titres de créance	2 256	2 256			

Mdh – Source : Attijariwafa bank

Les moins values latentes sur titres de placement et d'investissement sont totalement provisionnées.

5. RISQUES REGLEMENTAIRES

Ratio de solvabilité

Attijariwafa bank dégage une assise financière solide lui permettant de faire face à l'ensemble de ses engagements, comme en atteste le ratio de solvabilité dégagé au 31/12/05 :

	Montant
Fonds propres – Mdh (1)	7 923
Risques pondérés – Mdh (2)	67 299
Ratio de solvabilité (1) / (2)	11,77%

Source : Attijariwafa bank

6. RISQUES SUR LA RENTABILITE

Dans le contexte actuel, la baisse généralisée des taux de base bancaire induit un accroissement de la concurrence entre établissements bancaires et un rétrécissement des marges d'intermédiation.

Une augmentation structurelle des ressources rémunérées dans l'ensemble du secteur bancaire implique un renchérissement du coût des dépôts du système bancaire.

7. RISQUE FISCAL

Attijariwafa bank encourt un risque de redressement fiscal relatif à l'ex-Wafabank et l'ex-Wafabank France, au titre des exercices antérieurs à la fusion.

V. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Suite à la fusion de la BCM et de Wafabank et conformément aux procédures fiscales, un contrôle fiscal portant sur les années 2001 à août 2004 a débuté courant 2005.

La banque a reçu une notification au titre de l'exercice 2001 en décembre 2005, celle relative aux années 2002 à août 2004 a été reçue en décembre 2006. Pour rappel, la notification fiscale a un caractère provisoire et est soumise à discussion entre l'entreprise et l'administration des impôts.

Ces notifications ont porté sur l'impôt sur les sociétés, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt sur le revenu.

A l'occasion de l'arrêté de l'exercice 2005, et par suite de la réception de la notification relative à l'exercice 2001, la banque a constitué une provision en phase avec les risques de redressement notifiés et énoncés par l'administration fiscale sur toute la période couverte par ce contrôle, c'est à dire pour les quatre années.

Dès la fin du contrôle et la réception de la notification relative aux exercices 2002 à 2004, la banque a entamé un processus de négociations avec l'administration fiscale, conformément aux pratiques en vigueur, afin d'aboutir dans les délais les plus courts à un dénouement de ce contrôle.

Ce processus de négociation est, à ce jour, à un niveau bien avancé et promet un aboutissement rapide et conforme au niveau des provisions pour risques constituées précédemment par la banque.

En conséquence, les résultats des exercices 2006 et 2007 tels que projetés ne seront pas impactés par ce contrôle fiscal

ANNEXES

I. DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

II. BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES EMISES

III. RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWAFABANK PAR STANDARD & POOR'S

I. DONNEES COMPTABLES ET FINANCIERES

1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES – COMPTES AGREGES

1.1 Présentation

Attijariwafa Bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que des succursales et agences établies au Maroc et à l'étranger, Paris et Bruxelles. Les opérations et soldes significatifs internes entre les entités Marocaines et les succursales à l'étranger sont éliminés.

1.2 Principes Généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa Bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

- 1- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédit immobilier et autres crédits pour la clientèle.
- 2- Les engagements par signature comptabilisés hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.
- 3- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
- 4- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- 1- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises ;
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de : 20 % pour les créances pré-douteuses, 50 % pour les créances douteuses, 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- 2- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit de leur encaissement.
- 3- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- 4- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connu une évolution favorable : remboursement effectif (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.

- 5- La banque a retenu, au titre des dispositions de l'article 22 de la circulaire n°19/G/2002, l'option d'anticiper la mise à niveau de la valeur des hypothèques relatives aux créances compromises. Cette mise à niveau, laquelle sera achevée fin 2007 s'est traduite par un impact sur le résultat d'environ 308 millions de dirhams.
- 6- La banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées. Cette opération a porté sur un montant de 1,2 milliards de dirhams, sans se traduire par un impact sur le résultat de l'exercice.

1.4 Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 Portefeuille titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

Au 31/12/2005, la banque n'a pas de titres classés en portefeuille de transaction.

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus values potentielles ne sont pas enregistrées.

Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

Pensions livrées

Les titres mis en pension sont maintenus au bilan ; le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

1.6 Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères (Succursale de Paris et de Bruxelles) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique. L'écart résultant de la correction (cours de clôture – cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

A l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat est converti au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

1.8 Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.9 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vies estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	NA
Immobilisations en recherche et développement	NA
Logiciels informatiques	6,67
Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeuble d'exploitation	25
Mobilier de bureau	6,67
Matériel informatique	6,67
Matériel roulant	5
Agencements, aménagements et installations	6,67

1.10 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Frais préliminaires	3
Frais d'acquisition des immobilisations	5
Frais d'émission des emprunts	NA
Prime d'émission ou de remboursement de titres de créances	NA
Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

1.11 Provision réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.12 Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.13 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES D'ATTIJARIWAFABANK

2.1 Bilan des 3 derniers exercices

ACTIF	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 548 678	13 777 710	12 681 402
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 023 037	14 326 708	19 345 594
A vue	5 288 654	5 935 043	9 719 917
A terme	3 734 382	8 391 665	9 625 677
Créances sur la clientèle	24 549 745	45 048 970	52 444 141
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 030 367	23 110 126	27 549 850
Crédits à l'équipement	7 310 596	10 949 242	12 698 330
Crédits immobiliers	2 799 545	8 563 431	10 325 788
Autres crédits	1 409 237	2 426 172	1 870 173
Créances acquises par affacturage			1 248 732
Titres de transaction et de placement	10 384 211	14 640 603	17 089 819
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 716 778	10 954 133	12 757 734
Autres titres de créance	649 964	3 058 711	2 667 385
Titres de propriété	17 468	627 760	1 664 700
Autres actifs	548 234	1 591 467	1 442 071
Titres d'investissement	2 693 933	4 316 225	3 959 896
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 819 528	2 549 961	1 704 067
Autres titres de créance	874 405	1 736 264	2 255 829
Titres de participation et emplois assimilés	2 990 813	5 554 723	5 709 436
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location		166 836	82 957
Immobilisations incorporelles	90 288	1 417 211	1 436 556
Immobilisations corporelles	1 654 996	2 494 215	2 517 950
TOTAL ACTIF	57 483 935	103 334 669	117 958 554
Kdh			

2.1 Bilan des 3 derniers exercices (suite)

PASSIF	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 346 517	3 805 495	4 506 911
A vue	780 896	1 548 387	3 115 805
A terme	1 565 621	2 257 108	1 391 106
Dépôts de la clientèle	48 014 115	85 135 761	98 475 272
Comptes à vue créditeurs	24 984 216	48 592 882	55 012 271
Comptes d'épargne	6 728 712	11 657 631	12 583 585
Dépôts à terme	15 050 162	20 989 975	27 926 634
Autres comptes créditeurs	1 251 025	3 895 272	2 952 782
Titres de créance émis			
Titres de créance négociables émis			
Emprunts obligataires émis			
Autres titres de créance émis			
Autres passifs	661 199	1 885 623	1 679 043
Provisions pour risques et charges	379 285	690 540	788 119
Provisions réglementées		110 000	175 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées			
Ecart de réévaluation	420	420	420
Réserves et primes liées au capital	4 180 192	9 019 087	9 115 920
Capital	1 368 514	1 929 960	1 929 960
Actionnaires, Capital non versé (-)			
Report à nouveau (+/-)	101 185	70 733	70 529
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)			
Résultat net de l'exercice (+/-)	432 509	687 050	1 217 380
TOTAL PASSIF	57 483 935	103 334 669	117 958 554
Kdh			

2.2 Hors Bilan des 3 derniers exercices

ENGAGEMENTS DONNES	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	3 969	32 532	
Engagements de financement en faveur de la clientèle	2 635 306	4 546 950	6 291 714
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 426 287	1 722 734	4 340 452
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 789 983	11 957 217	11 265 527
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Total	10 855 545	18 259 433	21 897 693

ENGAGEMENTS RECUS	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés			
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 774 721	9 196 626	10 511 330
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers		25 568	25 568
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			
Total	3 774 721	9 222 193	10 536 898

Kdh

2.3 Comptes de produits et de charges 2003-2005

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	348 757	455 306	691 304
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	1 764 452	2 224 966	3 475 852
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	649 502	675 451	812 766
Produits sur titres de propriété	63 280	103 367	128 011
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		33 072	93 757
Commissions sur prestations de service	307 289	468 199	630 619
Autres produits bancaires	186 106	337 759	491 605
TOTAL I	3 319 386	4 298 120	6 323 914
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établ. de crédit	70 713	112 993	197 443
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	604 067	744 636	1 106 197
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis			
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		25 296	83 879
Autres charges bancaires	108 660	180 381	301 998
TOTAL II	783 441	1 063 306	1 689 517
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 535 946	3 234 814	4 634 397
Produits d'exploitation non bancaire	35 507	78 733	133 712
Charges d'exploitation non bancaire	1 078	21 410	120
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	493 454	695 814	1 028 103
Impôts et taxes	28 507	32 653	57 233
Charges externes	401 246	609 583	861 749
Autres charges générales d'exploitation	8 217	4 276	1 682
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	177 777	223 654	291 839
TOTAL IV	1 109 202	1 565 980	2 240 606
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 083 823	1 065 989	911 109
Pertes sur créances irrécouvrables	623 393	813 134	1 384 345
Autres dotations aux provisions	197 392	226 951	349 293
TOTAL V	1 904 608	2 106 074	2 644 747
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Reprises de prov. pour créances & engagements par signature en souffrance	909 728	915 303	1 915 978
Récupérations sur créances amorties	8 970	27 735	23 655
Autres reprises de provisions	158 048	472 149	218 422
TOTAL VI	1 076 746	1 415 187	2 158 055
VII. RESULTAT COURANT	633 310	1 035 271	2 040 691
Produits non courants	11 276	44 349	19 975
Charges non courantes	62 577	61 319	141 602
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	582 009	1 018 301	1 919 064
Impôts sur les résultats	149 500	331 251	701 684
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	432 509	687 050	1 217 380
TOTAL PRODUITS	4 442 915	5 836 389	8 635 656
TOTAL CHARGES	4 010 404	5 149 340	7 418 276
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	432 509	687 050	1 217 380

Kdh

2.4 Etat des soldes de gestion 2003-2005

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
Intérêts et produits assimilés	2 762 711	3 355 723	4 979 922
Intérêts et charges assimilées	674 780	857 629	1 303 640
MARGE D'INTERET	2 087 931	2 498 094	3 676 282
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		33 072	93 757
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		25 296	83 879
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION		7 776	9 878
Commissions perçues	307 294	469 303	632 442
Commissions servies	468	4 083	2 930
MARGE SUR COMMISSIONS	306 826	465 220	629 512
Résultat des opérations sur titres de transaction			
Résultat des opérations sur titres de placement	35 747	38 093	89 764
Résultat des opérations de change	126 524	238 303	284 254
Résultat des opérations sur produits dérivés		-4 179	-7 692
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	162 271	272 217	366 326
Divers autres produits bancaires	68 549	121 434	143 554
Diverses autres charges bancaires	89 630	129 927	191 155
PRODUIT NET BANCAIRE	2 535 947	3 234 814	4 634 397
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-11 969	19 552	18 455
Autres produits d'exploitation non bancaire	35 507	56 393	131 553
Autres charges d'exploitation non bancaire	1 078	21 410	120
Charges générales d'exploitation	1 109 202	1 565 980	2 240 607
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 449 205	1 723 369	2 543 678
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-788 519	-936 085	-355 820
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-27 375	247 985	-147 168
RESULTAT COURANT	633 311	1 035 269	2 040 691
RESULTAT NON COURANT	-51 301	-16 970	-121 627
RESULTAT AVANT IMPOTS	582 010	1 018 299	1 919 064
Impôt sur les résultats	149 500	331 251	701 684
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	432 509	687 050	1 217 380
Kdh			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2003	2004	2005
Résultat net de l'exercice	432 509	687 050	1 217 380
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	177 777	223 654	291 839
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	18 843	6 339	
Dotations aux provisions pour risques généraux	143 650	104 834	94 786
Dotations aux provisions réglementées		110 000	175 000
Dotations non courantes	21 311	11 766	
Reprises de provisions	163 596	453 916	220 508
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1 221	15 273	35 221
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	1 078	8 230	120
Plus-values de cession des immobilisations financières		22 340	2 158
Moins-values de cession des immobilisations financières			
Reprises de subventions d'investissement reçues			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	630 353	660 345	1 521 238
Distribution des bénéfices	357 750	363 624	578 988
AUTOFINANCEMENT	272 603	296 720	942 249
Kdh			

2.5 Tableau des flux de trésorerie 2003-2005

	2003 BCM	2004 AWB	2005 AWB
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 256 106	4 194 753	5 879 285
2. (+) Récupérations sur créances amorties	8 970	27 735	23 655
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	40 014	119 220	102 035
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 582 766	-1 718 694	-2 449 297
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-1 078	-13 180	
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-934 462	-1 342 326	-1 948 971
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-149 500	-331 251	- 701 684
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	637 284	936 257	905 023
Variation des :			
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-2 736 488	-5 303 671	-5 018 886
9. (±) Créances sur la clientèle	-703 214	-20 499 225	- 8 643 902
10. (±) Titres de transaction et de placement	1 205 187	-4 256 392	-2 449 216
11. (±) Autres actifs	-181 532	-1 043 233	149 396
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location		-166 836	83 879
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-961 200	1 458 978	701 416
14. (±) Dépôts de la clientèle	5 094 275	37 121 646	13 339 511
15. (±) Titres de créance émis			
16. (±) Autres passifs	130 610	1 224 424	-206 580
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	1 847 638	8 535 691	-2 044 382
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	2 484 922	9 471 948	-1 139 359
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	342 881	164 169	227 774
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7 684	32 664	107 718
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-2 327 183	-4 412 651	201 616
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-106 801	-2 166 142	-43 080
21. (+) Intérêts perçus			
22. (+) Dividendes perçus	63 280	103 367	128 011
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-2 020 139	-6 278 593	622 039
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			
24. (+) Emission de dettes subordonnées			
25. (+) Emission d'actions	271 091	5 399 301	
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés			
27. (-) Intérêts versés			
28. (-) Dividendes versés	-357 750	-363 624	-578 988
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-86 659	5 035 677	-578 988
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	378 125	8 229 032	-1 096 308
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	5 170 553	5 548 678	13 777 710
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	5 548 678	13 777 710	12 681 402

Kdh

2.6 Tableau Etat des dérogations (A2) 2005

ETATS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCES DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	LES ETATS B32 -B33 -B34 NE PEUVENT ETRE PRESENTEES SOUS FORME AGREGEE EN RAISON DE LA DIFFERENCE DES LEGISLATIONS FISCALES ENTRE LE MAROC, LA BEGIQUE ET LA FRANCE	NEANT

2.7 Tableau Etat des changements de méthodes (A3) 2005

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCES SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

2.8 Tableau des créances sur les établissements de crédit et assimilés (B1) 2005

en milliers de Dh						
CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2005	Total 31/12/2004
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	12 636 265	177	306 325	1 435 980	14 378 747	14 330 870
VALEURS RECUES EN PENSION						686 360
- au jour le jour						686 360
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE			4 180 068	8 137 804	12 317 872	8 046 509
- au jour le jour						1 807 530
- à terme			4 180 068	8 137 804	12 317 872	6 238 979
PRETS FINANCIERS		1 300 000	3 612 366		4 912 366	3 973 692
AUTRES CREANCES		279 416	8 181	1 966	289 563	1 016 891
INTERETS COURUS A RECEVOIR			66 892	61 556	128 448	50 096
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	12 636 265	1 579 593	8 173 832	9 637 306	32 026 996	28 104 418

2.9 Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2003-2005

Exercice 2005

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2005
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	304 417	1 353 545	22 935 162	1 078 925	25 672 049
Comptes à vue débiteurs	304 417	1 353 545	6 794 385	1 078 925	9 531 272
Créances commerciales sur le Maroc			3 003 676		3 003 676
Crédits à l'exportation			1 300 990		1 300 990
Autres crédits de trésorerie			11 836 111		11 836 111
CREDITS A LA CONSOMMATION				1 524 838	1 524 838
CREDITS A L'EQUIPEMENT			12 551 789		12 551 789
CREDITS IMMOBILIERS			20 371	10 285 982	10 306 353
AUTRES CREDITS		204 031	456 438	6 433	666 902
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 248 732		1 248 732
CREANCES EN SOUFFRANCE	3 888	15 454	764 295	418 868	1 202 505
Créances pré-douteuses			39 789		39 789
Créances douteuses			14 690	134	14 824
Créances compromises	3 888	15 454	709 816	418 734	1 147 892
<u>SOUS-TOTAL</u>	308 305	1 573 030	37 976 787	13 315 046	53 173 168
INTERETS COURUS A RECEVOIR			500 835	18 870	519 705
<u>TOTAL GENERAL</u>	308 305	1 573 030	38 477 622	13 333 916	53 692 873

2.9 Tableaux des créances sur la clientèle (B2) 2003-2005 (suite)

Exercice 2004

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2004
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	1 146 661	480 075	18 967 644	880 621	21 475 001
Comptes à vue débiteurs	1 095 858	480 075	6 166 969	644 917	8 387 819
Créances commerciales sur le Maroc	3 534		2 773 501	416	2 777 451
Crédits à l'exportation	1 114		1 742 160	3 500	1 746 774
Autres crédits de trésorerie	46 155	-	8 285 014	231 788	8 562 957
CREDITS A LA CONSOMMATION			70 353	1 364 078	1 434 431
CREDITS A L'EQUIPEMENT	168 640		10 570 710	55 171	10 794 521
CREDITS IMMOBILIERS			499 172	8 032 942	8 532 115
AUTRES CREDITS		982 980	15 195	3 937	1 002 112
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					-
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	17 793	1 130 557	275 710	1 424 060
Créances pré-douteuses			21 298	4 744	26 042
Créances douteuses			143 638	3 470	147 108
Créances compromises		17 793	965 621	267 496	1 250 910
<u>SOUS-TOTAL</u>	1 315 301	1 480 848	31 253 631	10 612 460	44 662 239
INTERETS COURUS A RECEVOIR					386 730
<u>TOTAL GENERAL</u>	1 315 301	1 480 848	31 253 631	10 612 460	45 048 970

Exercice 2003

en milliers de Dh

CREANCES	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2003
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE	
CREDITS DE TRESORERIE	570 710	308 016	10 659 148	859 375	12 397 249
Comptes à vue débiteurs	292 598	308 016	4 349 563	600 144	5 550 321
Créances commerciales sur le Maroc	17 196		1 704 164	85	1 721 445
Crédits à l'exportation	903		941 260	3 500	945 663
Autres crédits de trésorerie	260 013		3 664 162	255 646	4 179 821
CREDITS A LA CONSOMMATION	154		7 335	428 355	435 844
CREDITS A L'EQUIPEMENT	238 859		6 948 303	54 464	7 241 626
CREDITS IMMOBILIERS			617 223	2 172 901	2 790 124
AUTRES CREDITS			277 961	1 230	279 191
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					
CREANCES EN SOUFFRANCE		3 571	870 088	254 330	1 127 989
Créances pré-douteuses			13 400	5 283	18 683
Créances douteuses			856 688	249 047	1 109 306
Créances compromises		3 571			
<u>SOUS-TOTAL</u>	809 723	311 587	19 380 058	3 770 654	24 272 023
INTERETS COURUS A RECEVOIR					277 723
<u>TOTAL GENERAL</u>	809 723	311 587	19 380 058	3 770 654	24 549 745

2.10 Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2003-2005

Exercice 2005

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 308 149	4 294 944				
OGM	Holding	885 000	100,00%	2 047 900	2 047 900	31/12/2005	967 287	48 242	
ATTIJARI FINANCES	Banque d'affaire	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/2005	199 188	136 062	
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000	100,00%	30 000	24 000	31/12/2005			
WAFI GESTION	Gestion d'actif	4 000	66,00%	236 369	236 369	31/12/2005	162502	36712	
BCM CORPORATION	Holding	200 000	100,00%	199 995	199 995	31/12/2005	203500	-43	
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000	99,99%	9 999	3 999	31/12/2005	17021	12992	
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000	49,98%	4 998	4 210	31/12/2005	8391	-20	
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000	80,75%	3 230	2 813	31/12/2005	3597	1190	
SOMGETI	Informatique	300	99,40%	99	99	31/12/2005	711	-24	
AGENA MAGHREB	Vente de matériel informatique	11 000	74,96%	33	33	31/12/2005	-6597	-9	
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500	100,00%	1 675	1 675	31/12/2005			
MEDI TRADE	Trading	1 200	20,00%	240	240	31/12/2005	688	10	
S C I AL MIFTAH	Immobilier	100	100,00%	244	244	31/12/2005	67	-20	
S.M.A.O.		1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/2005	1171	23	
WAFABAIL	Crédit-bail	150 000	57,83%	86 983	86 983	31/12/2005	152381	50000	
WAFI BOURSE	Intermédiation de bourse	20 000	99,67%	40 223	40 223	31/12/2005			
WAFI COMMUNICATION	Communication	3 000	91,28%	2 550	2 550	31/12/2005	1348	-937	
WAFI FONCIERE.	Gestion immobilière	17 000	56,67%	3 700	3 700	31/12/2005	2393	-290	
WAFI INVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	39 999	100,00%	40 456	40 456	31/12/2005	8206	-606	
WAFI PATRIMOINE	Gestion de patrimoine	10 000	66,00%	1 700	1 700	31/12/2005			
WAFI SYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatiques	5 000	99,88%	4 994	4 994	31/12/2005	11395	898	
WAFI SYSTEMES DATA	Informatique	1 496	100,00%	1 500	1 500	31/12/2005	5115	665	
WAFI SYSTEMES FINANCE	Ingénierie Informatique	1 997	100,00%	2 066	2 066	31/12/2005	5283	681	
WAFI TRUST	Conseil et Ingénierie financière	5 000	66,00%	3 980	3 980	31/12/2005			
WAFI LLD	Leasing	15 500	100,00%	20 000	20 000	31/12/2005			
ATTIJARI INVEST.		5 000	100,00%	1 250	1 250	31/12/2005			
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000 \$	50,00%	13 181	13 181	31/12/2005	48732	2999	
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	125 000	100,00%	179 224	179 224	31/12/2005	142665	9633	
WAFI IMMOBILIER	Immobilier	40 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2005	68842	15128	
WAFI SALAF	Crédit à la consommation	113 081	65,94%	824 788	824 788	31/12/2005	540124	139395	
WAFI CASH	Monétique	35 050	98,46%	318 744	318 744	31/12/2005	174664	38071	

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
ATTIJARIWABA BANK SENEGAL	Banque	2 100 000 FCFA	100,00%	40 362	40 362	31/12/2005			
ANDALU MAGHREB	Holding	1 000 Euro	68,68%	10 906	10 906	31/12/2005	10 909		
Autres titres de participation et emplois assimilés				1 466 321	1 414 492				
ONA	Holding	1 739 195	2,41%	151 411	151 411	31/12/2005			
SONASID	Métallurgie	390 000	4,25%	94 148	94 148	31/12/2005			
SNI	Holding	1 090 000		554	554	31/12/2005			
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2005			
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000	14,99%	39 140	39 140	31/12/2005			
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000	33,34%	34 670	34 670	31/12/2005			
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	25,72%	28 309	28 309	31/12/2005			
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	1 840	31/12/2005			
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	Edition	3 000	8,68%	400	400	31/12/2005			
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2005			
CAPRI	Immobilier	124 000	100,00%	172 400	122 000	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	11,20%	10 999	10 838	31/12/2005			
BOUZNKA MARINA	Promotion Immobilière	1 000	50,00%	500	500	31/12/2005			
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000	12,28%	5 650	5 284	31/12/2005			
DAR ADDAMANE (CAPITAL)	Institution de Garantie	1 915		1 915	1 915	31/12/2005			
CENTRE MONETIQUE INTRBANCAIRE	Monétique	11 000		11 000	11 000	31/12/2005			
G.P.B.M.	Groupement professionnel des Banques	2 267		2 267	2 267	31/12/2005			
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution	6 500	15,25%	991	991	31/12/2005			
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prestation de service	215 000		2 500	2 500	31/12/2005			
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 TND	10,00%	2 584	2 584	31/12/2005			
Autres titres de participations				36 221	36 221	31/12/2005			
C/C associés				809 110	809 110				
Autres emplois assimilés				25 998	25 455				
Total Général				5 774 470	5 709 436				

2.10 Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2003-2005 (suite)

Exercice 2004

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
							Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées				4 441 084	15 155	4 424 483		1 828 201	39 684	72 085
OGM	Holding	885 000 000,00	100,00%	2 047 900	0	2 047 900	31/12/2004	918 372	13 478	0
BCM CORPORATION	Holding	200 000 000,00	100,00%	199 995	0	199 995	31/12/2004	205 858	42 991	0
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000 000,00	99,99%	9 999	6 450	3 550	31/12/2004	3 198	831	0
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000 000,00	49,98%	4 998	788	4 210	31/12/2004	8 437	25	0
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000 000,00	80,75%	3 230	1 917	1 313	31/12/2004	1 666	741	0
SOMGETI	Informatique	300 000,00	99,40%	99	0	99	31/12/2004	855	680	0
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000 000,00S	50,00%	13 181	0	13 181	31/12/2004	40 221	364	1 086
ATTIJARI FINANCES	Banque d'affaire	10 000 000,00	99,99%	9 999	0	9 999	31/12/2004	14 736	49 656	26 000
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	125 000 000,00	100,00%	179 224	0	179 224	31/12/2004	132 874	7 530	44 999
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000 000,00	100,00%	30 000	6 000	24 000		0	0	0
BANQUE DU SENEGAL	Banque	2000000000 CFA	100,00%	35 979	0	35 979		0	0	0
WAFI GESTION	Gestion d'actif	4 000 000,00	65,00%	191 989	0	191 989	31/12/2004	42 604	20 185	0
WAFI IMMOBILIER	Immobilier	40 000 000,00	99,99%	164 364	0	164 364	31/12/2004	40 417	9 765	0
WAFI SALAF	Crédit à la consommation	113 080 800,00	65,44%	819 414	0	819 414	31/12/2004	351 711	49 019	0
WAFI CASH	Monétique	35 050 000,00	96,99%	318 744	0	318 744	31/12/2004	67 254	56 836	0
CREDIT DU MAROC	Etablissement de crédit		10,00%	371 604	0	371 604		0	0	0
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution		15,25%	991	0	991		0	0	0
FONDS DE PLACEMENT	Fonds de placement		99,96%	2 555		1 109	31/12/2004		-212 416	
Autres titres de participation dans les entreprises liées				36 818		36 818		0	0	0
Autres titres de participation				786 446	51 286	735 024		124 389	-134 151	21 858
SNH	Holding	1 090 000 000,00		554	0	554		0	0	17
SALIMA HOLDING	Holding	200 000 000,00	10,00%	20 000	359	19 641		0	0	0
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000 000,00	14,99%	39 140	0	39 140		0	0	0
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000 000,00	33,34%	34 670	0	34 670		0	0	0
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000 000,00	17,15%	28 309	0	28 309		0	0	0
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500 000,00	16,00%	1 840	0	1 840		0	0	0
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER	Promotion Immobilière	60 428 600,00	22,69%	13 714	0	13 714		0	0	0
CAPRI	Immobilier	124 000 000,00	100,00%	172 400	50 400	122 000	31/12/2004	124 389	-134 151	0
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200 000,00	11,20%	10 999	161	10 838		0	0	0
BOUZNKA MARINA	Promotion Immobilière	1 000 000,00	50,00%	500	0	500		0	0	0
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000 000,00	12,28%	5 650	366	5 284		0	0	0
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	3 000 000,00TND	10,00%	2 583	0	2 583		0	0	0
DINERS CLUB DU MAROC	gestion cartes de paiement		100,00%	1 675	0	1 675		0	0	0
MEDI TRADE	Trading		20,00%	240	0	240		0	0	0
S C I A L MIFTAH	Immobilier		100,00%	244	0	244		0	0	0
WAFABAIL	Credit - bail		97,83%	86 983	0	86 983		0	0	0
WAFI BOURSE	Inter bourse		100,00%	37 957	0	37 957		0	0	0
WAFI COMMUNICATION	COMMUNICATION		98,00%	2 550	0	2 550		0	0	0
WAFI FONCIERE.	Ingénierie financière		100,00%	3 700	0	3 700		0	0	0
WAFI INVESTISSEMENT	Holding		100,00%	40 456	0	40 456		0	0	0
WAFI PATRIMOINE	Gestion du patrimoine		100,00%	1 700	0	1 700		0	0	0
WAFI SYSTEMES CONSULTING	Conseil informatique		99,88%	4 994	0	4 994		0	0	0
WAFI SYSTEMES DATA	Informatique		100,00%	1 500	0	1 500		0	0	598
WAFI SYSTEMES FINANCE	Ingénierie Informatique		100,00%	2 066	0	2 066		0	0	0
WAFI TRUST	Conseil informatique et finance		66,00%	3 980	0	3 980		0	0	0
WAFI LLD	Sté de leasing		100,00%	20 000	0	20 000		0	0	0
Autres titres de participation				248 044		247 908				21 243
Emplois assimilés				405 353	10 137	395 217		0	0	5 105
C/C associé				392 059		382 465				5 105
Autres emplois assimilés				13 295		12 752				
TOTAL				5 632 883	76 578	5 554 723	0,00	1 952 589	-94 467	99 048

2.10 Tableaux des titres de participation et emplois assimilés (B6) 2003-2005 (suite)

Exercice 2003

en milliers de Dh

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
A - Participations dans les entreprises liées				2 355 649	2 346 495				40 068
OGM	Holding		100,00%	2 081 520	2 081 520				12 947
SOMACOVAM			100,00%	30 000	30 000				
BCM CORPORATION	Holding	200 000	100,00%	199 995	199 995	31/12/2003	205 858	5 953	
ATT. INTERNATIONAL BANK	Banque off shore	3 000\$	50,00%	13 181	13 181				1 121
ATT. FINANCES	Banque d'affaire	10 000	99,99%	9 999	9 999				26 000
ATT. CAPITAL RISQUE	Capital risque	10 000	99,99%	9 999	3 550				
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	Capital développement	10 000	49,98%	4 998	4 210				
ATT. PROTECTION	Sécurité	4 000	81,00%	3 230	1 313	31/12/2003	1 614	-632	
STE GENERALE DE TECHNOLOGIE	Services	200	49,90%	100	100				
SOMGETI	Informatique	100	99,40%	99	99	31/12/2003	855	1 319	
PARIS CASA FINANCES	Société de portefeuille	229 EURO	99,96%	2 527	2 527	31/12/2002		-290	
B - Autres titres de participation				649 303	598 017				19 768
BANQUE D'AFFAIRES TUNISIENNE	Banque	3 000TND	10,00%	2 583	2 583				
SALIMA HOLDING	Holding	200 000	10,00%	20 000	19 641	31/12/2003	36 061	-8 574	
STE HOSPITALY HOLDING	Tourisme	101 000	14,99%	15 140	15 140				
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	104 000	33,34%	34 670	34 670				
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	105 000	17,00%	18 000	18 000				
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	1 840				
SAPINO	Promotion Immobilière	60 429	23,00%	13 714	13 714	31/12/2003	61 058	321	
ANARIM	Société de portefeuille	1 000	33,00%	330	330				
STE MAGHREB COMMUNICATION	Communication	100	49,90%	50	50				
CAPRI	Immobilier	124 000	100,00%	172 400	122 000	31/12/2003	-5 523	-7 065	
COMIL	Industrie du liège	900	10,00%	90	90				
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	11,00%	10 999	10 838				
BOUZNKA MARINA	Promotion Immobilière	1 000	50,00%	500	500				
MOROCCAN INFORMATION TECHNOPARK	Prestation de service	46 000	12,00%	5 650	5 284				
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION				353 337	353 337				19 768
C - Emplois assimilés				59 991	46 302				1 136
Divers C/C associés				47 654	34 508				1 136
Autres titres immobilisés				12 337	11 794				
T046 Total Général				3 064 943	2 990 813				60 972

2.11 Tableau des immobilisations données en crédit-bail en location avec option d'achat et en location simple (B8) 2005

en milliers de Dh

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisiti ons au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	341 020	0	0	341 020	83 878	258 062	0	0	0	82 958
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	315 373	0	0	315 373	80 722	237 781	0	0	0	77 592
- Crédit-bail mobilier en cours	315 373	0		315 373	80 722	237 781				77 592
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647	0	0	25 647	3 156	20 281	0	0	0	5 366
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué	25 647	0		25 647	3 156	20 281				5 366
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	341 020	0	0	341 020	83 878	258 062	0	0	0	82 958

2.12 Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles (B9) 2005

en milliers de Dh

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions en cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et Provisions					Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations aux titres de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	autres variations	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 497 427	54 336	3 385	1 548 378	71 943	39 908	29	111 822		1 436 556
- Droit au bail	146 485	11 961		158 446						158 446
- Immobilisations en recherche et développement										
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	1 350 942	42 375	3 385	1 389 932	71 943	39 908	29	111 822		1 278 110
- Immobilisations incorporelles hors exploitation										
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 089 072	350 988	81 856	4 358 204	1 611 852	232 161	3 759	1 840 254		2 517 950
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 508 773	118 553	5 447	1 621 879	268 265	49 533	1 888	315 910		1 305 969
. Terrain d'exploitation	201 767	24 172	400	225 539						225 539
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	1 207 584	94 381	1 447	1 300 518	225 288	46 540	16	271 812		1 028 706
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	99 422	-	3 600	95 822	42 977	2 993	1 872	44 098		51 724
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	1 281 164	78 499	4 387	1 355 276	854 155	124 927	1 461	977 621		377 655
. Mobilier de bureau d'exploitation	259 550	16 593	622	275 521	190 494	17 173		207 667		67 854
. Matériel de bureau d'exploitation	624 021	26 766	-	650 787	433 556	59 171	244	492 483		158 304
. Matériel Informatique	384 027	33 302	3 181	414 148	218 930	46 287	1 050	264 167		149 981
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	13 566	1 838	584	14 820	11 175	2 296	167	13 304		1 516
. Autres matériels d'exploitation										
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	593 121	50 117	1 442	641 796	395 787	23 862		419 649		222 147
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS	706 014	103 819	70 580	739 253	93 645	33 839	410	127 074		612 179
. Terrains hors exploitation	200 393	76 879	53 950	223 322						223 322
. Immeubles hors exploitation	328 292	24 277	15 805	336 764	31 944	12 687	410	44 221		292 543
. Mobilier et matériel hors exploitation	31 346	343			26 992	2 677		29 669		2 020
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	145 983	2 320	825	147 478	34 709	18 475		53 184		94 294
Total	5 586 499	405 324	85 241	5 906 582	1 683 795	272 069	3 788	1 952 076		3 954 506

2.13 Tableau des plus ou moins-values sur cessions ou retraits d'immobilisations (B 9 bis) 2005

en milliers de Dh							
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
01/01/2005	PROP. COLLINE 39 TF N° 329/47	5 391	346	5 045	7 287	2 242	
	TERRAIN	5 045	0	5 045			
	F. D'ACQUISITION	346	346	0			
30/06/2005	PROP. COMANA TF N° 42698/C	4 280	2 152	2 128	3 000	872	
	TERRAIN	400	0	400			
	CONSTRUCTION	3 600	1 872	1 728			
	F. D'ACQUISITION	280	280	0			
21/10/2005	PROP HADANA 104 TF N° 3046/47	1 841	92	1 749	2 688	939	
	TERRAIN	1 706	0	1 706			
	F. D'ACQUISITION	135	92	43			
01/11/2005	HAD SOUALEM TF N° 6874/C & TF N° 3647/D	43 571	1 526	42 045	68 164	26 119	
	TERRAINS	40 872	0	40 872			
	F. D'ACQUISITION	2 699	1 526	1 173			
18/04/2005	PPTE MEFTAH EL KHEIR TF 80795/03	421	6	415	450	35	
	APPARTEMENT	421	6	415			
18/04/2005	PPTE CITRONNIER TF 80804-03	466	6	460	528	68	
	APPARTEMENT	466	6	460			
18/04/2005	PPTE RIF TF 80812-03	413	6	407	500	93	
	APPARTEMENT	413	6	407			
18/04/2005	BUREAU 43-43A IMM MARATLAS TF 20827-32	380	5	375	385	10	
20/01/2005	BUREAU 37-37A IMM MARATLAS TF 20817-32	420	6	414	430	16	
20/01/2005	BUREAU 30-30A IMM MARATLAS TF 20817-32	580	8	572	620	48	
31/03/2005	PPTE YEM 11/81 TF 16193-32	520	7	513	590	77	
31/03/2005	PPTE AMINE 2&7 TF 33070/04	275	4	271	457	186	
31/01/2005	APPT 33 IMM PASSY AFSA TF 6142-46	1 242	17	1 225	1 490	265	
31/03/2005	APPT 34 IMM PASSY AFSA TF 6141-46	1 089	15	1 074	1 100	26	
08/12/2005	APPT 42 IMM PASSY AFSA TF 6131/46	1 065	50	1 015	1 100	85	
31/03/2005	IMM. ATLANTIC RABAT	7 172	115	7 057	7 910	861	-8
31/03/2005	IMM. AFAK RABAT	4 227	168	4 059	5 398	1 339	
23/12/2005	AGENCE EL MANAR TF 63384/1	1 190	16	1 174	1 500	326	
26/01/2005	MATERIELS INFORMATIQUES	3 242	1 080	2 162	2 140	54	-76
	TPE	3 242	1 080	2 162			
11/02/2005	VEHICULES DE FONCTION	584	167	417	1 981	1 601	-37
	44 VEHICULES	584	167	417			
		78 369	5 792	72 577	107 718	35 262	-121

2.14 Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés (B10) 2005

en milliers de Dh

DETTE	BAM, TRESOR PUBLIC ET SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	BANQUES AU MAROC	AUTRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CREDIT A L'ETRANGER	31/12/2005	31/12/2004
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		11 255	131 135	1 140 624	1 283 014	915 987
VALEURS DONNEES EN PENSION	53 529				53 529	
AU JOUR LE JOUR						
A TERME	53 529				53 529	
EMPRUNTS DE TRESORERIE		1 000 000		1 750 913	2 750 913	2 469 610
AU JOUR LE JOUR						542 260
A TERME		1 000 000		1 750 913	2 750 913	1 927 350
EMPRUNTS FINANCIERS	9 763			200 067	209 830	239 238
AUTRES DETTES	14 874	167 570			182 444	162 580
<u>SOUS-TOTAL</u>	78 166	1 178 825	131 135	3 091 604	4 479 730	3 787 415
INTERETS COURUS A PAYER		18 371		8 810	27 181	18 081
<u>TOTAL GENERAL</u>	78 166	1 197 196	131 135	3 100 414	4 506 911	3 805 496

2.15 Tableau des dépôts de la clientèle (B11) 2005

en milliers de Dh

DEPOTS	SECTEUR PUBLIC	SECTEUR PRIVE			31/12/2005	31/12/2004
		ENTREPRISES FINANCIERES	ENTREPRISES NON FINANCIERES	AUTRE CLIENTELE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	565 179	930 742	11 636 860	41 860 765	54 993 546	48 591 781
COMPTES D'EPARGNE				12 515 067	12 515 067	11 614 996
DEPOTS A TERME		766 400	10 103 303	15 368 185	26 237 888	20 760 566
AUTRES COMPTES CREDITEURS	9 370	1 554 052	2 679 586	146 005	4 389 013	3 895 272
<u>SOUS-TOTAL</u>	574 549	3 251 194	24 419 749	69 890 022	98 135 514	84 862 615
INTERETS COURUS A PAYER				339 758	339 758	273 146
<u>TOTAL GENERAL</u>	574 549	3 251 194	24 419 749	70 229 780	98 475 272	85 135 761

2.16 Tableaux des provisions (B14) 2003-2005

Exercice 2005

en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2004	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2005
<u>PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:</u>	5 303 721	857 220	1 912 999	25 274	4 273 216
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	5 183 591	837 655	1 904 866	25 555	4 141 935
Titres de placement	30 635	1 592	4 600	- 348	27 279
Titres de participation et emplois assimilés	78 161		1 949	67	76 279
Immobilisations	11 334				
Autres actifs		17 973	1 584		27 723
<u>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</u>	800 540	422 747	233 142	- 27 026	963 119
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	133 401	73 454	11 112	- 25 283	170 460
Provisions risques de change	2 616		-		2 616
Provisions risques généraux	384 353	94 905	57 193		422 064
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	15 881	27 853	20 765	16 845	39 814
Provisions autres risques et charges	154 290	51 535	34 072	- 18 588	153 165
Provisions réglementées	110 000	175 000	110 000		175 000
<u>TOTAL GENERAL</u>	6 104 261	1 279 967	2 146 141	- 1 752	5 236 335

2.16 Tableau des provisions (B14) 2003-2005 (suite)

Exercice 2004

en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2003	Dotations	Reprises	Autres variations (*)	Encours 31/12/2004
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	2 706 908	989 444	926 563	2 533 932	5 303 721
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 597 573	966 092	912 761	2 532 687	5 183 591
Titres de placement	34 271	6 614	10 250		30 635
Titres de participation et emplois assimilés	74 129	6 339	3 552	1 245	78 161
Immobilisations	934	10 400			11 334
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	379 284	332 275	482 068	571 050	800 540
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature	28 302	99 897	2 542	7 744	133 401
Provisions risques de change	3 573		957		2 616
Provisions risques généraux	259 215	104 834	122 804	143 107	384 353
Provisions pensions de retraite et obligations similaires	34 193	3 306	21 618		15 881
Provisions autres risques et charges	54 001	14 238	334 147	420 199	154 290
Provisions réglementées		110 000			110 000
TOTAL GENERAL	3 086 192	1 321 719	1 408 631	3 104 982	6 104 261

(*) : comprennent le stock de provisions de l'ex WAFABANK

Exercice 2003

en milliers de Dh

PROVISIONS	Encours 31/12/2002	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2003
PROVISION DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	2 553 904	1 085 548	918 469	-14 075	2 706 908
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 405 426	1 055 521	863 598	224	2 597 573
Titres de placement	26 006	10 250	1 985		34 271
Titres de participation et emplois assimilés	62 160	18 843	6 874		74 129
Immobilisations		934			934
Autres actifs	60311		46012	-14299	
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	283 947	228 161	156 839	24 015	379 284
Provisions risques d'exécution d'engagements par signature		28 302			28 302
Provisions risques de change		3 573			3 573
Provisions risques généraux	206 448	143 650	91 173	290	259 215
Provisions pensions de retraite et obligations similaires		24 842		9 351	34 193
Provisions autres risques et charges	17 500	27 794	5 666	14 373	54 001
Provisions réglementées	60 000		60 000		
TOTAL GENERAL	2 837 851	1 313 710	1 075 308	9 939	3 086 192

2.17 Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie (B 21) 2005

en milliers de Dh

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES			
AUTRES TITRES		N/D	
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES			
TOTAL			

VALEURS ET SURETES DONNEES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes et des engagements par signature reçus couverts
BONS DE TRESOR ET VALEURS ASSIMILES			
AUTRES TITRES			
HYPOTHEQUES			
AUTRES VALEURS ET SURETES REELLES	168 780	AUTRES VALEURS ET SURETES	
TOTAL	168 780		-

2.18 Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire (B23) 2003-2005

Exercice 2005

en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
8	14 339 124

Exercice 2004

en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
7	11 104 367

Exercice 2003

en milliers de Dh

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
3	3 586 440

2.19 Tableau de répartition du capital (C1) 2005

Exercice 2005

Montant du capital :	DH : 1.929.959.600			
Montant du capital social souscrit et non appelé :	DH : 0			
Valeur nominale des titres :	DH : 100			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue
		Exercice précédent	Exercice actuel	%
<u>A- ACTINNAIRES MAROCAINS</u>				
* FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS & IMMOBILIERS.....	C/° ONA 61 rue d'Alger CASA	2 831 833	2 831 833	14,67%
* ONA	C/° ONA 61 rue d'Alger CASA	2 865 033	2 865 033	14,85%
* AL WATANIYA	83 avenue des FAR CASA	1 005 894	955 894	4,95%
* WAFACORP	42 BD ABDELKRIM AL KHATTABI CASA	904 953	711 953	3,69%
* Wafa ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	854 172	844 505	4,38%
* GROUPE MAMDA & MCMA	16 Rue abou Inane RABAT	1 499 404	1 499 404	7,77%
* AXA ASSURANCES MAROC	120 Avenue Hassan II CASA	726 018	726 018	3,76%
* S.N.I	ANGLE RUES D'ALGER ET DUHAUME CASA	673 203	673 203	3,49%
* CDG	140 Place My EL Hassan RABAT	466 781	462 259	2,40%
* CIMR	Bd Abdelmoumen CASA	462 070	462 070	2,39%
* OPCVM		608 543	618 175	3,20%
* DIVERS ACTIONNAIRES MAROCAINS		2 168 514	2 254 097	11,68%
TOTAL - I		15 066 418	14 904 444	
<u>B - ACTINNAIRES ETRANGERS</u>				
*SANTUSA HOLDING	Paseo de La Castellana N° 24 Madrid (Espagne)	2 794 599	2 808 581	14,55%
*CREDITO ITALIANO	IPiazza Corduzio 2010 Milan (Italie)	397 500	397 500	2,06%
*CORPR. FINAC. CAJA DE MADRID	Eloy Gonzalo N° 10 - 28010 Madrid (Espagne)	660 465	660 465	3,42%
*FININVEST	91/93 BD PASTEUR 6EME ETAGE BUREAU 30615 Paris (France)	277 200	277 200	1,44%
*DIVERS ACTIONNAIRES ÉTRANGERS		103 414	251 406	1,30%
TOTAL - II		4 233 178	4 395 152	
TOTAL		19 299 596	19 299 596	100,00%

2.20 Tableau d'affectation des résultats (C2) 2003-2005

Exercice 2005

en milliers de Dh

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	70 733	Réserve légale	34 276
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	578 988
Résultat net de l'exercice	687 050	Autres réserves	73 990
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	70 529
Autres prélèvements			
TOTAL A	757 783	TOTAL B	757 783

2.20 Tableau d'affectation des résultats (C2) 2003-2005 (suite)

Exercice 2004

en milliers de Dh

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	101 185	Réserve légale	4 351
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	363 624
Résultat net de l'exercice	432 509	Autres réserves	62 255
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	70 733
Autres prélèvements (*)	-32 730		
TOTAL A	500 964	TOTAL B	500 964

(*) : comprennent en plus des écarts de conversion, le report à nouveau de WAFABRUXELLES

Exercice 2003

en milliers de Dh

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	79 369	Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	357 750
Résultat net de l'exercice	45 503	Autres réserves	
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	101 185
Autres prélèvements (*)	334 063		
TOTAL A	458 935	TOTAL B	458 935

(*) : il s'agit des prélèvements des réserves pour 329.856 KDH et des écarts de conversion pour 4.207 KDH

2.21 Tableau des datations et évènements postérieurs au dernier exercice clos (C4) 2005

Exercice 2005

I. DATATION

Date de clôture : 31 Décembre 2005

Date d'établissement des états de synthèse : Mars 2006

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements	
	Favorables	NEANT
	Défavorables	NEANT

3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION – COMPTES CONSOLIDES

3.1 Principes Généraux

La présentation des états de synthèse consolidés du groupe Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les comptes consolidés sont établis sur la base des comptes sociaux de chacune des entités entrant dans le périmètre de consolidation.

3.2 Principales méthodes d'évaluation

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers, autres crédits, opérations de crédit bail et de location, créances acquises par affacturage pour la clientèle.

Créances en souffrance

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de 20%, 50% ou 100% pour respectivement les créances pré-douteuses, douteuses et compromises.

Les provisions relatives aux risques de crédit sont déduites des postes d'actif concernés. Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

Il est noté que Attijariwafa bank a retenu, au titre des dispositions de l'article 22 de la circulaire n°19/G/2002, l'option d'anticiper la mise à niveau de la valeur des hypothèques relatives aux créances compromises. Cette mise à niveau, laquelle sera achevée fin 2007 s'est traduite par un impact sur le résultat d'environ 308 millions de dirhams.

Aussi, la banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées. Cette opération a porté sur un montant de 1,2 milliards de dirhams, sans se traduire par un impact sur le résultat de l'exercice.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Portefeuille titres de transaction, de placement et d'investissement

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit. Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titres de créances ou titres de propriété), et d'autre part, en fonction de l'intention (titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement).

Provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

3.3 Principes et modalités de consolidation

Les règles appliquées pour l'établissement des comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank sont celles préconisées par les dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédits.

Le périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est constitué par la société mère Attijariwafa bank et les sociétés sous contrôle exclusif ou conjoint ainsi que celles sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Les comptes consolidés regroupent donc les comptes :

- de la Banque Attijariwafa bank lesquels comprennent les comptes des succursales à l'étranger ;
- des filiales et participations significatives.

Les comptes de toutes les entités consolidées sont arrêtés au 31 décembre 2005 à l'exception d'OGM dont les comptes sont arrêtés au 30 septembre 2005.

Méthodes de consolidation

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière exclusive, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les comptes des entreprises à caractère financier, contrôlées de manière conjointe, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les comptes des entreprises à caractère financier dans lesquelles le Groupe « Attijariwafa bank » exerce une influence notable sont consolidés selon la méthode de mise en équivalence.

Les comptes des entreprises à caractère non financier sont, à l'exception des titres représentatifs des participations significatives dans les SCI, consolidés selon la méthode de mise en équivalence quel que soit le pourcentage de contrôle du Groupe.

Il est à noter que la filiale Wafa Assurance détenue à hauteur de 79,23% par le groupe Attijariwafa bank a été consolidée par une mise en équivalence en respect des principes comptables du PCEC qui prévoient de consolider les filiales non financières selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres détenus dans des participations d'importance minimale en termes de valeur comptable et de résultat ainsi que ceux détenus en vue de leur cession ultérieure ne sont pas compris dans le champ de la consolidation.

Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont retraitées au niveau des comptes consolidés comme suit :

- Les encours de crédit-bail réalisés par les établissements de crédit du groupe sont présentés dans les comptes consolidés dans la rubrique « Opérations de crédit-bail et de location ». Cette rubrique enregistre l'encours financier tel qu'il ressort de la comptabilité financière. La différence entre l'encours financier, porté dans les comptes consolidés, et l'encours présenté dans les comptes sociaux est portée en réserves consolidées, après prise en compte de l'impôt différé.
- Les immobilisations acquises en crédit-bail par les entités consolidées sont reclassées au bilan consolidé dans la rubrique « Immobilisations incorporelles ou corporelles » par la contrepartie d'une dette financière. Les loyers payés sont neutralisés par la constatation d'une dotation aux amortissements des immobilisations et d'une charge financière enregistrée dans la rubrique « charges sur les immobilisations de crédit-bail et de location ».

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont, après prise en compte le cas échéant de l'impôt différé, annulées au niveau des comptes consolidés.

Impôts différés

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition positif, assimilé à une prime payée pour acquérir les titres, est inscrit à l'actif du bilan consolidé et peut être amorti sur une durée maximale de vingt ans.

L'écart d'acquisition négatif, assimilé à une provision pour risques, est inscrit au passif du bilan consolidé et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés. Cette situation concerne tous les écarts d'acquisition du groupe Attijariwafa bank à l'exception de l'écart d'acquisition de CAPRI qui est amorti sur 5 ans.

Il est à noter que l'écart de première consolidation a été subdivisé en écart de réévaluation relatif à la relation clientèle lequel constitue l'élément notable du bilan consolidé d'Attijariwafa bank au 31 décembre 2004. Cet actif incorporel correspond à la capacité de l'ensemble acquis de maintenir et de renouveler des contrats bénéficiaires avec ses clients.

L'évaluation de cet actif incorporel est sensiblement identique à celle qui a été faite lors des évaluations pour la fusion Ex.BCM et Ex.Wafabank. Pour cette raison, il est affecté en totalité à l'activité bancaire. Cet actif est amorti linéairement sur une durée de 10 années considérant qu'au delà de cette période, la relation avec la clientèle deviendra propre au nouvel ensemble.

Conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, et de passif et de hors bilan de l'entité étrangère sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historiques d'acquisition des titres et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture –cours historique) est constaté en réserve consolidée « Ecart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

L'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constaté sur l'exercice.

Le résultat apparaissant sur le bilan est ramené au niveau de celui du compte résultat par la constatation d'un écart inscrit parmi les capitaux propres au poste « Ecart de conversion ».

Elimination des opérations réciproques

Opérations réciproques n'affectant pas le résultat consolidé

Les opérations réciproques significatives à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminées pour l'établissement des comptes consolidés.

Opérations réciproques affectant le résultat consolidé

Les profits de cession internes significatifs à l'échelle de l'ensemble du groupe sont éliminés.

Les pertes internes sont maintenues si elles ont un caractère définitif, sinon elles sont éliminées.

4. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES D'ATTIJARIWABA BANK

4.1 Bilan consolidé des 3 derniers exercices

ACTIF	2003	2004	2005
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 548 757	13 898 396	12 480 465
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 359 680	12 263 487	16 478 949
A vue	3 117 450	6 425 223	10 666 020
A terme	4 242 230	5 838 263	5 812 930
Créances sur la clientèle	26 062 363	50 176 798	70 025 526
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 720 423	27 634 525	38 525 128
Crédits à l'équipement	7 310 596	10 949 241	15 458 453
Crédits immobiliers	3 510 371	8 741 778	10 980 701
Autres crédits	1 520 973	2 851 253	5 061 245
Opérations de crédit-bail et de location	631 096	3 304 925	4 518 075
Créances acquises par affacturage	147 917	164 609	1 523 425
Titres de transaction et de placement	10 521 124	14 734 245	18 288 903
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 716 778	10 954 133	12 757 734
Autres titres de créance	649 965	2 906 033	3 537 978
Titres de propriété	154 381	874 079	1 993 191
Autres actifs	633 013	1 888 742	3 006 008
Titres d'investissement	2 693 944	4 457 582	3 987 445
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 819 528	2 579 961	1 725 259
Autres titres de créance	874 416	1 877 621	2 262 186
Titres de participation et emplois assimilés	2 612 188	1 009 556	1 834 180
Titres mis en équivalence	67 884		
Entreprises à caractère financier			
Autres entreprises	67 884		
Créances subordonnées			
Immobilisations données en crédit-bail et en location			
Immobilisations incorporelles	101 325	1 742 081	1 699 536
Immobilisations corporelles	1 779 070	2 749 671	2 886 578
Ecarts d'acquisition	68 559	1 865 078	1 946 741
TOTAL ACTIF	58 226 920	108 255 170	138 675 832
Kdh			

4.1 Bilan consolidé des 3 derniers exercices - suite

PASSIF	2003	2004	2005
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	24 980		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 378 005	7 595 978	8 608 026
A vue	579 021	2 640 096	3 170 603
A terme	1 798 984	4 955 882	5 437 423
Dépôts de la clientèle	48 148 944	85 158 870	110 816 501
Comptes à vue créditeurs	25 089 470	48 513 635	58 710 775
Comptes d'épargne	6 728 712	11 657 631	16 231 579
Dépôts à terme	15 057 805	21 002 401	31 007 545
Autres comptes créditeurs	1 272 957	3 985 203	4 866 602
Titres de créance émis	170 000	1 586 288	1 614 955
Titres de créance négociables émis	170 000	1 572 502	949 822
Emprunts obligataires émis			665 134
Autres titres de créance émis		13 786	
Autres passifs	920 291	2 828 892	4 115 708
Provisions pour risques et charges	384 930	1 009 970	1 049 192
Provisions réglementées			
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			312 365
Dettes subordonnées		200 061	200 764
Primes liées au capital	664 274	5 436 564	5 436 564
Capital	1 368 514	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé (-)			
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	3 819 612	2 269 213	2 878 497
Part du groupe	3 750 492	1 892 901	1 898 269
Part des intérêts minoritaires	69 120	376 312	980 228
Résultat net de l'exercice (+/-)	372 351	214 395	1 713 301
Part du groupe	364 622	200 734	1 635 975
Part des intérêts minoritaires	7 729	13 662	77 326
TOTAL PASSIF	58 226 920	108 255 171	138 675 832
Kdh			

4.2 Hors bilan consolidé des 3 derniers exercices

ENGAGEMENTS DONNES	2003	2004	2005
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 100	94 015	217 761
Engagements de financement en faveur de la clientèle	2 754 139	4 653 063	7 442 237
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	1 176 785	1 739 819	3 735 206
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 869 973	12 036 878	14 505 005
Titres achetés à réméré			
Autres titres à livrer			
Total	10 801 997	18 523 775	25 904 210

ENGAGEMENTS RECUS	2003	2004	2005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	257 100	120 000	250 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	3 634 015	9 106 216	12 912 737
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organisme de garantie divers	29 940	58 764	67 474
Titres vendus à réméré			
Autres titres à recevoir			
Total	3 921 055	9 284 980	13 230 211

Kdh

4.3 Comptes de produits et de charges consolidés 2003-2005

	2003	2004	2005
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les étab. de crédit	297 535	379 883	446 285
Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle	1 916 232	3 847 989	4 288 172
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	649 502	918 780	806 156
Produits sur titres de propriété	34 591	23 238	59 018
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	65 541	1 474 323	1 939 251
Commissions sur prestations de service	327 374	1 070 180	985 539
Autres produits bancaires	193 902	389 400	528 868
TOTAL I	3 484 677	8 103 793	9 053 288
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les étab. de crédit	119 560	284 387	276 771
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	604 210	1 105 590	1 144 486
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	210	122 771	88 787
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	21 184	1 155 856	1 565 323
Autres charges bancaires	113 169	321 033	340 993
TOTAL II	858 333	2 989 637	3 416 360
III. PRODUIT NET BANCAIRE	2 626 344	5 114 156	5 636 928
Produits d'exploitation non bancaire	124 562	288 918	331 400
Charges d'exploitation non bancaire	5 414	46 166	1 108
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	528 559	1 174 291	1 196 641
Impôts et taxes	30 915	63 176	71 479
Charges externes	424 267	1 097 600	1 076 759
Autres charges générales d'exploitation	7 266	44 294	91 227
Dot. aux amort. et aux provisions des immo. incorporelles et corporelles	198 283	483 465	470 435
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	28 536	80 144	130 076
TOTAL IV	1 189 290	2 862 826	2 906 542
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES			
Dot. aux prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	1 124 265	1 700 900	1 196 521
Pertes sur créances irrécouvrables	627 214	769 189	1 549 544
Autres dotations aux provisions	191 777	416 785	202 206
TOTAL V	1 943 256	2 886 874	2 948 272
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES			
Rep. de prov. pour créances et engagements par signature en souffrance	926 959	1 224 101	2 115 039
Récupérations sur créances amorties	8 970	28 086	111 283
Autres reprises de provisions	99 291	503 263	124 276
TOTAL VI	1 035 220	1 755 450	2 350 598
VII. RESULTAT COURANT	619 630	1 282 514	2 332 929
Produits non courants	11 734	152 691	30 175
Charges non courantes	62 623	456 230	185 514
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	568 741	978 975	2 177 590
Impôts sur les résultats	178 700	685 963	716 732
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	390 041	293 012	1 460 858
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	-17 690	-78 616	252 442
Entreprises à caractère financier			201 500
Autres entreprises	-17 690	78 616	50 943
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	372 351	214 396	1 713 301
Part du groupe	364 622	200 734	1 635 975
Part des intérêts minoritaires	7 729	13 662	77 326
Kdh			

4.4 Etat des soldes de gestion 2003-2005

	2003	2004	2005
Intérêts et produits assimilés	2 863 269	5 146 652	5 540 612
Intérêts et charges assimilées	723 980	1 512 749	1 510 044
MARGE D'INTERET	2 139 289	3 633 903	4 030 568
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	65 541	1 474 324	1 939 251
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	21 184	1 155 856	1 565 323
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	44 357	318 468	373 928
Commissions perçues	327 378	1 071 284	987 366
Commissions servies	815	61 574	70 226
MARGE SUR COMMISSIONS	326 563	1 009 710	917 140
Résultat des opérations sur titres de transaction			
Résultat des opérations sur titres de placement	39 230	24 391	94 381
Résultat des opérations de change	127 677	218 290	308 777
Résultat des opérations sur produits dérivés		-4 179	-7 711
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	166 907	238 502	395 446
Divers autres produits bancaires	42 954	48 739	78 358
Diverses autres charges bancaires	93 726	135 166	158 513
PRODUIT NET BANCAIRE	2 626 344	5 114 156	5 636 928
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-4 779	11 560	125 770
Autres produits d'exploitation non bancaire	124 562	274 569	198 844
Autres charges d'exploitation non bancaire	5 414	46 166	1 104
Charges générales d'exploitation	1 189 290	2 862 826	2 906 542
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 551 423	2 491 293	3 053 896
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-815 551	-1 217 901	-519 744
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-87 707	89 266	-71 147
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-28 536	-80 144	-130 076
RESULTAT COURANT	619 630	1 282 514	2 332 929
RESULTAT NON COURANT	-50 889	-303 539	-155 339
RESULTAT AVANT IMPOTS	568 741	978 975	2 177 590
Impôt sur les résultats	178 240	568 292	919 258
Impôts différés	461	117 671	202 526
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	390 041	293 012	1 460 858
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	-17 690	-78 616	252 442
RESULTAT NET	372 351	214 396	1 713 301

Kdh

4.4 Etat des soldes de gestion 2003-2005 (suite)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2003	2004	2005
Résultat net du groupe	372 351	214 396	1 713 301
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalences	-17 690	-78 616	252 442
Résultat net de l'exercice	390 041	293 012	1 460 858
Dot. aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	198 283	483 465	470 435
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	11 990	6 340	9 155
Dotations aux provisions pour risques généraux	143 650	70 834	94 790
Dotations aux provisions réglementées			
Dotations non courantes	21 311	374 264	2 515
Reprises de provisions	103 931	559 542	102 998
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 312	61 434	45 937
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 078	9 846	168
Plus-values de cession sur immobilisations financières		14 349	132 557
Moins-values de cession sur immobilisations financières			4
Reprises de subventions d'investissement reçues			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	28 536	80 144	130 076
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	689 648	682 581	1 886 509
Distribution des bénéfices	365 496	436 201	529 218
AUTOFINANCEMENT	324 152	246 380	1 357 291

Kdh

4.5 Liste des entreprises consolidées au 31 décembre 2005 (A1)

	Capital social en milliers de Dirhams	% de contrôle	% d'intérêts	Contribution au résultat consolidé	Méthode de consolidation
2005					
Attijariwafa bank y compris succursales à l'étranger	1 929 960			69,84%	Mère
Attijari International Bank	3 000 KUSD	50%	50%	0,09%	Intégration Globale
Banque du Sud	100 000 KTND	53,54%	36,77%	-0,24%	Intégration Globale
Attijari immobilier	125 000	100%	100%	0,59%	Intégration Globale
Attijari Factoring Maroc	30 000	75%	75%	0,20%	Intégration Globale
BCM Corporation	200 000	100%	100%	0,77%	Intégration Globale
Attijari Finances Corp.	10 000	100%	100%	-0,72%	Intégration Globale
Attijari Intermédiation	5 000	100%	100%	0,77%	Intégration Globale
Attijari Gestion	1 000	66%	66%	0,22%	Intégration Globale
Wafa Bail	150 000	97,83%	97,83%	2,94%	Intégration globale
Wafa Salaf	113 080	65,94%	65,94%	4,88%	Intégration globale
Wafa Cash	35 050	98,46%	98,46%	1,99%	Intégration globale
Wafa Gestion	4 000	66,00%	66,00%	1,44%	Intégration globale
Wafa Invest	39 999	100,00%	100,00%	-0,16%	Intégration globale
Wafa Immobilier	40 000	100,00%	100,00%	1,27%	Intégration globale
Wafa Corp	113 832	100,00%	100,00%	-0,55%	Intégration globale
Wafa Assurances	350 000	79,23%	79,23%	12,39%	Mise en équivalence
CDM	833 818	24,73%	24,73%	5,94%	Mise en équivalence
OGM	885 000	100,00%	100,00%	-1,84%	Intégration globale
CAPRI	124 000	100,00%	100,00%	1,67%	Mise en équivalence
SIFAP	36 000	67,00%	67,00%	0,04%	Mise en équivalence
Andalumaghreb	1 000 KEUR	68,68%	68,68%	-1,47%	Intégration Globale
Attijaria Al youssoufia	50 000	100,00%	100,00%	-0,05%	Intégration globale

4.6 Liste des entreprises entrées et des entreprises sorties du périmètre de consolidation au 31 décembre 2005 (A2)

Entreprises entrées dans le périmètre	Adresse
Banque du Sud Andalumaghreb	95, avenue de la liberté – Tunis / Tunisie Calle Juan Bravo, número 18, 2 D - 28 006 Madrid / Espagne
Entreprises sorties du périmètre	Adresse
Mlihia Attijari Management ²⁹	2, Boulevard Moulay Youssef - Casablanca 15, Boulevard Moulay Youssef - Casablanca

²⁹ Fusionnée avec Wafa Gestion

4.7 Liste des entreprises laissées en dehors de la consolidation au 31/12/2005 (A3)

Dénomination	Montant des capitaux propres au 31/12/05	VNC des titres détenus au 31/12/05	% du contrôle	% d'intérêts	Montant du résultat au 31/12/05	Motif justifiant l'exclusion du périmètre de consolidation
ATTIJARI CAPITAL RISQUE	17 021	3 550	99,99%	99,99%	12 992	Activité non significative.
CASA MADRID DEVELOPPEMENT	8 391	4 210	49,98%	49,98%	-20	Activité non significative.
ATTIJARI PROTECTION	3 597	1 313	80,75%	80,75%	1 190	Activité non significative.
SOMGETI	711	99	99,40%	99,40%	-24	Activité non significative.
SOMACOVAM (*)	5 000	24 000		100,00%		Activité non significative.
BANQUE DU SENEGAL(*)		35 979	100,00%	100,00%		Encours de création
SOUK AL MOUHAJIR(*)	991	991				Activité non significative.
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER(*)	500 KUSD	4 115				Activité non significative.
PARIS CASA FINANCES(*)		1 197	100,00%	100,00%		Activité non significative.
DINER CLUB DU MAROC(*)		1 675	100,00%	100,00%		Activité non significative.
Wafa BOURSE(*)	44 415	37 957	100,00%	100,00%	7 846	Activité non significative.
Wafa COMMUNICATION(*)	2 285	2 550	98,00%	98,00%	-1 329	Activité non significative.
Wafa FONCIERE(*)		3 700	100,00%	100,00%		Activité non significative.
Wafa SYSTEMES CONSULTING	10 497	4 994	99,88%	99,88%	1 200	Activité non significative.
Wafa SYSTEME DATA(*)	5 050	1 500	100,00%	100,00%	836	Activité non significative.
Wafa SYSTEME FINANCES	5 283	2 066	100,00%	100,00%	681	Activité non significative.
Wafa TRUST	2 625	3 980	66,00%	66,00%	-104	Activité non significative.
Wafa LLD(*)	15 215	20 000	100,00%	100,00%	-463	Activité non significative.
SCI BELAIR I	458	2 983	100,00%	100,00%	-103	Activité non significative.
SCI BELAIR II	548	4 104	100,00%	100,00%	-133	Activité non significative.
SCI BELAIR III	1 743	7 111	100,00%	100,00%	-91	Activité non significative.
SCI RANOUIL	13 873	11 863	100,00%	100,00%	10 760	Activité non significative.
SCI BARBARA	-105	2 988	99,00%	99,00%	-2	Activité non significative.
SCI ZAKAT	278	2 390	99,00%	99,00%	-26	Activité non significative.
SCI TAN	777	2 841	100,00%	100,00%	-83	Activité non significative.
SCI HIVERNAGE	4 055	5 531	100,00%	100,00%	-1 382	Activité non significative.
SCI MARRAKECH EXPANSION	2 933	299	100,00%	100,00%	2 462	Activité non significative.
SCI MAIMOUNA	4 999	5 266	100,00%	100,00%	-246	Activité non significative.
SCI PASTEUR	919	25	100,00%	100,00%	6	Activité non significative.
SCI AL AKARIA	5 660	9 999	100,00%	100,00%	356	Activité non significative.
SAPINO(*)		13 714	22,69%	22,69%		Activité non significative.
MOUSSAFIR HOTELS(*)		36 670	33,34%	33,34%		Activité non significative.
MEDI TRADE(*)		240				Activité non significative.
BOUZNIKA MARINA(*)		500	50,00%	50,00%		Activité non significative.
SCI AL MIFTAH(*)		244	100,00%	100,00%		Activité non significative.
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE(*)		1 267	6,67%	6,67%		Activité non significative.
Wafa PATRIMOINE(*)	2 671	1 700	99,98%	99,98%	39	Activité non significative.

(*) Données relatives à l'exercice 2004

4.8 Titres mis en équivalence au 31 décembre 2005 (C3)

Sociétés mises En équivalence	Ouverture	Variation du Capital	Distributions Versées	Quote-part des Résultats MEE	Autres Mvts.	Clôture
<u>Entreprises a caractère financier</u>						
<u>Autres entreprises</u>	-276 487		-79 740	252 442	-98 069	-201 854
CAPRI	-6 253			50 218		43 965
MLIHIA	-1 829				1 829	
WAFI ASSURANCE	-734 733		-47 140	104 330	-102 332	-779 875
SIFAP	15 297		-1 668	725	329	14 683
CDM	451 031		-30 932	97 169	2 105	519 372
Total	-276 487		-79 740	252 442	-98 069	-201 854

5. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES AGREGES SEMESTRIELS D'ATTIJARIWAFABANK

5.1 Bilans semestriels agrégés 2005 - 2006

ACTIF	30/06/2006	30/06/2005
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 557 112	5 696 043
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 341 847	20 714 399
A vue	9 975 764	12 504 466
A terme	10 366 083	8 209 933
Créances sur la clientèle	60 164 101	53 672 962
Crédits de trésorerie et à la consommation	32 026 650	30 472 193
Crédits à l'équipement	14 196 798	12 792 127
Crédits immobiliers	12 896 431	9 049 765
Autres crédits	1 044 222	1 358 877
Créances acquises par affacturage	538 039	
Titres de transaction et de placement	16 099 903	16 311 237
Bons du Trésor et valeurs assimilées	11 478 592	12 750 990
Autres titres de créance	1 388 981	2 932 081
Titres de propriété	3 232 330	628 166
Autres actifs	2 109 001	1 882 311
Titres d'investissement	3 738 949	3 443 404
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 694 009	1 729 612
Autres titres de créance	2 044 940	1 713 792
Titres de participation et emplois assimilés	5 781 197	5 546 545
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	50 642	127 446
Immobilisations incorporelles	1 444 904	1 441 899
Immobilisations corporelles	2 451 231	2 505 966
TOTAL ACTIF	125 276 926	111 342 212
Kdh		

5.1 Bilans semestriels agrégés 2005 - 2006 (suite)

PASSIF	30/06/2006	30/06/2005
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 847 510	5 437 680
A vue	4 414 960	2 010 795
A terme	432 550	3 426 885
Dépôts de la clientèle	104 289 407	90 684 612
Comptes à vue créditeurs	59 523 285	51 203 500
Comptes d'épargne	12 926 987	12 003 910
Dépôts à terme	28 859 328	25 091 522
Autres comptes créditeurs	2 979 807	2 385 680
Titres de créance émis		
Titres de créance négociables		
Emprunts obligataires		
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 673 600	2 672 040
Provisions pour risques et charges	767 301	715 283
Provisions réglementées	175 000	110 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation	420	420
Réserves et primes liées au capital	9 636 620	9 115 920
Capital	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé		
Report à nouveau	-7 438	51 250
Résultats nets en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice	964 546	625 047
TOTAL PASSIF	125 276 926	111 342 212
Kdh		

5.2 Hors Bilans semestriels agrégés 2005 - 2006

ENGAGEMENTS DONNES	30/06/2006	30/06/2005
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 806 308	3 363 371
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 301 482	1 949 983
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	13 127 673	12 793 751
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
TOTAL	23 235 463	18 107 105

ENGAGEMENTS RECUS	30/06/2006	30/06/2005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	16 854 579	13 860 847
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	25 568	25 568
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
TOTAL	16 880 147	13 886 415

Kdh

5.3 Comptes de produits et de charges semestriels agrégés 2005 - 2006

	30/06/2006	30/06/2005
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	419 821	322 027
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 765 652	1 679 323
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	344 465	406 417
Produits sur titres de propriété	147 437	92 418
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	34 700	48 638
Commissions sur prestations de service	345 632	272 823
Autres produits bancaires	448 563	186 220
TOTAL I	3 506 270	3 007 866
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	93 197	75 010
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	677 692	531 428
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	32 315	42 682
Autres charges bancaires	153 477	119 593
TOTAL II	956 681	768 713
PRODUIT NET BANCAIRE	2 549 589	2 239 153
Produits d'exploitation non bancaire	43 266	20 512
Charges d'exploitation non bancaire	79	4 632
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
Charges de personnel	512 258	516 955
Impôts et taxes	38 154	31 863
Charges externes	409 521	405 569
Autres charges générales d'exploitation	418	561
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	139 677	132 657
TOTAL IV	1 100 028	1 087 605
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	335 466	429 312
Pertes sur créances irrécouvrables	21 084	93 789
Autres dotations aux provisions	134 260	147 808
TOTAL V	490 810	670 909
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	262 913	402 915
Récupérations sur créances amorties	62 303	10 325
Autres reprises de provisions	118 819	82 200
TOTAL VI	444 035	495 440
RESULTAT COURANT	1 445 973	991 959
Produits non courants	1 068	20 205
Charges non courantes	3 092	57 259
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 443 949	954 905
Impôts sur les résultats	479 403	329 858
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	964 546	625 047
Kdh		

5.4 Etat des soldes de gestion semestriels agrégés 2005 – 2006

	30/06/2006	30/06/2005
Intérêts et produits assimilés	2 529 937	2 407 767
Intérêts et charges assimilés	770 888	606 438
MARGE D'INTERET	1 759 049	1 801 329
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	34 700	48 638
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	32 315	42 682
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	2 385	5 956
Commissions perçues	345 632	272 965
Commissions servies	250	1 413
MARGE SUR COMMISSIONS	345 382	271 552
Résultat des opérations sur titres de transaction		
Résultat des opérations sur titres de placement	225 521	32 318
Résultat des opérations de change	176 918	125 412
Résultat des opérations sur produits dérivés	5 783	-9 962
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	408 222	147 768
Divers autres produits bancaires	147 808	96 050
Diverses autres charges bancaires	113 257	83 502
PRODUIT NET BANCAIRE	2 549 589	2 239 153
Résultat des opérations sur immobilisations financières	17 951	
Autres produits d'exploitation non bancaire	25 316	20 512
Autres charges d'exploitation non bancaire	79	4 632
Charges générales d'exploitation	1 100 029	1 087 604
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 492 748	1 167 429
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-31 333	-109 862
Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-15 442	-65 608
RESULTAT COURANT	1 445 973	991 959
RESULTAT NON COURANT	-2 024	-37 054
Impôts sur les résultats	479 403	329 858
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	964 546	625 047
Kdh		

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2006	30/06/2005
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	964 546	625 047
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	139 677	132 657
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
Dotations aux provisions pour risques généraux	287	50 087
Dotations aux provisions réglementées	87 500	55 000
Dotations non courantes		
Reprises de provisions	111 500	100 789
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	6 922	2 963
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	79	278
Plus-values de cession sur immobilisations financières	17 951	
Moins-values de cession sur immobilisations financières		
Reprises de subventions d'investissement reçues		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 055 716	759 317
Bénéfices distribués		
AUTOFINANCEMENT	1 055 716	759 317

6. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES TRIMESTRIELS³⁰ D'ATTIJARIWABA BANK

6.1 Bilans trimestriels consolidés 2005 - 2006

ACTIF	30/09/2006	30/09/2005
Valeurs en caisse Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	13 816 958	13 034 398
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 507 190	12 157 918
Valeurs en caisse	1 309 768	876 480
Créances sur les établissements de crédit et assimilés :	20 450 937	13 640 050
A vue	15 417 186	8 677 373
A terme	5 033 751	4 962 677
Créances sur la clientèle	80 390 557	60 208 287
Crédits de trésorerie et à la consommation	43 712 262	33 854 068
Crédits à l'équipement	18 679 150	13 600 246
Crédits immobiliers	14 960 284	10 211 376
Autres crédits	3 038 862	2 542 597
Opérations de crédit-bail et de location	5 862 494	4 252 453
Créances acquises par affacturage	372 067	216 904
Titres de transaction et de placement	18 276 151	14 595 128
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 344 475	11 261 651
Autres titres de créance	2 368 164	2 309 465
Titres de propriété	6 563 511	1 024 012
Autres actifs	4 324 184	2 488 410
Titres d'investissement	3 791 405	4 191 142
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 739 662	1 881 999
Autres titres de créance	2 051 743	2 309 143
Titres de participation et emplois assimilés	1 819 738	1 051 185
Titres mis en équivalence	554 410	535 221
Entreprises à caractère financier	532 950	472 594
Autres entreprises	21 460	62 627
Créances subordonnées		
Immobilisations incorporelles	1 785 421	1 677 868
Immobilisations corporelles	3 001 126	2 773 550
Ecarts d'acquisition	2 048 093	1 904 767
Total de l'Actif	156 493 542	120 569 363
Kdh		

³⁰ Comptes provisoires non certifiés par les commissaires aux comptes

6.1 Bilans trimestriels consolidés 2005 - 2006 (suite)

PASSIF	30/09/2006	30/09/2005
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 653 528	8 824 653
A vue	3 995 388	5 370 775
A terme	5 658 141	3 453 878
Dépôts de la clientèle	125 604 325	94 832 565
Comptes à vue créditeurs	64 631 543	52 933 946
Comptes d'épargne	17 308 601	12 267 802
Dépôts à terme	37 424 577	26 337 899
Autres comptes créditeurs	6 239 604	3 292 918
Titres de créances émis	1 129 153	881 695
Titres de créance négociable émis	581 235	866 036
Emprunts obligataires émis	547 918	15 659
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	5 621 877	3 378 363
Ecarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	797 559	784 191
Titres mis en équivalence	672 217	799 143
Entreprises à caractère financier	672 217	796 838
Autres entreprises		2 305
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	301 742	
Dettes subordonnées	210 023	258 690
Primes liées au capital	5 436 564	5 436 564
Capital	1 929 960	1 929 960
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	3 620 003	2 243 540
Part du groupe	2 979 909	1 922 315
Part des intérêts minoritaires	640 093	321 226
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 516 592	1 199 999
Part du groupe	1 461 130	1 127 712
Part des intérêts minoritaires	55 462	72 287
Total du Passif	156 493 542	120 569 363
Kdh		

6.2 Hors bilans trimestriels consolidés 2005 -2006

ENGAGEMENTS DONNES	30/09/2006	30/09/2005
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	316 700	242 394
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	9 365 789	5 617 851
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 403 672	2 163 900
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	16 498 417	12 563 483
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Total	29 584 579	20 587 628

ENGAGEMENTS RECUS	30/09/2006	30/09/2005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		250 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	19 668 728	10 380 634
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	92 434	25 568
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		
Total	19 761 162	10 656 202

Kdh

6.3 Comptes de produits et de charges trimestriels consolidés 2005 - 2006

	30/09/2006	30/09/2005
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	593 280	419 169
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 854 363	3 109 690
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	505 009	603 456
Produits sur titres de propriété	15 947	22 810
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	1 859 337	1 360 077
Commissions sur prestations de service	1 003 562	728 241
Autres produits bancaires	777 037	340 602
TOTAL I	8 608 536	6 584 043
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	445 744	302 400
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 273 445	774 898
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	146 015	69 896
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 452 093	1 098 042
Autres charges bancaires	297 203	240 905
TOTAL II	3 614 500	2 486 141
III. PRODUIT NET BANCAIRE	4 994 035	4 097 901
Produits d'exploitation non bancaire	195 351	159 296
Charges d'exploitation non bancaire	5 672	5 371
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
Charges de personnel	1 116 634	875 317
Impôts et taxes	48 291	37 106
Charges externes	844 830	833 647
Autres charges générales d'exploitation	63 229	19 378
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 176	330 788
Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	106 196	94 322
Reprises sur écarts d'acquisition		
TOTAL IV	2 365 160	2 096 235
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES		
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	924 791	752 354
Pertes sur créances irrécouvrables	97 668	192 598
Autres dotations aux provisions	98 033	117 788
TOTAL V	1 120 492	1 062 740
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	561 074	669 018
Récupérations sur créances amorties	76 854	13 318
Autres reprises de provisions	48 862	54 313
TOTAL VI	686 790	736 650
VII. RESULTAT COURANT	2 278 656	1 735 181
Produits non courants	5 632	22 942
Charges non courantes	42 769	72 032
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS	2 241 519	1 686 091
Impôts sur les résultats	876 549	678 378
IX. RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	1 364 969	1 007 712
X. QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	151 622	192 287
Entreprises à caractère financier	174 128	137 695
Autres entreprises	-22 505	54 591
XI. RESULTAT NET DU GROUPE	1 516 592	1 199 999
Part du groupe	1 461 130	1 127 712
Part des intérêts minoritaires	55 462	72 287
Kdh		

6.4 Etat des soldes de gestion trimestriels consolidés 2005 - 2006

	30/09/2006	30/09/2005
Intérêts et produits assimilés	4 952 652	4 132 314
Intérêts et charges assimilés	1 865 204	1 147 194
MARGE D'INTERET	3 087 448	2 985 120
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	1 859 337	1 360 077
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	1 452 093	1 098 042
RESULTAT DES OPERATIONS DE CB ET LOCATION	407 244	262 035
Commissions perçues	1 022 943	728 956
Commissions servies	65 078	45 803
Marge sur commissions	957 865	683 153
Résultat des opérations sur titres de transaction		
Résultat des opérations sur titres de placement	310 436	35 071
Résultat des opérations de change	336 965	241 934
Résultat des opérations sur produits dérivés	5 436	-16 493
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	652 837	260 511
Divers autres produits bancaires	60 758	29 668
Diverses autres charges bancaires	172 117	122 585
PRODUIT NET BANCAIRE	4 994 035	4 097 901
Résultat des opérations sur immobilisations financières	88 642	132 632
Autres produits d'exploitation non bancaire	73 277	26 740
Autres charges d'exploitation non bancaire	3 990	5 371
Charges générales d'exploitation	2 365 160	2 096 235
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 786 805	2 155 667
Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-384 531	-262 615
Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-17 421	-63 550
Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	-106 196	-94 322
RESULTAT COURANT	2 278 656	1 735 181
RESULTAT NON COURANT	-37 137	-49 090
Impôts sur les résultats	852 757	684 168
Impôts différés	23 793	-5 790
Résultat net des entreprises intégrées	1 364 969	1 007 712
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	151 622	192 287
RESULTAT NET	1 516 592	1 199 999
Kdh		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/09/2006	30/09/2005
Résultat net du groupe	1 516 592	1 199 999
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	151 622	192 287
RESULTAT NET DE L'EXERCICE DES SOCIETES INTEGREES	1 364 969	1 007 712
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 176	330 788
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	31 750	
Dotations aux provisions pour risques généraux	291	75 143
Dotations aux provisions réglementées		
Dotations non courantes	28 547	3 227
Reprises de provisions	24 025	70 175
Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	10 573	3 255
Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	80	278
Plus-values de cession des immobilisations financières	122 074	132 557
Moins-values de cession des immobilisations financières	1 682	
Reprises de subventions d'investissement reçues		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	106 196	94 322
Reprises sur écarts d'acquisition		
Charges (produits) nettes d'impôts différés de l'exercice		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 669 021	1 305 483
Bénéfices distribués		
AUTOFINANCEMENT	1 669 021	1 305 483
Kdh		

II. BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES EMISES

BULLETIN DE SOUSCRIPTION FERME ET IRREVOCABLE EMISSION D'OBLIGATIONS SUBORDONNEES ATTIJARIWABA BANK

Destinataire :

[]

Date :

[]

Dénomination ou Raison sociale : Nom du teneur de compte :
N° de compte : Dépositaire :
Téléphone : Fax :
Code d'identité¹ : Qualité souscripteur² :
Nationalité du souscripteur : Nom et Prénom signataire :
Siège social : Fonction :
Adresse (si différente du siège social) : Mode de paiement :

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

Emetteur	Attijariwafa bank
Valeur nominale	100 000 dirhams
Nombre d'obligations émises	20 000 titres, dont 10 000 cotés (emprunt A) et 10 000 non cotés (emprunt B)
Jouissance	27/02/2007
Echéance	27/02/2014
Maturité	7 ans
Taux facial	3,85%
	Le taux d'intérêt facial est déterminé par référence au taux souverain sur une maturité de 7 ans (interpolé de la courbe des taux des bons adjudgés par le Trésor le 13 février 2007, soit 3,25%) c'est-à-dire hors taxes, augmenté d'une prime de risque de 60 points de base.
Mode d'adjudication	Adjudication à la Française*
Prix de souscription	Compris entre 100,00% et 101,22% inclus. Exprimé en pourcentage de la valeur nominale, avec deux décimales. Les bornes inférieures et supérieures de prix sont calculées sur la base (i) du taux facial et (ii) de la fourchette des primes d'émission citées plus haut.

*La méthode d'allocation relative à l'adjudication à la Française se déclare comme suit : L'émetteur retient les soumissions aux prix les plus élevés correspondant aux taux les moins élevés, jusqu'au total qu'il se propose de mettre en adjudication. Le prix retenu est le prix appliqué à l'ensemble des soumissions servies.

Emprunt A	Emprunt B
Nombre de titres demandés	
Montant global (en dirhams)	
Prix (en %)	

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations ATTJARIWABA BANK à hauteur du montant total ci-dessus.

Nous avons pris connaissance que, si les souscriptions dépassent le montant de l'émission, nous serons servis proportionnellement à notre demande.

Nous autorisons par la présente notre dépositaire à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations ATTJARIWABA BANK qui nous seront attribués.

Nous déclarons avoir pris connaissance que la commission d'admission à la Bourse de Casablanca s'élève à 0,05% du montant des souscriptions, plafonnée à 10 000 Dh HT.

L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations ATTJARIWABA BANK.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur. »

Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse de Casablanca »

¹Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM

²Qualité du souscripteur

A Etablissements de crédit

B OPCVM

C Sociétés d'assurances, organismes de retraite et de prévoyance

D Fonds d'investissement, fonds de pension

E Autres (compagnies financières et la CDG)

III. RAPPORT DE NOTATION D'ATTIJARIWAFABANK PAR STANDARD & POOR'S

BANK
CREDIT REPORT**Primary Credit Analysts:**

Mohamed Damak
Paris
(33) 1-4420-7322
mohamed_damak@
standardandpoors.com

Secondary Credit Analyst:

Anouar Hassoune
Paris
(33) 1-4420-7318
anouar_hassoune@
standardandpoors.com

Additional Contact: Financial
Institutions Ratings Europe
FIG_Europe@
standardandpoors.com

**RatingsDirect
Publication Date**

Nov. 24, 2006

Attijariwafa Bank

CREDIT RATING

BB+/Stable/B

Outstanding Rating(s)

Counterparty Credit BB+/Stable/B
Certificate of deposit BB+/B

Credit Rating History

Nov. 2, 2006 BB+/B

Jan. 26, 1999

BBpi

Sovereign Rating

Local Currency BBB/Stable/A-3
Foreign Currency BB+/Stable/B
Morocco (Kingdom of)

Major Rating Factors**Strengths:**

- Leading commercial position in the Moroccan banking system
- Improving profitability and asset quality
- Strong funding and liquidity profile
- Close relationship with Groupe Omnium Nord Africain

Weaknesses:

- Only average capitalization
- Aggressive regional expansion strategy
- Concentration risks attached to the corporate lending portfolio
- Challenging although improving domestic economic environment

Rationale

The ratings on Attijariwafa Bank (AWB) reflect only average capitalization; an aggressive expansion strategy in neighboring countries; concentration risks attached to the bank's corporate lending portfolio; and the challenging, although improving, domestic economy. Offsetting these negative factors are the bank's leading commercial position in the Kingdom

of Morocco (foreign currency BB+/Stable/B; local currency BBB/Stable/A-3), improving profitability and asset quality, strong funding and liquidity profile, and close relationship with its largest shareholder, Groupe Omnium Nord Africain (Groupe ONA; not rated; 33.1% at June 30, 2006).

With assets of Moroccan dirham (MAD) 146.8 billion (\$16.7 billion, at MAD8.8 to \$1) at June 30, 2006, AWB is Morocco's largest private-sector bank. Created through the acquisition of Wafabank by Banque Commerciale du Maroc (BCM) in 2004, AWB is a universal bank with a core competence in corporate banking and subsidiaries in consumer and mortgage lending, leasing, factoring, asset management, and investment banking. The bank has a domestic branch network of about 540 outlets. It is expected to continue to benefit from its close relationship with Groupe ONA.

AWB is also present in Europe through AWB Europe, in the Republic of Tunisia (foreign currency BBB/Stable/A-3; local currency A/Stable/A-1) through a controlling stake in Banque du Sud (BS; not rated), and in the Republic of Senegal (B+/Negative/B) through AWB Senegal. On Oct. 6, 2006, the bank announced its intention to acquire in the short term 66.7% of the capital of Senegal-based Banque Sénégal-Tunisienne (not rated). It is also looking to expand in Algeria. We believe that AWB's aggressive regional expansion strategy is challenging given its limited track record in each of these countries.

Asset quality deteriorated following the merger with Wafabank, the acquisition of Banque du Sud, and tough economic conditions. AWB has therefore had to book large provisions over the past three years. Since 2005, higher credit volumes, stronger earnings diversification, and better cost control have improved profitability and asset quality. Compared with the premerger era, however, AWB is now well positioned in retail banking to capture additional earning streams from the emerging lucrative consumer banking segment in Morocco, which could also help it to reduce its lending concentrations. The bank's funding and liquidity profile is strong due to good access to retail deposits (including those of Moroccan expatriates) and large government bond holdings.

Capital ratios are only average by regional and international standards, given the bank's risk profile. We do not foresee an improvement in core capitalization, as AWB intends to continue its aggressive expansion.

Outlook

The stable outlook reflects the expectation of Standard & Poor's Ratings Services that AWB will continue to benefit from its strong domestic market position, robust liquidity, and strong funding profile. The ratings could be raised if the bank's asset quality, profitability, and capitalization improve significantly. They could come under pressure, however, if the current economic momentum in Morocco proves unsustainable, AWB's asset quality and profitability deteriorate, links with Groupe ONA weaken, or the bank's expansion strategy proves more risky than we had expected.

Profile: The Largest Commercial Bank In Morocco

AWB is the largest bank in Morocco by assets. It is active primarily in corporate banking, with a considerably strengthened retail business as a result of BCM's acquisition of Wafabank, formerly Morocco's fourth-largest commercial bank. The latter brought to the group its leading retail position with a number of strongly entrenched subsidiaries in selected segments, such as mortgage finance, leasing, and consumer finance. The AWB group now has a comprehensive range of more than a dozen specialized subsidiaries, under the "Wafa" or "Attijari" brands, in bancassurance, leasing, investment and merchant banking, mortgage and consumer finance, and asset

management. This structure helps strengthen the universal status of the group, attract selected partners with technical expertise, and boost earnings diversification. The group also holds 31.2% of Crédit du Maroc (CDM; not rated), through Wafa Assurance. With a 24.8% market share in lending at Dec. 31, 2005, and a large customer franchise of more than 1.2 million retail customers, and 20,000 corporates and SMEs, AWB is one of the largest players in North Africa. It had about 540 branches and a total staff in excess of 7,500 at June 30, 2006.

The bank's foreign operations are significant, although they tend to increase the group's risk profile. In 2005, AWB, together with the Santander group, acquired 53.6% of BS. The bank also set up a subsidiary in Senegal in 2006, and recently announced its intention to acquire, in the short term, 66.7% of Banque Sénégal-Tunisienne. Both the Tunisian and the Senegalese banking environments are fraught with risks and could, in our opinion, negatively affect AWB's financial performance. The bank is also present in Europe through its 100%-owned subsidiary AWB Europe. The latter provides the group with good access to the Moroccan expatriate segment, with about 360,000 customers and total deposits of about MAD24 billion at June 30, 2006.

Ownership And Legal Status: A Sound Structure But No Shareholder Support Factored Into The Ratings

AWB is fully owned by private Moroccan and foreign investors. Groupe ONA and Banco Santander Central Hispano, S.A. (AA-/Positive/A-1+) held stakes in AWB of 33.1% and 14.6%, respectively, at June 30, 2006. Standard & Poor's views positively the presence of these two major shareholders, although we do not factor any support into our ratings on AWB. The bank is expected to continue to benefit from its close relationship with Groupe ONA. Remaining shareholders include various institutional and individual investors (see table 1.) The bank's shares are listed on the Casablanca stock exchange where they represent the second-largest market capitalization (MAD38.5 billion at Sept. 30, 2006).

Table 1

Attijariwafa Bank Ownership Structure	
(%)	
Groupe Omnium Nord Africain	33.13
Moroccan institutional	29.34
Banco Santander Central Hispano, S.A.	14.55
Others	14.87
Corporation Financiera Caja de Madrid	3.42
UniCredito Italiano SpA	2.06
Crédit Agricole Investors	1.44
Attijariwafa Bank employees	1.19
Total	100

As of June 30, 2006

Strategy: Consistent But Aggressive

Standard & Poor's believes AWB's strategy to be consistent—and supported by a strong management team—although more aggressive than peers'. The strategy of AWB is structured around two main objectives:

- Enhancing the bank's position in Morocco, especially in the retail and small and midsize enterprise (SME) segments, as well as in investment banking; and

- Strengthening its position outside Morocco, mainly in the Moroccan expatriate segment and North and West Africa.

To fulfill these two objectives, the bank has set up a unit dedicated to strategy reporting to the CEO.

Enhancing retail activities is a strategic priority and could improve the bank's risk profile. AWB plans to increase its branch network with the objective of having more than 900 branches and 2.5 million customers by 2010. It also intends to leverage on the dominant position of its subsidiaries to enhance retail and mortgage loans with the objective of controlling one-third of the Moroccan mortgage and personal loan segments, at the same date. At June 30, 2006, the bank already had a good market share in these two fields (27.7% in personal loans and 20.0% in mortgage loans.) AWB's retail strategy could help the bank to enhance the quality of its loan portfolio as well as its profitability.

AWB aims to defend its dominant corporate banking position. The latter stems mainly from the earlier specialization of BCM. AWB plans to consolidate its relationship with large groups, enhance cross-selling and fee-rich transactions, and selectively develop relationships with SMEs and midmarket corporates. In addition, the bank's international presence allows it to serve the needs of some of its large corporate customers.

The bank intends to develop its investment banking business through its set of specialized subsidiaries, which are very active in advisory, IPO financing, brokerage, and asset management. Nevertheless, we expect this line of business to contribute only marginally to the group's overall revenues as capital markets remain underdeveloped in Morocco.

AWB's foreign presence strategy is based on two pillars: Moroccan expatriates and selective growth in North and West Africa. With respect to Moroccan expatriates, the bank plans to further enhance its strong market position in Europe through its French licensed subsidiary AWB Europe. The bank also intends to expand its mortgage loan offering to those customers willing to buy residences in Morocco. At June 30, 2006, the bank had a 26.4% market share in Moroccan expatriate deposits, providing it with a comparative advantage in funding.

The bank's presence in other countries has never been tested by an economic downturn and could create risks. AWB operates in Senegal and Tunisia, and is looking for a presence in Algeria. Its appetite for regional expansion is more developed than peers'. The credit culture in these countries remains weak, however, and the resulting exposures to credit and foreign currency risk could be difficult to manage, and affect negatively the bank's risk profile.

Risk Management

Risk governance: adequate risk management framework

AWB has a separate risk management unit reporting directly to the CEO. In addition, all credit decisions are made collectively through various sets of committees (except for small personal loans, which are scored). The bank's risk management and audit function have high stature within the organization and the risk culture appears well integrated at the business unit level.

Credit risk: the former specialization of BCM is still reflected in the composition of the loan portfolio

Credits to large corporates accounted for about two-thirds of total loans at June 30, 2006, reflecting the former specialization of BCM. Thus, AWB's portfolio remains concentrated, with the top 20 loans accounting for 30.6% of total loans at the same date. Loans to the bank's affiliates

(mainly WafaSalaf and WafaBail) are also significant, at about 7% of total loans. Retail loans account for about one-third of the portfolio. The bulk of these credits are made up of leasing, consumer, and mortgage loans, which are among the most profitable segments in Morocco—although consumer loans remain relatively risky, with a delinquency rate of 13.8% at Dec. 31, 2005. Standard & Poor's expects these segments to grow rapidly in the next few years, as a result of the good entrenchment of the bank's subsidiaries (WafaSalaf, WafaBail, and Wafa Immobilier) in these areas. In particular, we expect mortgage loans to grow very fast as a result of the social housing program promoted by the Moroccan government.

Asset quality: improving, but from low levels

AWB's asset quality figures improved slightly in 2005, as a result of expansion in credit volumes on the one hand, and active write-offs on the other. The bank wrote off MAD1.31 billion of bad loans in 2005, compared with MAD0.57 billion in 2004. As a result, the ratio of NPLs to total loans reached 11.8% at Dec. 31, 2005, compared with 13.5% one year earlier. NPL coverage by loan-loss reserves deteriorated, however, as a result of the rapid increase in the amount of NPLs after the consolidation of BS (27.4% of NPLs at Dec. 31, 2005), and stood at 55.8% at Dec. 31, 2005, compared with 73.8% one year earlier. Standard & Poor's expects AWB's asset quality to continue to improve as a result of the increase in mortgage loans and leasing, especially given that a large portion will be secured against salary assignments. Provisioning needs, mainly at the BS level, will continue to weigh on the group's profitability, however.

Market risk: AWB is exposed to interest rate risk

AWB's assets and liabilities composition leaves the bank somewhat vulnerable to interest rate movements: at June 30, 2006, 77% of assets were at variable rate while 77% of liabilities were at fixed rate. Thus, a drop in interest rates could weigh on the bank's profitability. The fact that 60.2% of the bank's deposits are unremunerated mitigates this risk, however. In addition, the bank has set stringent limits to manage this exposure.

The bank's exposure to foreign currency risk is limited. Indeed, the bank has a back-to-back approach to hedging its foreign currency exposure, stemming mainly from its controlling stake in BS. In addition, Moroccan expatriate deposits are systematically converted and accounted in Moroccan dirham. AWB's foreign currency loans are mainly granted to Morocco-based companies and are limited in absolute and relative size.

Funding and liquidity: strong

AWB relies mainly on customer deposits for funding. These deposits accounted for 80% of total liabilities (including equity) at Dec. 31, 2005, and exceeded the net loans portfolio by 1.5x. Further expansion in personal loans and mortgage lending could put pressure on the bank's funding profile though, and provide it with incentives to resort to long-term funding to reduce maturity mismatches. On a positive note, customer deposits have been very stable across economic cycles.

Liquidity is also strong, as the bank keeps about 20% of its assets in liquid form. In addition, 10% of the bank's assets are placed in government bonds and can easily be repoed in case of need.

Profitability: Improving But Still Dependent On Asset Quality And Efficiency

Increasing business volumes and stricter control over costs support AWB's profitability. ROA and ROE reached 1.4% and 25.2% in 2005, respectively. These figures improved dramatically compared with in 2004 when the group supported the costs attached to the integration of

Wafabank. Increasing volumes have offset the deterioration in margins caused by fiercer price competition. To limit margin compression, the Central Bank of Morocco has implemented a minimum rate for certain business lines (mainly mortgage loans to civil servants considered as having limited risk characteristics.) Stricter control over costs was also a positive factor behind profitability improvement, as the ratio of noninterest expenses to total revenues reached 45.6% in the first half of 2006 compared with 54.2% in 2004.

Future profitability will depend on the bank's asset quality and efficiency. The planned expansion in retail should support the bank's profitability. Profitability will, however, continue to be pressured by provisioning needs, stemming mainly from BS' provisioning deficit, as well as costs related to branch network expansion. The net balance will depend on the bank's ability to sustain asset quality indicators and enhance its efficiency.

AWB's quality of earnings is average but improving. The bank's profitability remains highly dependent on intermediation revenues as net interest income accounted for 70.8% of the bank's total revenues in 2005. Standard & Poor's expects the quality of AWB's profitability to further improve thanks to stronger operating diversification out of pure lending—mainly through the group's specialized subsidiaries—and enhanced cross-selling and fee-rich transactions with large corporates. AWB's presence outside Morocco contributes only marginally to the group's income (MAD1.8 million or 0.19% of net income at June 30, 2006.) This situation is not expected to change in the short to medium term.

Capital: Only Average With No Expected Improvement

AWB's capitalization is only average, especially in view of the bank's aggressive geographic diversification strategy. Adjusted common equity (ACE) to net loans stood at 12.2%, while ACE as a proportion of assets declined to a low 6.8% at Dec. 31, 2005. It is expected that capitalization will continue to be pressured by limited internal capital generation in the face of rapid growth in risk assets. The dividend payout ratio stood at 42.4% in 2005 and is expected to remain in the 40%-50% bucket in the short to medium term. The quality of capital is strong as the bulk of it is made up of Tier 1 instruments. In the future, AWB intends to issue MAD2 billion of subordinated debt. This could reinforce the bank's regulatory capital ratios to the detriment of capital quality. Standard & Poor's excludes these instruments from its equity calculation.

Table 2

Attijariwafa Bank Balance Sheet Statistics												
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Breakdown as a % of assets (adj.)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>ASSETS</i>												
Cash and money market instruments	29,142	28,959	26,162	12,908	10,690	9,364	20.12	21.18	24.59	22.20	19.75	18.78
Securities	21,137	22,276	19,192	13,161	14,605	13,794	14.60	16.29	18.04	22.63	26.98	27.67
Nontrading securities	21,137	22,276	19,192	13,161	14,605	13,794	14.60	16.29	18.04	22.63	26.98	27.67
Customer loans (gross)	89,259	81,421	59,620	29,535	28,283	25,636	61.64	59.55	56.04	50.78	52.25	51.42
All other loans	89,259	81,421	59,620	29,535	28,283	25,636	61.64	59.55	56.04	50.78	52.25	51.42
Loan loss reserves	5,894	5,354	5,974	2,694	2,479	1,733	4.07	3.92	5.62	4.63	4.58	3.48
Customer loans (net)	83,365	76,067	53,646	26,841	25,805	23,903	57.57	55.63	50.42	46.15	47.67	47.94
Earning assets	126,639	120,177	91,076	50,056	48,407	47,237	87.45	87.89	85.61	86.07	89.43	94.75
Equity interests/participations (nonfinancial)	2,247	1,834	1,010	2,680	572	744	1.55	1.34	0.95	4.61	1.06	1.49

Table 2

Attijariwafa Bank Balance Sheet Statistics (cont.'d)												
	—Year ended Dec. 31—						Breakdown as a % of assets (adj.)					
(Mil. MAD)	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Intangibles (nonservicing)	2,083	1,947	1,865	69	0	0	1.44	1.42	1.75	0.12	0.00	0.00
Fixed assets	2,908	2,887	2,750	1,779	1,950	1,654	2.01	2.11	2.58	3.06	3.60	3.32
All other assets	6,011	4,706	3,631	788	506	395	4.15	3.44	3.41	1.36	0.93	0.79
Total reported assets	146,893	138,676	108,255	58,227	54,127	49,855	101.44	101.42	101.75	100.12	100.00	100.00
Less nonservicing intangibles	(2,083)	(1,947)	(1,865)	(69)	0	0						
Adjusted assets	144,810	136,729	106,390	58,158	54,127	49,855	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
	Breakdown as a % of liabilities + equity											
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>LIABILITIES</i>												
Total deposits	126,100	119,425	92,780	50,527	46,848	43,270	85.84	86.12	85.70	86.78	86.55	86.79
Noncore deposits	9,481	8,608	7,621	2,378	3,780	3,334	6.45	6.21	7.04	4.08	6.98	6.69
Core/customer deposits	116,619	110,817	85,159	48,149	43,068	39,936	79.39	79.91	78.66	82.69	79.57	80.10
Other borrowings	1,772	2,128	1,786	170	370	0	1.21	1.53	1.65	0.29	0.68	0.00
Other credit reserves	810	1,049	1,010	385	229	164	0.55	0.76	0.93	0.66	0.42	0.33
Other liabilities	6,178	4,810	2,829	920	528	380	4.21	3.47	2.61	1.58	0.98	0.76
Total liabilities	134,860	127,412	98,405	52,002	47,976	43,813	91.81	91.88	90.90	89.31	88.64	87.88
Total shareholders' equity	12,033	11,264	9,850	6,225	6,151	6,041	8.19	8.12	9.10	10.69	11.36	12.12
Minority interest-equity	672	1,058	390	77	199	0	0.46	0.76	0.36	0.13	0.37	0.00
Common shareholders' equity (reported)	11,361	10,206	9,460	6,148	5,952	6,041	7.73	7.36	8.74	10.56	11.00	12.12
Share capital and surplus	1,930	1,930	1,930	1,369	1,325	1,325	1.31	1.39	1.78	2.35	2.45	2.66
Reserves (incl. inflation revaluations)	8,444	7,335	7,329	4,415	4,566	3,777	5.75	5.29	6.77	7.58	8.44	7.58
Retained profits	987	941	201	365	61	939	0.67	0.68	0.19	0.63	0.11	1.88
Total liabilities and equity	146,893	138,676	108,255	58,227	54,127	49,855	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Less revaluation reserve, intangibles	(2,083)	(1,947)	(1,865)	(69)	0	0						
Tangible total equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Tangible common equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Adjusted common equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Adjusted total equity	9,950	9,317	7,985	6,156	6,151	6,041						
Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham.												

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics												
	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
(Mil. MAD)	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>PROFITABILITY</i>												
Interest income	4,422	7,480	6,621	2,929	3,181	2,946	6.28	6.15	8.05	5.22	6.12	6.16
Interest expense	2,065	3,075	2,669	745	961	987	2.93	2.53	3.24	1.33	1.85	2.06
Net interest income	2,357	4,404	3,952	2,184	2,219	1,959	3.35	3.62	4.80	3.89	4.27	4.09
Operating noninterest income	1,189	1,808	1,323	539	425	554	1.69	1.49	1.61	0.96	0.82	1.16

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics							(cont.'d)					
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Fees and commissions	655	917	1,010	327	286	228	0.93	0.75	1.23	0.58	0.55	0.48
Equity in earnings of unconsolidated subsidiaries	135	252	(79)	(18)	3	0	0.19	0.21	(0.10)	(0.03)	0.01	0.00
Trading gains	N.A.	309	218	128	139	201	0.00	0.25	0.27	0.23	0.27	0.42
Gains/ (losses) on liquidity portfolio securities	N.A.	94	24	39	7	0	N.A.	0.08	0.03	0.07	0.01	0.00
Other market-sensitive income	7	118	7	(5)	(51)	119	0.01	0.10	0.01	(0.01)	(0.10)	0.25
Other noninterest income	393	118	142	68	41	6	0.56	0.10	0.17	0.12	0.08	0.01
Operating revenues	3,547	6,213	5,276	2,723	2,644	2,513	5.04	5.11	6.41	4.85	5.09	5.25
Noninterest expenses	1,618	2,907	2,863	1,189	1,155	935	2.30	2.39	3.48	2.12	2.22	1.95
Personnel expenses	743	1,197	1,174	529	550	430	1.06	0.98	1.43	0.94	1.06	0.90
Other general and administrative expense	587	1,239	1,205	462	412	352	0.83	1.02	1.46	0.82	0.79	0.74
Depreciation and amortization-other	288	470	483	198	193	154	0.41	0.39	0.59	0.35	0.37	0.32
Net operating income before loss provisions	1,928	3,306	2,413	1,534	1,490	1,578	2.74	2.72	2.93	2.73	2.86	3.30
Credit loss provisions (net new)	244	721	1,209	932	1,079	488	0.35	0.59	1.47	1.66	2.07	1.02
Net operating income after loss provisions	1,684	2,585	1,204	602	411	1,090	2.39	2.13	1.46	1.07	0.79	2.28
Nonrecurring/special income	5	0	153	12	2	1	0.01	0.00	0.19	0.02	0.00	0.00
Nonrecurring/special expense	24	155	456	63	1	0	0.03	0.13	0.55	0.11	0.00	0.00
Pretax profit	1,665	2,430	900	551	412	1,090	2.37	2.00	1.09	0.98	0.79	2.28
Tax expense/credit	646	717	686	179	338	214	0.92	0.59	0.83	0.32	0.65	0.45
Net income before minority interest	1,019	1,713	214	372	74	876	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Minority interest in consolidated subsidiaries	31	77	14	8	13	N.A.	0.04	0.06	0.02	0.01	0.02	N.A.
Net income before extraordinary	987	1,636	201	365	61	876	1.40	1.35	0.24	0.65	0.12	1.83
Net income after extraordinary	987	1,636	201	365	61	876	1.40	1.35	0.24	0.65	0.12	1.83
Core earnings	999	1,679	267	372	60	876	1.42	1.38	0.32	0.66	0.12	1.83
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001						
ASSET QUALITY												
Nonperforming assets	10,137	9,597	8,095	3,939	3,487	2,494						
Nonaccrual loans	10,137	9,597	8,095	3,939	3,487	2,494						
AVERAGE BALANCE SHEET												
Average customer loans	79,716	64,857	40,244	26,323	24,854	23,536						
Average earning assets	123,408	105,626	70,566	49,232	47,822	44,262						
Average assets	142,785	123,466	83,241	56,177	51,991	47,849						
Average total deposits	122,762	106,102	71,653	48,688	45,059	41,482						
Average interest-bearing liabilities	124,712	108,059	72,632	48,958	45,244	41,482						
Average common equity	10,784	9,833	7,804	6,050	5,997	5,774						
Average adjusted assets	140,769	121,560	82,274	56,143	51,991	47,849						
OTHER DATA												

Table 3

Attijariwafa Bank P&L Statement Statistics							(cont.'d)					
(Mil. MAD)	—Year ended Dec. 31—						Adj. avg. assets (%)					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Number of employees (end of period, actual)	7,707	7,549	4,249	2,521	2,511	2,453						
Number of branches	569	555	485	266	265	257						
Off-balance-sheet credit equivalents	27,290	25,904	18,524	10,802	10,542	11,990						

Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham. N.A.—Not available.

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis							—Year ended Dec. 31—					
							2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>ANNUAL GROWTH (%)</i>												
Customer loans (gross)							19.25	36.57	101.86	4.43	10.33	4.92
Loss reserves							9.41	(8.31)	126.84	13.71	42.76	18.56
Adjusted assets							11.82	28.52	82.93	7.45	8.57	8.75
Customer deposits							10.47	30.13	76.87	11.80	7.84	17.13
Tangible common equity							13.59	16.68	29.71	0.08	1.83	9.71
Total equity							13.67	14.35	58.24	1.19	1.83	9.71
Operating revenues							14.17	17.77	93.74	2.98	5.21	(10.71)
Noninterest expense							11.36	1.53	140.72	3.00	23.45	5.97
Net operating income before provisions							16.65	37.04	57.31	2.97	(5.60)	(18.34)
Loan loss provisions							(32.32)	(40.36)	29.73	(13.61)	120.96	(23.62)
Net operating income after provisions							30.30	114.75	100.01	46.48	(62.29)	(15.73)
Pretax profit							37.02	169.90	63.39	33.79	(62.22)	(15.68)
Net income							18.91	699.13	(42.42)	402.75	(91.55)	5.07
							2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>PROFITABILITY (%)</i>												
<i>Interest margin analysis</i>												
Net interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets							3.82	4.17	5.60	4.44	4.64	4.43
Net interest spread							3.86	4.24	5.71	4.43	4.53	4.28
Interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets							7.17	7.08	9.38	5.95	6.65	6.66
Interest expense/avg. interest-bearing liabilities							3.31	2.85	3.67	1.52	2.12	2.38
<i>Revenue analysis</i>												
Net interest income/revenues							66.47	70.89	74.92	80.19	83.93	77.95
Fee income/revenues							18.46	14.76	19.14	11.99	10.81	9.06
Market-sensitive income/revenues							0.20	8.39	4.74	5.95	3.56	12.76
Noninterest income/revenues							33.53	29.11	25.08	19.81	16.07	22.05
Personnel expense/revenues							20.96	19.26	22.26	19.41	20.81	17.10
Noninterest expense/revenues							45.63	46.78	54.27	43.68	43.67	37.22
Noninterest expense/revenues less investment gains							45.72	48.44	54.60	44.24	42.95	39.07
Expense less amortization of intangibles/revenues							45.63	46.78	54.27	43.68	43.67	37.22
Expense less all amortizations/revenues							37.51	39.21	45.10	36.39	36.38	31.11

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis (cont.'d)						
—Year ended Dec. 31—						
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Net operating income before provision/revenues	54.37	53.22	45.73	56.32	56.33	62.78
Net operating income after provisions/revenues	47.49	41.61	22.82	22.11	15.54	43.36
New loan loss provisions/revenues	6.88	11.60	22.91	34.22	40.79	19.42
Net nonrecurring/abnormal income/revenues	(0.55)	(2.50)	(5.75)	(1.87)	0.04	0.02
Pretax profit/revenues	46.94	39.11	17.07	20.24	15.58	43.38
Net income/revenues	28.72	27.58	4.06	13.67	2.80	34.87
Tax/pretax profit	38.81	29.49	76.19	32.43	82.02	19.62
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>OTHER RETURNS</i>						
Pretax profit/avg. risk assets (%)	3.42	3.11	1.83	1.61	1.23	N.A.
Net income/avg. risk assets (%)	2.09	2.19	0.44	1.09	0.22	N.A.
Revenues/avg. risk assets (%)	7.29	7.96	10.74	7.98	7.89	N.A.
Net operating income before loss provisions/avg. risk assets (%)	3.96	4.23	4.91	4.49	4.44	N.A.
Net operating income after loss provisions/avg. risk assets (%)	3.46	3.31	2.45	1.76	1.23	N.A.
Net income before minority interest/avg. adjusted assets	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Net income/avg. assets + securitized assets	1.45	1.41	0.26	0.66	0.14	1.83
Net income/employee (MAD)	267,079	290,439	63,337	147,989	29,839	364,690
Personnel expense/employee (MAD)	194,870	202,855	346,910	210,079	221,728	178,810
Personnel expense/branch (mil. MAD)	2.65	2.30	3.13	1.99	2.11	1.69
Noninterest expense/branch (mil. MAD)	5.76	5.59	7.62	4.48	4.42	3.68
Cash earnings/avg. tang. common equity (ROE) (%)	27.12	25.24	9.87	9.27	4.38	17.84
Core earnings/avg. tang. common equity (ROE) (%)	20.75	19.41	3.78	6.05	0.98	15.17
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>FUNDING AND LIQUIDITY (%)</i>						
Customer deposits/funding base	91.20	91.17	90.05	94.97	91.21	92.30
Total loans/customer deposits	76.54	73.47	70.01	61.34	65.67	64.19
Total loans/customer deposits + long-term funds	68.82	66.06	62.62	54.32	57.46	55.76
Customer loans (net)/assets (adj.)	57.57	55.63	50.42	46.15	47.67	47.94
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
<i>CAPITALIZATION (%)</i>						
Adjusted common equity/adjusted assets	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted common equity/adjusted assets + securitization	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted common equity/risk assets	9.78	10.02	12.63	17.57	18.52	17.85
Adjusted common equity/customer loans (net)	11.94	12.25	14.88	22.94	23.84	25.27
Internal capital generation/prior year's equity	19.35	9.95	(6.15)	0.02	(4.91)	9.66
Tier 1 capital ratio	9.17	9.81	10.97	15.04	18.32	18.85
Regulatory total capital ratio	9.17	9.81	10.97	15.04	18.32	18.85
Adjusted total equity/adjusted assets	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted total equity/adjusted assets + securitizations	6.87	6.81	7.51	10.59	11.36	12.12
Adjusted total equity/risk assets	9.78	10.02	12.63	17.57	18.52	17.85
Adjusted total equity plus LLR (specific)/customer loans (gross)	17.75	18.02	23.41	29.96	30.51	30.33

Table 4

Attijariwafa Bank Ratio Analysis		(cont.'d)				
	—Year ended Dec. 31—					
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
Common dividend payout ratio	N.M.	42.47	288.44	99.73	583.13	39.31
	2006*	2005	2004	2003	2002	2001
ASSET QUALITY (%)						
New loan loss provisions/avg. customer loans (net)	0.61	1.11	3.00	3.54	4.34	2.07
Loan loss reserves/customer loans (gross)	6.60	6.58	10.02	9.12	8.76	6.76
Credit-loss reserves/risk assets	6.59	6.89	11.05	8.79	8.15	5.60
Nonperforming assets (NPA)/customer loans + ORE	11.36	11.79	13.58	13.34	12.33	9.73
NPA (excl. delinquencies)/customer loans + ORE	11.36	11.79	13.58	13.34	12.33	9.73
Net NPA/customer loans (net) + ORE	5.09	5.58	3.95	4.64	3.91	3.18
NPA (net specifics)/customer loans (net specifics)	5.09	5.58	3.95	4.64	3.91	3.18
Loan loss reserves/NPA (gross)	58.14	55.79	73.80	68.39	71.07	69.48

Year-end financial statistics are audited, consolidated, and prepared in accordance with Moroccan GAAP. *Data as of June 30, 2006. Ratios annualized where appropriate. MAD—Moroccan dirham. N.A.—Not available. N.M.—Not meaningful.

Published by Standard & Poor's, a Division of The McGraw-Hill Companies, Inc. Executive offices: 1221 Avenue of the Americas, New York, NY 10020. Editorial offices: 55 Water Street, New York, NY 10041. Subscriber services: (1) 212-438-7280. Copyright 2005 by The McGraw-Hill Companies, Inc. Reproduction in whole or in part prohibited except by permission. All rights reserved. Information has been obtained by Standard & Poor's from sources believed to be reliable. However, because of the possibility of human or mechanical error by our sources, Standard & Poor's or others, Standard & Poor's does not guarantee the accuracy, adequacy, or completeness of any information and is not responsible for any errors or omissions or the result obtained from the use of such information. Ratings are statements of opinion, not statements of fact or recommendations to buy, hold, or sell any securities.

Standard & Poor's uses billing and contact data collected from subscribers for billing and order fulfillment purposes, and occasionally to inform subscribers about products or services from Standard & Poor's, our parent, The McGraw-Hill Companies, and reputable third parties that may be of interest to them. All subscriber billing and contact data collected is stored in a secure database in the U.S. and access is limited to authorized persons. If you would prefer not to have your information used as outlined in this notice, if you wish to review your information for accuracy, or for more information on our privacy practices, please call us at (1) 212-438-7280 or write us at: privacy@standardandpoors.com. For more information about The McGraw-Hill Companies Privacy Policy please visit www.mcgraw-hill.com/privacy.html.

Analytic services provided by Standard & Poor's Ratings Services ("Ratings Services") are the result of separate activities designed to preserve the independence and objectivity of ratings opinions. Ratings are statements of opinion, not statements of fact or recommendations to buy, hold, or sell any securities. Ratings are based on information received by Ratings Services. Other divisions of Standard & Poor's may have information that is not available to Ratings Services. Standard & Poor's has established policies and procedures to maintain the confidentiality of non-public information received during the ratings process.

Ratings Services receives compensation for its ratings. Such compensation is normally paid either by the issuers of such securities or by the underwriters participating in the distribution thereof. The fees generally vary from US\$2,000 to over US\$1,500,000. While Standard & Poor's reserves the right to disseminate the rating, it receives no payment for doing so, except for subscriptions to its publications.

Permissions: To reprint, translate, or quote Standard & Poor's publications, contact: Client Services, 55 Water Street, New York, NY 10041; (1) 212-438-9823; or by e-mail to: research_request@standardandpoors.com.